

UNIVERSITE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
U.F.R. LETTRES, ARTS, SCIENCES HUMAINES
École doctorale Lettres, Sciences Humaines et Sociales

Thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication

*Culture et patrimoine dans les municipalités : une communication
politique en quête de consensus ?*

*Enjeux démocratiques des questions culturelles et patrimoniales dans le débat
politique local à travers les cas de Nice et de Dijon*

Volume 2 – annexes

Présentée et soutenue publiquement le 1^{er} juin 2017 à Dijon

Par Florence MOATTI

Thèse préparée sous la direction du Professeur Pascal LARDELLIER

Et la co-direction de Claudine BATAZZI

Devant le jury composé de :

Madame Claudine BATAZZI, Maître de Conférence H.D.R. à l'Université de Nice Sophia Antipolis, Directrice du département Techniques de Commercialisation

Monsieur Sung Do KIM, Professeur à l'Université de Koryo, Directeur du Center for Applied Cultural Sciences

Monsieur Pascal LARDELLIER, Professeur à l'Université de Bourgogne Franche-Comté, vice-Président du Conseil Scientifique de l'Institut Universitaire de Technologie de Dijon

Madame Patrizia LAUDATI, Professeure à l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, Directrice adjointe du laboratoire DeVisu

Introduction

Il est nécessaire de présenter le corpus de documents qui accompagne cette thèse de façon à appréhender, d'une part l'ensemble des documents, et d'autre, part à comprendre leur ordonnancement.

Les annexes comportent 25 documents classés suivant leur importance et leur volume :

- Les sources principales, organisées en deux volets ;
- Les sources complémentaires.

Les sources principales

L'organisation des sources principales a été constituée en deux volets distincts :

- Les entretiens, au nombre de 14, avec les élus ou des responsables culturels, dont un ancien maire, un ancien Président de Conseil régional, des adjoints aux maires, des conseillers municipaux et départementaux, et des acteurs institutionnels ;
- Des discours des maires de Dijon et de Nice, choisis en raison de leur impact ou de leur signification, 9 discours ont été retenus ;

Les sources secondaires

Deux documents ont été retenus parce qu'ils éclairent tout particulièrement les deux systèmes politiques mis en évidence dans notre seconde partie, à Dijon et à Nice :

- Discours de Maurice Druon, ministre des Affaires culturelles, prononcé à Dijon à l'occasion du dixième anniversaire de la fondation pour l'Association nationale des villes d'Art (1973) ;
- Procès-verbal de la délibération au Conseil Municipal du 23 mai 2003 de Nice portant sur le permis de démolir le Castel des Deux Rois .

Remarques importantes :

- Lors de la transcription des entretiens, nous avons conservé, au mieux, les formes de l'oralité, aux dépens d'une stricte exactitude syntaxique.
- Une table des matières figure à la fin de ce volume.
- Le tableau récapitulatif des annexes se trouve à la page 383 du volume 1.

PREMIERE PARTIE : LES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS A NICE ET A
DIJON

Annexe 1 : Entretien avec Jean-Luc Gagliolo, Conseiller municipal délégué au patrimoine, à la littérature, à la lutte contre l'illettrisme, au théâtre et à la langue niçoise - 8 janvier 2016

FM- J'ai préparé une petite grille en trois parties : une première partie biographique, si vous pouviez faire un petit récapitulatif, une deuxième partie sur votre action en tant que délégué au patrimoine, et dans une dernière partie, si vous pouviez partager vos réflexions, vos analyses, sur ces questions là à l'échelle municipale.

JLG- D'accord

FM- Alors comme entrée en matière...

JLG- Qui suis-je ?

FM- Voilà : parcours professionnel, politique, formation

JLG- Ok. J'ai fait à l'origine une école supérieure de commerce à Marseille, dont je suis sorti en 1987, et j'ai ensuite passé dix ans dans la banque, en gestion de patrimoine, notamment, mais il s'agissait de patrimoine financier. J'ai ensuite obliqué, en passant dix ans plus tard, en 97, un Capés bivalent Occitan/Lettres modernes et je suis depuis cette date-là donc, fonctionnaire de l'Education Nationale, enseignant en Niçois et Provençal, et en Français. J'enseigne donc en collège, et j'enseigne en formation continue à l'Université, en cours du soir. Parallèlement à ça, depuis ma plus jeune enfance, je fais du théâtre dans un troupe fondée par mon grand-père en 1936. Donc qui existe toujours. Aujourd'hui j'anime cette troupe, j'écris pour cette troupe et je joue pour cette troupe qui est spécialisée dans le spectacle en langue niçoise. Donc très souvent il s'agit plutôt de spectacles bilingues, plus récemment. Cette troupe a son siège social dans le théâtre Francis Gag, bien sûr, dans le Vieux Nice. Et puis troisième volet de ma vie, depuis un an et demi, je suis élu à la ville de Nice et à la métropole Nice Côte d'Azur, en charge donc du Patrimoine, de la langue et de la culture niçoise, de la lutte contre l'illettrisme, de la littérature, bibliothèques et archives municipales, et du théâtre.

FM- Alors est-ce que vous pourriez revenir rapidement sur les circonstances, les motivations de votre entrée dans la vie politique ?

JLG- C'est consécutif à une sollicitation de Christian Estrosi, à la fin de son premier mandat, qui me connaissait – nous nous connaissons depuis plusieurs années dans le cadre de mes représentations de théâtre, c'était l'un de mes spectateurs fidèles, et nous avons eu l'occasion d'échanger régulièrement, de se découvrir, de s'apprécier. Et donc en septembre 2013, il m'a sollicité pour les élections de mars 2014, et m'a demandé si j'acceptais de venir à ses côtés pour faire les choses que je connaissais. En l'occurrence, les choses que je connaissais, c'est tout ce que je vous ai dit : la langue française, la langue niçoise, l'histoire niçoise, le patrimoine bien sûr, et le théâtre. Il s'avère donc que j'ai dans ma délégation toutes ces choses-là, parce que monsieur le Maire m'a véritablement fait un poste sur mesure, et que ça s'est fait simplement, par confiance, et alors même que je n'avais jamais mis un pied en politique, je me suis dit que c'était l'occasion de donner libre cours à ce que j'aimais, en parallèle de mon métier, puisque je continue à enseigner, et en parallèle de mes activités associatives, que je perpétue aussi.

FM- Comment est-ce que vous définissez votre rôle d'élu ?

JLG- Je pense qu'il y a plusieurs axes. Dans un cadre général, je ne vais pas parler d'une délégation en particulier, hein. Il y a d'abord une action d'impulsion, c'est-à-dire qu'il revient à l'élu, à mon avis, de donner les axes de travail, donc de développer de

nouveaux projets si c'est nécessaire et pertinent. Ensuite, il revient à l'élu de coordonner, je crois, les actions relatives aux différents pans de sa délégation, et ma délégation étant assez diverse, il m'appartient de faire en sorte, je crois, que ces différents volets de mon action puissent trouver une cohérence et puissent être utiles les uns autres aux autres. Troisièmement, je crois que l'élu à un rôle de représentation, c'est-à-dire qu'au-delà même de ce que je peux faire, des projets que je peux coordonner et que je peux mettre en œuvre au sein des différentes directions qui dépendent de ma responsabilité, j'ai une responsabilité de représentation vis-à-vis du public, c'est-à-dire que je représente le maire à l'extérieur, et la politique portée par le maire et par la ville dans le cadre de mes délégations. A ce titre-là, je suis toujours très attentif à être présent pour que la population, niçoise notamment, connaisse ce qui est fait par la ville et ai toujours un interlocuteur. C'est-à-dire par exemple en matière théâtrale, ma porte est ouverte à tous les associatifs, à tous les amateurs ou professionnels du théâtre. En matière de traditions niçoises, je connais toutes les associations et ils savent que ma porte est ouverte. En matière de bibliothèque, archives, je fréquente beaucoup les auteurs et les éditeurs. En matière de patrimoine évidemment, je suis en relation avec les services de l'Etat, l'architecte de bâtiments de France, le conservateur régional des monuments historiques et puis le service aussi régional d'archéologie. Et puis en matière d'illettrisme, je suis en relation, pas plus tard qu'hier encore, avec le rectorat, avec les associations en charge de la lutte contre l'illettrisme. Parce que je suis une espèce d'interface entre l'action municipale et le public, et il est nécessaire donc, vraiment, j'en suis fermement convaincu, parce que c'est nécessaire aussi pour redonner confiance en la classe politique, il est nécessaire que les gens aient un accès direct à ceux qui ont certaines responsabilités.

FM- Est-ce que vous pourriez décrire, vous l'avez déjà fait en partie, votre rôle et votre action en tant que conseiller municipal délégué au patrimoine...

JLG- Si je récapitule : un rôle de conception et d'impulsion, un rôle de coordination, un rôle de représentation. Et je dirais même que c'est à double sens, c'est-à-dire que représentation et coordination, ça va vers le public mais ça va aussi vers les services municipaux. C'est-à-dire que je suis convaincu d'un nécessaire climat de confiance entre les élus et l'administration municipale pour que les projets avancent mieux, plus intelligemment et plus rapidement. Je crois que nous, élus, avons beaucoup à apprendre de ceux qui sont sur le terrain, et à ce titre là, quand j'ai des projets, je suis très très à l'écoute de ce que l'on peut me suggérer et mes projets évoluent permanence en fonction de ce qu'on me propose. Et d'autre part je crois qu'il faut, comme le public, que l'administration municipale ai accès à l'élu pour...ben tout simplement pour que la confiance s'établisse, que la connaissance se fasse et que les projets avancent pertinemment et efficacement.

FM- Quels sont les enjeux de votre délégation en terme de vie municipale : par exemple avec la lutte contre l'illettrisme, est-ce qu'on est dans un enjeux de citoyenneté, de vie citoyenne ?

JLG- Je vais placer ça sur deux plans : il y a un aspect moral. C'est-à-dire que la classe politique est extrêmement décriée et c'est une des raisons qui ont guidé mon choix lorsque Christian Estrosi m'a sollicité, c'est que lorsqu'une proposition m'est faite, moi citoyen, râleur comme tout le monde, je n'imaginerai pas un instant pouvoir refuser cette proposition parce que je ne pourrai plus râler après. Donc je crois qu'il y a un volet moral qui est important. C'est un enjeu essentiel, c'est-à-dire qu'il faut redonner confiance en la classe politique, et je crois beaucoup en l'implication du citoyen comme moi. Je suis toujours un citoyen et dans mes multiples activités, j'ai l'activité politique. Ça c'est le premier volet. Le deuxième enjeu, c'est évidemment un enjeu d'aboutissement social. C'est-à-dire que les projets que je mène, quelques soient ces projets, que ce soit le théâtre, l'illettrisme ou la rénovation du patrimoine historique, ce sont des projets qui ont vocation à favoriser une harmonie sociale. Je suis convaincu que c'est l'un des besoins de notre société aujourd'hui, de rétablir une espèce de confiance, là encore,

entre les citoyens eux-mêmes, entre les associations et les citoyens, entre les associations et le monde politique, entre les administrations et le public. Je crois véritablement que – ça n'est pas immodeste ce que je vous dit là- mais que le plus petit élu comme moi, à un rôle à jouer dans cette harmonie sociale.

FM- Est-ce que vous pensez que ces questions patrimoniales et culturelles sont un vecteur fort de cette harmonie sociale, de cette communication démocratique ?

JLG- Oui, parce que le patrimoine, c'est quelque chose qui appartient à tout le monde, par définition, à nos pairs évidemment, mais à nous par héritage, et je crois que ce que nous pourrions faire de mieux dans ce domaine là, c'est que la population s'approprie ce patrimoine, et qu'elle éprouve une forme de fierté lorsque nous le rénovons, lorsque nous le mettons en valeur, lorsque nous le faisons connaître, qu'elle éprouve une envie de le montrer...que la population en soit elle-même un vecteur de communication. C'est-à-dire que lorsque le public aimera son patrimoine, connaîtra son patrimoine, il sera lui-même un publicitaire, entre guillemets, pour ce patrimoine, et il sera...et ce patrimoine sera donc un vecteur de cohésion sociale, un vecteur de confiance, un vecteur de confiance en soit, un vecteur de bien-être. Alors peut-être je sors un peu de la question que vous m'avez posée et c'est peut-être un peu philosophique ce que je vous dis là, mais j'y crois profondément.

FM- Pas du tout.

JLG- Et je vais employer un mot qui aujourd'hui est considéré comme un gros mot mais qui est pour moi essentiel, c'est l'identité. Je crois que lorsqu'on a un patrimoine aussi riche que celui que nous avons à Nice, et que la population est en mesure de se l'approprier grâce au travail que nous faisons, hé bien la population se reconnaît une identité, reconnaît ses origines, reconnaît ce qu'ont fait leurs aïeux, et je crois que c'est un bon outil pour avancer et pour que ce patrimoine se transmette de génération en génération, avec fierté et dignité.

FM- Vous tenez un blog ou site internet.

JLG- Oui, je me suis fait un site internet, vous avez dû peut-être le voir, jean-lucgag.fr. Alors ça, ça résulte d'un début de mandat qui m'a un peu surpris. Lorsque j'ai pris mes fonctions, en avril 2014, je suis tout de suite entré dans le vif du sujet, découvrant avec effarement l'ampleur de la tâche, que je n'avais pas mesurée, clairement, me trouvant sept jours par semaine, en plus de mon boulot et du théâtre, en rendez-vous, à rencontrer dans mon bureau mais aussi à l'extérieur, à assister à des quantités de spectacles...bref ! Et toutes les rencontres que je faisais arrivaient...enfin, pas toutes, mais nombre de rencontres arrivaient à porter une question qui était : « mais finalement, vous faites quoi ? Vous êtes élu ? Vous êtes prof ? Vous faites du théâtre ? » Et je me suis rendu compte que j'étais un peu atypique, en ce sens que j'étais un peu multitâches, que ça n'est pas très habituel finalement. Et comme je ne souhaite pas changer quoi que ce soit à cela, j'aime tout ce que je fais dans ma vie, et ça me confère une forme de liberté, je me suis dit qu'il fallait que je...au-delà des réponses que j'apportais individuellement à chacun, qu'il fallait que j'ai un outil de communication personnelle, et que les gens comprennent pourquoi je restais ce couteau suisse, et ce que représentait mon quotidien, finalement. Et en page d'accueil de ce site, j'ai voulu que figure mon agenda, public, hein, évidemment il ne s'agit pas de mon agenda personnel, mais pour que les gens mesurent que je fais plusieurs choses, et que c'est comme ça, et que les choses s'enrichissent les unes les autres. Quand je fais du théâtre à titre personnel, c'est cohérent par rapport à mon activité politique, quand je suis prof de français ou de niçois, c'est cohérent par rapport à ma délégation politique, mais c'est aussi cohérent par rapport à mon engagement associatif. Voilà, je voulais montrer que ma vie n'était pas échevelée mais extrêmement cohérente et structurée. Et donc dans ce blog, dans ce site, j'écris, j'explique ce que sont mes goûts littéraires, mes goûts culturels, je fais à peu près une fois par mois un billet de ce qui me passe par la tête,

parce que j'aime écrire. Voilà, c'est pour moi un vecteur de compréhension, plus de compréhension que de communication.

FM- C'est une interface plus directe peut-être ?

JLG- Oui ! Je crois que c'est un moyen pour les gens de me connaître, sans mégalomanie, hein, mais simplement que les gens sachent. Parce qu'en tant qu'élu et homme public désormais, ils ont le droit de savoir qui je suis et quelle légitimité est la mienne pour intervenir dans certains domaines. Et puis je n'ai rien à cacher, je suis complètement transparent quoi, donc ça m'a paru le meilleur outil. Et j'ai aussi une page Facebook qui est très active, qui me permet d'échanger en direct aussi avec de nombreuses personnes, très nombreuses. Donc j'ai une page politique et une page perso.

FM- Justement, pour rester sur cette question des médias, quelles sont vos interactions avec les médias locaux ?

JLG- Une relation nécessaire, c'est-à-dire que je suis régulièrement sollicité par la presse écrite, par la radio, par toutes formes de média et que je considère cela comme une obligation mais avec aucun côté péjoratif. Là encore c'est une...il est nécessaire que le public sache ce que nous faisons, nous élus, et ce que fait la ville. A ce titre là, au-delà de ce que je peux faire à titre personnel, hé bien les médias institutionnels on va dire, jouent leur rôle. J'accepte sans aucune difficulté de répondre à leurs questions. Je suis par contre toujours extrêmement vigilant à contrôler ma parole, à faire attention à ce que je dis, pour ne pas risquer une fausse interprétation ou pour ne pas mettre le maire dans une situation délicate par des propos qu'il n'aurait pas tenu lui-même. Par ailleurs, je ne suis pas du tout à la recherche de la visibilité personnelle, je me contente très bien de rester dans l'ombre si ça doit être le cas, et ça ne me pose aucun problème : ça a été le cas pendant cinquante ans, donc ça peut continuer encore cinquante ans

FM- Vous m'en avez déjà beaucoup parlé, mais comment s'organisent vos contacts avec les acteurs de la vie culturelle, patrimoniale niçoise ?

JLG- J'essaie, d'abord de faire en sorte que ces contacts soient fréquents et que ça soit à double sens, c'est-à-dire qu'ils peuvent me solliciter mais que je peux aussi, moi, les solliciter pour avoir des...leur avis, leurs idées. Deuxièmement, j'essaie de n'oublier aucune catégorie d'interlocuteur : ce peut être des universitaires, ce peut être des associatifs, ils peuvent être auteurs, ils peuvent être éditeurs, ils peuvent être architectes, étudiants, enseignant. Parce que le patrimoine, c'est tellement collectif, si vous voulez, que tout avis est bon à prendre, que toute question est bonne à écouter. C'est une des conditions aussi pour l'appropriation dont nous parlions toute à l'heure. C'est-à-dire que si des projets se montent en ayant été concertés, élaborés ensemble, alors là évidemment, après la machine municipale, technique, passe derrière et met en forme les projets de manière à ce qu'ils puissent rentrer dans un cadre institutionnel, mais je crois que la concertation préalable est gage d'harmonie et de réussite.

FM- Quelles sont selon vous les grandes lignes de la politique culturelle et patrimoniale à Nice ?

JLG- C'est compliqué de vous répondre clairement à cette question là. Commençons par la ligne patrimoniale. Il existe à Nice une direction du Patrimoine, avec un centre du patrimoine. C'est-à-dire, le centre du patrimoine étant l'interface...il y a la direction du patrimoine qui est le volet administratif, et il y a aussi le centre du patrimoine qui lui est l'interface entre le public et l'institution. Donc Monsieur le Maire a une volonté très claire, depuis très longtemps, qui est de valoriser notre patrimoine, puisque Nice a quand même le patrimoine baroque peut-être le plus riche de France, probablement, et Monsieur le Maire à la volonté véritablement de le rénover...non seulement de la rénover mais de le faire connaître. Donc ça, c'est le volet patrimonial au sens réappropriation de bâtiments tels que, par exemple, l'ancien hôtel de ville, le palais communal donc, place Saint François, comme la réutilisation du Sénat, que vous connaissez, comme la rénovation de la chapelle de l'Abbaye de Saint Ponce. Donc

véritablement des projets emblématiques, qui sont des projets à très long terme mais qui sont malgré tout des projets très visibles pour la population. Et puis à côté de ça, ça peut être de la numérisation de tableaux de Bréa, ou des choses beaucoup plus discrètes qui passent presque inaperçues mais qui sont aussi notre patrimoine. Donc il y a véritablement une volonté...l'axe culturel c'est celui-ci : rénovation, valorisation, communication mais aussi travail de fourmi des petits patrimoines du quotidien. Donc ça, c'est l'axe patrimonial. Pour ce qui est de l'axe culturel plus généralement, la volonté elle est claire, c'est de montrer que Nice, ce n'est pas qu'une ville de villégiature au sens anglais du terme, c'est-à-dire on y vient pas seulement pour profiter du climat, de la mer bleue et de palmiers, on y vient aussi parce que Nice est une ville de culture. Voilà. Donc je crois que Nice, c'est toute une...c'est assez complexe : c'est une ville connue dans le monde entier, la Riviera, c'est aussi le deuxième aéroport de France, on l'a vu plus récemment, douze millions de voyageurs, donc véritablement une ville de passage et une ville d'accueil mais en parallèle de ça, c'est une ville qui a une histoire, qui a une langue, qui a quatorze musées ou galeries, qui accueille quatorze bibliothèques municipales et vingt-cinq associées, qui abrite/héberge vingt-cinq théâtres. Donc véritablement, c'est le côté un peu méconnu de la ville de Nice, c'est ce côté très culturel. La ville de Nice, c'est 1200 événements culturels à l'année. Et je crois que c'est notre rôle, au-delà même des projets que nous continuons à monter et à faire aboutir, c'est notre rôle de faire savoir cela, que les gens viennent à Nice pour le climat, mais ils viennent à Nice aussi parce que on y trouve de la culture, de la tradition et du patrimoine.

FM- Est-ce que vous pensez que le projet d'inscription de la Promenade au patrimoine de l'Unesco peut participer à ce changement d'image ? Quelles sont les perspectives ?

JLG- Le simple dépôt du projet donne déjà une visibilité. Et je crois que ça nous aide, et c'est complémentaire à ce que je vous disais, ça nous aide à nous sortir d'un espèce de cliché dans lequel on est enfermé globalement depuis la belle époque, et peut-être même depuis Smolett, fin XVIII. C'est-à-dire que la Promenade, c'est emblématique au sens touristique, mais la promenade, c'est aussi une histoire, et que le dossier soit porté par Jean-Jacques Aillagon, dans une mission créée à cet effet, que les archives municipales, que la direction du patrimoine, que les musées contribuent à ce projet, montre bien que la Promenade des Anglais, ce n'est pas que les palmiers et un bel arc sur la baie des Anges mais que c'est véritablement une dimension historique, et je dirais presque artistique, et même sociale. Donc c'est porteur d'image aussi. Et le livre qui a été fait à cet égard par Jean-Jacques Aillagon, qui a coordonné différents auteurs sur ce projet là. Vous l'avez vu d'ailleurs ?

FM- Oui, celui-là je l'ai.

JLG- C'est un bel ouvrage ! Je pense que ça fait partie...c'est un travail d'image ça aussi, qui montre que la Promenade, ce n'est pas une belle photo prise de la tour Bellanda. C'est véritablement toute une histoire.

FM- Comment vous définiriez l'héritage des mandats précédents...pas les mandats de Monsieur Estrosi, mais ceux précédents ceux de Monsieur Estrosi, en terme de questions patrimoniales et culturelles ?

JLG- C'est assez paradoxal. C'est-à-dire que globalement, nous portons le poids de choix qui ont été faits dans les années 1970, qui ont d'une certaine manière porté atteinte à notre patrimoine. C'est-à-dire qu'à l'époque, le patrimoine n'avait pas la même valeur, dans l'esprit collectif, qu'aujourd'hui, et à titre d'exemple, je vais prendre l'église des Franciscains, qui est le plus ancien édifice que nous ayons à Nice, qui est à côté du palais communal place Saint François. Dans cette église du centre ville, vraiment, on a, dans les années 70, installé la collecte des ordures ménagères. Et pour installer cette collecte des ordures ménagères, qui y est toujours, il a fallu véritablement saccager, d'une certaine manière, le lieu : on a noyé des pilastres dans des couches de béton, par exemple. Donc on porte le poids de choix qui ont été fait comme ça, qui étaient des

choix d'aménagement urbain qui ont porté atteinte à ce patrimoine. Donc c'est une première chose. Par ailleurs, il y a quand même un volet positif qui est avant cette période là et après cette période là, c'est que nous avons eu toujours des élus qui avaient un attachement pour leur terre, pour leur histoire, et, quels que soient leurs axes politiques, qui ont toujours malgré tout souhaité que soient valorisées la tradition, la langue, la culture et l'histoire niçoise. Avec plus ou moins de bonheur, avec plus ou moins de budget, avec plus ou moins de réussite. Mais en tous cas, c'est très lié je crois...c'est finalement plus lié au contexte général qu'aux personnalités et aux mandats eux-mêmes.

FM- Il y a quand même une originalité à Nice, c'est la dispersion des attributions culturelles et patrimoniales sur plusieurs délégations...

JLG- Alors ça résulte d'une volonté de Monsieur le Maire de confier à chacun les tâches en rapport avec ses compétences. C'est-à-dire qu'un élu à la culture peut avoir une fonction de représentation sans aucun doute, mais peut difficilement s'attacher à s'occuper de l'Opéra, de la danse, du théâtre, du patrimoine, de l'art contemporain, des musées...enfin bref ! Ceci résulte simplement d'une volonté d'attribuer à chacun la possibilité de travailler dans ses domaines de compétence. Et j'en suis l'exemple type, c'est-à-dire que j'interviens dans des domaines que je connais, que je pense connaître, et je pense être plus efficace comme ça que si je m'occupais d'art contemporain ou d'opéra. S'il fallait que je le fasse, j'apprendrais et je m'en occuperais, mais j'aurais dans ce cas là beaucoup moins de fonction d'impulsion de projets que de représentation. C'est juste une question de définition de poste, en fait. Si sur le mandat précédent, Christian Estrosi avait choisi Muriel Marland Minitello comme adjointe à la culture, elle avait néanmoins des élus en dessous des conseillers municipaux qui étaient en charge de certains domaines spécifiquement, mais elle avait une vocation de représentation et de coordination plus que d'animation, et de conception, et d'impulsion.

FM- Toute à l'heure, en parlant de la demande d'inscription de la Promenade des Anglais à l'Unesco, on parlait du tourisme. Dans quelle mesure ces questions patrimoniales et culturelles sont aussi des enjeux touristiques ?

JLG- lorsque quelqu'un vient à Nice et qu'il vient de l'étranger, il y a plusieurs raisons. Première raison d'abord, c'est qu'il connaît Nice au travers de la destination balnéaire presque. Deuxième raison, c'est que ce touriste peut venir à Nice parce que il sait qu'il y a une dimension culturelle, celui-ci est quasiment acquis. Ce que je crois moi, c'est que nous devons fournir aux touristes la possibilité d'approfondir leurs connaissances s'ils savent déjà, et nous devons donner aussi la possibilité à ceux qui ne savent pas, de découvrir qu'en revenant de la plage, ils peuvent visiter un patrimoine riche et dense. Pour cela, nous avons des outils : nous avons évidemment le site Internet, nous avons une cellule qui est le centre du patrimoine, nous avons l'Office du tourisme qui diffuse l'information patrimoniale et culturelle. Le centre du patrimoine organise des visites guidées thématique, l'Office de Tourisme aussi. Nous faisons des publications désormais aussi en anglais, pour faciliter l'accès. Pour ma part, je crois qu'on n'a pas encore assez utilisé la dimension culturelle et patrimoniale comme vecteur touristique. Et je pense que c'est en train de se mettre en place, c'est en train de se développer, parce que à partir du moment où nous sommes tous pleinement conscients de notre richesse culturelle et patrimoniale, hé bien il faut que nous soyons à même de le faire savoir. Et je crois vraiment que la ville de Nice a tout intérêt, en matière de visibilité, à afficher sa mer bleue, son climat, sa proximité avec la haute montagne, mais aussi les grands événements que sont le carnaval ou le Festival du Jazz, mais aussi la densité culturelle comme les bibliothèques, les musées, les archives, les théâtres, mais aussi notre patrimoine baroque, mais aussi notre patrimoine belle époque, parce que finalement, c'est la garantie que le touriste trouvera matière à satisfaction quel que soit le touriste. Et que le touriste reviendra, et que le touriste portera la bonne parole de Nice.

FM- Pour en revenir à l'habitant, est-ce que vous pensez que ces questions de cultures et de patrimoine ont une capacité de mobilisation forte auprès du citoyen ?

JLG- Oui et non. Non parce que souvent le citoyen ne connaît pas bien son patrimoine, et son histoire et sa culture. Ça veut donc dire qu'il nous appartient à nous élus et structures municipales de faire connaître. Et à partir du moment où notre public niçois connaît lui-même, hé bien là ça devient mobilisateur. Je crois vraiment que c'est le rôle qui nous est dévolu, ce qu'a constitué la première partie de notre entretien, c'est-à-dire l'appropriation, la reconnaissance, l'identification du public, et à partir de là, oui, effectivement, c'est mobilisateur, bien sûr. Sous cette condition là. Quand vous voyez par exemple ici le panneau Catherine Ségurane, dans l'esprit du Niçois, Catherine Ségurane, oui, tout le monde connaît le nom, mais sait-on qui elle est ? A-t-elle vraiment existé ? Connaissons-nous le contexte historique dans lequel ça s'est fait ? Hé bien il m'appartient de valoriser ça, de l'expliquer, de le développer, pour que les gens sachent et comprennent qui elle était, quel rapport avec la crypte archéologique par exemple, à Garibaldi, quel rapport avec le château de Nice, quel rapport avec la langue niçoise. Essayer véritablement à partir parfois peut-être d'éléments assez anecdotiques comme cette prétendue Catherine Ségurane, essayer de montrer que derrière, il y a toute une histoire et un patrimoine auquel même on peut rattacher des anecdotes de cet ordre là. Donc l'appropriation, la connaissance, la diffusion d'informations, ça passe aussi par ça. Ça passe par la fête traditionnelle des Mais, ça passe par la fête de Coucourdons, ça passe par le Presepi, la crèche sur la place Rossetti en décembre. Vous voyez, je crois que le patrimoine, ça n'est pas que des pierres, il y a aussi évidemment tout ce patrimoine immatériel qui relève de la transmission, de la tradition donc. Et si nous arrivons, et je crois que nous y arrivons, à donner la connaissance au public, nous donnons aussi l'amour, l'identification, et qu'à partir de ce moment là, oui, nous sommes capables de mobiliser sur ces thèmes là.

FM- Est-ce que vous pourriez justement partager votre vision de la culture locale, de la culture niçoise ?

JLG- Oui. Préambule : nous sommes souvent, nous Niçois, considérés comme étant un peu irrédentistes, voire séparatistes, refermés sur nous-mêmes. Depuis toujours, je lutte contre cette vision là. Nice est tout sauf une terre fermée, le Niçois est tout sauf hermétique. Nice est une terre de passage, c'est le lien entre la mer et la montagne, le lien entre la Provence et l'Italie, terre convoitée, occupée par les Visigondes, les Goths, les Ligures, les Grecs, les Romains et puis plus récemment, elle s'est donnée à la Savoie et a été annexée à la France. Donc Nice, c'est véritablement une terre multiple. La langue niçoise en est emblématique. La langue niçoise, c'est à l'origine une langue romane, bien évidemment, qui, on va dire, rentre dans un cadre d'une langue d'Oc médiévale, qui évolue ensuite, du fait de son appartenance à la maison de Savoie, dont la langue est influencée par le piémontais par exemple, par les langues ligures, par Savoie même, par le Vivaro-aplin. Donc une langue qui a subi des influences, comme toutes les langues de confins d'ailleurs, comme le béarnais par exemple. Donc une langue de confins qui est révélatrice de ce qu'est l'histoire niçoise. Donc ma vision, pour en revenir à votre question, parce que c'est vrai que j'ai tendance à partir un peu, ma vision, c'est que nous sommes un territoire extrêmement riche. C'est visible dans son urbanisme, dans l'architecture, dans la langue, dans nos traditions. Et tellement riche que nous sommes et nous devons être extrêmement ouverts. Ouverts sur la Provence, ouverts sur l'Occitanie, ouverts sur la France, ouverts sur les territoires transalpins. Je trouve que nous sommes assez emblématiques d'une espèce de melting-pot, puisque certes, nous avons un fort enracinement local, mais pour autant, nous avons des liens étroits avec tous les territoires qui nous environnent et nous devons véritablement continuer dans ce sens là. La meilleure preuve, c'est que nous accueillons des millions de touristes chaque année et que nous leur montrons ce que nous avons de plus beau et de plus cher, et on essaye de faire le mieux possible. Pour revenir au côté un peu identitaire de la chose, Nice va accueillir au mois de mai prochain le congrès annuel du Félibrige, qui s'appelle le Santo-Estello, le Félibrige étant l'association fondée en 1954 par Frédéric Mistral, prix Nobel de littérature, association qui avait vocation à défendre les traditions et cultures des terres d'Oc. Et Nice va donc accueillir en ce mois de mai des Provençaux, des Languedociens, des Limousins, des Béarnais, des Gascons, des Alpains, qui vont tous

de rassembler parce que Nice est une terre d'Oc, et à ce titre là, que l'on soit félibréen ou occitaniste, peu importe, l'important c'est que nous nous reconnaissons comme une terre qui est susceptible d'accueillir toutes les parties du territoire occitan en l'occurrence, de Bordeaux à Menton. Donc voilà, cet événement est assez emblématique de ce que nous souhaitons, c'est-à-dire une ouverture, loin de tout repli prétendument identitaire. Je veux dire par là qu'avoir la chance de bénéficier de cette richesse historique, traditionnelle, culturelle, linguistique, patrimoniale donc, avoir cette chance là, hé bien ça nous donne des devoirs, et ça ne doit en aucun cas nous enfermer, et je ne crois pas que nous soyons refermés sur nous-mêmes. C'est un cliché contre lequel je lutte souvent.

FM- C'est aussi peut-être un enjeu de vision politique ?

JLG- Certainement, oui oui, certainement. C'est un moyen aussi de montrer que sur un plan politique, purement politique entre guillemets « politicienne », on peut défendre l'identité sans s'enfermer dans des positions extrêmes. Et c'est pour ça que j'essaye d'utiliser ce mot « identité », régulièrement, pour ne pas qu'on le cantonne à une frange politique qui nous priverait de ce que nous sommes finalement, pour le laisser seulement à un extrême quoi. Je ne vois pas ça du tout comme ça. Je me sens profondément niçois mais je me sens aussi profondément occitan, je me sens profondément français, et je me sens chez moi en Italie aussi. Je ne veux pas, et là on est en pleine vision politique, je ne veux pas laisser cette marque là de la nissardité être accaparée par des franges, par des extrêmes politiques. Je crois au contraire que nous sommes extrêmement légitimes, tous, républicains et modérés, pour valoriser ce que nous sommes. Se dire niçois, ce n'est pas rejeter l'autre, c'est simplement savoir qui nous sommes, avoir des racines et ça nous rend, je crois, encore plus forts pour nous intéresser à ce qui se passe ailleurs. Et on est en pleine vision politique, vous avez raison.

FM- J'aimerais bien pour conclure vous donner une petite liste de lieux ou d'institutions que moi je considère comme emblématiques mais que vous pouvez critiquer, modifier...si vous pouviez la commentez.

JLG- Il s'agit de lieux niçois ?

FM- Oui.

JLG- Ha oui, très bien, oui peut-être que je connais.

FM- Ho je pense ! La place Garibaldi...

JLG- C'est la place emblématique de Nice, c'est-à-dire par son emplacement d'abord, elle fait le lien entre le port, la route de Turin, le Paillon, le château et la vieille ville. Donc finalement, il est normal qu'elle soit au centre de l'amour des Niçois, par son lieu, et puis par le nom qu'elle porte. La rénovation dont elle a été l'objet il y a quelques années a pleinement porté ses fruits. L'axe sur l'ancienne route de Turin est bien préservé, la vision sur la statue de Garibaldi, le fond de la chapelle du Saint Sépulcre derrière qui est attribuée aux pénitents bleus. C'est véritablement...et puis une place royale emblématique dans la vision turinoise.

FM- On en a parlé toute à l'heure mais je vais quand même vous reposer la question : l'ancien Sénat ?

JLG- Alors on va oublier le mot ancien, on va dire le Sénat. Ça fait partie des axes de communication que je souhaite faire évoluer, on va parler désormais du Sénat. Ce Sénat a un tel ancrage dans l'histoire niçoise, dans la spécificité niçoise, démocratique niçoise, que je souhaite qu'il soit restauré, rénové et utilisé. C'est pour cela qu'au mois de mai prochain de 2016, ce sénat accueillera les congressistes du Félibrige au rez-de-chaussée, dans cette partie voûtée et que dans la foulée de cet accueil, le centre du patrimoine de la ville de Nice qui est actuellement basé Pierre Gautier, sera transféré au Sénat, donc dès l'été 2016. Je veux que ce sénat devienne le centre névralgique, on va dire, du

patrimoine niçois : lieu d'information pour le public, lieu de réunion, lieu de conférence, d'exposition, base de notre structure administrative, pour que véritablement ce sénat reprenne vie, et ne soit pas simplement un mausolée.

FM- La colline du château.

JLG- Gros projet actuellement sur la colline du château pour la remettre en valeur, la restaurer. Cette colline du château, c'est le témoignage de l'histoire niçoise, c'est Nikkaïa, c'est la forteresse, une des plus grande...une des plus hautes forteresses de Méditerranée. C'est le combat contre la France, puisque la France a, à de multiples reprises, essayé de s'approprier cette forteresse jusqu'en 1706. Donc cette colline du château, c'est pour moi un lieu totalement emblématique. C'est très beau, c'est presque ce que nous pouvons présenter de plus beau aux touristes. Et puis pendant quelques temps, ça a été pour moi un lieu de sieste...non non, je ne plaisante pas. Il m'est arrivé de temps en temps quand j'étais un peu en overdose de boulot, il y a quelques années, de prendre mon scooter et d'aller me garer à la colline du château et de me faire un quart d'heure de sieste sur un banc, parce qu'il y a peu d'endroit à Nice où je suis aussi bien. Il y a une espèce de...il y a quelque chose là-bas, un truc en plus...ça c'est totalement informel ce que je vous dis là, c'est du ressenti personnel.

FM- Alors, où est-ce que j'en étais...le lycée Masséna.

JLG- Oui, le lycée Masséna, récemment, en commission régionale du patrimoine et des sites à Aix, nous avons mis en route une procédure de classement pour le lycée Masséna. Donc c'est un bâtiment emblématique. C'est aussi un bâtiment qui a largement été mis en valeur par la création de la promenade du paillon, de la coulée verte, donc avec la démolition des jardins suspendus. Là encore vous voyez, je reviens à votre question de tout à l'heure concernant les mandats précédents : ces jardins suspendus étaient un héritage de mandats précédents, qui se justifiaient peut-être à l'époque, mais qui aujourd'hui ne sont plus du tout dans l'air du temps et la démolition de ces jardins est à mon avis une des belles choses qu'aura fait Christian Estrosi, qui permet de faire le lien notamment entre la vieille ville et la ville neuve. Evidemment.

FM- Le Mamac.

JLG- Musée essentiel en ce sens où, avant lui, l'art contemporain n'avait que peu droit de cité à Nice. Donc aujourd'hui il a trouvé toute sa légitimité. Il est à un emplacement qui est incontournable. Je crois que tout le monde désormais connaît le Mamac. Le Mamac a largement été mis en valeur en 2013 dans le cadre de l'opération « Un été pour Matisse », qui a quand même accueilli 300 000 visiteurs, premier événement - mondial- de cette année 2013. C'est aussi un moyen de valoriser l'école de Nice, et puis cette désormais presque tradition de l'art contemporain...c'est presque paradoxal de parler de tradition de l'art contemporain mais c'est pourtant un fait.

FM- On parlait tout à l'heure de ces choix patrimoniaux des années soixante-dix. Je pense que ça rentre tout à fait dans ce cadre : le palais de la Méditerranée.

JLG- Oui, le Palais de la Méditerranée, toute mon enfance ou presque je l'ai connu à l'abandon et puis la conservation de sa façade en fait aujourd'hui, pour la Promenade des Anglais, un des éléments majeurs de reconnaissance finalement. En cela il est intéressant. Il est facilement reconnaissable et puis il est emblématique d'une période, hein. Période qui à mon avis est véritablement essentielle dans l'histoire niçoise et dans l'image que le monde a désormais de Nice.

FM- Pour finir, les abattoirs.

JLG- Dossier complexe. Le maire va mettre en route dès février -janvier ou février je crois- une phase d'information du public sur ce qui est prévu. En gros, c'est un lieu qui a vocation à accueillir des créateurs, des artistes, à accueillir du public, à être un lieu de vie dans un quartier, dans une partie de la ville qui a priori n'était pas destiné à cela.

Donc sur un plan social, je trouve intéressant, voire indispensable, qu'on arrive à donner vie au quartier aussi par la culture, pas la création, par l'animation. Et la volonté politique de Christian Estrosi à cet égard est intéressante puisque a été créée il y a de cela un an et demi une direction de l'animation des quartiers. C'est-à-dire qu'au-delà même de la Direction de l'animation et des loisirs, il y a véritablement une cellule qui est en charge de faire vivre les quartiers. Lorsqu'en octobre dernier, par exemple, j'ai donné vie à cette semaine des théâtres, à laquelle ont contribué vingt-cinq théâtres niçois, je poursuivais cet objectif là aussi : mettre en valeur des théâtres de quartier de trente ou quarante places. Combien de personnes sont allés découvrir un théâtre qu'ils avaient à deux rues de chez eux alors même qu'ils l'ignoraient ? Je voudrais, dans la vision politique qui est la mienne, et qui est surtout celle du maire, je voudrais véritablement que l'on arrive à sortir la culture d'un centre ville étroit. Mais véritablement à l'ouvrir à tous les quartiers. Et la réussite serait totale si la population s'appropriait ces lieux, et si elle était même à l'origine de création d'événement. Et c'est ce que nous faisons lorsqu'on entretient la tradition de la fête des Mais par exemple, dans les jardins de Cimiez, tradition qui se situe dans cet endroit-là depuis les années soixante environ. On entretient certes cette tradition aux jardins de Cimiez, mais on le fait aussi dans les quartiers : nous avons créé des Mais des quartiers. Véritablement, je crois que c'est le devoir du politique aussi, de non seulement...de créer des lieux de culture, mais aussi de faire en sorte que la culture aille vers les gens. Je ne crois pas qu'on puisse demander à la population forcément d'aller chercher la culture, c'est pas forcément simple. C'est même parfois compliqué. Par contre, si on peut le faire, il faut que nous soyons des porteurs de culture et qu'on aille vers eux. Lorsque nous amenons des écrivains dans les écoles, dans tous les quartiers de la ville, lorsqu'on fait venir des comédiens dans les écoles, dans tous les quartiers de la ville, dans tous les collèges, dans tous les lycées. Lorsqu'on emmène des écrivains dans la maison d'arrêt, lorsqu'on va à l'hôpital Lenval, lorsqu'on va au CHS Sainte Marie, avec des écrivains, avec des comédiens, hé bien on ne demande pas aux gens de se déplacer, on va vers eux. ben écoutez, moi je suis sûr -il y a peu de chose dont je suis sûr, mais ça j'en suis sûr- c'est que c'est notre devoir.

Annexe 2 : Entretien avec Jean-Marc Giaume, Conseiller municipal délégué au patrimoine historique, à la langue niçoise, et au cinéma

11 juin 2015

2 Juillet 2015

FM- On va commencer par le plus simple. On va sectionner en trois parties : d'abord une petite partie biographique, ensuite une partie sur comment vous définiriez le patrimoine, la culture et une dernière partie sur vos réflexions.

JMG- Allez-y, pas de problèmes.

FM- Alors est-ce que vous pourriez présenter votre formation, parcours professionnel...

JMG- Ecoutez, donc moi je suis historien de formation. Alors c'est vrai que, de très jeune, j'ai toujours eu des vies parallèles, comme je dis. A la fois avant d'être étudiant, mon père avait un club de sport dans le Vieux Nice, donc j'ai été élevé dans le milieu associatif. C'est très important par ce que le milieu associatif a bercé une partie de ma jeunesse donc j'ai travaillé, j'ai vu comment fonctionnait le milieu associatif. Deuxièmement, le milieu des anciens combattants, notamment de la guerre de 40, les anciens résistants. Donc j'ai baigné mon enfance dans ces deux thématiques, donc le sport, les anciens combattants, et puis troisième thématique, c'est cette culture niçoise qui a bercé mon enfance, comme Madame Lombard que vous avez ici, qui est à mes côtés, qui est ces trois, disons ces trois cursus parallèles, qui tout au long de ma vie, jusqu'à présent, à chaque moment ressortent et se traduisent par des actions historiques, par des actions concrètes, et bien évidemment par des actions politiques, mais au sens noble du terme, c'est-à-dire on ne va pas dire : « oui pour la choucroute, non pour ci ». Non, c'est derrière il y a un projet pour Garibaldi, il y a la mise en valeur de personnages, il y a restauration de monuments, il y a création de... voilà...Donc il y a toute une démarche.

Ça c'est la base de cette formation. Après j'ai fait des études d'histoire et en parallèle, j'ai été élu étudiant, j'ai créé une association d'étudiant à la fac de Lettres, donc toujours le milieu associatif. Je m'occupais du musée de la Résistance. J'ai donc continué. J'ai passé Master 1 et 2 sur l'Histoire Régionale et la Résistance. J'ai en parallèle été élu vice président de l'Université, à deux reprises et j'ai créé une fédération d'associations du Comté de Nice. Tout ça en même temps, que ça se suivait ect.

Donc à la fois des actions, ce qui était intéressant, des recherches, des cycles de conférences, des colloques, l'édition d'ouvrages avec cette fédération, monter des projets de sauvegarde, créer des manifestations culturelles, aller jusqu'à restaurer la plaque de la montée du Château au moment du centenaire en 2004 de l'hymne niçois – c'est pour ça que je le connais bien-, en allant jusqu'à se battre pour la reconnaissance du niçois dans les langues régionales de France, avec un rapport remis au premier ministre en 1998, en allant jusque des interventions à l'Assemblée Nationale, questions écrites et orales de nos députés pour la reconnaissance de la langue et de la culture niçoise, comme partie intégrante du patrimoine linguistique français.

Donc en 2008, pour faire court, parce qu'il y en a tellement à dire mais bon ! En 2008, Monsieur Estrosi est venu me demander d'être sur la liste et de créer une dynamique autour du patrimoine historique de la langue et la culture niçoises. Donc ça a été le combat du premier mandat, puisque là on entame le deuxième, avec Madame Lombard ici présente. L'objectif étant de monter un projet de valorisation et de transmission de notre culture. Moi je ne fais pas de folklore, je ne fais pas de la caricature. J'essaye,

modestement...moi j'ai essayé modestement de transmettre notre langue, notre culture, et, à travers les monuments et les moments de l'histoire, l'histoire de ce territoire. En faisant participer, c'est une première, je pense que c'est une première même en France. Enfin, disons, à ce niveau là, on a fait pendant six ans une centaine de conférences, avec une diversité, en partenariat avec...sur des thématiques très larges : présence française, présence russe, présence anglaise, le 150^{ème} anniversaire de l'annexion à la France, le 150^{ème} anniversaire de la création de l'unité italienne...enfin...donc tous des liens avec Nice et toujours ...les quatre cents ans du Sénat de Nice, 1614-2014, où vous étiez. Donc toujours avec et des monuments, une histoire, un moment qui permet d'ouvrir des fenêtres, non pas sur le passé, c'est pas ça qui est important, mais de démontrer finalement que Nice est une ville très complexe, sortir des clichés et des stéréotypes, et surtout faire avancer la recherche sur notre histoire.

Parce que un territoire, on parlait de démocratie, un territoire qui perd le lien avec le passé, n'a plus de futur, n'a pas d'avenir. Comment peut-on construire, comment peut-on dire aux gens, et c'est là où l'histoire est importante dans la formation des citoyens. Quand on touche à l'histoire c'est que vraiment la civilisation est morte.

C'est marrant, depuis quelques jours souvent j'ai des témoignages là-dessus : je prends souvent l'exemple de Périclès, quand il fait créer le Parthénon. Il crée le Parthénon peut-être comme un dernier signe du sursaut de cette civilisation grecque, et après, et bien voilà, elle va disparaître étouffée par les Romains. Je ne sais pas si c'est le cas mais nous, toujours est-il qu'on a essayé pendant six ans, à travers tous ces projets, de transmettre une autre image de notre identité niçoise, basée sur des personnages, de René Cassin en passant par Garibaldi, en passant par l'astronome Cassini, en faisant une charte de partenariat avec les communes transfrontalières qui en 1860 avaient demandé d'être rattachées à Nice. Donc voilà, on a essayé de travailler d'une manière scientifique, d'une manière, aussi, sentimentale, avec...en partenariat avec l'université. Ça c'était la partie conférence et lien avec l'université. On a créé un service archéologique aussi, parce qu'il est important, quand on parle d'identité, de reprendre cette histoire et les fouilles archéologiques sont un bon moyen de replonger dans cette histoire et d'appréhender et de recomprendre, finalement, ce passé en redécouvrant en quelques sortes, ou au moins en découvrant les périodes, les zones d'ombre. Donc voilà, ça c'est le point deux.

FM- Je vous laisse finir...

JMG- Le dernier point, pour aller dans ce sens-là, c'est le travail sur les monuments. Parce que quand on est à Nice, loin des clichés de la Côte d'Azur et l'image de Sea Sex and Sun ou carnaval, casino, bandits, Spaggiari, qui était pas niçois, comme Darlan non plus, tous ces clichés là, il faut les enlever de Nice. Ça pollue, ça pollue ! Donc voilà, on a essayé de, comment dirais-je, de dépoussiérer, de la rendre plus lumineuse, de démontrer qu'ici c'est un territoire très complexe avec une histoire si intéressante que nos nouvelles générations doivent le transmettre, et pour cela la ville a son rôle à jouer et ...pas seule, évidemment, mais c'est quand même un des rôles importants d'une ville. C'est une responsabilité, voilà ! C'est la responsabilité de transmettre cette identité niçoise parce qu'elle est porteuse, peut-être...c'est pour ça que c'est un vieux combat que j'ai bien avant de rentrer en mairie...peut-être le premier laboratoire d'une Europe véritablement en création, entre la Méditerranée, les Alpes, l'Italie, la France, ce territoire a toujours été, jamais fermé sur lui-même, a toujours été...c'est pas parce qu'on reconnaît d'être Niçois qu'on est fermé, hein ! Et je pense qu'on est, quand on se reconnaît, on reconnaît les autres. Enfin, je ne sais pas, c'est une vision, voilà. C'est pas parce qu'on reconnaît qu'on [...] les autres non plus, autrement il n'y aurait plus d'identités dans la planète. Ce n'est pas le cas, donc moi je veux bien qu'on...les Parisiens se plaignent des pauvres Inuits qui disparaissent et quand ils arrivent l'été à Nice, ici il n'y a pas de culture, il y a que des mafieux, tout ça. Bon, ok ! C'est une vision que je ne partage pas. Je suis désolé, je respecte beaucoup les Inuits, je respecte beaucoup les Dogons d'Afrique mais à Nice aussi on a une culture, un état d'esprit. Et pour nos ancêtres – l'autre jour je regardais un film, Martine a du le voir. Ça s'appelle

Amistad C'est le bateau de ces esclaves africains qui arraisonnait en Amérique et les Américains disaient : « mais c'est quoi ? C'est des marchandises, c'est des esclaves ? C'est des Africains ? C'est quoi ? ». Et le chef de ces esclaves dit : « Je viens vous voir, je viens vous parler au nom de mes ancêtres ». Je n'aurai pas cette prétention, mais derrière c'est aussi le respect du passé d'un territoire et de ceux qui nous ont précédés. Je crois que ça, ça n'a pas de prix. Voilà dans quel état d'esprit à la fois j'ai été formé, et j'essaye d'agir modestement, et des gens que j'ai autour de moi le font dans ce même état d'esprit : ouvert, généreux, créatif, et aussi en mettant toutes les bonnes volontés qui souhaitent transmettre.

Moi on ne m'a pas appris le niçois ! J'ai entendu parler, on me parlait niçois. Je n'ai pas appris. Donc j'ai baigné là-dedans et je dirais que chaque jour je mesure, quand je pense à mes grands-parents, mon père disparu, je mesure le manque. C'est-à-dire un état d'esprit, une manière d'appréhender, une ...ça, ça ne se quantifie pas. Une atmosphère...un état d'esprit, c'est vraiment ça, un état d'esprit. Donc j'ai grandi dans cet état d'esprit et peut-être qu'aujourd'hui toutes les actions que j'ai pu entreprendre, modestement, c'est pour essayer de ne pas perdre ce lien, et le transmettre. Je pense que c'est un peu ce que disait Marcel Pagnol, c'est ce Panthéon d'enfant qui est ni idéologique, ni politique mais qui est sentimental. Parce que pourquoi aujourd'hui les sentiments...pourquoi on ne pourrait pas faire de la politique un peu romantique ? Pourquoi les sentiments ne seraient pas à la base de tout ? Et pourtant c'est ça, c'est-à-dire ce milieu modeste, simple, de Niçois de quartiers populaires, qui tout en étant simples, pendant la Deuxième Guerre mondiale, n'ont pas hésité à prendre les armes et à être potentiellement fusillés, parce que ça ne rigolait pas ! Tout simplement parce que ces systèmes totalitaires hitlériens ne correspondaient pas à notre manière de vivre, voilà. Ces gens là l'ont fait. Et dans mon parcours, dans mon engagement...C'est marrant parce que quand on a fait rentrer au "Panthéon ces personnages il y a quelques jours, on commence –on commence !- à dire, « tiens, la période de la résistance est intéressante pour notre République ». Mais oui ! Parce que c'est quoi finalement ? Ben c'est des citoyens qui prennent les armes et disent « non, non on ne veut pas être des esclaves, on ne veut pas être dans un régime totalitaire ». Donc voilà, ça c'est vraiment, personnellement ! Une des bases de mon engagement. Ça c'est certain ! Je suis né, j'ai grandi et je vis entre le Castel des Deux Rois, le quartier du Mont Boron et Riquier. Donc c'est encore plus restreint que Martine. Et c'est marrant, parce que, petite anecdote, il se trouve que les fondateurs du journal Lou Sougentine, un des fondateurs s'appelle Jean Vincenti, et il faisait parti du réseau de résistance de mon grand-père, et quand j'étais au collège, âgé de...c'est une anecdote quand même assez amusante. Entre midi et deux mes copains allaient jouer au football et une fois par mois, c'était pas un épreuve au début mais enfin c'était lourd, j'avais demandé à donner un coup de main pour le Sougentino, et j'étais dans le bureau de Jean Vincenti, je collais les étiquettes pour les envois en nombre de la revue du Sourgentine. Donc ça je vous parle des années 83-84. J'avais fait ça. Je disais « tiens, ils font un truc sur Nice ». Donc c'est pas calculé, et c'est vrai, hein ! Donc c'est entre le quartier Riquier et le Mont Boron. Et ce Castel des deux Rois où mon grand-père avait une campagne, où il faisait les fleurs pour vendre au cours Saleya, et deux fois par semaine, en souvenir de mon arrière grand-mère, il vendait le poisson place Saint François. Alors quand on dit ça quand j'avais cours avec Poirrier qui a travaillé sur les récits de vie, je pense que vous devez travailler là-dessus aussi, il disait « voilà début du XX^e siècle comment vivaient les paysans, ici aussi ». C'était un séminaire de DEA, je dis « mais enfin monsieur, moi j'ai connu ça dans les années 1970-80 » « c'est pas possible ! ». Et puis après, à chaque fois qu'il faisait le cours, il me disait « alors, comment ça se passait ? ». Donc voilà, c'est peut-être le fait d'avoir eu ce contact avec ce milieu de paysans niçois, au sens...mais avec une grande classe, avec beaucoup de retenue. C'est pas la caricature de Mado la Niçoise, hein ! Voilà ! Il y avait de la finesse, de l'intelligence, beaucoup d'amour, beaucoup de sensibilité et des gens qui ont failli mourir pendant la guerre, quoi ! Et ces gens là ne se baladaient pas avec une médaille sur le

Il faut faire attention à ne pas trop mettre les gens dans des bocaux. Ce matin j'ai eu l'ancien doyen de la fac de Lettres –je ne donnerai pas de nom- qui s'était battu sur le drapeau niçois. Il ne voulait pas qu'on le mette à la fac de lettres. Il faut faire attention, comment dirais-je ? à pas trop mettre les gens dans des bocaux. Et ça c'est compliqué quand on travaille sur les identités. Bon ben moi j'aime beaucoup Nice, j'adore le niçois mais j'aime aussi parler anglais, espagnol, j'aime travailler sur la civilisation nabatéenne en Jordanie, j'aime beaucoup le concept de la route des Andes qui unit cinq pays en Amérique du Sud, j'aime beaucoup, je suis très intéressé par les relations internationales. Je travaille sur Normandie Niemen, le bataillon, l'escadrille de chasseur français pendant la Seconde Guerre mondiale sur le front russe. Faut faire attention de ne pas...voilà. Parce qu'on aurait tendance souvent à « hein, Niçois... ». Non ! Moi j'ai deux exemples qui me tiennent à cœur dans les personnages importants sur cette identité, un qui s'appelle Garibaldi, c'est quand même le héros des deux mondes. Et un autre, s'il n'est pas né à Nice mais qui a grandi à Nice qui s'appelle René Cassin, le père de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, qui a quand même dit que déclaration universelle : je serai universel mais j'avais une identité propre, personnelle, familiale. Je l'ai eu à Nice. Et peut-être aujourd'hui, pour comprendre ce monde, on est dans la poly-culture. Plus on aura, plus ces nouvelles générations, d'ailleurs plus ils maîtriseront différentes cultures et langues –parce que culture dit langue- plus ils seront ouverts au monde. Je ne sais pas si je réponds mais j'ai essayé de répondre.

FM- Si vous voulez qu'on en vienne un peu plus précisément –on en parle déjà beaucoup- aux questions culturelles et patrimoniales, j'aimerais bien que vous me parliez de quelques lieux ou institutions culturelles, patrimoniales que vous estimez fondamentales à Nice, ou emblématiques...

JMG- Bon, si on prend des lieux, forcément, la ville basse, que l'on appelle le Vieux Nice est un...attendez, hein ! Je rappellerai après. La ville basse, le Vieux Nice, est un lieu important. Au-delà du cliché touristique, il faut la décrypter. Il faut du temps, hein ! pour comprendre comment fonctionnent les différentes parties de cette vieille ville. C'est un lieu très intéressant. Après il y a les différents quartiers de la ville aussi, chacun ayant sa spécificité, son histoire. Il faut apprendre tout le temps à les décrypter, même Riquier – Saint Roch, c'est pas évident, c'est compliqué. Après il y a des monuments, il y a des lieux, comme le fort de Mont Alban, comme la place du palais communal, comme l'ancien Sénat, hein où vous étiez, ou comme...alors après il y a des paysages aussi ! Je regarde l'image qui est derrière vous, quand on est au Mont Boron, qu'on regarde la Baie des Anges, bon là...Quand on aime un lieu c'est difficile de ...comment dirais-je ? Il y a une attache sentimentale à un ensemble d'éléments qui sont des personnages, des voix, des odeurs dans le Vieux Nice, quand on se ballade dans certaines rues du Vieux Nice, des moments de l'année, le rapport à la Méditerranée aussi, qui est très particulière pour les Niçois. On est à la fois –enfin, c'est personnel, hein ! Après c'est mon point de vue ! On est à la fois attiré, elle nous apaise mais on en a très peur aussi. Et ça c'est très intéressant parce que finalement est-ce que nous ne sommes pas des montagnards, des paysans montagnards qui regardons cette mer mais avec beaucoup de ... C'est-à-dire on fait l'éloge de la mer de loin. C'est aussi intéressant parce que ça donne un état d'esprit ouvert sur les Alpes, c'est-à-dire c'est très particulier. C'est là où on n'est pas très loin des Corses finalement, on a des identités très similaires. Je parlais avec des pieds-noirs par exemple et c'était intéressant aussi de prendre cet exemple de gens déracinés et justement on travaillait avec eux sur la relation d'identité. Comment eux vivent leur identité, comment eux étant à Nice. D'ailleurs un descendant de pied-noir qui parle avec un accent pied-noir incroyable et qui est né à Nice. Finalement il me disait aujourd'hui : « mais c'est...une autre discussion il y a trois jours, mais c'était vraiment touchant, il me dit mais j'ai parlé avec mon père qui et finalement je me rends compte que j'ai transmis à mon fils des éléments sans m'en rendre compte. Ça s'est très intéressant. Moi j'aime bien avoir cet échange avec d'autres cultures et souvent les Niçois s'accrochent, dans les régions françaises, hein ! Quand on est dans des lieux où il y a des colloques avec des Alsaciens, des Bretons...parce qu'on se comprend. On se

comprend dans la démarche du respect de cette culture régionale, de la culture française, européenne, et du monde, de ce qu'on veut. Mais voilà, il y a ce lien à la terre, ce lien à cette histoire qui n'est pas l'histoire nationale finalement. Cela c'est une erreur aussi de notre république, c'est de ne pas comprendre encore aujourd'hui que la France est une agrégation de régions. La richesse de la France c'est ce mélange, cette agrégation d'identité régionale. J'espère qu'on finira à le comprendre, hein ! Les langues régionales sont rentrées dans la constitution, heureusement. A un moment donné, on pensait que l'identité nationale était à mettre en opposition avec les identités régionales. C'est absurde ! L'unité nationale est composée de la diversité régionale. C'est le combat entre les jacobins et les girondins. Alors peut-être qu'aujourd'hui les girondins sont en train de prendre le pas sur les jacobins mais c'est ça le fondement de l'Etat-nation aujourd'hui. C'est-à-dire que si nous n'arrivons pas -on n'est pas arrivés jusqu'à présent encore complètement- à intégrer ces langues et cultures régionales, ben comment peut-on intégrer les autres ? Et deuxièmement c'est relié à l'histoire de France : Provence, 1481, la Corse, 1768, le comté de Nice 1860 ! C'est très récent. C'est pour ça, c'est peut-être pour ça qu'ici aussi nous pouvons être un laboratoire, être un laboratoire sur ces identités régionales. Parce que nous sommes la dernière entité à rentrer dans le territoire national. Donc on peut expliquer aux autres et à la France. C'est un peu l'apport de l'histoire de Nice à la France. Comment se constitue ce pays ? ça c'est important aussi. Tout est lié, hein. Voilà, c'est à la fois de la grande politique et de la petite histoire de Nice. Mais René Cassin disait, de Londres, il a fait une adresse au Niçois, c'est à dire à la BBC -je crois que c'est le 30 novembre 1940, de mémoire : « l'amour de la petite partie est la fidélité à la grande ». Tout est dit. La petite partie c'est Nice et la grande c'est la France, voilà, tout est dit. Et bon ben moi j'étais élevé dans cet état d'esprit. On pourra me mettre un fusil sur la tempe ou me couper la tête, je ne changerai pas de point de vue. Et donc ça c'est important. Et c'est un peu dommage qu'aujourd'hui, dans ce monde très anglo-saxon, très américanisé dans le mauvais sens du terme, il suffit de regarder la télé, hein ! Heureusement qu'il y a Arte ! Je ne regarde presque plus que ça, même la 1, la 2, la 3, je ne regarde plus ! Je m'aperçois que c'est 5-7. Je commence par 5-7. Ben la qualité culturelle...parce qu'on parle de culture avant tout...C'est un gouffre !

FM- Ça pose problème du point de vue de la formation du citoyen ?

JMG- Hé oui ! Et quand on organise pendant six ans plus de cent conférences gratuites, que vous avez plus de 150 personnes qui assistent aux conférences, où chaque conférence j'y suis, je faisais une présentation de la conférence, on écoute la conférence. C'est intéressant, vous voyez, en tant que personne. A force quand même, ça créer un mouvement de fond, ça sensibilise les gens, et si au bout de ça, les gens disent : « Nice il n'y a pas d'histoire etc.... », c'est que vraiment là on a affaire à des gens...voilà ! Ils sont autistes, ou sourds, muets aveugles : les trois singes, hein !

FM- Justement j'ai une question là-dessus : il y a une étude qui est parue récemment, notamment...je crois que c'est dans le Monde, qui montre que même si dans les municipalités on a tendance à élargir l'offre culturelle, c'est toujours les mêmes publics qui en bénéficient.

JMG- Je ne suis pas d'accord ! Alors, il y a une différence ici, il faut faire très attention, entre municipalité et territoire. Parce que notre comté de Nice, notre terre, elle dépasse la zone géographique de la ville. C'est encore vrai parce que 1860 n'est pas si loin que ça et parce que on ne peut pas comprendre Nice si on n'a pas l'arrière-pays. Et la ville a grandi avec les communes du haut et moyen pays, de Ligurie et du Piémont, pour plusieurs raisons depuis le Moyen-Âge, même avant 1860, et je veux dire cette ...heu voilà, il n'y a pas que la ville, c'est ça que je veux dire. Il faut faire attention dans cette démarche culturelle et de reconnaissance -d'ailleurs on le voit bien dans la métropole, hein ! Si Nice a été première métropole aussi, c'est parce que les communautés qui se sont agrégées pour créer cette métropole, finalement, bon en , sauf quelques-

unes que nous avons pris côté français, de l'autre côté du Var, le fleuve, fonctionnaient ensemble depuis des centaines d'années. C'est tellement évident. Moi je sais quand j'ai créé...la création de la métropole, j'en faisais partie, j'étais dans la salle, ça c'était intéressant, parce que donc ...Il faut faire attention de ne pas réduire cette identité niçoise à la ville de Nice, c'est très important.

FM- On disait toute à l'heure que finalement la question des identités est politique. J'avais une question : vous parliez de la défense de la langue niçoise, de toute l'action que vous avez menée et vous avez aussi essayer proposer cette vision d'une identité ouverte dans vos échanges avec Philippe Vardon, les identitaires niçois ?

JMG- Je n'ai pas d'échanges !

FM- Vous n'avez pas d'échanges ?

JMG- Non, parce que...comment expliquer ? Je ne fais pas de polémique, je n'utilise pas, ça ne m'intéresse pas. C'est justement là où s'arrête mon engagement politique. Je veux dire : on donne aux gens des conférences, on ouvre des lieux, on fait des recherches historiques. Ceux que ça intéressent y viennent, ceux qui dénigrent, ou que ça ne leur plait pas, pas de problème ! Mais on fait pour ça, c'est-à-dire qu'on n'est pas ni dans la caricature ni dans l'utilisation démagogique de notre histoire. C'est deux registres là pour le coup très différents ! Et ça c'est très important de le comprendre, parce que justement la question qu'il faut se poser, et vous l'avez posée, et c'est le nœud de ça, c'est transmission. Que transmettent ces gens qui ne parlent pas d'histoire ? Qu'est ce qu'ils transmettent ? Pour moi il n'y a pas de polémique, je ne dialogue pas avec ces gens là, parce que ce n'est pas le même registre.

FM- Vous pensez qu'il n'y a pas de dialogue possible ?

JMG- Non, ce n'est pas ça, c'est que ce n'est pas le registre de la transmission. Est-ce que vous pouvez me dire ce qu'ils transmettent ? On est dans le registre d'un combat politique, idéologique. Ce n'est pas notre cas ! Nous on ne fait pas d'idéologie. Moi je n'étais pas...on n'est pas à Sparte avec ces jeunes, on leur oblige à apprendre le niçois, non ! Moi j'entendais mes grands-parents me parler, parler entre eux et j'ai baigné là-dedans et en grandissant, quand on va à l'université, quand on se rend compte que à l'université de Bretagne on apprend le breton, qu'à l'université de Corse, toute jeune université de Corse, pourtant on apprend le Corse, hé bien je me suis battu en disant : « moi je suis Français, égalité du traitement, pourquoi on n'a pas le droit d'apprendre le niçois ? ». Et à créer un département langues et cultures régionales. Vous voyez le...Donc on est dans des registres tout à fait différents. C'est important aussi de le souligner. Après, que certains utilisent ça pour des fins politiques et idéologiques, c'est leur problème, je n'ai pas à me...vous voyez ce que je veux dire ? Mais je n'ai pas à me ... ça n'a rien à voir avec notre...Mais ni dialogue, ni être en opposition ou quoi : ça n'a rien à voir, on n'est pas dans les mêmes registres. Là où il faut faire attention aussi, c'est qu'il ne faut pas réduire : il y a deux travers, où l'on réduit Nice au Carnaval, aux mafieux non niçois –enfin, au moins Spaggiari- et aux strass et paillettes ou alors on passe sur les extrêmes qui utilisent. Entre ces deux choses, il y a une autre planète, j'ai envie de dire, qui est cette culture, cette langue. C'est tout ce travail de transmission qu'on a à faire. Là on n'est pas dans le même registre.

C'est une culture qu'on essaye de transmettre, en sauvant sa langue, en transmettant des personnages, en transmettant des éléments. Ça c'est le rôle culturel. C'est une culture, comme la culture française...après, qu'il y ai des exploitations politiques de différentes sortes, mais ce n'est pas le travail qu'on a fait. Ce n'est pas le registre de notre travail. C'est pour ça que je n'ai pas ni dialogue, ni opposition ou quoi que ce soit. On est dans deux registres complètement différents. Très honnêtement et avec beaucoup d'objectivité. Et je ne ferais jamais de polémique parce que c'est

pas...comment expliquer ça...je cherche un terme, hein ! ça n'amène rien. Dans le sens où c'est pas ça qui va faire transmettre notre culture. On est dans une période où ces cultures, pas disparaissent mais s'étiolent, et si en plus les derniers habitants de l'île de Pâques se tapent dessus...C'est ce que j'ai dit souvent aux associations niçoises, j'en ai quand même gérées 42, donc « ceux qui veulent faire des projets, venez avec nous », ceux qui veulent être dans la polémique ou quoi que ce soit...En fait, nous on interdit pas mais c'est pas chez nous. On est là pour construire fédérer et transmettre. Et je crois que c'est le rôle d'une municipalité, ou des engagements politiques : c'est ça le rôle essentiel.

FM- Au cours des mandats précédents, il y a eu de fortes polémiques sur ces questions de préservation : la Gare du Sud...

JMG- Je pense que –c'est pas que Nice, hein, c'est général- je pense qu'il y a une prise de conscience du sauvetage de patrimoine. Après, il est facile après coup de regarder le passé plus ou moins récent et d'avoir un œil plus ou moins critique. Vous voyez ce que je veux dire ? Dans le sens où les temps changent, la prise en compte des préoccupations des individus – regardez des émissions comme Thalassa ou Des Racines et des ailes-. Donc moi je ne vais pas dire que c'était mal ou que l'on fait mieux aujourd'hui, ça serait vraiment présomptueux de ma part, je pense que chaque période amène une prise de conscience, peut-être. Et peut-être parce que aussi, aujourd'hui, et ça c'est important, ces familles niçoises, avec cette ville qui se mondialise, avec le fait que les gens vont travailler ailleurs, qu'il y a plus d'ouverture –nos grands-parents, des fois, ils ne quittaient pas leur quartier, nos parents commençaient à voyager un peu en France. Hé bé nous, bientôt, et puis les nouvelles générations, elles vont à New York de manière tout à fait naturelle. Donc c'est...il faut faire très attention, je dirais, sur, voilà : chaque génération, sur cette identité, la prise en compte d'une culture qui ...ben chaque génération amène l'expression de son identité niçoise. Les enfants de Martine ont une identité niçoise qui est forcément pas celle de Martine, qui est forcément pas celle de ses parents. Comme moi, pareil ! ça c'est...une identité vit ! Et ça modifie...mais c'est pas parce qu'il y a cette modification ...j'ai perdu ce que je voulais dire, c'est pas grave ! qu'on ne...que ce fond n'existe pas. Et voilà, le travail est là ! C'est compliqué, hein ! Sans tomber dans les clichés, sans tomber dans les caricatures. Et c'est passionnant ! Parce qu'on fait des découvertes, on fait tout le temps des découvertes ! Que ça soit sur les chasseurs alpins, que ça soit sur Normandie Niemen, ces soldats qui vont se battre sur le front russe, certains niçois, que ça soit sur la route royale, sur laquelle j'ai fait une conférence il y a trois quatre jours. Voilà, on est dans un registre tout à fait différent. Parce qu'on se base sur l'Histoire. Parce qu'on se base sur une langue, parce qu'on se base sur un territoire, qui n'est pas qu'une ville. C'est-à-dire que c'est un territoire de vie. Et donc quand on a tout cela en tête, cela donne une autre image de l'identité, très honnêtement.

FM- Oui, je comprends bien. Et donc, malgré tout, est-ce que vous pensez que justement il y a une différence de vision de la transmission patrimoniale, de la politique culturelle, que l'on soit un élu de droite ou un élu de gauche ?

JMG- C'est peut-être, je pense, parce que je suis Niçois que je vais le dire, je me rappelle un des derniers conseils municipaux avant la réélection, Monsieur Allemand avait dit que il trouvait très bien, il suffit de retrouver le conseil municipal, le travail qui avait été fait pour la mise en valeur du patrimoine.

FM- Je m'en rappelle, je l'ai vu.

JMG- Et donc je dis ça parce que je pense que c'est un sujet qui doit rassembler toutes les politiques. Quand on est responsable d'une collectivité, on travaille sur cette thématique, c'est une thématique qui rassemble, qui ne divise pas. Et je pense que c'est très important parce que c'est le lien commun. C'est-à-dire que nous sommes des

passeurs de mémoire, hein, j'avais fait un colloque sur le comté de Nice, et j'avais mis comme...j'avais fait une dédicace à mon passeur de mémoire. Et nous sommes des passeurs de mémoire, c'est le rôle d'une collectivité de tout faire pour transmettre. Et là ça passe, ça dépasse les clivages politiques. Et ça c'est important, parce que c'est un bien commun. Et ça ramène aux grands-parents, je veux dire, c'est de l'ordre du sacré, du sentimental et puis de l'ordre du supérieur, quoi : c'est supra-individuel, c'est supra-partis. C'est de l'ordre de la collectivité du groupe. Et ça c'est important, c'est-à-dire que ces actions là, comme je vous le disais, je ne suis pas dans la polémique ni dans l'opposition : on est dans la prise de conscience de l'utilité de rassembler toutes les forces vives pour transmettre. C'est une opération de sauvetage, de transmission et de sauvetage et de réhabilitation, voire de restauration, hein, ça dépend des objets et des moments, qui est hors des clivages politiques, et qui rassemble les gens.

FM- Donc ces questions, même si elles faisaient débat, restent malgré tout un élément essentiel de vecteur démocratique au sein d'une municipalité ?

JMG- Ah, absolument ! Au sens des municipalités, au sens des individus ! Il y a des gens qui sont peut-être de gauche, ou de droite, avec qui je parle, mais avant tout ils sont niçois ! Et cette notion remonte très loin, parce que vous prenez l'amitié entre Barel et Médecin, elle ne peut se comprendre que par deux moments forts : d'abord parce qu'ils étaient niçois, qu'ils parlaient tous les deux admirablement niçois, et deuxièmement parce qu'ils avaient un lien de sang pendant la Première Guerre mondiale, des anciens combattants, et ça, ça se perdure. C'est pour ça qu'il faut faire très attention quand on aborde l'identité niçoise de ne pas tomber ni dans les clichés, ni dans les polémiques, ni dans les caricatures et ce combat est vraiment...enfin, moi c'est comme ça que je l'ai conçu, et en effet, bien avant d'être élu, en tant que président d'association, dans cet état d'esprit, c'est-à-dire que les gens qui viennent autour pour travailler là-dessus, je ne vais pas regarder s'ils sont de gauche, de droite, du centre, ect...Républicains, ça oui, parce que pour moi c'est important, c'est la première chose, respectueux de l'autre et à partir de ce moment là, on construit avec tous ceux qui souhaitent participer à cette aventure de transmission, ça oui, il n'y a pas de problème.

FM- Et donc alors en conseil municipal, avec les élus du Front National, d'extrême droite –alors vous allez peut-être dire qu'ils ne sont pas républicains- c'est problématique parfois, sur ces questions d'identité ?

JMG- Ben écoutez, le positionnement est pas clair, moi je ne le comprends pas : moi je suis Niçois, Français, Européen, patriote, pas de problème, républicain, voilà ! Après, encore une fois, l'utilisation de certains de cette identité niçoise, voilà, je ne m'y retrouve pas donc je ne peux pas en parler. On n'a pas le temps, si vous voulez...il y a ceux qu'on appelle les polémistes et ceux qui essayent d'agir pour transmettre. Je laisse aux polémistes les polémiques et j'essaie modestement de participer, avec beaucoup de passion, je pense que ça doit se voir, modestement à transmettre cette culture, voilà. Après, franchement, ça ne m'intéresse pas

FM- Alors, je vais revenir à des choses plus concrètes : vous en avez déjà parlé mais pourriez-vous m'expliquer votre rôle, vos fonctions, vos compétences ? Comment ça s'organise, vraiment concrètement ?

JMG- Ben c'est très simple, aujourd'hui j'ai donc quatre délégations : l'Histoire, l'archéologie, la transmission de la mémoire et le territoire, « cœur de Paillon » et dans ces quatre thématiques, l'idée, donc on est, hein, dans cet état d'esprit, c'est à travers ces thématiques, qu'au moins pour les trois premières –le territoire c'est un peu particulier parce que j'y suis au quotidien, et ça c'est intéressant aussi, d'être confronté au quotidien d'une ville, à tous points de vue – c'est de monter des projets à la fois pour fédérer des gens, pour retravailler et remettre en lumière des parties de l'histoire de notre ville, et troisièmement –j'ai aussi le cinéma, j'ai oublié le cinéma. Là, pareil, c'est

très intéressant : le cinéma, on a bientôt le centenaire des studios de la Victorine. Dans l'histoire du cinéma français, c'est quand même pas rien ! Derniers studios historiques en activité ! Donc à chaque fois c'est pareil, Nice est au cœur de ces délégations. Donc de monter des projets de valorisation pour mettre en valeur. Et le territoire c'est pareil. Donc il y a la gestion au quotidien du territoire mais il y a aussi des projets sur ce territoire, hein, qui va de Riquier à Bon Voyage, par exemple autour des chasseurs alpins, autour de la mémoire de transformation de ce quartier. La semaine prochaine on fêtera les 80 ans de l'ouverture du boulevard Saint Roch. Il y a quatre-vingts ans il y avait des campagnes ! Aujourd'hui c'est un quartier...mais qui aujourd'hui, des nouvelles générations sait qu'il y a quatre-vingts ans il n'y avait rien ! Surtout les enfants ! Alors quand ils vont comprendre qu'il y a quatre-vingts ans, des champs, des plantations d'orangers, on a ouvert une voie et fait un quartier ! Mais c'est très surprenant ! Donc c'est important de le faire ça aussi, parce que ça fait réfléchir les nouvelles générations...comment dirais-je ? On peut faire une petite pose, j'ai le téléphone qui..

FM- Oui oui, bien sûr...

JMG- [...] Interlocuteurs. Je les reçois régulièrement pour mettre en place des projets, en dialogue avec mon administration. Ils mettent en place les projets et après on les réalise, voilà. Donc c'est à la fois un rôle de pilotage, de management des équipes, de terrain. Le territoire est très intéressant aussi, hein, parce qu'on est confronté à la problématique, des fois violente, hein, quand il y a des arrachages de colliers, quand il y a des problèmes de circulation. Donc il y a des journées où je commence par une visite de terrain le matin avec ces problématiques, et je fini en fin de journée comme lundi, en faisant une conférence sur la route royale qui relie Nice à Turin. Donc le soir je rentre à la maison, je me dis : « mais c'est quatre vies en une ! ». donc psychologiquement et intellectuellement c'est une sacrée gymnastique. Si c'est bon ou mauvais, ça, ce n'est pas à moi de juger ! Mais c'est quand même une sacrée gymnastique ! Mais c'est intéressant parce que...quand on aime cette ville, j'aime cette ville, plus on agit dans cette ville, à tous ces niveaux, plus on apprend à la connaître. Et je pense que c'est très intéressant cette démarche, c'est-à-dire à la fois travailler sur de la recherche scientifique, à la fois fédérer des gens sur des projets et à la fois avoir le quotidien avec ces gens là. Et puis les gens des quartiers, quand ils voient qu'on prépare sur le quatre-vingtième anniversaire de l'ouverture de Saint-Roch, ils sont très fiers ! Parce qu'ils se disent, ça change complètement la perception ! Je veux dire, c'est un élu de territoire mais qui veut amener une autre image du quartier ! Et donc ça, ça passe aussi !

FM- Ces questions de patrimoine et de culture, elles sont souvent liées à des questions d'urbanisme, à des questions sociales ?

JMG- Tout ! Mais tout ! Mais bien sûr !! Tout, tout vient de là !! Tout part de l'histoire ! Tout part de la perception ! Pourquoi on a détruit certains monuments ? Parce qu'on avait perdu leur histoire ! Parce qu'on avait perdu l'importance de leur histoire dans la ville ! Parce qu'on a plus le sens des choses et c'est important. Et puis les gens de quartier, moi j'ai fait des conférences à l'Ariane, à Bon Voyage, aux Moulins, j'y suis allé et avec une équipe on est allé travailler avec des enfants de ces quartiers : dans les nouveaux quartiers, il y a de l'histoire, soyez fiers de vos quartiers ! Alors...c'étaient les enseignants qui notaient le plus quand on faisait des interventions ! Mais les enfants, par exemple, la chapelle de Bon Voyage que j'ai restaurée –ça a été l'unes de mes premières actions, en 2005- ben elle n'a pas été taguée par les enfants du quartier ! Parce qu'on est allé à l'école Bon Voyage pour expliquer qu'est-ce que c'était : que c'était une borne frontière, que c'était le début de la Route royale. Ben elle n'a pas été taguée par les enfants du quartier ! Voilà, ça c'est du concret, ça c'est pas du politique. Ou du politique au sens premier du terme, c'est-à-dire on s'occupe de la cité. On s'occupe de la cité. C'est pas une question de parti, c'est une question d'individu et de cité. La ville ! au sens premier du terme.

L'autre fois je regardais un documentaire sur René Cassin et Badinter : il disait : « René Cassin a eu deux –c'est un homme assez...bon, que j'aime beaucoup- René Cassin a eu deux points très importants : c'est un homme de pensée, un homme d'action ». Et modestement, c'est ce que j'aime, c'est-à-dire à la fois avoir une pensée et la mettre en action. Et ça c'est grisant ! C'est grisant quand on voit que sur des projets qu'on a menés, ça va jusqu'aux plaques des résistants tous les 28 août depuis 23 ans, quand j'étais jeune étudiant à la faculté de Lettres, on a fleuri ces plaques de résistants morts pour la libération de Nice, dont certaines étaient complètement illisibles, salies, pleines de merdes de pigeons. Maintenant elles sont propres, les gens des quartiers regardent. Voilà, c'est ça ! Je dirais que ça symbolise bien cette action, c'est-à-dire que ... un acte généreux, ils sont morts pour nous, ils sont oubliés. Hé bien au moins une fois, au lieu d'aller à la plage, comme mes collègues, le 28 août, ben je prenais une matinée puis j'allais faire ce pèlerinage patriotique autour de ces plaques en mettant un petit discours, en les remerciant. Quand il y a des familles, quand il y a des descendants des familles qui pleurent, qui prennent la parole. En plus, voilà, il y a une rencontre avec l'histoire vraie, l'histoire réelle, l'histoire vécue, l'histoire qui a du sens. Quand je finis cette opération, d'abord je suis vidé mais il y a une paix intérieure, d'avoir fait un acte, vraiment de passage de mémoire. C'est-à-dire qu'ils ne sont pas morts une deuxième fois. C'est pas qu'on les fait revivre mais l'esprit des morts est présent dans la mémoire des vivants. J'ai toujours trouvé ça très beau. Et c'est ça, cette action là. Donc depuis, par exemple depuis qu'on fait ce circuit de la mémoire, ben on a découvert qu'il y avait cinq résistants qui étaient morts le 28 août qui n'avaient jamais été honorés. Et on a mis des plaques, on les a mis dans ce circuit. C'est fou ! il a fallu ...l'année dernière on a mis une plaque : Antoine Souchon, près de l'aéroport, il était mort parce qu'il est allé voir des bombes allemandes, les mines allemandes où elles étaient positionnées. Le jour de la libération il a sauté dessus et il est mort. Donc la famille, soixante-dix ans après, elle était là , les enfants, les petits enfants, pour voir que le grand-père qui s'était sacrifié pour rendre Nice libre a été honoré par la ville. Voilà, ça, ça n'a pas de prix. Ça n'a pas de prix quand on voit dans les yeux de ces familles, un remerciement de la ville. Donc on est loin de la politique, des polémiques. Ça oui, la rencontre avec des gens comme ça...Et le vrai devoir de mémoire ! Parce que le problème, souvent, des politiques aujourd'hui, et de démocratie participative et tous ces trucs là...je suis d'accord avec ça, c'est très beau, mais il n'y a pas l'acte derrière, on est dans les phrases incantatoires, dans les beaux discours, mais qu'est-ce qu'il y a derrière ?! Quand on fait une plaque, on va faire des recherches, on trouve le lieu où il est mort, on appelle les familles, les familles qui pleurent au téléphone : « c'est pas possible, c'est pas vrai, on attendait ça ! ». Et quand on le fait ! Et quand on le fait surtout !! Et qu'on fait des recherches, on a fait un livret là-dessus, ben on a une autre...On va être obligés d'arrêter, j'ai un autre rendez-vous après...on se revoit. Mais c'est ça, voilà, le combat il est là.

FM- Merci beaucoup !

JMG- Non, mais de rien ! J'espère que ça vous aide !...Dans ce sujet là, il faut bien comprendre : il y a une utilisation politique de l'histoire de Nice et il y a des actions historiques pour la ville. Je ne sais pas si...C'est là où c'est complexe ! Parce que c'est facile de tomber dans la pensée unique et aller dans ce sens là...mais non ! Et Nice est quand même très particulière. Enfin, c'est quand même une identité qui est malgré tout très forte ! Et donc on transcende les clivages, quand même !

FM- Mais c'est vrai que...bon, moi j'ai vécu, l'histoire du Castel des deux rois, qui a été démolie, avec tous les mouvements associatifs ect.

JMG- Mais qui n'étaient pas assez...parce que la prise de conscience... On n'était pas encore complètement organisé à ce moment-là, pour ça. Les citoyens n'étaient pas encore...c'est une prise de conscience progressive. Je dirais que même personnellement, mon identité niçoise aujourd'hui, s'est encore enrichie quand j'étais petit ! On apprend ! Et ce Castel des Deux Rois j'ai vécu, mon grand-père faisait les fleurs. J'ai une amie qui

m'a demandé, un jour, dans une association niçoise : Jean-Marc, pourquoi tu fais tout ça ? Qu'est-ce qui te motive ? ». Et je lui avais expliqué. C'est là où on est loin de toute politique !

FM- Vous pensez qu'il faut les dépolitiser ces questions ?

JMG- Non ! Le politisé au sens premier ! De la cité ! C'est-à-dire que c'est des missions d'intérêt. Voilà, missions d'intérêt public, général ! Qu'on soit niçois de souche ou d'adoption, on vit ici donc il est important de comprendre l'histoire de sa ville et transmettre cette histoire ! Voilà, c'est tout ! Voilà, c'est dans le sens politique d'intérêt public ! Ce sont des questions d'intérêt public ! La vraie res publica ! Mais oui, c'est ça, on est dans ces thématiques là ! ça vous fait réfléchir, hein, sur votre thèse ! Mais c'est important, c'est plus de vingt ans de combat ! L'association oxygène à la fac, la première exposition que j'ai faite, à la bibliothèque de la fac de Lettres, c'était Nice au long de son histoire, affiche réalisée par un ancien résistant de Mouvement Combat, en plus...donc pour dire, c'est incroyable, quand j'y repense avec le recul. Mais ça a été ça ! On faisait une expo à la bibliothèque de Lettres et un cycle de conférence dans les amphis. Ben par exemple à la fac de Lettres, vous avez un amphi qui s'appelle Jean Moulin et Marc Bloch. Qui est à l'initiative de ces deux amphis ? C'est moi qui les ai fait inaugurer. C'est l'association d'étudiants « Oxygène » qui l'a proposé au conseil de fac, au moment où l'université de Strasbourg ne voulait pas s'appeler Marc Bloch. Et quand on a inauguré ces deux amphis, j'ai fait venir Daniel Cordier, le secrétaire de Jean Moulin. Voilà : la pensée et l'action...

Deuxième session

En présence de l'assistante de Monsieur Giaume

FM- J'aimerais pour commencer vous poser des questions sur ce dont on avait parlé la dernière fois, mais plus précises, sur des lieux et institutions en particulier. Alors je vais d'abord vous donner une liste de lieux : si vous pouvez me dire ce qu'ils vous évoquent, ce qu'ils représentent pour la ville : la place Garibaldi.

JMG- Deux choses. Alors c'est très intéressant parce que dirais jeune, c'était Garibaldi et ça le reste, et c'est ça qui est très intéressant aussi, c'est-à-dire un personnage, le héros par excellence. Le héros romantique et puis une certaine vision de Nice aussi. Bon, c'est un personnage que j'aime beaucoup, donc ça c'est très intéressant. Le héros des deux mondes, hein, d'ailleurs. Et deuxièmement, c'est aussi l'arrivée de la route royale Nice-Turin. Alors c'est très intéressant parce que finalement, derrière le personnage de Garibaldi -d'ailleurs il y a eu une émission à France 3 que vous pouvez voir, c'est pas mal, « Nice Secrète », qui est passée sur You Tube. « Nice, Histoire Secrète », en fait, ça s'appelle, où j'expliquais que Garibaldi, finalement, faisait le pont entre la France, la Maison de Savoie et l'Italie. Et c'est vrai. Et finalement, cette route royale qui arrivait ici, quelque part il a pris le nom et il regarde Turin, son visage est tourné vers Turin, je trouve ça tout à fait...il y a une logique finalement. Donc au départ, c'était la place du héros Niçois par excellence, et deuxièmement, derrière, il y a toute cette histoire multiséculaire de la route royale qui reliait Nice à Turin, et donc cette place Victor avait été réalisée pour ça, c'est-à-dire l'arrivée avec la copie de la place royale de Turin. Il y a toute une symbolique derrière Garibaldi. Donc c'est double. Double identité. Humm... et je dirais triple mais je vais m'arrêter là. Là ça devient un peu compliqué.

FM- Vous pouvez continuer !

JMG- Non, non, c'est bon, c'est bon !

FM- La colline du château.

JMG- Mon enfance, la matrice...des fouilles, que nous organisons depuis septembre. Un Site magique, vraiment magique. Je ne sais pas depuis quand, ce que dans les fouilles on va retrouver, mais il y a une puissance, une force très particulière sur ce site. Quand on

monte là-haut, c'est un peu un pèlerinage, pour un Niçois. Pour moi en tous les cas. Je pense que dans beaucoup de familles on montait là-haut, petits, s'amuser, il reste quelque chose de très particulier. Il y a un parfum particulier, qui est indescriptible, qui est fort, qui est simple, qui est...il y a un contact. Et puis c'est vrai qu'il est particulier ce rocher parce que on y est à proximité de la mer, on est en hauteur, on a la ville à nos pieds, dans tous les sens du terme, c'est-à-dire sous les pieds. Et puis c'est un site qui mène à...c'est paisible à la fois, et puis il ya la réflexion. Donc c'est un site très fort, vraiment. Peut-être un des sites les plus importants.

FM- Alors ensuite, le lycée Masséna

JMG- Passage de l'adolescence à l'âge adulte, me concernant, en partie. Etablissement phare par excellence. Troisièmement, en terme de monument et de patrimoine, quand même une belle réalisation. Voilà, et puis après il y a les fusillés de Saint Julien du Verdon, il y a une partie mémorielle, la salle dédiée à René Cassin, qui y a été élève. Bon, après on peut développer mais voilà, c'est tout ça, ce n'est pas une seule identité. Après tout dépend quel point de vue, vous voyez. Quand vous posez la question à quelqu'un, il y a le côté personnel, le côté institution, le côté ville donc à chaque fois, j'essaye de donner une réponse qui tient compte de tous ces aspects.

FM- Du point de vue patrimoniale justement, il y a une mise en valeur, là, avec la coulée verte

JMG- Oui, c'est pas mal, c'est vrai qu'il est plus visible, on a un peu plus de recul. Quoi que moi je me rappelle quand il y avait la...quand j'étais au lycée, souvent entre midi et deux, je montais, même si j'étais à la cantine, je montais sur la Gare routière pour m'installer là haut. Il n'y avait pas que des drogués malgré ce que l'on croit et c'était un endroit fort sympathique aussi. On avait une vue différente du lycée parce que c'était en hauteur mais c'est vrai que là du coup on a une vision plus ouverte. Moi, ce qui m'a le plus choqué en parlant de ça, c'est quand on a détruit la gare routière -Martine elle a connu avant que ça ait été construit- ça a re-éclairé les deux côtés de la rue. C'est-à-dire que c'est vrai que la gare routière, finalement, avait assombri les deux boulevards. Et du coup ça donne une ouverture, on voit vraiment différemment. C'est une belle réussite au passage.

FM- Les abattoirs ?

JMG- Particulier pour moi personnellement, ça me rappelle – j'ai connu quand il y avait les abattoirs, je suis rentré dedans avec un boucher chevillard. C'est un quartier en mouvement, un vrai quartier industriel, donc c'était vraiment un cœur économique important de la ville, ça c'est vrai. C'est un lieu quand même de mort, particulier. Projet aujourd'hui de faire une restructuration en faisant de l'art et tout, qui est en train d'évoluer. Bon pourquoi pas mais moi j'ai quand même du mal. C'est pas un lieu qui - personnellement, hein. Je vois l'intérêt industriel, en terme de patrimoine industriel, mais c'est quand même un lieu lourdement chargé négativement, je dirais. Très honnêtement.

FM- Le Mamac.

JMG- Le Mamac, c'est à la fois une réalisation moderne, c'est à la fois un lieu dédié aux arts contempo-rien, comme dirait l'autre, et troisièmement, avec la coulée verte aujourd'hui, ça s'intègre un peu mieux, mais à un moment donné, le Mamac était quand même...comment dirais-je. Personnellement, je dirais que ce n'est pas si intégré que ça finalement, mais bon, il a le mérite d'exister, on ne va pas le raser. Et je crois qu'aujourd'hui, le fait que la coulée verte le ...il est mieux intégré à la ville, pour ma part, je trouve qu'on a une cohérence plus intéressante mais bon. Sans plus. Ce n'est pas un monument historique, hein, c'est un musée, c'est un espace mais on n'est pas dans...on est dans les lieux de la ville.

FM- C'est une institution aussi...

JMG- Oui ! On est d'accord !

Assistante (Martine)- C'est un tournant

JMG- La modernité...

Assistante- C'est un tournant politique aussi...même politique, et économique, et culturel.

JMG- C'est vrai.

Assistante- Qui donc n'est pas encore vraiment passé dans l'histoire.

JMG- Non. Et il ne parle pas plus que ça.

Assistante- C'est trop contemporain pour certain, mais quand vous servez en fin de carrière, peut-être que vous repenserez à ma réponse d'aujourd'hui.

FM- Mais c'est un héritage, c'est l'héritage des années Médecin.

JMG- Aussi

Assistante- Absolument, c'est pourquoi j'ai aussi rajouté que c'est un tournant politique, parce que c'est ce qui lui a valu en partie l'amorce de ses difficultés et les changements politiques qui s'en sont suivis. Ça vient du Mamac, de l'exposition et de la cabane de César.

JMG- Entre autres...

Assistante- C'est parce que comme c'est une période où Jean-Marc est peut-être moins à l'aise parce qu'il a la chance d'avoir moins d'années que moi, je me suis permis d'intervenir.

JMG- Mais là aussi les générations jouent beaucoup dans votre manière de question...après c'est ou on parle à l'élus, ou on parle aux Niçois...Vous voyez ce que je veux dire, le positionnement est vraiment différent.

FM- La médiathèque Raoul Mille.

JMG- La gare du Sud...En terme de monument historique, très belle réalisation, en terme de fonction pour le quartier, très bien, très bien intégrée. Pour ce qui est de Raoul Mille, ça me rappelle des souvenirs très émouvants pour deux raisons : en 1996, la première exposition que j'avais organisée, conférence, à la faculté des lettres, c'était « Nice au long de l'histoire », j'avais vingt-six ans, et il a accepté de venir parler de Nice. Donc j'ai connu Raoul Mille : c'était un ours, à tous points de vue...un personnage. Et ça m'a fait plaisir parce qu'il fait partie de ceux qui disent : « je suis venu à Nice, je suis tombé amoureux de Nice, je suis resté à Nice et j'ai parlé de Nice ». Donc chaque fois qu'on me parle de Raoul Mille, je raconte cette histoire. C'est quelqu'un que j'ai appris à connaître.

Annexe 3 : Entretien avec Jacques Peyrat, Ancien sénateur maire de la ville de Nice (1995-2008)

Septembre 2015

FM- Est-ce que vous pourriez commencer par retracer votre parcours professionnel et politique, les raisons de votre engagement politique, les motifs, les circonstances ?

JP- Alors mon engagement politique, il a débuté en 1953, lorsque venant d'être reçu à la licence de Droit, le lendemain, je me suis engagé pour la guerre d'Indochine dans les parachutistes de la Légion étrangère, premier bataillon étranger de parachutistes. C'était un engagement politique. La France, à l'époque...A l'époque, la guerre d'Indochine divisait le pays. Ce ne sont que des volontaires qui ont fait la guerre d'Indochine, on n'a pas appelé le contingent comme on l'a fait quinze ans après pour l'Algérie. Et ces volontaires allaient là défendre l'empire français, puisque nous avons conscience, et les événements qui ont suivi ne l'on pas détrompé, bien au contraire, que la guerre d'Indochine était le premier conflit qui allait entraîner avec lui le démembrement de l'empire français. Et nous luttons là, à travers le Viet Min, contre les communistes, qui étaient puissants en France, à l'époque. Actuellement, c'est un parti qui pratiquement n'existe plus, mais à l'époque, le parti communiste était...avait bien l'intention de « plumer la volaille socialiste ». Congrès de Tours. Donc ma carrière politique, ce n'était pas une carrière, je suis parti là-bas la fleur au fusil, je n'avais aucun intérêt en Indochine, mais j'étais issu d'une famille d'officiers. Pas riche. De condition très très modeste. Et je suis allé là-bas par engagement politique. Bien. J'en suis revenu vivant, non blessé, donc j'ai pu me marier avec la jeune femme dont j'avais rompu les fiançailles, ne voulant pas lui imposer de rentrer invalide, et je suis rentré à la Mobil Oil française, où j'ai travaillé pendant sept ans. Et là, alors que j'étais à Paris, à la Mobil Oil, real estate, c'est-à-dire en quelque sorte agent immobilier de la Mobil Oil, j'ai reçu un appel téléphonique du maire de Nice, Jean Médecin, me disant -il m'avait marié, et il m'avait marié parce qu'il avait servi, lui aussi, dans la légion étrangère, et par sympathie pour moi, qui était un jeune officier à ce moment là, il m'avait marié. Et il me rappelle en me disant « dis-moi petit, ça t'intéresserait de faire partie de mon conseil municipal ? -Ho, Monsieur le Maire, je travaille à Paris maintenant- Oui, je sais, je sais mais ta femme vit encore à Nice et tu descends tous les vendredi pour voir ta femme et ton fils, passe me voir ». et je suis passé le voir. Et il m'a proposé là de rentrer sur sa liste en 1965, moyennant quoi la Mobil Oil m'a foutu à la porte, sur le mode suivant : « Peyrat, vous faites de la politique ? -Ho non monsieur le Directeur, pas du tout- Et ça, c'est quoi ? » C'était la liste municipale. Je lui dis « Ce n'est pas de la politique ça Monsieur le Directeur, c'est de la gestion territoriale, ça servira les intérêts de la Mobil Oil. -Peyrat, sachez que quand on est à la Mobil Oil, on se lève le matin Mobil Oil, on pense Mobil Oil, on mange Mobil Oil, on agit Mobil Oil et on se couche le soir Mobil Oil. Allez, signez moi votre lettre de démission, ça m'évitera de vous licencier». Telles étaient les mœurs à l'époque. Donc j'ai préparé mon CAPA, Certificat d'aptitude à la profession d'avocat, et je suis devenu avocat, et j'ai dû prêter serment en soixante-huit. Dans l'entre-temps, j'avais été élu conseiller municipal de la liste de Jean Médecin, et c'est le véritable démarrage de ma carrière politique. Etant conseiller municipal de Jean Médecin, je me suis présenté à des tas d'élections : conseil général, législatives. Naturellement j'ai été battu. Et arrivé au terme du mandat -Jean Médecin est mort l'année d'après- à l'élection, c'est son fils, Jacques, qui a pris. Et il semblerait que je ne lui plaisais pas beaucoup. Toujours est-il qu'il ne m'a pas repris sur sa liste, six ans après, et je me suis consacré à mon métier d'avocat.

Pendant ce temps où je ne faisais plus de politique, je veux dire dans le cadre d'un mandat, j'ai rejoint mon vieux camarade de légion étrangère et d'Indochine, Jean Marie Le Pen, au Front National. C'est ma deuxième phase politique. Et là, au Front National, j'ai fait monter, je me suis occupé du mouvement à Nice. J'en étais le responsable pour Nice, et entre 1975 et 1977, nous avons pris une part importante du marché politique

de Nice. A telle enseigne que je me suis représenté aux élections municipales, comme tête de liste cette fois-ci du Front National, et nous avons fait entre 25 et 28 %. Et je suis rentré au conseil municipal pour la deuxième fois, mais dans une liste contre Jacques Médecin, les socialo-communistes, avec six de mes camarades. Nous étions sept en tout. Et là, pour la première fois, Jacques Médecin a eu peur. Il n'a pas été élu du premier coup à cause de nous. Et il a réalisé l'impact que le Front National avait, déjà, à l'époque c'est-à-dire trente ans en arrière. J'ai poursuivi sur la lancée et je suis devenu conseiller général, le seul conseiller général de France Front National, élu avec 57% des voix, contre tout le monde. Tout le monde ! Le RPR, l'UDF, le PS, qui dans l'entre-temps essayait de sortir, le PC bien sûr, le journal, Jacques Médecin, toutes les autorités locales. Et François Mitterrand instituant la proportionnelle pour les législatives, de 86 ou 88, j'ai été tête de liste du Front National dans les Alpes Maritimes et j'ai été élu député. Et donc là, a commencé l'Assemblée Nationale, où là j'étais à la fois conseiller municipal, conseiller général et député Front National. L'horreur commençait. Je devenais quelqu'un d'infréquentable. D'ailleurs j'allais de bagarre en bagarre, on a attaqué ma voiture, on m'a crevé les pneus, on m'a balancé un pain de plastique dans le rez-de-chaussée de ma villa. Enfin, tout ce qu'on faisait à l'époque où les communistes existaient, car c'étaient les cocos qui faisaient ça...contre l'hydre du Front National. Et puis, 1995, je me fâche avec Jean-Marie, à la suite de ses bons mots sur « Durafour crématoire » et autres que je n'ai pas acceptés. Et je l'ai quitté. Mais je voulais me présenter aux élections municipales, persuadé que je serai élu maire de Nice. Je m'étais réconcilié dans le temps avec Jacques Médecin. Il était parti en Amérique du Sud mais nous conversions par téléphone et il avait de la sympathie pour moi, et j'avais de la sympathie pour lui. J'ai toujours été dans le fond un médeciniste. J'avais une admiration sans limites pour son père. C'était un homme extraordinaire. Un peu moins pour lui, mais enfin, je l'aimais bien. Et là, je crée l'Entente républicaine, où il y a là des gens...des anciens du Front National, des anciens gaullistes. Il y avait même des socialistes. Et je suis élu. Je suis élu, alors là je rase tout le monde aussi, de nouveau : le RPR, l'UDF...de même que j'avais vaincu au conseil général. Mais là, tout le monde, y compris le journal Nice Matin qui ne m'aimait pas et qui ne m'a jamais aimé, et qui continue à ne pas m'aimer d'ailleurs. Et je deviens maire et je gère ma ville. Six ans passent ; il m'arrive tout ce qui arrive à presque tous les gens qui sont au pouvoir : je suis trahi par mes plus proches qui essayent de gouverner à ma place, à telle enseigne qu'au renouvellement municipal en 2001, Patrick Mottard a failli être élu à trois mille et quelques voix près. A dix heures du soir il était gagnant, et j'imagine que sa joie était immense, et à dix heures et demi, et il était battu par trois mille trois cents voix, je crois, ce qui a du être un moment difficile pour lui. Mais ça aurait été un moment difficile pour moi aussi. Et là je repars 2001-2008, parce qu'il y a eu en 2007 les élections présidentielles et on a décidé de prolonger d'un an. Dans l'entre temps, ayant rompu avec le Front National, je reviens à mes amours anciennes, puisque ma première manifestation politicienne, avant d'avoir été Front National d'ailleurs, c'est d'avoir été RPF, et je reviens au RPR. Considérant que la cinquième ville de France ne pouvait pas payer les frasques politiques de son maire, on ne peut bien gérer une grande ville que lorsqu'on est proche du pouvoir. Sinon, on n'a rien. Or il y avait tout à refaire sur Nice, tout à refaire, tout ! D'ailleurs, il y a toujours tout à refaire, hein ! Bien ! Enfin, peut-être pas tout parce que j'ai fait un certain nombre de choses, notamment le tramway et la voie rapide. Mais il y a encore des tas de choses à faire. Et donc je me représente aux élections, je me représente au RPR, puis j'ai dans l'idée de créer la communauté d'agglomérations Nice Côte d'Azur, et pour cela, je me dis qu'être député ne sert à rien, il vaudrait mieux être sénateur, puisqu'un sénateur est en réalité élu par des conseillers généraux et municipaux. Et je me suis présenté au Sénat et j'ai été élu, aussi envers et tous les grands, hein. Et donc j'ai pu comme cela, dans le deuxième mandat, créer la communauté d'agglomération Nice Côte d'Azur, la CANCA, dont j'ai assumé la présidence, en refusant qu'il y ai des membres du conseil municipal, qu'ils soient socialistes ou communistes. Ou frontistes. Ce qu'ils m'ont reproché et me reprochent encore d'ailleurs. Mais je considérais qu'il fallait...j'étais lassé des attaques sans arrêt de Mottard et des autres, qui étaient un peu stupides, parce que c'était systématique et on ne fait rien quand on est...on perd son temps à répliquer à des gens

qui gnagnagni gnagnagna... « vous n'auriez pas du ». si ça avait été une opposition constructive, je l'aurais fait rentrer. Mais comme ce n'était pas une opposition constructive mais une opposition systématique, parce que j'étais d'extrême droite, et eux de gauche et d'extrême gauche, c'était...on perdait son temps quoi. Ça amusait la galerie, ça amusait les Niçois parce que c'était retranscrit, et ça les amusait les affrontements, les bons mots, les répliques. Mais on perdait son temps ! Et là j'ai réussi la communauté d'agglomération, je l'ai préparée à devenir communauté urbaine, voire métropole : ça n'existait pas encore à l'époque. Et j'ai surtout pu traiter avec le premier ministre de l'époque, De Villepin, ce que je n'aurais pas pu faire si j'avais été Front National, j'ai traité l'accord du gouvernement de la France pour l'Opération d'Intérêt national, dans le Var, l'OIN, que je considère être le futur développement économique de la ville et la planche de salut de cette ville, dont le tourisme, petit à petit, meurt. Non pas que les Niçois, restaurateurs et hôteliers soient mauvais, mais parce que maintenant les moyens de communication par avions sont tels que les Français comme les étrangers vont ailleurs que sur la côte d'azur. Ils vont dans le monde entier : en Afrique, en Asie. Voilà. Je me suis représenté aux élections en 2008 et j'ai été battu. J'ai réouvert mon cabinet d'avocat. J'ai fait une autre tentative en 2014 mais qui a été ridicule. Nous sommes un pays qui a foncièrement changé, totalement changé. Nous n'avons plus rien de commun avec la jeunesse que vous représentez. Le cursus des valeurs s'est totalement inversé. Les valeurs qui étaient les nôtres, pour lesquelles on se battait n'existent plus et sont vilipendées maintenant. Vous voyez que sur ma table, il n'y a pas d'ordinateur, je suis donc en dehors de ce monde. La seule chose qui me rattache à ce monde, c'est un petit téléphone portable. Et je rajouterai que l'un des changements profonds, c'est que l'homme, ou la femme, dépassé 55 ans, est bonne ou bon à jeter aux orties. On est dans une époque de jeunisme : Manuel Valls. J'étais la semaine dernière en Vendée, sur la tombe de Clemenceau, dont je rappelle à la jeune femme que vous êtes et qui ne le sais pas, qu'il est devenu président du conseil à soixante-seize ans et qu'il a mené la France à la victoire en commandant à trois millions et demi d'hommes entre soixante-seize et quatre-vingt-un ans. Maintenant, quand on a dépassé soixante-dix ans « couche couche panier », maison de retraite. Mais si, si, si ! Donc l'époque a changé et j'ai annoncé il y a trois mois que je sortais de la politique. Je resterai citoyen, je voterai, je continuerai à faire de l'agitation...nauséabonde, vous pourrez le dire à Mottard : « il va continuer ce salaud là »

FM- Je vais vous replonger dans les questions politiques, en vous demandant quelles ont été les grandes lignes de la politique culturelle et patrimoniale sous vos mandats ?

JP- Culturelle ?

FM- Oui, si vous pouviez résumer ?

JP- C'est vraiment pas l'essentiel, hein ! Non mais là, vous êtes de gauche, bien !

FM- Mais non, c'est mon sujet de recherche !

JP- Les gens de gauche ne parlent que de culture ! Mais la culture, ça rapporte rien ! Ce qui rapporte, c'est l'économie, ce qui rapporte, c'est donner du travail, ce qui rapporte, c'est de faire cesser le chômage, ce qui rapporte, c'est de bien payer les gens qui travaillent. C'est ça ! Le problème de Nice, il n'est pas culturel ! Sur le plan de la culture, j'ai fait le conservatoire national de région, qui nous a coûté une fortune, j'ai fait la salle Nikkaia, qui nous a coûté une fortune, j'ai sauvé l'Artistique, là, à côté, boulevard Victor Hugo, qui nous a coûté une fortune. J'ai fait ce qu'il fallait. Mais le drame de la ville de Nice, c'est exactement le drame de la France : économiquement, nous avons sombrés. Alors Nice, le problème de Nice, c'est que : 1- c'est une ville qui est loin de Paris, et que les Parisiens ne connaissent pas, sauf comme un lieu de vacances...la plage, le soleil, Nice c'est ça. Il y a une université, mais elle n'est pas considérée, il y a un CHU, mais il n'est pas considéré, il y a des facultés mais elles ne sont pas considérées. Nice est une ville de vacances. Alors il faut casser ça. Deuxièmement, c'est une ville de vacances qu'il est difficile de joindre : à une époque où il faut aller vite, notre train Paris-Nice met des

heures. Presque une journée pour rejoindre Paris Nice alors qu'on est à l'époque où il faut y être en une heure ou deux. Alors vous me direz l'aéroport. Mais l'aéroport, il est saturé. Nous avons atteint les onze millions de passagers, on ne pourra pas aller au-delà. Il faut donc créer un deuxième aéroport. Il faut créer une deuxième autoroute, il faut créer un TGV, et il faut créer une relation maritime. Ors ça, mon successeur ne le fait pas. Et c'est ça, l'essentiel ! Une fois que l'on a imaginé que la plaine du Var -dix mille hectares- est un endroit où il y a du terrain pour que les entreprises puissent venir, s'installer, et faire travailler en priorité les Niçoises et les Niçois, c'est pas suffisant, il faut leurs donner les moyens d'accès rapide. Tant qu'on n'aura pas notre TGV, tant qu'on aura pas notre deuxième aéroport et la deuxième autoroute, nous ne serons pas compétitifs par rapport aux autres grandes villes françaises, aux autres départements et aux autres régions françaises et mêmes européennes. Voilà ! Alors l'essentiel, pour moi -c'est mon opinion, hein...développement culturel, il est commencé : on a de grands musées, on a ce qu'il faut, hein ! Et ce qu'il manquait, je l'ai fait. Sur le plan du sport, on a également...on a ce qu'il faut, notamment les terrains pour que les jeunes aillent pratiquer le sport. J'en ai, pendant mon mandat, fait cinq. Il faut sur le plan économique, trouver une dynamique de substitution par rapport au tourisme dont on a vécu grassement jusqu'à maintenant, mais qu'il faut partager maintenant avec le restant du monde. Il y aura toujours du tourisme à Nice bien sûr : Cannes, Nice, Monaco, c'est attractif. Mais on ne peut plus vivre du tourisme. Il faut autre chose ! Il faut trouver donc d'autres développements économiques que le tourisme, et pour cela se donner les infrastructures de transport qui sont nécessaires, d'où le tramway, mais le tramway, pour moi, il était non seulement pour la ville mais il était destiné à sortir de la ville et j'aurais voulu qu'il desserve Sophia Antipolis. Car Sophia Antipolis, la plaine du Var, le plateau tertiaire dans l'Est, l'aéroport de Nice -le deuxième aéroport de France- la ville de Nice, cinquième de France, il y a tous les ingrédients du développement, de pouvoir faire venir les uns et les autres, et donner du travail, et rompre avec ce drame de la ville de Nice qui est d'avoir le taux de chômage le plus important de Paca, qui est lui-même le plus important de toute la France.

FM- Je vais en revenir à ces questions de culture. Par exemple pour le tram, vous avez essayé de rendre visible l'art contemporain dans l'espace urbain ?

JP- Oui, oui ! Alors que je n'aime pas l'art contemporain. Mais ce n'est pas parce que je ne l'aime pas que je dois considérer que c'est mauvais. Et donc j'ai fait l'accompagnement artistique du tramway. Il y avait des gens avec lesquels je me suis bien entendu d'ailleurs.

FM- Il y avait notamment des artistes locaux, dont Ben, dont les œuvres sont exposées...

JP- Alors il y avait lui, c'est vrai...Je me suis bien entendu avec tous sauf avec lui. Je me suis très bien entendu avec une jeune femme qui, avant de mourir, a fait une donation au musée d'art contemporain, qui compte, c'est celle qui fait les gros trucs...elle est morte.

FM- Nikkie de Saint Phalle ?

JP- Nikkie de Saint Phalle ! Bravo ! Je l'avais reçue en Mairie, bien, avec des gens de l'équipe...l'équipe qui a fait un peu l'art contemporain à Nice quoi ! Il y a cinquante ans en arrière. Et je crois qu'elle avait été séduite, non pas par moi, mais par la ville, qu'elle connaissait bien, et avant de mourir, elle nous a offert quatre-vingt œuvres d'elle-même, ce qui a permis de faire une très belle salle au Mamac.

FM- On parlait de l'opposition systématique de l'opposition justement...est-ce que ces questions de culture et de patrimoine, dans la vie municipale, au cours de votre mandat, étaient des questions qui revenaient souvent, ou qui étaient un enjeu important ?

JP- Le patrimoine ? C'est capital ! Je le défends dans tous les domaines. Je le défends où il est menacé actuellement dans la France entière sur le plan de la défense des églises, comme des châteaux forts, d'ailleurs, un capital artistique considérable. Et chez nous,

Nice, on est un petit peu privé, dans la mesure où Louis XIV nous a supprimé notre château, nous n'avons plus tellement de richesses patrimoniales. Il faut donc préserver celles que l'on a et essayer d'en créer de nouvelles. C'est vrai...autant j'ai dit toute à l'heure et vous avez souri de manière ironique, bien sûr, quand je vous ai dit que la culture ça ne nourrissait pas -je maintiens effectivement que de vouloir mettre tout dans le panier pour la culture ne rapporte rien du tout- mais, une fois qu'on a assuré son assise économique, le développement culturel est important. Il est nécessaire et il est important. Parce qu'avec le développement culturel ne va pas seulement l'art contemporain, il va aussi la défense de la langue, la musique. J'ai refait, à Nice, le salon du livre, j'ai refait à Nice le festival de musique traditionnelle, j'ai donné un coup considérable à l'Opéra, et j'ai, malgré Monsieur Mottard, fait le festival des musiques militaires... « Peyrat, il fait retentir le bruit des bottes sur la Promenade des Anglais »...mais qu'est-ce qu'ils étaient cons ces gens !! On a fait venir les musiques américaines, les musiques russes, les tchécoslovaques, les musiques turques. Les gens ont découvert là des musiciens hors-pairs, parce que la musique militaire jouée par les musiques principales des armées, on oublie que se sont majoritairement presque tous des prix de conservatoires. Alors j'ai essayé...j'ai redoré le carnaval. Le carnaval a pris une ampleur considérable alors qu'il était en perdition. Je l'ai même exporté au Canada, aux U.S.A. et en Tunisie. Donc c'est dire que...et le carnaval est un des aspects culturels, comme les autres, hein, bien évidemment. Donc après vous avoir dit que ça ne nourrissait pas son homme et que la primauté était économique. Par contre, dès le moment où la ville de Nice n'est plus une ville de chômeur, hé bien donnons-lui à la fois un développement culturel et un développement sportif, car *men sana in corpore sano*. Mais tout ceci, on ne peut le faire qu'en accessoire. La priorité étant quand même le développement économique. Maintenant, où la ruine de la France sous les coups de Sarkozy et de Hollande et sur le plan industriel, agricole, est avérée, la misère est telle que presque plus personne ne songe maintenant à dépenser de l'argent pour tel ou tel monument, pour telle ou telle œuvre. Les gens doivent, à part quelques-uns, qui sont richissimes d'ailleurs, notamment dans les médias. Mais la classe moyenne est en voie de disparition. Ors c'est elle qui faisait vivre la France...des gens comme moi, comme nous ici, les avocats, les médecins, les architectes....les gros salaires par rapport au Smic, mais les petits salaires par rapport aux chefs d'industrie et à une speakerine de la télévision.

FM- Justement, sur ces questions de culture et de patrimoine, on est passé de l'idée de l'éducation populaire à celle d'une politique culturelle plus événementielle

JP- Ha si, moi l'événementiel, je le défends. L'événementiel me paraît nécessaire. Vous savez, les Romains -et la formule est d'actualité, hein- disaient *panem et circences* : du pain...et les jeux du cirque. Le pain, parce qu'il faut croûter, le développement économique, avant toute chose. Quand on n'a pas à bouffer, quand les enfants n'ont pas à bouffer, on peut pas aller se distraire, ce n'est pas possible. Et vient le moment où le pain est assuré -le pain et tout ce qui va avec bien sûr : circenses, les jeux du cirque. Il faut échapper un peu à la vie triste, monotone, dure, et il faut développer l'esprit. Ce n'est qu'en développant l'esprit que l'on peut assurer le progrès d'ailleurs, hein, et être mieux dans sa peau. Donc l'événementiel -le salon du livre dont je vous parlais, c'est de l'événementiel, le festival de musique sacrée, c'est de l'événementiel...avec les critiques que l'on peut faire, le festival des musiques militaires, c'était aussi de l'événementiel...heu, les grands moments d'opéra sous les grandes baguettes, avec la conjonction de l'Opéra de Monaco puis de l'Opéra de Nice et de l'Opéra de Marseille, et même un petit peu de Toulon d'ailleurs, c'était de grands moments tout cela. Donc oui, je suis pour que l'on débloque de l'événementiel. D'abord parce que ça fait venir du monde. Outre le fait que ça débloque l'intellect et la culture personnelle des habitants de notre cité et de notre département, cela nous fait connaître à l'extérieur et cela nous fait venir des gens de l'extérieur. Donc c'est une bonne chose.

FM- Je vais vous donner une liste de lieux patrimoniaux...

JP- J'ai un exemple à vous donner de ce qui nous diverge avec les socialistes : l'abattoir. La connerie qu'Estrosi a pu faire !! De confier à une greluce avec laquelle il couche, et qu'il va financer à près de dix mille euros par mois...pour faire quoi ?! Qu'est-ce qu'elle a fait aux abattoirs ? Rien !! Moi je voulais y faire une pépinière d'entreprises. La croûte ! Toujours la croûte ! Les entreprises, Dieu sait que nous avons des créateurs, et un créateur d'entreprise, c'est quelqu'un qui pratique la culture, c'est quelqu'un qui trouve dans son cerveau un petit moyen de développer quelque chose qui va lui faire gagner sa vie, aux copains qui sont avec lui, aux employés qu'ils prendront. Mais il leur faut des endroits pour ça, et les abattoirs étaient pour moi une superficie de mètres carrés susceptible de faire une pépinière d'entreprises. La croûte toujours ! Le développement économique ! Mais on y fait quoi ? Comment ça s'appelle ce qu'elle a fait, il y a un nom...il n'y a jamais personne ! J'y suis allé, je me suis fait jeté d'ailleurs, par ses séides qui m'ont dit que je n'avais rien fait pour la culture pendant tout le temps de mon mandat. Mais il n'y avait personne, j'étais seul, à regarder, à visiter. Donc c'est l'exemple type pour moi d'un gâchis alors que j'avais installé dans l'enceinte de l'ancien entrepôt Spada...j'avais installé là l'art contemporain. Je voulais faire là ce qu'on a fait à la Belle de Mai à Marseille, c'est-à-dire une salle de spectacle, des ateliers de création ect ect... et c'est parce que j'ai été viré en 2008 que je n'ai pas eu le temps de faire l'amélioration des entrepôts Spada, en vous faisant observer que depuis 2008, il n'y a toujours rien.

FM- Je vais, rapidement, vous donner une petite liste de lieux patrimoniaux niçois, j'aimerais que vous la commentiez, que vous me disiez ce qu'ils représentent pour la ville selon vous... Pour commencer : la place Garibaldi ?

JP- Ben écoutez, la place Garibaldi, je l'ai refaite, hein...entièrement. J'ai retiré le monument de Garibaldi de cinquante mètres. Je n'ai pas sacrifié...je me suis opposé, comme conseiller municipal, à Jacques Médecin, qui voulait couper les arbres. Je me suis opposé pour qu'on ne les coupe et qu'on fasse un parking en dessous, pour conserver la place Garibaldi telle qu'elle est. C'est le cœur de la cité, c'est le cœur historique de la cité, parce que Garibaldi a joué un certain rôle en France, d'abord, et puis ici, parce qu'il était niçois ! Même s'il n'était pas d'accord du rattachement de Nice à la France, il aurait voulu que ce soit à la future Italie. Mais voilà ! Nous sommes là en bas du château, de son héroïne, Catharina Ségurane, la place Garibaldi, elle est magnifique maintenant. C'est un haut lieu patrimonial de la ville de Nice

FM- La colline du château, dans la foulée.

JP- La colline du château, c'est la colline sacrée, hein ! Je me permets de vous rappeler que lorsque les travaux du tramway, grâce à Dieu, on a ouvert l'avenue Jean Jaurès, et découvert les ruines, la porte d'entrée du Château, qui est maintenant sous terre et que l'on peut visiter, j'ai fait stopper les travaux et j'ai fait...ça m'a coûté six mois de travaux supplémentaires, hein, avec toutes les engueulades des uns et des autres, Knecht, Mottard : « et qu'est-ce que c'est, et qu'est-ce que vous faites ?! Et alors, le tramway, vous vous amusez !! – Et la culture, Monsieur Mottard, à laquelle vous êtes attaché, et en dessous il y a les ruines du château !! »... Ils auraient dû applaudir, ils auraient dû m'aider, au contraire, ils dénigraient. J'ai fait couvrir, et comme cela on peut visiter, la Porte Fausse notamment. J'avais même sur le quai du tramway, fais un trou -il y est toujours- avec une plaque en verre mais qui n'est pas nettoyée par le con de maire qui m'a remplacé, pour qu'on voit la Porte Fausse... et maintenant on la voit pas parce que c'est dégueulasse, il faut nettoyer tous les six mois quoi ! Donc la colline de Nice...la colline du château, c'est la colline sacrée de la ville. Patrimonialement, c'est the biggest sphere.

FM- Le Mamac...même si vous n'aimez pas l'art contemporain !

JP- Ben le Mamac, c'est pas mon style moi, bien sûr ! Mais il est là, il a été fait, c'est le musée principal de la ville. Nous sommes actuellement plongés dans l'art contemporain, donc il a sa place là, musée d'art contemporain précisément. Il faut développer le Mamac, bien évidemment. Il est l'un des instruments...musicalement, c'est le

Conservatoire National de Région, l'Opéra et la diachosmie, sur le plan de la peinture et de la sculpture, c'est le Mamac, sur le plan du théâtre, c'est le théâtre de Nice, que j'ai fait venir à Nice et que j'ai installé -soit dit entre nous, pour quelqu'un qui s'occupe pas de la culture, hein- et pour le livre, qui est en voie de disparition, c'est le salon du livre, qui permet quand même de rencontrer les auteurs et de dire que le livre existe encore.

FM- Alors, le palais de la Méditerranée.

JP- Je l'ai sauvé, ce Palais de la Méditerranée, parce que...ben tout simplement parce que quand je suis arrivé à Nice à l'âge de quinze ans, j'avais béé d'admiration devant la façade du Palais de la Méditerranée. C'était de l'art contemporain, à l'époque, en 1945. Le Palais de la Méditerranée, on a sauvé ce que l'on pouvait sauver mais c'est plus un hôtel qu'une grande salle de spectacle...mais enfin, il y a une salle de spectacle qu'il faut utiliser.

FM- La gare du Sud.

JP- La gare du Sud, bon ben écoutez, la Gare du Sud...les Niçois sont volés par leur maire. J'ai acheté les terrains à l'Etat pour dix-huit millions d'euros, et ce con là, il les a cédés pour un euro, à Vinci...qui va y faire quoi ? Une grande verrière pour le truc. On a fait un musée, là. J'y suis allé quatre fois...une bibliothèque, pardon. Je n'y ai pas vu beaucoup de monde, par rapport à la bibliothèque d'à côté, qui était la grande bibliothèque de Nice et où les gens venaient et viennent encore, des étudiants notamment, des écoliers. Je crois qu'on a loupé là l'occasion de faire la grande transformation de la ville de Nice. Nice est la cinquième ville de France et quand les gens vont, les étrangers notamment, à la mairie de Nice, ils sont stupéfaits...de voir un petit truc, un petit édicule qui est la mairie d'une ville de trente mille habitants. Ce qui était Nice du temps où on a fait la mairie à la place de l'hôpital, parce que c'est un ancien hôpital qui était là. Un jour l'hôpital a fermé pour aller à Saint Roch et on a fait là la mairie à la place. Mais c'était la mairie en vieille ville d'une ville de trente à trente-cinq mille habitants. Maintenant la ville a 342 mille habitants. Ben il faut lui faire le statut de l'imperium. L'imperium d'une grande ville. Quand on va dans le Nord ou dans l'Est de la France, on a des beffrois, on a des mairies importantes qui placent la ville comme capitale et comme métropole !! Donc nous avons l'occasion de le faire, j'avais trouvé l'architecte niçois pour pouvoir le faire, il eut fallu le faire, et je regrette terriblement qu'on ne l'ai pas fait ! Et maintenant qu'est-ce qu'il y a ? Il y a rien du tout. Il y a un marché qui se meurt, une bibliothèque qui est pratiquement vide, un parking de surface qui devrait être un parking sous-terrain. A quand le grand projet de transformation ?

FM- Est-ce que vous pourriez me donner votre avis sur la demande d'inscription de la promenade des Anglais à l'Unesco ?

JP- Indifférent ! Je vous dirais « c'est de la connerie, ça ne mérite pas un sous ». La Promenade des Anglais est la Promenade des Anglais. Plutôt que de s'attacher à la faire classer à l'Unesco, il vaudrait mieux la conforter, la Promenade des Anglais. Je pense que l'idée d'avoir le bout, de la voir transformer en promenade, est une bonne idée. C'est ça, la Promenade des Anglais...promenade. Ors actuellement, c'est le grand axe de circulation de la ville de Nice. Donc il faut trouver un autre moyen. Quand je pense qu'on y met en plus maintenant les bus, ça va être le bordel cet été, ça va être terrible. J'avais lancé un grand concours pour revoir le problème, et notamment de faire la circulation sous-terraine, pour pouvoir dégager le reste de la Promenade, les plages et faire un grand ensemble touristique. Je pense que c'est ça, l'avenir de la Promenade des Anglais. Un jour ça sera fait. Il faut aussi mettre des émissaires en mer pour que petit à petit la plage ne disparaisse pas, parce que elle disparaît, la plage, petit à petit. Il faut penser au drame climatologique qui, un jour, fera fondre toutes les glaces...le niveau de la mer montera d'un mètre cinquante à deux mètres. C'est à peu près acquis maintenant, c'est-à-dire que la mer sera sur la promenade. Donc il faut l'éloigner, la mer. Et tout ça, c'est de la prévision, c'est des travaux gigantesques, qui prennent de l'argent. Et faire plaisir aux gogos en disant que l'on va avoir le classement à...

FM- Vous ne pensez pas que ça aiderait à la conservation ?

JP- Ho...je ne connais pas le détail !

FM- J'ai le droit à une dernière question ? Quand vous avez été élu maire, par rapport aux questions de patrimoine et de culture donc, est-ce que vous étiez dans un état d'esprit de continuité par rapport à l'héritage de Jacques Médecin, ou plus de rupture ?

JP- Oui ! Non, non, de continuité. Mais mon problème...vous en revenez toujours au même truc, la culture...c'est pas ça moi ! Demain vous êtes maire de Nice, et après-demain vous recevez une lettre du préfet qui vous dit : « Madame, vous êtes maire, mes félicitations, mais votre endettement est tel que je vous donne trois mois pour rétablir les finances, ou je vous mets sous tutelle ». Qu'est-ce que vous faites ? Hé bien vous mobilisez tout le monde, et vous dites que le problème numéro un de la ville, c'est l'endettement, qu'il faut donc se désendetter, qu'il faut trouver de l'argent pour se désendetter, qu'il faut donc faire telle ou telle ou telle chose. Et alors la culture, ça viendra après, quand la bourse sera prête. Mon problème, quand j'ai pris en 95, c'était un problème financier, voilà ! J'ai dû augmenter les impôts. Pour payer, rembourser la dette, j'ai dû augmenter de dix pour cent les impôts, en promettant aux Niçois que dans les années qui suivraient, je leur rendrai cette augmentation. Et je l'ai fait. Mais c'était le problème numéro un, les finances. Autre question ? Il vous reste exactement deux minutes !

FM- Comme toutes mes questions étaient sur la culture, je ne sais plus quoi vous demander ! Votre avis en tant que maire mais aussi ancien conseiller municipal...si vous deviez synthétiser les principales caractéristiques des politiques culturelles et patrimoniales à Nice, comment vous les résumeriez, en termes historiques, politiques ?

JP- Je considère qu'elles ont été bien faites par mes prédécesseurs. Jean Médecin avait une haute idée de Nice. Jacques aussi, malgré les défauts qu'il pouvait avoir. Mais on a tous nos défauts. Moi-même, j'ai essayé de sauvegarder...de conserver, de sauvegarder, augmenter, et enrichir ce patrimoine, et je pense que nous avons bien fait. Voilà, je ne regrette pas !

Annexe 4 : Entretien avec Patrick Mottard, Ancien conseiller municipale d'opposition, ancien conseiller général Parti Radical de Gauche

8 Mai 2015

Juillet 2015

FM- On va commencer par le plus simple : est-ce que vous pourriez vous présenter ? Tout d'abord parcours professionnel, politique...

PM- Je suis un politique un peu par accident mais en fait ça fait longtemps que je suis dans le circuit, même si c'était par accident. Sinon, bon, avant tout, je suis prof. Moi j'ai suivi la filière donc je suis prof de droit public. Il y a des devanciers célèbres, comme Jack Lang...là c'est bien, tout m'est permis. Donc prof de droit public, et puis à partir des années...milieu des années 70, je rentre au PS. Je reste une dizaine d'années, comme ça, parce que ça me gonflait de prendre des responsabilités, j'étais jeune. Et après j'ai dirigé le PS pendant trois au niveau du département en étant conseiller régional. J'ai été conseiller régional dans la première fournée au suffrage universel, en 86-92. Ensuite, pendant trois ans j'étais plus rien. En 95 je suis devenu conseiller municipal de Nice. En 98, je suis redevenu conseiller régional et conseiller général du cinquième canton, qui est le canton de la famille Médecin donc du point de vue patrimonial c'est intéressant. Mais comme je voulais rester à la fac et que je ne voulais surtout pas être politique à 100%, j'ai démissionné de la région. Ce qui, je crois, est un exemple unique en France parce qu'en plus la région venait d'être gagnée par la gauche, donc je quittais l'institution où on était majoritaire pour rester au conseil général et à la mairie. En 2000...2001, j'ai failli gagner la mairie puisque j'étais tête de liste et à 3000 voix près. Peyrat a fait 43, j'ai fait 41 et le Front le reste quoi...donc c'était le plus gros score que la gauche ai fait à Nice et puis ça c'est vraiment joué à quelques voix dans les bureaux et compte tenu des méthodes de l'époque...bon, disons que c'était vraiment très très près. En 2004, je suis réélu conseiller général dans le cinquième canton. En 2008, je démissionne du PS parce que on m'avait collé un mec dans les ...enfin, un mec s'était intercalé pour se présenter contre moi. Moi j'ai claqué la porte. J'ai présenté une liste de témoignage, justement, avec des amis aux élections municipales, qui a fait 7%. Mais bon, c'était pour le panache. Et donc j'ai démissionné du PS. En 2011 j'ai été réélu conseiller général avec l'étiquette « Parti radical de Gauche ». Et le dernier épisode, c'est il y a un mois. Alors là, pour le coup, j'ai été battu pour le cinquième canton pour des raisons, je dirais...d'abord parce que le canton avait doublé. C'était plus le canton d'origine puisque ça c'était recoupé, comme ça. Et puis la vague nationale, quoi ! Et entre temps, donc depuis ces élections perdues, j'ai été nommé président départemental du Parti Radical de Gauche. Donc voilà, c'est le parcours complet. En sachant que à chaque fois j'ai toujours pris mes distances. Alors j'écris des pièces de théâtre, j'écris des choses, des nouvelles. Et puis j'aime bien mon métier de prof, j'aime bien les voyages. Depuis vingt-cinq ans, au mois de mai, on ne me trouve plus, c'est pour ça, je voulais te voir avant, parce que je suis au festival de Cannes pendant quinze jours. Donc je suis quelqu'un qui se présente comme n'étant pas un politique qui est tombé dans la marmite. Et je trouve que c'est très bien pour mon équilibre personnel et je crois que c'est très bien pour la politique aussi parce que j'ai plein de collègues qui ne font que de la politique. Ils sont...c'est des gens très bien mais au bout d'un moment on perd le sens des réalités.

FM- Est-ce que votre quartier d'élection, c'est le quartier où vous avez vécu avant ?

PM- Pas vraiment ! J'étais sur Pasteur. J'ai fait le collège à Bon Voyage, un quartier un peu...bon, à l'époque ils étaient moins craignos que maintenant. Et c'est en 95 que j'ai emménagé à deux cents mètres d'ici. D'ailleurs j'ai emménagé et trois ans après j'étais

l' élu du quartier. Donc c'est très pratique puisque quand tu vas chercher ton pain, je faisais l' élu en même temps, tu vois.

FM- Alors pour rentrer un peu plus en matière, comment définissez-vous votre rôle d' élu ?

PM- Donc j'ai pratiquement, sauf une année au conseil régional, toujours été un élu d'opposition. Donc un élu d'opposition, je pense qu'il a une fonction tribunicienne, c'est-à-dire qu'il représente une partie de la population. Donc c'est important je pense. Je disais toujours qu'un élu de l'opposition, souvent il représente plus de monde qu'un élu de la majorité parce que il y a beaucoup plus d'élus de la majorité. Donc il y a cette fonction tribunicienne. Il y a une fonction d'opposant mais aussi de contre-proposition, et dans la mesure où les gens d'en face jouent le jeu, je ne suis pas du tout opposé à discuter, à proposer. Tu vois par exemple des choses comme la coulée verte, moi je proposais depuis des années et des années, et bon, Estrosi il s'en est emparé, très bien. C'est pas un problème. Dans mes fonctions d'élus j'ai toujours été assez...disons, généralement, à côté d'une critique, j'essaie toujours de mettre une proposition. C'est un peu mon rôle. Et puis on représente, justement, les gens qui se sentent mal représentés dans la ville, même si la force de la démocratie fait qu'ils sont probablement minoritaires puisqu'on est des élus d'opposition. Mais bon, c'est important.

FM- Pour en venir un peu plus précisément aux questions culturelles et patrimoniales, je vais vous donner une petite liste de lieux niçois, que moi je considère assez emblématiques mais vous pouvez la modifier, enlever, rajouter...Voilà, si vous pouvez me la commenter, me dire ce que ça vous évoque...

PM- D'accord. Alors, la Place Garibaldi, je dirais, c'est évidemment, on voit bien dans les bouquins de Max Gallo, tout ça, c'est la place un peu historique et puis c'est un petit peu le cœur de gauche de Nice. Un petit peu par là bas que sont les quartiers populaires. Maintenant c'est plus tout à fait le cas et les cartes ont été rebattues. Mais bon, disons que c'est un petit peu ça. Et son évolution ces dernières années m'a semblée plutôt heureuse. Ce qui n'est pas le cas pour toutes, je trouve. J'étais encore hier soir, je mangeais sur un des restaurants terrasses là, je trouve que c'est plutôt pas mal, parce que l'on ne l'a pas fait complètement minérale, il y a encore des voitures qui passent, le tram. Donc j'aime bien quand il y a du mouvement...c'est pas mal.

La colline du château c'est évidemment l'heureuse exception niçoise puisque c'est quasiment le seul endroit où l'on peut se ...être à l'écart de la ville, un peu, tout en étant dans la ville. Et c'est un endroit que j'aime beaucoup, qui par la force des choses n'a pas beaucoup évolué. C'est aussi l'évocation, d'un point de vu patrimonial, de la fête du Parti communiste, là aussi les choses passent un peu, bien ancrée dans le Nice populaire.

Lycée Masséna, j'y ai été renvoyé donc j'ai des souvenirs...bon, c'est le type de lycée napoléonien classique. C'est un beau bâtiment mais peut-être pas très fun. Tu étais au lycée Masséna ?

FM- J'y suis restée deux mois, en classe préparatoire.

PM- Tu as été renvoyée ?

FM- Non, je suis partie de moi-même !

PM- On aurait pu faire une amicale sinon ! Alors les abattoirs ! les abattoirs c'est ...Alors les abattoirs je les ai visités quand ils étaient encore des abattoirs. C'était très impressionnant : les abattages rituels et tout, c'était assez impressionnant. Mais alors ce qu'on a voulu faire ça me laisse pantois. L'histoire de Sophie Duez tout ça, bon, bref. Après l'évolution...Alors, récemment, il y a quinze jours, il y a une délibération qui a été au conseil pour en faire des résidences d'artistes, tout ça. Ça me semble aller dans le bon sens mais là il y a eu des...c'était assez bizarre cette affaire là.

Le MAMAC ! Alors, le Mamac, c'est un contre sens patrimonial puisque du marbre à Nice...On sait très bien la raison : c'est que le maire de l'époque avait des copains marbrier de la région de Carrare, qui appartenaient même aussi à d'autres confréries italiennes célèbres, voilà.

L'ancien sénat, c'est place Saint-François ?

FM- Non, c'est l'ancien accueil de nuit qui est en train d'être réhabilité.

PM- Ah ! Oui oui, exact !! L'ancien accueil de nuit ! On pourrait aussi mettre dans le paquet la Bourse du Travail. C'est un lieu patrimonial extrêmement important. Bon, alors, sur l'accueil de nuit j'avais ...on l'a mis ici dans le quartier, c'est une aberration. Après, sur le plan patrimonial, j'ai pas de...effectivement, pourquoi pas, c'est une évolution normale. La médiathèque Raoul Mille, c'est la Gare du Sud ! Bon, là sur la Gare du Sud, un jour tu viens, tu amènes le pique-nique. Tu viens plutôt l'été quand les jours sont long. En fait, sur la Gare du Sud, je peux te raconter tous les détails.

FM- On peut en parler un petit peu aujourd'hui, rapidement ?

PM- Du coup de fil de la directrice du patrimoine du Ministère, je m'en souviens encore j'étais sur le marché de l'Ariane, qui m'a dit : « j'ai lu dans la presse que ...c'est un [...] Est-ce que vous voulez vraiment sauver la Gare du Sud ? ». J'ai dit non non, c'est pas un [...] « Bon, écoutez, je suis niçoise, quasiment infiltré au ministère ». Ça a commencé comme ça. Ça a duré quatre ans. On y est arrivé.

Le Palais de marbre, c'est une belle chose, je n'ai pas de chose particulière à dire. Rajoutez le Palais de l'Agriculture. Dans les patrimoines qui ont merdés, j'ai essayé de...il y a le Castel des Deux Rois. Donc là avec une célèbre interview à la télé où j'avais pointé mon index. J'avais dit : « j'accuse le maire de non assistance à patrimoine en danger ». Ça avait valu une mise à pied de la journaliste qui avait diffusé l'interview. Et puis je pense aussi...c'est le patrimoine actuel, où ?

FM- Le patrimoine passé aussi, oui, oui !

PM- Parce que tu ne peux pas faire l'impasse sur le Rhul. Tu vas comprendre pourquoi en lisant une de mes nouvelles. Et tu ne peux pas faire l'impasse sur le Palais de la Méditerranée, tu comprendras aussi en lisant une autre de mes nouvelles. C'est vraiment...d'abord c'est des crève-cœurs ! C'est des crève-cœurs. Donc ça c'est très très important. Peut-être aussi des choses à dire du côté du port de Nice.

FM- Ce qui m'intéresse aussi, c'est la manière dont vous définissez le patrimoine. Par exemple pour le stade du Ray, j'ai vu que vous étiez intervenu sur la question. Pour vous c'est plus une question urbanistique, urbaine ?

PM- Non, alors, il y a deux choses. Il y a une chose sur laquelle je ne me prononce pas parce que je n'ai pas la compétence pour ça, c'est la valeur architecturale, historique des lieux, des monuments ect...Quand on défendait la Gare du Sud, on avait conscience que c'était ni le château de Versailles ni le Taj Mahal. Mais ce que je défendais c'était la mémoire plus que les pierres. Le fait que...tu as été à Varsovie ? Alors Varsovie, c'est magnifique, vieille ville et tout. Et tu as un sentiment bizarre. Très beau...et tu as un sentiment bizarre que tu n'as pas par exemple à Cracovie. Pourquoi ? Parce que à Varsovie, après guerre, tout a été détruit, on a reconstruit à l'identique. Donc d'un point de vu patrimonial, tu ne vois pas la différence. Pourtant, l'âme n'est plus là, tu vois. Donc moi, dans le patrimoine, il y a cette notion là. Alors par exemple, prenons la Gare du Sud. Pourquoi je défendais la Gare du Sud ? Bon d'abord parce que c'est plutôt pas mal mais surtout c'était, pour les Niçois, et j'ai une courte expérience d'ado là-dessus, c'était la porte d'entrée dans le mythique arrière-pays. Et tous les Niçois ont une raison, un village, ect...Et donc les gens rentraient dans ce portique et ils passaient de la ville à...alors suivant les cas à leurs racines, à leurs vacances, à leur jeunesse. Et donc c'était

ça qu'il fallait sauvegarder. Et quand j'ai lancé un peu des campagnes de mobilisation si tu veux, il y a des tas de gens qui n'étaient pas du quartier qui réagissaient, parce que c'était un patrimoine commun. Donc sur ta question, pour revenir à ta question, je ne dirais pas que je me fous des pierres mais elles ne m'intéressent que comme cristallisant une histoire des hommes.

FM- Et vous avez eu beaucoup de témoignages de gens qui venaient vous voir ?

PM- Ha oui, sur la Gare du Sud énormément ! Sur la Gare du Sud, oui ! Alors par exemple sur le stade, je ne suis pas un hystérique du patrimoine, évidemment qu'on ne va pas garder le vieux stade du Ray sous prétexte qu'on y a tous passé des bons moments, que c'est notre jeunesse...bon, il y a un moment il faut quand même être raisonnable. Par contre, il me semble que dans un projet d'aménagement, on peut très bien garder...Tu es un peu foot ? Non, pas trop ? Non, non, mais c'est pas un problème. Tu sais que au stade du ray, il y a une tribune où c'est un peu les supporters turbulents, ceux qu'on appellent la « Brigade Sud ». C'est ceux qui foutent la merde à l'Allianz Riviera. Et donc cette tribune en béton, elle a un côté un peu, c'est des zazous un peu...je ne dis pas que je vais boire des bières avec eux le samedi soir mais après tout, c'est une expression de la mémoire de la ville, même si elle est atypique. Alors pourquoi pas garder cette tribune Sud, par exemple pour faire un cinéma d'été en plein air, comme ça tu vois. Et il y a la rotonde, qui est une rotonde art déco où on achetait les billets. Ça aussi ça ne coûterait rien de le garder, quelque soit le projet d'aménagement par ailleurs. Donc c'est ça ma conception du patrimoine. On peut garder des choses, comme on garde tout ce qui est historiquement, et esthétiquement, et artistiquement incontournable, c'est évident. Mais après, on peut garder des choses uniquement parce que c'est la mémoire des hommes.

FM- Et sans les sanctuariser. En leur donnant une vie ?

PM- Ha si ! Alors effectivement ! Là aussi, à mon sens il faut faire attention. Avoir transformé le bâtiment des voyageurs de la Gare du Sud en médiathèque, c'est moyen. Parce que tu sais qu'après on va reconstruire la halle derrière, donc le maire qui pour le moment n'a pas trop d'idées, dit on va en faire un marché, enfin bon, un truc comme ça. Moi j'ai un projet. Ben je te montrerai aussi. J'avais fait travailler un architecte, j'ai des trucs magnifiques. Donc soit tu en faisais un lieu culturel etc. Mais là, une médiathèque, elle est vraiment autonome. On en a fait un peu autre chose. Et moi j'avais beaucoup réfléchi. J'ai dit : soit on en fait un grand hall d'exposition, pour les expositions universelles qui parcourent le monde ; ou alors on retire les lignes du chemin de fer de Provence et on en refait une gare, et on la met cul à cul avec la ligne de tramway. C'était le bon sens. Et là on lui redonnait...Parce que effectivement, utiliser le patrimoine oui, mais pas n'importe comment non plus. Parce que aussi je me bats beaucoup contre le « façadisme ». Parce que c'est le drame du Palais de la Méditerranée. Si tu veux à l'époque, Jack Lang, contre tous les élus d'ici –maintenant ils sont tous à dire que c'est bien et tout mais à l'époque...Il a sauvé la façade. Ça a donné cet espèce de machin. En plus cet hôtel ! Mais c'est du sous sous sous Las Vegas. Tu connais un peu Las Vegas ? Mais ils arrivent à faire des choses qui sont quand même pas mal, qui ont de la qualité. Là, tu as des palmiers en plastique, c'est une horreur !

FM- Et vous étiez élu municipal à l'époque ?

PM- Non, à l'époque non ! Pour le Palais de la Méditerranée, non, mais j'étais militant. J'étais avec les élus de l'époque qui se sont battus, les syndicalistes ect. Ça oui ! Mais à l'époque, si tu veux, on sauvait les façades. Place Masséna, la Caisse d'Epargne, on a sauvé que les façades. Derrière on a fait complètement autre chose. Et la Gare du Sud, dans un premier temps, la ministre de gauche, qui était Catherine Tasca avait obtenu la sauvegarde du bâtiment des voyageurs. Alors c'est une façade un peu cossu mais enfin c'était une façade. Et c'est un ministre de droite, contre le maire...On a réussi à obtenir

le bâtiment complet. On a obtenu. Et ça c'est bien ! Moi je crois qu'il ne faut pas garder que des vestiges, des choses comme ça pour le pèlerinage. Alors pour le stade, ok, parce que...et puis le reste n'a pas de sens, on ne peut pas garder une cage vide comme ça. Mais dans l'ensemble, il ne faut pas faire n'importe quoi dans la réutilisation des bâtiments

FM- Il y a une forme de militantisme, donc, qui s'organise autour de ces questions ?

PM- Disons qu'on mobilise facilement ! Alors je peux le dire sur la Gare du Sud : impeccable. Alors sur le stade, c'est plus compliqué parce que en fait, les gens veulent surtout qu'il n'y ai pas de HLM, pour être clair. Je te parle franchement. Donc ils se découvrent des fois des vocations écologiques et patrimoniales. A Nice, actuellement, c'est « pas de mosquées » et « pas de HLM ». Parce qu'il y a toujours un plaisantin pour dire « Oh, là ils veulent faire une mosquée, ou ils veulent faire des HLM ». Mais par exemple sur...à la limite je te ferais peut-être rencontrer ces gens là si tu ne les connaît pas...la société d'agriculture. Alors c'est une histoire incroyable. Elle y est depuis 1900 et ils sont...alors on n'a jamais su si finalement ils étaient propriétaires ou pas de ce truc là. Et Peyrat, à un moment donné, à dit « non non, c'est la ville qui est propriétaire, moi je veux la détruire pour faire autre chose ». Et eux se sont battus ! Ils étaient intéressés, évidemment, à la chose, mais enfin ils étaient intéressés comme des associatifs. C'est des gens...société d'agriculture c'est marrant, c'est des gens qui vont dans les jardins, qui font des boutures, qui font des bouquets. Mais ils se sont battus comme des chiens pour garder...Et donc du coup, les tribunaux, la mairie s'est défendue. Et à ce moment là j'ai eu le relais. Moi j'en parlais à tous les conseillers municipaux, Peyrat. Et j'ai eu le relais, à l'époque, quand Estrosi est devenu président du conseil général. Lui il a tout de suite donné le pognon. Mais les gens de la société d'agriculture m'ont toujours gardé une gratitude d'avoir été celui qui au moment où ça se passait mal...

FM- Et c'est eux qui vous ont contacté ?

PM- Alors à l'époque...qui ? On avait un ami qui était dans le conseil d'administration de l'association et qui nous a un peu alertés. Et c'est vrai que des fois il y a des choses dont on se rend compte par nous-mêmes et puis il y a des choses, on t'alerte. Mais là, une belle histoire. La Gare du Sud et le Palais de l'agriculture, et même le Palais de la Méditerranée, mais en recherchant parce que là les témoins sont dispersés ou sont morts déjà, c'est de belles histoires de patrimoine, là.

FM- Moi j'ai travaillé sur les villas, les folies. Et c'est vrai que dès les années 1960, il y a des gens qui s'opposent...

PM- Oui ! Ah, tiens, j'y pense. Je me suis battu aussi pour garder deux villas à fresques, là. Alors...des histoires incroyables. La ligne de tramway devait passer comme ça. On appelait ça la diagonale. Elle devait pas passer par là, tu vois. Donc on a mobilisé : « ces villas à fresques ect... ». Et donc le commissaire enquêteur a fait changer le truc, évidemment. Et les gens de Rue du Soleil, Rue Puget n'étaient pas content puisque le tramway passait chez eux. Et du coup ils étaient en colère contre Peyrat alors que Peyrat défendait la diagonale. Mais comme il était le maire, quand le tramway a changé de chemin, ils savaient bien que c'était moi qui était à l'origine du changement mais du coup ils lui ont fait payer. Et donc la deuxième fois j'ai été élu en partie grâce à ça. Donc des fois ça donne des résultats inattendus. Mais les deux villas à fresque, je passe devant, je suis content. Bon après c'est pas non plus...mais c'est bien.

FM- Alors pour en revenir à cette question de définition, récemment j'ai lu un article de Max Gallo qui critiquait « l'événementialisation » de la culture.

PM- Ah ça ! Tu n'es pas d'accord ?

FM- Si, un peu...

PM- C'est pour ça qu'en info-comm, ils m'agacent les étudiants ! Alors je leur dis : « qu'est-ce que tu veux faire ? » « De l'événementiel ». Enfin, j'ai du mal à penser qu'organiser des événements soit une fin en soi. Je ne sais pas, moi j'ai envie de créer...Alors bien sûr, c'est un métier, il en faut. Mais que ça soit une espèce de passion générale. Et évidemment, l'événementiel en matière de culture...alors ça, on le doit un peu à Jack Lang qui considérait que la communication pouvait être un élément pour donner goût à la culture. Alors il ne faut pas être intégriste : ça peut être utile. A condition qu'on ne remplace pas la médiation par la communication, l'événementiel par le fond. Et puis en plus c'est du au fait que, tu sais qu'en deux décennies, le budget public de la culture est passé pour moitié aux collectivités locales. Ors un maire, ce qui lui importe, c'est que sa politique culturelle se voit et qu'on en parle et que ce soit un objet de réélection. Il y a deux choses pour un maire, qui intéressent : c'est construire des cathédrales de la culture, puisqu'il peut poser devant et on dira on a un maire...Enfin, ça, il y a un moment ça a une limite ! Tu ne peux pas construire trois théâtres, douze...surtout avec la crise. Donc on se reporte sur l'événementiel et donc il faut que la culture soit événementielle. Evidemment que je ne trouve pas ça très folichon !

FM- Donc vous pensez que les questions patrimoniales et culturelles sont un élément important de communication politique ?

PM- Très curieusement, les gens se mobilisent pour le patrimoine surtout quand il est en danger. Mais je l'ai vu aussi dans d'autres villes, ou dans d'autres...En fait, on s'aperçoit que l'attachement...ben c'est un peu comme l'histoire de Charlie. On s'est aperçu de l'attachement des Français à la République à partir du moment où il y avait une attaque frontale et il donc il y a une forme de réponse. Pour le patrimoine, c'est un peu pareil. Je ne sens pas les gens brûler d'une passion objective pour le patrimoine. Par contre dès que...là oui, ils sont prêts à le défendre.

FM- Est-ce que vous pourriez m'en dire un peu plus : vous étiez vraiment concerné par ces questions quand vous étiez élu au département ou au conseil municipal ? Quelle place dans le débat...

PM- Je le suis toujours d'une manière ou d'une autre. Tu sais, j'ai eu des mandats différents. Actuellement d'ailleurs les gens ne savent même plus si j'ai un mandat ou pas donc ils continuent à...Si tu veux c'est quelque chose que je poursuis. Ne pas en parler au passé, quoi !

FM- Mais dans les institutions, municipales par exemple, est-ce que ces questions avaient une place très importante dans les débats ?

PM- En tous cas, j'ai fait en sorte qu'elles aient une place importante. C'était pas prévu au départ. Peyrat, bon maintenant quand je le vois c'est un vieux monsieur donc c'est un peu la paix des braves, mais il me dit : « qu'est-ce que tu m'as emmerdé ». Et c'est vrai parce que j'étais au taquet, et puis j'avais un peu l'opinion publique derrière moi. Tu sais en général, qu'est ce qu'il se passe ? Tu as une majorité, un maire ou un président de quelque chose qui a un magnifique projet moderniste, ou immobilier, il faut bien dire. Il faut que ça passe en douceur donc il ne va pas...donc c'est plutôt en creux que...

FM- Est-ce que, du coup, vous pensez qu'il y a une différence de vision sur ces questions selon que l'on soit un élu de droite, un élu de gauche ?

PM- Alors ça c'est très drôle ! Parce que si tu es un élu de droite, en principe...la droite, je dirais au sens sciences politiques du terme, c'est un petit peu le conservatisme, la tradition, l'importance de l'histoire, des valeurs importantes, qui passeraient par la défense du patrimoine. Puis la gauche elle est plus sur le progrès social, le

positionnement des gens et des communautés, communautés au sens de groupes de personnes, disons du collectif. Et à Nice c'est tout le contraire qu'il s'est passé ! Et ça depuis Médecin ! Puisque Médecin, tout le monde dit « ouais, il a fait quelques conneries » mais ça laisse sous-entendre que c'était un bon maire. « Il a fait une belle ville »...Non ! Non, il n'a pas fait une belle ville ! La voie rapide on pouvait la faire autrement. L'autoroute, il l'a fait passer pour des raisons politiques quasiment en ville alors qu'on pouvait la faire passer de manière plus éloignée. Après, les maires entre n'ont pas eu tellement d'importance. Après, Peyrat, on l'a empêché, parce que finalement, il n'a cassé que le Castel des Deux Rois.

Session 2

13 juillet 2015

FM – Comment définir le rôle des citoyens dans la gestion collective des questions de patrimoine, culture et démocratie. Comment voyez-vous la question du rôle du citoyen en matière culturelle et patrimoniale ?

PM - D'après mon expérience personnelle, en fait, ce rôle est à peu près égale à zéro. Le constat, le rôle du citoyen n'intervient qu'en réaction à un projet... A chaque fois que j'ai vu une implication très forte de la population c'était en réaction lorsqu'un projet attaque des choses importantes. C'est un peu comme pour l'affaire Charlie, c'est réactionnel. Il existe des outils, mais les élus ne se sortent pas les tripes pour que les citoyens interviennent. Et les gens ne réagissent que par rapport au concret lorsqu'un projet les bouscule. C'est un peu l'affaire de la République et de l'affaire Charlie avec la réaction de défense de la population qui a réagi. On peut dire les élus « ces salauds, ces élus locaux, ces gouvernements » qui ne font rien pour que les gens interviennent etc. Mais des outils, des procédures existent, mais les citoyens ne s'en emparent qu'après. L'idéal serait de s'en emparer avant. C'est très difficile de mobiliser les citoyens in abstracto, les gens réagissent sur du concret. Le concret est un projet qui les dérange. Il est vrai que les élus ne se sortent pas les tripes pour que les gens interviennent mais les outils et les informations abondantes existent. Par exemple pour le Ray, les gens bougent et se mobilisent en raison de la construction d'immeuble qui porteraient atteinte à leur cadre de vie. Honnêtement de législation en législation, il existe des améliorations et des consultations. Pour la ligne 1 du tramway, nous avons voulu éviter la diagonale, la rue Blainville de façon à desservir la faculté de Valrose en passant par Borriglione. Ça a marché en mobilisant par des réunions et les cahiers de charges et lors de la consultation publique. Même chose pour le port. Mais, Là aussi la population n'a réagi qu'après coup.

FM- Pensez-vous que la démocratie soit limitée sur cette question ?

Sur ces questions patrimoniales, la démocratie reste limitée comme beaucoup de chose restent limitées dans la vie démocratique. Il y a beaucoup de choses à dire sur la démocratie et les institutions mais les citoyens ne s'emparent pas des outils mis à leur disposition. Il est vrai que la démocratie demande du travail de l'abnégation, du sérieux et beaucoup de gens préfèrent s'intéresser à la télé-réalité plutôt qu'à leur propre environnement. Les élus et les responsables assument, la grande majorité pensant faire au mieux, mais de coup c'est un peu un blanc-seing donné aux élus et aux institutions.

FM – Ces questions ont-elles un impact sur la vie sociale ?

PM- Oui, c'est mon expérience. Je parle de manière subjective. Cela a pris une place à posteriori. C'est vrai qu'après il y a des effets induits intéressants. Les gens du port, ne voulaient pas de bateaux devant leurs magnifiques balcons, mais, c'était leur environnement, ils se sont battus et organisés, mais si les élus les ont aidé. Au fur et à mesure, que leur lutte progressait, il y a eu prise de conscience et les riverains se sont

montrés solidaires avec d'autres citoyens de la ville par exemple à propos du tramway, de la gare du sud. Cette prise de conscience n'a pas duré trop longtemps mais toujours à partir de quelque chose

FM- Quelle est la limite entre ce qui relève de la sphère culture et ce qui relève du patrimoine ?

Le patrimoine fait partie de la culture. Comme expliquer ? Prenons des exemples concrets : La gare du Sud. Au sens strict de la culture, d'un bâtiment à classer, l'intérêt culturel était faible mais d'un point de vue patrimonial, c'était la porte d'entrée vers les villages du Nord, c'était un passage presque rituel... D'abord c'est un peu artificiel de séparer les deux. Cela dépend de la définition de la culture. Pour le palais de la Méditerranée, le combat a été plus équilibré parce que le bâtiment a un intérêt particulier, il y en a très peu en France. L'aspect humain était vraiment patrimonial. Donc un combat plus simple et équilibré.

FM- Est-ce que c'est plus facile pour un citoyen d'appréhender la notion de patrimoine que la notion de culture ?

PM- Forcément car le citoyen va se mobiliser parce qu'on lui enlève un morceau de son passé, de son histoire, de sa famille où qu'on gêne son environnement et son style de vie. Après il y a une frange qui va se mobiliser pour sauvegarder un bijou du XVIII^e. Il y a aussi d'autres types de mobilisation avec les réseaux nationaux recherchant l'appui de la presse. D'ailleurs à Nice on va de plus en plus vers des conflits de type patrimonial plutôt que culturel qui est aujourd'hui mieux protégé. C'est d'ailleurs scandaleux tout ce qui a été détruit. Maintenant on arriverait plus à détruire comme les années précédentes. L'âme des Pierres...on reconstruit Varsovie à l'identique pierre par pierre, mais en s'y baladant, la ville a perdu l'âme, c'est Disneyland même si cela a été bien refait, l'impression est différente de celle de Cracovie ; L'âme des pierres bien cela dépend des objets en question. Dans la mobilisation des gens de la défense du patrimoine, je me demande si la mémoire n'a pas plus d'importance que le cadre de vie. Les gens sont prêts à aller plus loin dans la défense de la mémoire que du façadisme. Le façadisme, c'est sauvegarder le visuel au détriment de l'âme des pierres.

FM – Et le musée national du sport, est-ce que c'est aussi de la culture ?

PM – Contrairement à ce que notre maire répète à longueur de journée, notre ville n'est pas une ville très sportive. D'ailleurs dans le classement de l'Equipe notre 5^{ème} ville de France est 20^{ème}... Il n'y a pas de véritable tradition sportive. Il y a très peu de licenciés en sport. C'est un phénomène des villes du Sud car il y a d'autres distractions. Le mémoriel du point de vue sportif est...heureusement qu'il y a une bande autour de l'équipe de foot. Il n'y a pas de grande tradition, l'équipe n'a eu de bons résultats que dans les années 50. Les effectifs du public sont faibles. Avec l'Allianz Riviera les effectifs ont un peu augmenté, mais villes moyennes, comme Lens, Saint Etienne, Lorient ont un public sportif plus nombreux. A Nice, même si le public est peu nombreux, heureusement qu'il y a une bande acharnée qui joue l'attachement. Après tout même s'ils ne sont pas très nombreux, il n'y a aucune raison de ne pas satisfaire des mémoires au pluriel. Le maire a pensé que ce serait un atout mais le stade Allianz est un gadget qui sera vite un gouffre financier.

FM- Je vous avait posé la question précédemment, mais on était passé rapidement dessus. Quel est le poids du tourisme et les choix des politiques culturelles et patrimoniales de la ville ?

PM – Le patrimoine bâti, l'idée de ceux qui défendent le patrimoine, Max Gallo disait aux journalistes « Quand je pense au patrimoine, c'est aussi pour l'économie de la ville parce que si les touristes qui viennent à Nice voient la même chose qu'au Japon ou à

Singapour, il faut le garder ». Le Patrimoine est incontestablement un atout touristique, de ce point de vue, c'est aussi ce qui peut le protéger un petit peu. Cela est vrai. Après sur la culture elle-même, je fais des dossiers sur la politique culturelle des villes des Alpes maritimes, commune par commune ; quasiment 90% des villes des Alpes maritimes ont une politique culturelle dirigées vers le tourisme. Par exemple à Antibes, l'Office du tourisme s'occupe de la Culture, enfin les choses sont très mélangées. A Nice, comme c'est une très grande ville, c'est un peu différent. Encore qu'il n'y ait plus de service de la culture au sens strict. Mais par exemple le Carnaval dont on pourrait penser que c'est un élément patrimonial important, avec des gens admirables comme Annie Sidros, que tu dois connaître, qui est un peu l'historienne du Carnaval. Elle défend l'idée d'un carnaval patrimonial. Mais, je l'adore et n'ai pas envie de lui briser son rêve. Ce n'est pas cela. Le Carnaval c'est essentiellement l'Office du tourisme qui l'organise. C'est essentiellement pour faire venir les touristes en période creuse. Et encore, les touristes de bas de gamme. Après avoir épuisé des Belges et des Allemands, on a attaqué les Polonais, les Tchèques etc., parce qu'on s'est aperçu que les gens ne revenaient pas plusieurs fois. Voilà ! Il y a des liens comme cela. La grande exposition Matisse l'an dernier, celle qui est en train de se faire sur la Promenade des Anglais. Elle est faite pour attirer les touristes, Monaco, Saint Paul, Vence attirent les touristes alors que Nice reste en retrait. Je ne dis pas : « Oh quelle l'horreur ! ». Non, C'est normal qu'il y ait une animation culturelle de qualité dans les lieux de villégiatures et de vacances. C'est gagnant-gagnant pour les autochtones et pour les visiteurs. Cela ne me choque pas.

FM- J'ai quelques questions sur Nice plus spécifiquement. Est-ce que vous pensez qu'en terme de politique culturelle, de préservation patrimoniale il existe une singularité politique et culturelle, historique ?

PM- En fait, ma thèse c'est de dire qu'il n'y a jamais vraiment eu de politique culturelle à Nice. Ce qui ne veut pas dire que la culture est absente, au contraire. Mais dans ce domaine comme dans d'autres Nice est une ville bénie des dieux. Cela lui tombé tout rôti. Il n'y a jamais eu de politique culturelle concertée comme à Lille, voire à Montpellier, à Strasbourg, à Bordeaux, comme dans beaucoup de villes de France. Mais comme il y a beaucoup d'institutions culturelles, il y a un budget de la culture très conséquent. Il y a beaucoup de chose. Mais historiquement, par exemple l'Opéra. L'opéra, Médecin ne voulait pas que l'Etat mette son nez dedans, c'est le seul Opéra municipal de France, mais avec un budget quasiment national. La cinémathèque. C'est une des rares cinémathèque de France, elle est arrivée comme cela. Le conservatoire, le théâtre de Nice. Les musées, Mamac, l'école de Nice, Musée Chagall est un musée national. Il y a comme cela beaucoup, beaucoup, de choses. Mais la situation est telle et tout à fait emblématique. Il n'y a pas d'adjoint à la culture, il y en a 4 ou 5. Cela veut dire que la culture c'est un empilement de choses au fond. Et en, plus, le mec qui est le plus au courant de la chose, ce n'est pas un adjoint, mais Aillagon, l'ancien ministre de la culture, qui gère plus ou moins, les expositions, les évènements de prestige. Il n'y a pas de tradition de politique culturelle au sens qu'il n'y a rien de défini. La seule manifestation culturelle qui a du sens qui essaie d'en avoir, malheureusement, elle ne va pas très loin à cause de moyens limités c'est « Mars aux musées ». C'est l'université. Il y a une programmation multiculturelle, ça s'adresse à des publics variés, c'est une initiation, une médiation. C'est par hasard !!! Tout par hasard. Par exemple, tu prends le cinéma, Nice pourrait être la ville française du cinéma. Pourquoi, historiquement c'est la Victorine. Il y a une cinémathèque, il y a l'ESRA à Nice et à Cannes, il y a le festival de Cannes, il y a une coordination très forte et très importante. La Commission du film conséquente dans les autres départements, mais à Nice, elle dépend de la Chambre de Commerce. C'est une rareté en France. Très clairement les responsables de la Commission du film disent « on négocie les tournages de films parce c'est très important d'avoir une unité de thèmes et une cohérence ». En fait les commissions du film ont une vision bien plus large. C'est une idée que je défendais, malheureusement Estrosi commençait à ... Parce qu'il est assez « éponge ». Il est assez puissant. Quand il était Président du Conseil général, j'étais sur le point de la convaincre, c'était le moment il a

pris la mairie de Nice. L'embryon de la politique départementale, il a l'emmené à Nice, mais elle s'est diluée. Alors que les studios de la Victorine sont loués à des gens qui n'ont rien à voir. Il aurait pu y avoir un musée du cinéma extraordinaire avec des décors etc... Voilà, ! Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas d'idée directrice.

FM- Concernant les enjeux de la demande d'inscription de la Promenade des Anglais à l'Unesco ?

PM- Tu veux mon avis ? Le classement à l'Unesco, il y a maintenant les lois françaises qui interdiraient de démolir le Ruhl. La meilleure chose à faire, il faudrait le reconstruire. La promenade des anglais n'a pas besoin de l'Unesco Le classement à l'Unesco est fait pour des lieux très fragilisés dans des pays effectivement où il n'y a pas beaucoup de moyens. Le classement à l'Unesco il en a fait une espèce d'enjeu. Evidemment que ce sera classé

FM- Quels étaient les enjeux municipaux sur ces questions, notamment avec dans vos relations avec Monsieur Peyrat. Pourriez-vous synthétiser sa politique sur ces questions ?

PM- Disons qu'il y a d'abord eu ce truc sur la gare du Sud... Plus de quatre ans, il ne se passait pas une semaine sans qu'il n'y ait un rebondissement. Moi j'intervenais, on a fait des milliers de pétitions. L'affrontement principal que j'ai eu quand j'étais le dirigeant de l'opposition, c'était sur un sujet patrimonial. C'est intéressant. Ensuite, même si j'étais en première ligne, il y a eu l'histoire du port. C'est une question qui avait une résonance patrimoniale. Les croisières auraient défigurés le quartier du port. Ensuite, il y a eu l'histoire du palais de l'agriculture, repris par le Conseil général. Là aussi il voulait... Peyrat contrairement à ce qu'il laissait apparaître est un personnage qui...le dernier qui parlait, qui disait qu'il fallait détruire le palais de l'agriculture... Le château du Castel des Deux Rois, il l'a détruit. Beaucoup de choses patrimoniales. C'est amusant parce que Peyrat, qui était très à droite qui parlait de Dien Biên Phu, de l'Algérie... alors la mémoire, c'est amusant parce que c'était les gens de gauche qui défendaient le patrimoine et le passé. Peyrat le conservateur, dans son programme, voulait reconstruire le casino de la Jetée Promenade. Paradoxalement, j'ai défendu le patrimoine.

Je pense que Peyrat, il n'avait pas de vision, il était un peu touché par le passé et le patrimoine. Il n'avait pas une vision antipatrimoine. Comme moi j'insistais dessus... C'est un affrontement de circonstance. Par contre Médecin a eu une politique extrêmement nocive. Ce qui m'énerve c'est quand j'entends dire de Médecin « C'était une fripouille, mais il a fait une belle ville. » Il a détruit le Ruhl, il a fait cette espèce de promenade du paillon qu'il a fallu détruire, il a fait cette voie rapide en hauteur. Il a même, pour de raison de prestige...l'autoroute aurait dû passer décalée, il a voulu qu'elle passe près de Nice. Il avait une vision de la ville Las Vegas pour le jeu et Los Angeles pour le mirage. Il a littéralement massacré la ville. Ce qui reste de bien à Nice -il y a beaucoup de choses bien qui restent- c'est n'est pas à cause de lui, c'est parce qu'il n'a pu finir. Paradoxalement, mais contrairement aux idées reçues, même si je me suis beaucoup battu contre Peyrat, le patrimoine a été plus atteint sous Médecin que sous Peyrat. Il faut dire aussi que Médecin était maire au moment du Gaullo-pompidolisme où on a massacré beaucoup de villes. A Paris, la Tour Maine Montparnasse. C'est l'époque où on a laissé construire Marina Baie des Anges. La grande Motte !!!

FM- Sur le Castel des deux rois aviez-vous des contacts réguliers avec la Drac ? Par exemple M. Verrier, l'architecte des bâtiments de France, qui s'était opposé à la démolition de Castel des Deux Rois.

PM- L'architecte des bâtiments de France était trop souvent aux réceptions de la Mairie. C'est le rapport de force sur le terrain qui agissait. Il faut voir aussi une chose, le pouvoir central n'aime pas trop se mêler des élus locaux, surtout quand c'est quelqu'un de pas fatigant. En gros je considère comme un véritable exploit d'avoir réussi à faire classer la Gare du Sud par un ministre de gauche, cela aurait été plus facile par un ministre de droite. Justement c'est l'idée, « faut pas les emmerder ».

FM- Et les médias étaient une force ?

PM- Les médias sont un atout. Malheureusement à l'époque *Nice Matin* ne nous a pas aidé, pas beaucoup. Encore que pour si pour le gare du sud un journaliste Philippe Fiametti, je crois qu'il est en retraite maintenant très amoureux de tout cela. En règle générale, les médias, c'est bien, un reportage on peut dire cela conscientise. Il y a toujours l'idée dans les mobilisations pour le patrimoine, c'est que finalement les forces, tout ce qui est derrière va l'emporter, alors à quoi bon. C'est faux, mais c'est un peu cette idée.

Annexe 5 : Entretien avec Dominique Boy Mottard, Conseillère municipale et métropolitaine d'opposition (Parti Socialiste puis Parti Radical de Gauche) et Patrick Mottard

29 Juillet 2015

FM- Pouvez-vous présenter votre formation, votre parcours professionnel ?

DBM- Je suis une juriste, j'ai fait des études de droit. Je suis Maître de Conférence de droit privé à la fac de droit à Nice et je fais aussi quelques enseignements de droit en LEA. Donc je n'ai pas franchement quitté l'université de Nice. Sinon, parallèlement à ça, j'ai des engagements politiques. Pendant longtemps je n'ai pas été élue, j'avais des responsabilités internes à mon parti et, après avoir été conseillère générale, je suis maintenant conseillère municipale et conseillère métropolitaine. Je suis également membre du bureau de la métropole Nice Côte d'Azur.

FM- Quelle est votre étiquette politique ?

DBM- J'ai longtemps été au parti socialiste, je suis actuellement au parti Radical de gauche.

FM- Comment définissez-vous votre rôle d'élue ?

DBM- Bien c'est-à-dire qu'ici, pour ma formation politique, pour les formations politiques de gauche, c'est forcément un rôle -forcément parce que malheureusement les résultats électoraux ont été ce qu'ils sont par le passé et encore aujourd'hui- on est forcément dans l'opposition. Donc le rôle d'un élu de l'opposition, ce n'est pas tout à fait la même chose que quand on est dans la majorité. Cela dit je conçois mon rôle d'élue de l'opposition de manière quand même très constructive, c'est-à-dire que j'essaie d'être objective. Quand je vois qu'il y a des projets qui sont intéressants, même s'ils émanent de la majorité, je n'hésite pas à le dire, comme je n'hésite pas à dire, éventuellement, quand quelque chose ne plaît pas, y compris le dire fort et plusieurs fois. Parce que j'ai remarqué, quand on agissait de cette manière là, c'est-à-dire quand on est capable d'entendre certaines choses, d'être d'accord avec certaines choses et qu'après on fait des remarques, des reproches pour dire « ça ce n'est pas tout à fait bien, ça pourrait être mieux comme ça », on est mieux entendu qui si on est sans arrêt, toujours dans l'invective. Voilà. Donc j'ai réussi parfois à obtenir...d'ailleurs, on pourra peut-être en parler à propos du patrimoine, on peut parfois obtenir des petites choses comme ça. Immédiatement au conseil municipal ou métropolitain, le maire ou président peut tout à fait dire « ha oui, je suis d'accord avec vous, on va changer ça. ». Voilà. Pas tout le temps, mais parfois ça marche.

FM- Pour entrer en matière sur les questions de culture et patrimoine, est-ce que vous pourriez me donner quelques lieux ou institutions patrimoniaux que vous considérez comme important ou emblématique à Nice ?

DBM- Du point de vue architectural ou bien ?

FM- Ou bien des institutions culturelles, patrimoniales...

DBM- Il y a les grosses institutions, que sont l'opéra, le théâtre national de Nice, c'est le gros truc. Après, la culture, je pense qu'elle doit se répandre dans le plus d'endroits possibles. Donc il y a beaucoup d'endroits où, effectivement, à Nice, on peut se cultiver. Le seul reproche que je ferais, c'est qu'on peut se cultiver si on veut. Voilà. Il y a pas mal de choses qui se font, notamment je trouve qu'il y a un certain nombre de progrès en

matière musicale et une ouverture à des musiques un peu plus jeunes que par le passé, même si on a une politique qui est essentiellement axées sur les seniors dans cette ville. Il y a quand même pas mal de choses qui sont faites, l'été. En matière musicale il y a eu quelques progrès. Dans les lieux de culture, il y a un foisonnement de petits théâtres, partout, associatifs, qui, je pense, apportent du plaisir à beaucoup de monde, aussi bien ceux qui participent, que ceux qui jouent, que ceux qui vont voir. Ce n'est pas toujours facile pour eux de survivre, ils ont souvent besoin de subventions. Je crois que peut être le problème qu'on peut avoir sur la culture à Nice mais ce serait le cas aussi pour pas mal d'autres politiques, c'est qu'il y a une part de gâteau, on va dire, en terme de subvention, qui est quand même assez limitée, et qui l'est de plus en plus. Qui est assez limitée parce que il y a de grosses institutions justement, qui bouffent un gros morceau. C'est-à-dire l'opéra, je ne sais plus combien c'est mais c'est un gros morceau. Surtout l'opéra je dirais...je ne sais pas ce que tu en penses...

PM- L'opéra et l'orchestre philharmonique qui va avec.

DBM- Oui, je l'intégrais bien sûr !

PM- C'est énorme. Il y a les musées...

DMB- C'est un gros morceau [l'opéra]. Alors il y a les musées. Alors ça, il y a quelques très beaux musées à Nice, j'allais en parler toute à l'heure. Effectivement, il y a quelques très beaux musées. Il y a des musées nationaux mais il y a aussi des musées niçois, qui sont très intéressants. Qui sont en plus...ils étaient gratuits pour tout le monde, maintenant ils ne le sont plus que pour les métropolitains. Mais je dirais encore une fois, le problème c'est de faire en sorte que...tout l'enjeu pour le développement de la culture, c'est de faire en sorte que les gens y aillent, et que ce ne soit pas toujours les mêmes. A l'opéra c'est toujours les mêmes. Alors est-ce que pour autant il faut supprimer l'opéra, je ne pense pas, mais ça handicape grandement beaucoup d'autres choses.

FM- J'ai fait une petite liste de lieux emblématique, mais vous pouvez tout à fait la critiquer. Je vais vous la donner, si vous pouviez me dire ce que ces lieux vous évoquent, leur importance pour la ville selon vous : la place Garibaldi.

DBM- Ho, pour les Niçois, la place Garibaldi, ça a forcément une signification. Ça me rappelle un peu le côté italien de Nice quand même. Moi j'ai des souvenir aussi liés à mon enfance. Forcément, c'est un endroit assez emblématique.

FM- La colline du château.

DBM- La colline du château, c'est là que j'emmène les touristes, quand on a des amis qui viennent, parce qu'on a une vue extraordinaire sur la baie des Anges. C'est un endroit qui est assez charmant. Je ne sais pas...je crois qu'on est en train de retravailler dessus, il doit y avoir quelques travaux sur la colline du château, je ne sais pas ce que ça va devenir exactement. C'est la fête du château du parti communiste, c'est tout ça. Voilà ! En fait je trouve le lieu assez beau quand je suis en bas, quand je suis en haut je trouve que la vue est belle mais je n'y vais pas vraiment. J'y vais systématiquement quand j'ai un visiteur à Nice, parce que la vue est très belle, comme elle pourrait être belle du Mont Boron. Mais ça ne me parle pas plus que ça.

FM- D'accord. Alors le lycée Masséna ?

DBM- C'est le lycée de mon mari !

PM- D'où j'ai été renvoyé, ce qui limite...

FM- Oui, on en discutait la dernière fois, on y a fait un court séjour tous les deux !

DBM- Le lycée Masséna, hé bien il y a ce souvenir...c'est chaque année qu'il y a une manifestation qui est faite pour des lycéens qui avaient été arrêtés pendant l'occupation. Le lycée Masséna, c'est le lycée de Nice ! Avec le lycée Calmette où j'étais !

FM- Le Mamac.

DBM- Ha ! Le Mamac ! Très beau à l'intérieur, catastrophique à l'extérieur ! Je trouve très dommage d'avoir fait ce type de construction, et ça vaut pour le théâtre aussi, en marbre de Carrare gris qui ne correspondait à rien localement. Je ne sais pas pourquoi ! Ils avaient dû avoir besoin d'acheter des pierres à quelqu'un. A l'extérieur je trouve ça pas très...ce n'est pas que c'est pas beau en soi, c'est que je trouve que c'est un peu bizarre à Nice, voilà. Par contre, à l'intérieur, je trouve que c'est un beau musée. On est obligé à Nice d'avoir quand même un musée de ce genre là.

FM- Et les abattoirs ?

DBM- Les abattoirs, je crois que ça n'est pas sérieux parce que ça fait des années que l'on a nommé quelqu'un pour soit disant faire quelques chose. Apparemment elle n'a pas beaucoup d'idée puisqu'au bout de cinq ans, on la met à autre chose. Et qu'est-ce qu'on en fait de cet endroit-là ? Bien on va reprendre les résidences d'artistes qui étaient chez Spada ; elles vont passer ici. Ça, ça a été voté. Il va y avoir quelques lieux d'expo. Disons que ça...l'aspect, ça aurait pu être quelque chose d'un peu plus révolutionnaire. Donc c'est un lieu qui pourra sans doute être sympathique, le 109. Mais bon, on a beaucoup, beaucoup traîné. Je pense que c'est significatif de l'absence de politique culturelle de la ville. Vous savez, à Nice on a pas d'adjoint à la culture, hein ! C'est quand même extraordinaire ! C'est-à-dire qu'il y a plusieurs adjoints, qui à l'art contemporain, qui à l'opéra, qui à je ne sais pas quoi, qui au patrimoine. En fait, c'est le maire qui s'approprie le dossier de la culture, mais sans vision. Sous Peyrat, il y avait des adjoints à la culture !

PM- Il avait commencé par être lui-même l'adjoint, car sa femme se piquait un peu de culture, donc c'était sa femme l'adjointe officielle, et Peyrat était maire et adjoint à la culture au début. Puis il s'est quand même rendu compte que c'était un petit peu curieux. Il avait nommé l'ancien adjoint à la culture de Médecin, qui est Monsieur Barth, qui a été trente ans adjoint à la culture. Mais il n'y avait pas une politique, comment dirais-je, vraiment ambitieuse, mais au moins, Barth il avait cet avantage là d'être quand même l'adjoint à la culture. C'est-à-dire, systématiquement, ce qui relevait de la culture remontait quand même vers lui, même si parfois le maire mettait les pieds dans le plat, mais ça remontait quand même vers lui. Il y avait une forme de synchronisation dans les différentes actions, ce qu'il n'y a plus du tout à l'heure actuelle.

DBM- Là il y a aussi Aillagon, qui lui est sur l'histoire de la promenade des Anglais. Voilà, c'est tout un peu dispersé. Je ne sais pas, à aucun moment, à mon avis, ils ont réfléchi à ce qu'ils voulaient faire, ce qu'ils voulaient comme politique culturelle dans cette ville, vers quoi ils voulaient s'orienter, qu'est-ce qu'ils voulaient développer, comment ils voulaient faire venir le public...non ! Donc on a les grosses institutions, qu'on finance bien, parce qu'il faut bien les financer, et puis il reste, et de moins en moins, une part, et on saupoudre comme ça, sans qu'on sache exactement bien quels sont les critères qui justifient que telle association plutôt que telle autre puisse avoir telle subvention. Sinon il y a tout ce qui se fait dans les CAL...enfin, non ! Ils ont changé de nom récemment, dès qu'ils ont mis les CEDAC avec...je ne sais plus. Voilà, où ils font tout : le sport, la culture, c'est que de l'animation quoi !

PM- D'ailleurs c'est une compensation un peu locale, c'est significatif, de vouloir systématiquement racoler la culture au sport. Parce que c'est le cas à Nice....et c'est le cas au conseil général. C'est quand même un petit peu aberrant ! Enfin, c'est peut-être pas forcément aberrant mais c'est une façon de dire : « bon, ce sont des activités de loisir : il y a le sport, il y a la culture ».

DBM- Voilà ! C'est ça !! C'est pas lui donner plus d'importance que ça. La culture n'est pas un enjeu. Voilà, c'est pour distraire les gens et parce que une ville touristique a besoin de lieux, notamment de musées, de trucs comme ça.

FM- Justement, je voulais vous demander de commenter deux événements : l'ouverture du musée national du sport et la demande d'inscription de la promenade des Anglais à l'Unesco.

DBM- Alors le musée national du sport, déjà, ce qu'il faut savoir, c'est que comme c'était un échec, ça n'a jamais pu se faire nulle part parce que je pense que ça n'intéressait personne...

PM- Ce n'est pas très intéressant en fait !

DBM- En fait, je ne l'ai pas encore vu donc ça serait malhonnête de ma part d'en parler mais...

PM- Moi je l'avais vu à Paris avant qu'il déménage

DBM- Donc, là il n'y a pas beaucoup d'autres choses. Ce que tu m'en avais dit, ça m'avait un peu consternée. Voilà, donc il n'y a pas grand-chose de plus, je ne sais pas si ça va vraiment attirer beaucoup de monde. On a payé cher pour ce truc là en plus.

PM- Oui, d'ailleurs, la chambre régionale des comptes a épinglé pour le transfert.

DBM- Bon, donc disons que ça me semble un peu anecdotique, ce musée. Mais je ne l'ai pas vu donc il ne faut pas que je sois malhonnête.

PM- De toute façon, il faudra exiger le taux de fréquentation réel.

DBM- Je crois qu'on nous l'a donné dernièrement mais on a du mal à savoir parce qu'il y a plein d'invitations

FM- Du coup vous pensez que c'est quand même significatif de ce rattachement de la culture à la sphère du loisir, du tourisme ?

DBM- Du tourisme.... ? Là je ne vois même pas trop à quoi...enfin, je ne vois pas trop en quoi c'est de la culture. Pourtant dieu sait que j'aime beaucoup le sport, je suis dans une famille de sportifs (père prof de gym...) mais le musée du sport, je ne sais pas ce qu'il peut y avoir d'intéressant...voir le vélo d'untel...Il y a peut-être des gens que cela intéresse. Je crois que c'est ça : exposer différents trucs qui ont appartenu à des sportifs, bon je ne suis pas fan de qui que ce soit, et de sportifs notamment au point de vouloir voir leur maillot...Bon, peut-être que ça intéresse certain, je ne sais pas, je n'ai encore rencontré personne qui m'ai dit « ha ouais, c'est génial le musée du sport ».

FM- Bon, passons à la demande d'inscription de la promenade alors !

DBM- Ça c'est pas forcément une mauvaise idée. Moi j'y vois un avantage, c'est que ça va permettre de préserver un certain nombre de choses. C'est-à-dire que si on avait eu un classement de la promenade aux époques où on nous a détruit le Rhul, tout ce qui est derrière le palais de la méditerranée, on aurait pas...ça ne serait pas arrivé quoi ! Donc ça aurait permis de sauvegarder un certain nombre de choses. Alors il reste encore de belles choses, il y a quelques villas qui existent encore, il faut à tout prix les préserver des constructions...et alors je vous disais toute à l'heure, et ça explique un peu mon attitude comme opposante : j'avais fait une intervention sur ces questions-là parce que...Vous savez que pendant l'été, il va d'ailleurs falloir que j'en fasse le tour, tous les musées niçois font des expositions qui sont liées à ça, à la Promenade des Anglais et tout ça. Ça a l'air d'ailleurs assez, et même très intéressant. Et alors on discutait de cette chose là et j'étais intervenue sur le périmètre sur lequel allait porter le classement éventuel. Parce que là, on s'est arrêté à la Prom', quoi ! Ors si on va un petit peu plus loin, si on retourne un peu en arrière dans l'histoire, à l'époque où il n'y avait pas la voie ferrée, par exemple, qui passait derrière la Prom', ça s'étendait beaucoup plus loin, jusqu'au bas des collines de Fabron, Magnan, ect. Et il y avait là de magnifiques villas qui avait des jardins qui descendaient jusqu'à la plage, notamment le Palais de Marbre, qui existe toujours. Alors certaines de ces villas existent toujours ! Pas toutes ! Mais elles sont derrière la voie ferrée et la voie rapide, ce qui fait qu'elles n'ont pas été intégrées au périmètre. Et c'est un petit peu dommage dans la mesure où ça fait vraiment partie de l'histoire, l'histoire de Nice et de la Promenade des Anglais. Donc, étant intervenue sur cette question-là, et demandant qu'on élargisse le périmètre, ça permettrait de

remettre en valeur... Certaines villas ont d'ailleurs été sauvegardées et même bien entretenues. Bon le palais de marbre est coincé entre des immeubles. Et donc le maire a convenu que ça pouvait être intéressant et m'a dit qu'il allait me faire rencontrer Aillagon déjà. Je ne sais pas si ça va se faire mais en tous cas, j'ai trouvé ça plutôt pas mal. Surtout que je m'étais fait réprimandée sur d'autres sujet un peu plus tôt donc, je ne sais pas s'il voulait se racheter. Et sinon sur la Prom', je pense qu'il faudrait qu'on insiste aussi un petit peu dans le projet qui est présenté sur l'aspect économique et social de la chose parce que il y a eu un certain nombre de personnes, qui étaient aisées, nobles ou grands bourgeois, qui ont permis le financement d'un certain nombre de constructions sur cette Prom', d'ailleurs ces magnifiques villas qu'il y avait, mais aussi la construction de la Prom', qui était un chemin au départ. Il faut voir aussi que ça a été construit, certes par des niçois, par le petit peuple niçois, mais aussi par beaucoup d'étrangers au fil du temps : il y a eu les Italiens, bien sûr, il y a eu, alors ça, ça a été plus tard, mais aussi les Maghrébins. Des gens qui venaient de la Méditerranée. Et je pense qu'on devrait intégrer cette dimension un peu économique, sociale. Il y a les financeurs, et eux on en parle plus souvent, qui ont fait la Prom' comme ça, mais il y a ceux qui l'ont réalisée aussi, et tout ce peuple là, ça me semblerait bien qu'on intègre un peu tout ça, parce que c'est l'histoire de la Prom' !

FM- Les ouvriers, en fait ?

DBM- Oui, tous les ouvriers ! C'est vraiment l'histoire de la Promenade des Anglais, tout ça c'est mêlé. Et c'est ce qui montre aussi quelque chose de vraiment méditerranéen. Et je le vois surtout, le classement, comme moyen maintenant, de sauvegarder ce qui reste encore pour l'avenir.

FM- Il y a la villa Luna qui a été rachetée il n'y a pas longtemps.

DBM- Oui. Et sinon, au-delà de ces projets-là, il y a quand même la ville...alors ça peut être une bonne chose de se débarrasser d'un certain nombre de propriété qu'elle a dans son domaine, qu'elle puisse les céder quand ça sert à rien...mais enfin, elle est en train de céder pas mal de villa de Cimiez qui sont très belles et je trouve que ça pose quand même un problème, d'autant que Cimiez, c'est un endroit où les gens ne se plaignent pas trop, mais c'est un endroit où il y a finalement très très peu de services publics. C'est un endroit charmant, mais quand les gens ont besoin de quelque chose, ils sont obligés d'aller ailleurs. Ors ces villas là auraient pu servir de, je ne sais pas, de lieux d'accueil...Donc là, il veut vendre la villa qui était à la disposition du recteur avant. Et ce n'est pas la seule. Il y en a une autre qui a été vendue récemment. Il y en a plusieurs ! Alors ça fait de l'argent, ça permet d'utiliser des fortunes. Mais il ne faudrait pas que l'on dilapide trop ce patrimoine là. C'est aussi l'histoire de notre ville !

FM- Justement, est-ce que ces questions culturelles, patrimoniales occupent une place importante dans les débats municipaux ?

DBM- Non ! Que ce soit claire : non ! C'est généralement en fin de conseil. Voilà, donc ça n'occupe pas une très grande place. L'événementiel occupe une certaine place, oui ! Un grand événement par ci, un grand événement par là. Ça avec l'office du tourisme. Je suis membre du comité de direction de l'office du tourisme. Donc l'événementiel, ça plaît bien. Je pense que pour eux, c'est un peu de la culture aussi. Ça peut être des manifestations culturelles, je ne dis pas le contraire. Ça peut-être un concert, des choses comme ça, mais pas une politique culturelle. C'est un concert un jour...il y aura le concert des années 80...

FM- Du coup, cette politique événementielle, est-ce qu'elle occupe, peut-être, plus de place dans la communication auprès des citoyens ?

DBM- Ha oui !! Beaucoup plus ! Beaucoup plus ! Ça sans aucun doute ! Il y a une place...Il y a de la pub partout, ne serait-ce que dans la presse. L'événementiel à vraiment la part belle. Et c'est aussi pour les touristes que c'est fait. Après, je ne dis pas qu'il y a rien ! Il y a quand même un certain nombre de choses. Culturellement on peut faire pas mal de choses, il y a beaucoup de chorales, beaucoup de ... Parce qu'il y a beaucoup d'initiatives privées. Mais bon, ce n'est pas ambitieux comme politique culturelle, ce qui émane de la ville et de la métropole. Il y a un assez gros événementiel, il y a de grandes institutions qui sont bonnes, et puis il y a tout le reste qui vitote.

FM- Dans les médias, pensez-vous que c'est un peu le même rapport de force entre l'événementiel et le culturel ?

DBM- Oui, je pense ! On voit beaucoup d'événementiel dans les médias, même s'il peut y avoir quelques fois des efforts...

PM- Mais enfin les médias sont quand même responsables aussi.

DBM- Il sont un peu responsable aussi, ils se laissent beaucoup manipuler. Mais peut-être un peu moins maintenant, Nice Matin, que ça n'a été le cas par le passé. On a le sentiment qu'ils font quelques efforts pour justement aller voir des pièces de théâtre qui ne sont pas celles du théâtre de Nice, pour les concerts un petit peu aussi, certains trucs moins spectaculaires que ce que l'on voit habituellement. Il y a à la fois une solution de facilité, parce que la mairie les appelle et leur balance l'info. Ils ont des sujets un peu tout trouvés ! Même s'il y a eu des progrès par rapport au quotidien régional du Sud Est, il y a je pense encore des efforts à faire de ce point de vue.

FM- Je vais vous poser une question un peu de synthèse : en terme de vie démocratique, ces questions culturelles et patrimoniales sont plus selon vous vecteur de tension ou de bon fonctionnement démocratique ?

DBM- Je pense que c'est un domaine où il ne devrait pas y avoir de tension, c'est un domaine sur lequel on pourrait s'entendre. Je ne crois pas que la majorité soit absolument opposée à la culture, pas du tout ! Il y a des choses qui sont faites, des choses qui sont bien faites, des choses qui sont moins bien faites ; mais c'est vrai qu'il n'y a pas une réelle ambition culturelle, ça c'est évident. C'est plus des petits trucs. Je ne sais pas ce que tu en penses mais...c'est un saupoudrage...

PM- C'est-à-dire qu'il y a les grandes institutions...

DBM- Voilà, les grandes institutions, des grands coups événementiels

PM- Mais il n'y a pas de liens entre tout ça, et plus un mouvement associatif...

DBM- Qui lui est assez riche mais qui vitote

PM- alors que ça serait formidable de prendre ces mouvements associatifs et de les lier à des objectifs forts. On avait parlé d'un événement qui est Mars aux Musées. Donc on peut prendre ce type d'événement pour faire une sorte de vaisseau amiral de la culture à Nice et puis pour intégrer plus de choses avec des thèmes...ce qui se fait à Nantes, ce qui se fait à Rennes.

DBM- Par exemple, si on prend le festival du livre à Mouans Sartoux, toute la population est intégrée à ce truc là, y compris des opposants politiques, qui viennent...ça fonctionne avec des bénévoles. C'est un des plus grands festivals de livre de France, et ça fonctionne avec des bénévoles. A Nice, ce n'est pas comparable. Donc il y a moyen d'intégrer la population. Là, c'est la vraie participation de la population, la vraie démocratie. A Nice, on n'a pas vraiment ça. On a aussi souvent un peu le sentiment que les associations, se tourne souvent vers la mairie et attendent un peu les trucs. On ne les sollicite pas vraiment pour apporter réellement quelque chose. Il n'y a pas vraiment la consultation...regardez, ce n'est pas vraiment dans le domaine culturel, ça peut être un peu considéré comme du patrimoine, sur les terrains du Ray. Ça a été libéré, on pourrait faire quelque chose de bien. On avait pensé à pas mal de chose, sauvegarder pas mal d'espaces verts. Finalement, ils n'ont pas consulté réellement la population. Ils disent qu'ils l'ont consulté. C'est faux !! Moi j'étais dans tous les trucs, ils déforment tout ce qui a pu être dit. Les gens ne voulaient que des espaces verts et un espace sportif. Donc

ça va être un peu de tout. Les gens n'ont pas été réellement consultés, quand ils disent quelque chose, ils ne sont pas entendus. Le dernier conseil de quartier –les conseils de quartiers sont ces instances de démocratie participatives imposées par la loi, donc qui existent dans toutes les villes, qui intègrent.

FM- La question de ces enjeux immobilier s'est posée dès les années 1960, avec la démolition du Rhul notamment.

DBM- Alors c'est sûr qu'il y a des enjeux immobiliers, mais justement, c'est rare d'avoir en ville de tels espaces, comme on avait la Gare du Sud. Là, ces terrains c'est immense, pour finalement...ça va devenir un quartier comme les autres...on va faire un éco-quartier...bon...

FM- Mais finalement, l'expression citoyenne avait fonctionné pour la Gare du Sud

DBM- Oui, mais il y avait eu une grosse bataille. Il n'y a pas à Nice une tradition de comité de quartier très indépendant. Il y en a eu un au port, qui avait fait reculer sur le port de croisière, il y a eu les comités de quartier de la Libé, effectivement.

PM- C'était plus des individus...

DBM- Oui, c'était plus des individus que des comités de quartiers.

PM- Mais dis-moi, est-ce qu'on avait parlé de la candidature de Nice comme capitale européenne de la culture ? ça devait être en 2006, j'étais, en tant que membre de l'opposition, membre de la commission. L'échec de cette candidature est très significative de la culture à Nice. Alors il y avait une dizaine de villes en France qui candidataient parce que en 2014 ça devait obligatoirement être une ville française. Une ville française et une ville slovaque. Et la ville française a été choisie. Et donc de fil en aiguille ça a été Marseille qui a été choisie mais Nice a été éliminée pratiquement dans les premières. Ors pourquoi ? Ils avaient réussi à avoir Jean Nouvel quand même comme...et l'ancien directeur du festival d'Avignon. Donc il y avait quand même quelques poids lourds mais ils se sont rapidement retrouvés à poil parce que comme ils n'avaient pas de doctrine, ils n'avaient pas de philosophie, ils n'avaient pas de projets...Et moralité, le jour où on a présenté le programme de Nice Capitale européenne de la culture, on s'est retrouvé avec une tribune où il y avait le directeur du Mamac, le directeur de l'opéra...tous les institutionnels quoi ! Donc ça n'avait aucun sens. Alors en plus, c'était du temps de Peyrat, il avait cru que mettre Michèle Mercier, Marquise des Anges, dans le comité, avec Georges Lautner, des Tontons flingueur, c'était un atout considérable par rapport au staff bruxellois pour choisir la ville capitale. Donc ça c'était un peu le folklore, mais globalement, on s'est retrouvé comme ça avec des îlots. Il y avait pleins de trucs qui étaient prévu, qui en soit auraient été certainement très bien, le problème, c'est qu'ils étaient dans l'incapacité d'expliquer quelque chose : une aventure, une tension, un projet. Ça ne pouvait que se planter car il n'y avait pas de substrat. Et si Marseille l'a emporté, après Lille, quelques années auparavant, c'est pas non plus anormal, parce que Marseille, du temps de la municipalité Vigouroux, il y a eu un adjoint à la culture dont j'ai oublié le nom, qui était simplement un leader, quelqu'un qui a entraîné et qui a transformé Marseille, qui est passée d'une ville un peu triste à une ville culturelle. Avec des projets...

FM- C'est pour ça que ça paraît surprenant quand vous me dites que ce sont des questions qui apparaissent peu dans les débats municipaux, alors que ce sont des enjeux tant économiques, que touristiques...

DBM- Oui mais alors ils font beaucoup en événementiel. Après, ils comptent aussi beaucoup sur l'existant. Les musées, je n'en ai pas trop parlé, mais quand même, les musées sont magnifiques à Nice. Entre les musées niçois et les musées nationaux, on est au-dessus de la moyenne.

PM- Après la région parisienne, c'est le deuxième pôle muséal...et probablement d'Europe.

DBM- Il y a des très belles choses, et très diversifiées.

PM- Et puis si on va au bout de la métropole, vers les villes avoisinantes, il y a des choses pas mal. Ce qu'il faut à mon sens comprendre, c'est qu'une politique culturelle, elle a des retombées économiques liées à ...comme il y a des dommages collatéraux, il y a des bénéfices collatéraux. En fait, il ne faut pas rechercher le bénéfice économique, il arrive de lui-même quand la vie explose.

DBM- Je pense qu'ils en sont conscients, mais ce n'est pas pour autant qu'ils en font quelque chose de démocratique. Mais ils en sont conscients, ça je le vois un peu à l'office du tourisme.

PM- Oui, mais ils examinent les politiques culturelles à l'aune de l'impact économique.

DBM- Oui, de l'impact économique, c'est ça !

PM- La commission du film, elle évalue l'arrivée d'un tournage en terme de nuit d'hôtel, de restaurant etc...

DBM- Tout est décidé à l'office du tourisme en fonction de ce que ça va rapporter : le carnaval, le coup des chinois qui ont déboulé à je ne sais pas combien. Alors ils sont que sur des coups comme ça !

PM- Et puis alors, le fait que tu aies le carnaval à l'office du tourisme...Parce que théoriquement, là c'est à cheval entre le patrimoine et la culture, le carnaval. Ors c'est l'office du tourisme qui l'organise. La démarche elle est avant tout touristique, ce n'est pas patrimonial, ce qui est bizarre.

FM- Justement, sur les questions d'identité, de culture locale, sont présentes ?

DBM- C'est un peu folklorique souvent. Ils retiennent plus l'aspect folklorique qu'autre chose

PM- C'est un peu artificiel

DBM- On maintient quelques traditions sur la base du folklore, on chante *Nissa la Bella*. Moi je peux le dire facilement, comme je suis Niçoise, je m'en fiche, mais bon, c'est à qui sera plus niçois que l'autre. Alors c'est utiliser un mot nissart de temps en temps, comme parler des terrains du Ray, alors c'est le Ray. C'est vrai, moi quand j'étais petite je disais le Ray, puis après ma mère m'a fait parler en français, donc voilà. Et puis un jour il y a un conseiller municipal de la majorité, qui n'est pas franchement niçois, qui me reprends et qui me dit « non, non, c'est le Ray ». Je lui ai dit « Ecoute, moi quand je parle français je dis le Ray, après si tu veux je dis Lou Ray, je ne dis pas le Ray ». Donc ils s'arrêtent sur des petits détails comme ça. Ça plaît, hein ! Mais c'est un peu folklorisé.

PM- Tu as raison, c'est folklorisé. Parce qu'il y a des manifestations qu'ils ont réinventées : l'Eglise du Vœu, la plupart des processions religieuses. Ils les ont un peu réinventés, avec la complicité active de journalistes de Nice Matin. On a l'impression que le peuple de Nice accompagne la procession, mais si tu vas sur place il n'y a personne. C'est une volonté de ressortir des choses comme ça...

FM- Parce que électoralement ça aurait un impact ?

DBM- Ils le pensent mais je n'en suis pas persuadée, vu le nombre de Niçois. Non mais ça y participe quand même parce que le Niçois n'est pas un grand révolutionnaire. C'est vrai que c'est un électorat qui leur est plutôt acquis, mais ce n'est pas, de loin, tout l'électoral.

FM- J'aurais une dernière question, sur ce que vous pensez de la place et du rôle du citoyen dans la prise de décision et la gestion collective de ces questions ?

DBM- Tout est à l'avenant. Il en va de ces aspects là comme de toutes les autres politiques, je pense qu'on ne prend pas assez en compte l'avis du citoyen. A la fois on ne lui demande pas, où on fait semblant de lui demander, ou on lui demande quand c'est obligatoire, parce qu'il y a une enquête civique qui doit être faite, on se débrouille pour déformer souvent un petit peu ce qui ressort de là. Et surtout, quand il se manifeste pour quelque chose, on ne l'écoute pas. Il n'y a pas de réelle initiative. Toutes les instances de démocratie participative fonctionnent complètement au ralenti ou ont été

dévoquées, qu'il s'agisse du conseil communal consultatif, ou des conseils de quartier. Ça devrait fonctionner avec des gens qui font remonter un certain nombre de choses auprès des instances municipales. Ors c'est l'inverse qui se passe : le maire a envie qu'on parle de quelque chose, il fait descendre, et on parle de ça. Tout se passe en amont. Je le sait parce que moi j'ai essayé d'arriver avec des choses, en disant « il faudrait qu'on fasse ça ou ça – ha oui oui, c'est bien ». Et puis on se rend compte que finalement, ce n'est pas ça qui va se faire. Ça ne fonctionne pas.

PM- Et en plus on prend des initiatives qui déconsidèrent complètement le processus. Je fais un point d'actualité, même s'il n'est pas directement lié au patrimoine, c'est l'affaire de la privatisation de l'aéroport, où il y a eu toute une montée en puissance, l'organisation d'un référendum dont on connaissait la réponse...Et puis finalement la privatisation se fait comme elle devait se faire, et le maire ne communique plus là-dessus. C'est déjà tellement compliqué la démocratie participative, les gens n'ont pas tellement envie de participer.

DBM- Mais c'est que c'est difficile. Je vois même nous dans l'opposition, les gens, il faut aller les chercher, si on veut qu'ils réfléchissent, qu'ils nous apportent leurs idées. Ils ne le font pas très très spontanément. On a fait un peu un bilan dans notre action sur une année depuis les dernières municipales, je trouvais qu'on allait pas assez vers les gens pour qu'ils nous fasse remonter un certain nombre de choses, pour qu'ils nous disent ce qu'ils pensent. Je pense que l'on devrait préparer tous les conseils avec eux. Alors ça demande un effort, parce que les gens ne le font pas spontanément, et cet effort on ne le fait pas toujours, parce que l'on est pris par une chose, une autre. Et je pense que dans une gestion de municipalité c'est aussi un petit peu pareil. Après, sur le lot, il y a certaines choses qui sont bien. Les délibérations, on en vote énormément, ne serait-ce que parce que souvent, on va trouver que ce n'est pas assez, mais ce n'est pas une raison pour ne pas la voter. On voudrait que ça soit un peu mieux, mais c'est déjà mieux de faire ça que rien.

PM- En général il y a un gros débat sur le budget, on vote contre les orientations générales, après les politiques...

DBM- On ne va pas être contre la construction de logement, contre le carnaval.

PM- Mais par exemple, ce musée des arts asiatiques, pendant des années, on a voté contre systématiquement. De toute façon, ça a été une erreur monumentale. Ça a été un gouffre pour la collectivité.

DBM- Et puis au début, c'était un beau musée avec rien dedans. Même maintenant, mais on l'utilise un peu plus. Avant, personne n'y allait. Ça a été un gouffre pendant des années, il a fallu financer ça.

PM- Au conseil général, je parlais toujours de la coûteuse geisha du président. Et c'était une patate chaude d'ailleurs, ils se le sont passé de ville ect. Pendant des années on a voté contre. Mais là il y a deux ans j'ai fait mon coming out, j'ai pris la parole, j'ai dit « bon, après dix ans, il est là, aller, vote pour ». Enfin, ça, si on est de bonne fois, on peut le comprendre facilement, que l'on peut être à la fois opposant, et puis, bon...

FM- Et justement, pour la gratuité des musées réservée aux métropolitains...

PM- C'est un sujet qui est très contrasté

DBM- Je pense que, honnêtement, ça ne change pas grand-chose, que les musées soient gratuits ou pas. C'est-à-dire que ceux qui ont envie d'aller au musée, ils y vont, que ce soit payant ou pas payant.

FM- On en revient à question des publics donc...

DBM- Voilà, tout à fait. Donc il faut que les gens aient envie d'y aller. Parce que les musées niçois gratuits, je suis persuadée qu'on prend dix personnes dans la rue, il y en a neuf qui n'y vont jamais. Je pense que ça a peu d'influence.

PM- ça, ça a toujours été une question...La gratuité totale en matière de culture n'a jamais augmenté les publics. Dans les bibliothèques, c'est quasiment gratuit. Le cinéma est un peu plus cher, mais si tu te débrouille, tu peux voir beaucoup de choses pas très

chères. Evidemment, les concerts de Madonna sont plus chers, mais ça c'est peut-être une vision de la culture différente. Mais sinon, on peut très facilement avoir des activités culturelles...je dirais même, d'une certaine façon, c'est quasiment ce qui revient le moins cher : ça revient moins cher qu'une activité sportive, de loisir, ou autre. Mais le problème, c'est de créer de l'appétence.

DBM- Je crois que ce qui s'est pas mal développé aussi maintenant, c'est l'envie des gens de participer à des créations, de participer à des activités : l'école de la villa Thiole, les gens qui ont envie d'apprendre à peindre, comme ceux qui font du théâtre, comme ceux qui vont dans les chorales. Il y a un goût de faire soit même quelque chose, peut-être plus que d'aller voir.

PM- Le directeur de la villa Thiole, il y a trois fois plus de demandes que de places. Or les demandes, c'est des gens qui veulent peindre, qui veulent sculpter. Donc là, on est dans la médiation...de gens qui ont envie déjà, hein !

DBM- Alors il y en a quelques uns qui font aussi des choses dans le cadre des Cal

PM- Mais elles sont toutes débordées. Donc ça, la ville de Nice doublerait ou triplerait la capacité de la villa Thiole, il y en aurait autant. Et puis des gens très contents, qui du coup serait contents par rapport à la municipalité, ça serait tout bénéfique. Parfois ils n'y pensent même pas. Alors s'il y avait un adjoint à la culture très dynamique, lui pourrait impulser ce genre de choses, dans le cadre d'une politique globale. Là, bon, tant qu'il n'y a pas un élu qui un jour se met à s'intéresser à un sujet...Au conseil général, on a le docteur Frère qui s'intéresse au cirque, bon, on est l'un des départements qui s'intéresse le plus au cirque. Il s'intéresse aux églises baroques, on subventionne beaucoup la rénovation des églises baroques. C'est bien.

FM- Les choix dépendent des goûts personnels des élus donc ?

PM- Ah complètement !

DBM- Oui, regardez « C'est pas classique », par exemple. Ce sont les goûts de M Frère.

PM- Le conseil général fait pas mal en matière de médiation

DBM- Oui, les Estivales

PM- Eux touchent des publics un peu différents. Mais ils ne l'ont pas vraiment théorisé ça. Alors qu'ils auraient pu faire une communication vraiment formidable sur ça, parce que c'est pas mal. C'est très bien parce qu'en plus, ils font travailler les troupes...alors, plutôt que de donner une subvention à une troupe de théâtre, ils lui ouvrent deux-trois spectacles dans l'été donc les gens, ils passent d'une salle de cinquante personnes à trois cents...

DBM- ça c'est bien ! Mais ce n'est pas tout le monde qui obtient !

PM- Il y en a pas mal. Toutes les troupes de théâtre que je connais ont eu...

DBM- Oui, moi je connais surtout celles qui n'ont pas parce qu'ils viennent me le dire.

PM- Oui, parce qu'il y a soit la subvention, soit les Estivales

Annexe 6 : Entretien avec Jacques Victor, ancien conseiller municipal et conseiller général Parti Communiste

04 février 2015

FM- Je vais commencer tout simplement : est-ce que vous pourriez vous présenter en quelques mots ?

JV- J'ai 69 ans. Je suis issu d'une famille d'ouvrier : une maman couturière, un papa ébéniste. Des gens engagés dès leur plus jeune âge, qui ont connu les moments de 1936 également. Très jeune moi-même au lycée, je m'engage. C'est le temps de la guerre d'Algérie et il y avait au lycée du parc Impérial, il y avait un groupuscule fasciste qui défendait les idées de l'OAS et nous avons formé un club, un club pour se battre contre l'OAS, à l'époque. Ce sont mes premiers engagements. Après mes engagements se sont poursuivis très rapidement au sein de la jeunesse communiste. Je rentre de l'armée, et là donc...disons 66...je rentre de l'armée à partir de là, donc je m'engage au sein du parti communiste, je deviens adhérent du parti communiste. Très rapidement, bon sans doute que j'ai quelques dispositions, je ne sais pas, pas forcément politiques mais enfin dans l'engagement, dans l'organisation... je me révèle. A partir de là les événements de 68. Je suis agent EDF à ce moment-là : je suis rentré en avril 67 à EDF. Arrivent les événements de 68 donc. Dans mon entreprise, hé ben bien entendu je suis militant syndical, je participe au mouvement de grève et parallèlement à tous les mouvements politiques, tous les mouvements politiques qui ont jalonné cette période de 3 à 4 semaines de mai juin 68. Et là d'autant plus l'activité fait que c'est des moments où l'on se révèle. Je prends dès 69-70, je prends des responsabilités au sein du parti communiste, donc très jeune hein, j'ai 24 ans en 70. J'y assume de première responsabilité au sein de la fédération, c'est-à-dire dans le département, et chemin faisant j'ai continué. J'ai été responsable du PC sur l'ensemble de la ville de Nice. En 1977, il y a des élections municipales. Jacques Médecin est encore maire de la ville de Nice. C'est la première fois où l'on vote à Nice dans trois secteurs différents Jacques Médecin sent le vent du boulet approcher et la veille des élections il a une opération diffamatoire à l'égard d'un des trois dirigeants d'un des trois secteurs. Il y a annulation de l'élection. Il y a de nouveau élection dans un seul secteur de la ville en décembre 78, le 10 décembre. Je suis élu conseiller municipal à ce moment-là. Je suis donc conseiller municipal de fin 78 à mars 83. Il y a de nouvelles élections municipales...là c'est de nouveau...81 est passé par là, puisqu'on est en mars 83...81 est passé par là, Mitterrand au pouvoir. Il y a une liste avec les socialistes et tout ça donc je...dans le déroulé de la liste je ne suis plus en position d'être élu. Je deviens un des permanents du parti communiste, j'y occupe plusieurs responsabilités, à la fois, je le disais tout à l'heure la ville de Nice mais aussi après, donc, j'ai eu des responsabilités aux finances, j'ai eu des responsabilités pour plusieurs choses...euh voilà. Ça c'est toute mon activité militante. Je suis bien entendu dans ces quartiers Est de la ville de Riquier, de Saint Roch, c'est là que je fonctionne le plus. A partir de 76 je suis candidat mais [...] tout ça, l'activité politique, tout ce genre de trucs. 98 arrive, pour la première fois je suis élu conseiller général : mars 98, pour la première fois, dans ce secteur que j'avais, comme on dit, labouré, pendant près de 20 ans. J'y suis élu, c'est une grande satisfaction, un peu la reconnaissance d'un travail accompli je pourrais dire. Ce travail se poursuit, je suis réélu en 2004, je suis réélu en 2011. Nous sommes maintenant en 2015 : j'arrêterai d'être candidat mais je continuerai à être militant. Voilà, en gros on a fait le tour de Jacques Victor de ce point de vu.

FM- D'accord. Une petite question pour poursuivre là-dessus : comment définiriez-vous votre rôle d'élu, rapidement ?

JV- Ecoutez, moi je vais le définir par ce que l'on dit de moi...c'est pas moi qui vais le dire...on dit de moi, et même mes adversaires, ça a d'ailleurs été l'une de mes forces. Je ne sais pas si c'est le mot qui convient : on dit Jacques Victor c'est un élu de proximité.

Le lien avec les gens, le lien avec leurs problèmes, leurs préoccupations. L'agir ensemble, déterminer ensemble. Voilà, c'est ça ! et c'est ce qui m'a fait reconnaître en tant que tel, en tant que sans doute un élu de proximité, aussi bien par des gens de ma sensibilité politique que par des gens qui étaient opposés à ma sensibilité politique et qui ont su reconnaître le travail accompli.

FM- Alors maintenant, pour venir un peu plus sur les problématiques qui m'intéressent, je vais vous donner une liste de lieux niçois. Si vous pouvez me dire ce qu'ils vous évoquent ? Vous n'êtes pas obligé de suivre la liste...si vous voulez en enlever, en ajouter...

JV- Alors la place Garibaldi, que vous sachiez qu'à l'origine elle s'appelle la place Victor, du nom de Victor Emmanuel. C'était l'ouverture vers l'Italie, avec la rue de la République et la route de Turin. La place Garibaldi, hé ben moi elle m'inspire Garibaldi, ce personnage des deux mondes, comme on disait, cet homme aux idées ô combien progressistes, même si son côté rattachement de cette, de ce comté de Nice à la France n'a pas été dans sa volonté mais Garibaldi c'était vraiment l'ouverture d'esprit. Ce qu'il a fait en Amérique latine, ce qu'il a fait, c'était vraiment des idées de progrès qui commençaient à avancer. La colline du château, pour moi, c'est la fête du parti communiste, chaque année, pour l'essentiel, mais c'est surtout ce magnifique panorama qui nous permet d'embrasser toute cette magnifique ville de Nice avec ces contrastes, avec ce genre de choses. Le lycée Masséna, moi, ce sont les jeunes lycéens qui ont été fusillés pendant la guerre, et qui ont participé, effectivement, en tant que lycéens, dans leur lycée, à des actes de résistance. Les abattoirs...je vais les situer aujourd'hui...la grande illusion, je pourrais presque dire, les abattoirs, où lorsque Christian Estrosi est arrivé à la ville de Nice, ce vaste territoire, je pourrais dire, avait une finalité culturelle que l'on attend toujours à cet instant, donc c'est bien dommage. Le Mamac, c'est une très très belle réalisation, qui manquait à Nice. Je pense que Nice, quand on parle de l'Ecole de Nice, quand on parle de tous ces gens qui ont été les précurseurs, notamment en matière de culture moderne, je pense que le Mamac est là pour les représenter le mieux. Le palais Lascaris, c'est à la fois le vieux Nice, c'est à la fois notre histoire, c'est à la fois un peu le baroque et en même temps, en même temps je dirais, puisque c'est là que siègent je ne sais combien d'instruments anciens et tout ça, le palais Lascaris, c'est un peu ce qui me rapproche de lui parce que je suis musicien par ailleurs, et donc c'est bien d'avoir réalisé dans cet endroit un recueil de tous ces instruments anciens. L'ancien Sénat, si l'on posait la question aux Niçois qu'est-ce que c'est l'ancien sénat, peu saurait dire exactement ce que c'est, mais pour moi l'ancien sénat c'est la bourse du travail, puisque...jusqu'à ces dernières années puisque le maire actuel a refusé qu'il demeure la bourse du travail, le lieu où historiquement, effectivement, les salariés se retrouvaient pour agir ensemble. C'est d'abord, la bourse du travail, un lieu où les salariés se retrouvaient. Enfin, la médiathèque Raoul Mille, j'ai peu de choses à dire...

FM- Est-ce que cela vous évoque la gare du Sud ?

JV- Absolument pas. C'est tout récent. Maintenant que vous me le dites effectivement. C'est parce que vous me le dites ! La gare du Sud, oui, en tout cas, ça c'est mon quartier ! c'est presque mon quartier de naissance donc, et alors je connais bien...mais je n'avais pas encore intégré puisque c'est tout récent, c'est vrai, je n'avais pas encore intégré que la médiathèque se situait là là-bas et qu'elle s'appelait Raoul Mille.

FM- Est-ce que vous avez quelque chose à rajouter à la liste ?

JV- De lieux symptomatiques ?

FM- Voilà ! pour moi ce sont des lieux culturels et patrimoniaux importants mais vous pouvez critiquer cette liste.

JV- Non, non, il n'y a pas de raison. Moi je rajouterais ce que sont...ce qu'ont été les quartiers de Riquier où je suis élu et ce qu'ils sont restés en quelque sorte. Les quartiers de Riquier c'était quelque part l'arrière port, les quartiers de Riquier c'était les endroits où l'on arrivait au port, on avait de la marchandise –marchandise ou poissons ou tout ce genre de trucs, ou olive, ou huile. Elle était manufacturée derrière et c'était dans les quartiers de Riquier que l'on faisait ça. Riquier c'était des brasseries, c'était des savonneries, c'était de la conserverie. C'était tout ça les quartiers de Riquier. Riquier c'était aussi, ce qui conserve un peu le nom maintenant, puisqu'il y a un grand ensemble immobilier, « Cigalises » ça s'appelle. C'était les manufactures de tabac, les cigarières, que l'on appelait les « cigaluses », elles fabriquaient les cigares. Ça c'est des choses vraiment patrimoniales, très symptomatiques de la ville de Nice et de ces quartiers de Riquier. Je rajouterai aujourd'hui sans doute Riquier et le bas Saint Roch, jusqu'à la place Saint Roch, là, c'est sans doute dans la ville de Nice les quartiers qui ont gardé un peu, qui ont conservé leur âme d'origine, cette âme niçoise, et cette âme elle s'est...comment dire...elle s'est prolongée de génération en génération, de parents à enfants, d'enfants à petits enfants et ainsi de suite. On y demeure de famille en famille, on essaye de continuer à demeurer dans ce quartier. Hier soir j'étais au collège Risso, il y avait le conseil d'administration et on causait, notamment, un peu avec le principal adjoint, qui lui est originaire du quartier. Il disait exactement la même chose : « moi je suis revenu dans ce quartier parce que.... ». Qu'est-ce que je peux rajouter ? Ce que je peux rajouter c'est que ces quartiers où je suis élu et c'est pas un hasard, en même temps, ont toujours été des quartiers très ouvriers. Les gens, donc des quartiers de Riquier, des quartiers de Saint Roch, des quartiers très ouvriers. C'est là où s'est créée l'influence communiste dans cette ville de Nice. Il y a eu un député, Virgil Barel, qui l'a été très longtemps, qui a été jusque doyen de l'Assemblée nationale. C'est là vraiment où les luttes de progrès émergeaient, disons, dans cette ville de Nice : le port, le vieux Nice, Riquier, Saint Roch, c'est vraiment là qu'il y avait cette volonté ouvrière de transformation de la société.

FM- Vous avez parlé d'élu de proximité. Alain Juppé à Bordeaux, qui a fait classé le port de la Lune au patrimoine mondial de l'Unesco, a employé le terme de « patrimoines de proximité » en soulignant qu'ils étaient très importants dans la vie quotidienne des citoyens. Je sais que vous vous êtes engagé pour la préservation de « patrimoine de proximité » du quartier : la gare Riquier, le centre Costanzo, il me semble aussi pour la conservation du port dans sa forme actuelle.

JV- Ah mais tout à fait ! Alors là ça a été une très très grosse bagarre ! C'est du temps où Jacques Peyrat été maire de Nice, où il y avait eu la volonté, effectivement, de transformer cet écrin en un gigantesque lieu d'accueil de croisiéristes, où il a effectivement fallu se mettre en travers pour l'empêcher et que ce port demeure pour la finalité qu'il a, effectivement qu'il reste comme il est. Oui oui, tout à fait.

FM- Et la gare Riquier, le centre Costanzo ?

JV- La gare Riquier, c'est un peu différent. C'est à la fois patrimonial et à la fois d'utilité publique. Il faut savoir qu'après la gare de Nice Ville, c'est la gare qui a la plus grande fréquentation, la gare de Riquier. C'est une gare qui sert au salariat local, je pourrais dire, à s'éclater très rapidement, soit à l'est du département, je pense à Monaco notamment et à l'Italie, soit près du côté de Cannes, du côté de Sophia...et cette gare elle avait vraiment son utilité là où elle est et si elle avait été déplacée, ça aurait changé complètement sa fonction je pense. Quant à Costanzo, au-delà que c'est un bien public qui avait été donné à la ville de Nice pour une finalité sociale, non seulement c'était préserver ce bien pour la population, mais c'était surtout empêcher une vaste opération immobilière à but lucratif, bien entendu. Et là, à la fois nous avons su, avec les populations environnantes, nous avons su faire reculer et la ville de Nice et Bouygues, ce qui n'était pas une petite chose.

FM- Quand vous étiez conseiller municipal sous Jacques Médecin, il y a eu beaucoup de ce type d'opération, des destructions patrimoniales...de quoi est-ce que vous avez souvenir ?

JV- Oui oui ! La plus grosse d'ailleurs, qui demeure toujours : aujourd'hui, où il y a le centre commercial Carrefour –là je n'étais même pas élu encore, c'était avec les comités de quartier qu'on avait fonctionné- c'était, comment dire, le centre de garage et de maintenance des bus, TNL. C'était un vaste espace en plein cœur du quartier, et là il y avait eu la volonté de faire sur cet espace un gigantesque truc. Des tours, il devait y avoir des tours...bon. L'action a permis, non pas d'empêcher la réalisation, puisque ça existe, mais l'action a permis d'empêcher que l'on réduise au moins de 50% la densité de ce qui avait été envisagé. Et ça c'est l'action des populations, du comité de quartier...je vous dis, je n'étais même pas élu encore...à un moment de la bagarre, parce que ça a duré plusieurs années, j'ai du être conseiller municipal, oui, mais ça a du commencer auparavant. On a donc empêché qu'il y ai quelque chose de gigantesque là.

FM- Il y a eu aussi le Ruhl.

JV- Alors le Ruhl c'est un peu différent parce que l'on touchait à la fois – il n'y a jamais grande différence- spéculation immobilière mais aussi blanchiment d'argent puisque très directement la mafia italienne était sur l'opération et les liens qui existaient entre Médecin et Fratoni, qui était le représentant de la mafia locale, là...heu, non, il y a eu effectivement, bon, le Ruhl, mais il y avait plus grand, il y avait le Palais de la Méditerranée, tout à côté. Et là, j'en ai un souvenir douloureux tous les matins en me levant parce que pour défendre le palais de la Méditerranée qui était voué à la destruction, dans lequel les salariés du palais de la Méditerranée, pendant trois années, avaient occupé le bâtiment, un lendemain de premier janvier, de mémoire je pense que c'était le 3, le 4 janvier 81, je pense, les forces de police ont investi le palais de la méditerranée et nous sommes intervenu pour déloger les forces de police, que nous avons mis dehors. Mais dans la bagarre, un flic m'a marché sur le pied et m'a cassé le pied. On m'a monté après, j'étais en haut sur le Palais de la Méditerranée, j'avais le pied qui avait enflé comme ça. On m'a évacué par les immeubles approchants pour m'emmener à l'hôpital. Mais ça c'était aussi défendre un peu du patrimoine.

FM- Physiquement...

JV- Ça on peut le dire, physiquement...donc j'ai la douleur tous les matins quand je pose le pied par terre

FM- Est-ce que vous établissez un lien entre patrimoine urbain, patrimoine culturel et vie sociale, lien social ?

Jv- Nettement ! Cette ville elle est de ce point de vu symptomatique [coupure] être dissocié du patrimoine social, sa population j'entends par là. On a sur une bande niçoise de un ou deux kilomètres, un certain type de population, un certain urbanisme et après on a au-delà ce que j'appelle très souvent l'envers de la carte postale. Effectivement on a un tout autre urbanisme, que ce soit ces quartiers de Saint Roch, que ce soit les quartiers de l'Ariane, que ce soit les quartiers des Moulins, que ce soit Las Planas, que ce soit le vallon des Fleurs, toutes ces cités HLM qui sans doutes ont été réalisées le moment venu par nécessité parce qu'il fallait loger les gens. En même temps, elles l'ont été de la façon la plus anarchique qui soit et de la façon la plus ghettoïsante qu'il soit. Je veux dire, ce n'était pas seulement des erreurs architecturales, je pense. Il y avait la volonté de concentrer des populations, de ghettoïser des populations et on a densifier au maximum, avec tous les effets que l'on connaît aujourd'hui...que l'on n'a pas connu dans les années 60 lorsque cela s'est produit mais que l'on connaît aujourd'hui avec les difficultés de la vie, la promiscuité, le voisinage...chacun à ses propres difficultés. Voilà,

je pense qu'il y a deux patrimoines, là, qui vraiment s'opposent totalement et avant de revenir dessus...

FM- Justement, Max Gallo a récemment critiqué la notion d'événementiel et de festivité, le caractère événementiel et festif de la culture et du patrimoine aujourd'hui. Selon lui, les manifestations culturelles, la manière dont on envisage la culture à Nice prennent un caractère un peu trop événementiel et festif.

JV- Totalement ! je dirais même mieux, aujourd'hui...et je ne vais même pas me servir du carnaval, parce que là c'est l'exemple puissance. Il me semble moi que cette ville, comme ce département, mais un peu plus la ville quand même. La vraie question c'est : est-ce que cette ville elle est dirigée, elle est gérée pour répondre aux besoins et aux attentes de la population qui y vit, qui y habite, qui y travaille 365 jours par an, qui vit, c'est vivre la ville, ou cette ville elle est gérée, elle est dirigée uniquement comme une ville d'appel pour des populations extérieures. Quand je dis cela je ne pense pas aux immigrés, hein, je pense aux fortunés de n'importe quel endroit du monde, ou même de France, mais de gens qui ont les moyens et qui viennent s'installer sur....et là on arrive à la question de l'événementiel. On ne traite plus la ville au social répondant aux besoins et aux attentes de la population qui est là. On est là, on crée l'événement pour aspirer des populations. Je pense qu'il n'a pas tort en disant cela Max Gallo. On peut le voir au quotidien. Il n'y a qu'à prendre, quasiment quotidien, les déclarations du maire de la ville, même au-delà du politique, où dans ses intentions de réalisation, où dans...on est toujours autour du coup d'éclat, le coup de génie, le truc, le machin, on est les plus beaux. Voilà ! Je prends un exemple : ça pourrait se faire, mais vouloir classer la promenade des anglais...c'est au patrimoine de l'Unesco, ou un truc comme ça...c'est ça, hein ! Bon, moi je veux bien...et après...Et toutes les grandes manifestations, ça me permettrait de revenir au Carnaval d'ailleurs, toutes les grandes manifestations, elles ont perdu de leur dimension et locale, et populaires. C'est ni plus ni moins que le copier-coller de ce qui se fait à plein d'autres endroits.

FM- Donc vous pensez que la politique culturelle et patrimoniale devrait quitter le champs de l'événementiel, du touristique ?

Jv- Totalement !...Non, pas forcément, parce qu'en même temps, il ne faut pas nier à la ville sa capacité, son besoin touristique. C'est une activité économique indispensable au fonctionnement de la ville. Mais je pense qu'il y a une façon autre de la traiter à ce moment là. Cherchons dans cette ville -ou à proximité immédiate- cherchons dans cette ville des centres de vacances, des campings, des choses qui permettraient d'accueillir des populations autres. Moi je suis pour le brassage des populations, mais cette ville elle est interdites à plein de populations. Quand on voit le coût des hôtels, quand on voit le coût des loyers, des locations l'été. C'est réservé à des catégories sociales. Ça c'est l'objectif de ceux qui gèrent la ville et ce depuis des décennies d'ailleurs.

FM- Est-ce que vous en tant qu' élu, vous avez des demandes en terme de culture, de patrimoine de la part des citoyens ?

Jv- Ah oui, nombreuses ! Et ça, ça me permet de revenir sur l'une de mes fiertés pendant mon mandat d'ailleurs. En face, juste en face, auparavant il y avait les garages Peugeot. Vous vous souvenez, hein. Avant d'être élu, mais des que j'ai été élu, un de mes cheval de bataille a été de dire : « il n'y a pas de lieu où le mouvement associatif, le mouvement culturel, le mouvement citoyen ait un lieu pour pouvoir se rencontrer, se retrouver, réfléchir, agir, tout cela... ». Et j'avais jeté mon dévolu sur, dans un premier temps -je ne sais pas si vous le situez- derrière Carrefour, à l'angle de la rue de Roquebillière et de la rue Taon de Revel, où il y a le collège Risso, il y avait ce grand centre de sécurité sociale. Ambroise Croizat ça s'appelle...ça fait l'angle. Vous voyez où il y a l'entrée du collège ? Hé bien dans l'angle de la rue avec Taon de Revel et la rue Roquebillière, il y a ce grand bâtiment inoccupé depuis 20 ans. J'avais jeté mon dévolu là-dessus pour en

faire un lieu de ce genre. C'était le moment où, aux anciennes casernes des diables bleus, là, il y avait tous ces petits mouvements culturels qui s'étaient rassemblés et qui étaient là. Et donc on avait travaillé à un projet là-dessus en disant « sécurité sociale, tu n'en fais plus rien, y pas moyen de ... ». La ville ne s'en était pas mêlée...Bon, ça n'a pas pu se faire. Parce que entre Terra Amata où il y avait un espèce de CAL, ce qu'on appelle un CAL maintenant et Bon Voyage, sur toute cette bande, il n'y avait aucun lieu, même pas pour tenir une réunion publique. Moi je sais que mes réunions publiques, il fallait que je demande à la FSGT de me prêter leur salle. Rien de municipal...d'où l'utilité de Costanzo, en même temps, je dirais, après, par suite. Rien de municipal...c'est révélateur quand même d'un fonctionnement de la vie démocratique, culturelle et tout ça dans cette ville, et dans ce secteur notamment. Et là, Peugeot s'en va ! Aussitôt la chose connue, moi j'ai dit au Conseil général et à la ville de Nice, mettez la main dessus, autrement on va, effectivement, à une opération immobilière...il était question de démolir, de reconstruire, tout ce genre de trucs. Heureusement qu'ils m'ont écouté et qu'ils ont fait. Je n'ai jamais été que le détonateur. Ce n'est pas moi qui ai réalisé, qui ai financé. Bon, je suis Conseil général, j'ai accepté les choses, bien entendu, mais c'est le Conseil général et Ville de Nice qui ont fait. Mais heureusement qu'on a eu cette opportunité, autrement...Donc, oui, je ne sais plus tellement quel était le sens de la question mais...

FM- Est-ce que vous êtes un relais ?

JV- Voilà ! Et pourquoi ça ? Parce qu'effectivement il y avait la demande. Je vois maintenant il y a plein...ils étaient avant aux Diables Bleus, maintenant ils sont plusieurs à être là, chez Spada, là derrière : Le Hublot, Le grain de sable, tout ça...tout des gens avec qui je fonctionne bien entendu. Ils étaient demandeurs, c'est avec eux qu'on avait travaillé à monter un projet, tout ça. Bien sûr ! C'était la demande première. Il n'existait rien ! C'était la demande première. Tout le monde fonctionnait dans un garage, une cave, un truc, un machin ! c'était une demande première. Bon, là on est arrivé à avoir un petit truc. C'est une maison des associations, il y a un lieu culturel, il y a une salle de spectacle, il y a un gymnase, enfin, pour le collège Giono, une salle de gym, je veux dire, pour le collège Giono, qui n'existait pas auparavant. On est arrivé, effectivement...

FM- Une autre question un peu générale. Faites-vous le lien entre inégalité d'accès à la culture et –bon ou mauvais- fonctionnement démocratique, très concrètement ?

JV- Poser la question c'est y répondre.

FM- Donc les questions patrimoniales et culturelles sont un élément important de communication politique ?

JV- Ah oui, tout à fait. Oui, à la fois sur la satisfaction du besoin de pouvoir créer, de se produire et tout ce genre de chose, mais en même temps, quel type de culture ? Quelque elle soit dans sa très grande diversité. Effectivement, moi qui suis musicien par ailleurs, et très fan de culture par ailleurs aussi, je crois qu'aujourd'hui on doit créer toutes les conditions pour faire émerger tout ce qui peut l'être et qui n'est pas tout ce qui était le conventionnel, le traditionnel, qui est magnifique par ailleurs, hein, mais on doit pouvoir faire immerger toutes les choses innovantes, notamment tout ce que permet aujourd'hui l'informatisation, la médiatisation et tout ce genre de trucs. Voilà ! Il y a des gens tellement formidables, qui sont pleins d'idées. Il faut leur permettre d'exploser à tous ces gens. On n'en n'est pas là dans la ville de Nice. Parce que ce n'est pas l'état d'esprit. On est dans une ville ringarde, dans une ville bourgeoise. On est dans une ville conservatrice, on est dans une ville où ce n'est pas l'objet.

FM- C'est plus une culture institutionnelle qui est favorisée, vous pensez ?

JV- Pour l'essentiel ! Et de belles choses qui se font ! Je ne dénigre pas ! C'est bien ce qui se fait en même temps, mais je veux dire, ça reste, on évoquait l'événementiel tout à l'heure, ça reste un peu ça. Et ça reste dans un traditionnel, alors que cette ville, cinquième ville de France, au bord de la Méditerranée, avec les échanges possibles qu'il pourrait y avoir, avec de l'autre côté de la Méditerranée. Ça devrait être un lieu bouillonnant. Et quelque part on comprend mieux pourquoi Nice n'a pas été retenue ville européenne de la culture il y a de cela deux ans parce que effectivement, à côté de Marseille qui sait faire de ce côté-là, hé bien effectivement, on n'était pas à la hauteur.

FM- J'ai une question un peu concrète. Sur le plan institutionnel, je sais que la culture n'est pas votre domaine, non pas de prédilection, mais de compétence

JV- Non, non, c'est un domaine de plaisir

FM- Au Conseil général, comment est-ce que ça se passe ? Etes-vous déjà intervenu sur ces questions ?

JV- Ce n'est pas une charge obligatoire pour le Conseil général. C'est un choix du Conseil général. Il n'est pas obligé de faire, puisque ses compétences sont toutes autres : collèges, solidarité sociale, les routes, ce genre de chose. C'est un choix. Je reconnais très volontiers que, il n'y aurait pas le Conseil général qui accompagne de nombreuses associations, de nombreux orchestres, de nombreux créateurs, on serait un peu dans un désert. En disant cela, je ne dis pas que c'est suffisant. Il vient d'y avoir –on a voté le budget en décembre- le budget à la culture est l'un des rares budgets, alors que ce n'est pas une obligation, je me répète, qui n'a pas eu de diminution, que nous avons donc voté. Voilà, après il y a de l'événementiel, quelque chose d'extraordinaire : « C'est pas classique », « Les estivales »...C'est très bien. Le regret, dans ce genre d'événement, c'est que, on apporte, on donne, tant mieux, mais on ne réalise pas avec tout le monde, on ne concrétise pas avec tout le monde, on n'associe pas assez de gens. On n'est trop spectateur de la chose, on n'est pas acteur de l'événement. Et tous ces mouvements culturels, ils ne sont pas acteurs du mouvement. On est là, on va voir, c'est magnifique, « C'est pas classique ». C'est extraordinaire. Les Estivales, quand dans les 160 villages, on a deux trois spectacles dans l'été, tout ça, c'est très bien ! Il n'y a pas lieu de critiquer. En même temps, c'est quelque chose qu'on donne, et je pense que le lien population patrimoine et culture –culture dans tout le sens du terme- devrait faire que l'on puisse associer tous ceux qui sont les acteurs de tout ça.

FM- C'est un peu trop vertical ?

JV- Hé oui, un peu trop vertical.

Moi- Rapidement, une autre question assez concrète : est-ce que vous pourriez définir l'action d'Alain Frère...

JV- Alain Frère, c'est le vice-président à la culture dans le département. Au départ, c'est quelqu'un qui est spécialiste du cirque, Alain Frère. C'est quelqu'un qui depuis maintenant des dizaines d'années on peut dire –moi je ne suis élu que depuis 17 ans, je n'ai pas souvenir si avant il avait la culture mais au moins depuis 17 ans je le connais à la culture- c'est quelqu'un qui a tissé des liens avec tout le terreau culturel qui existe dans ce département. Je pense que dans la limite des moyens qui lui sont donnés et des pressions qu'il doit subir très souvent de la part de ses collègues au Conseil général, il ne réalise pas trop mal, moi je trouve, ce qu'il fait. Il reste toujours cette question -on va donner une subvention ou on va donner un spectacle- mais il reste toujours la question : qu'est-ce qu'on met en place pour faciliter les émergences, pour faciliter les développements. Il manque ce côté développement, des gens du terrain, des gens d'ici.

FM- Trouvez-vous des connexions entre vos goûts personnel et votre rôle d'élu ?

JV- Ça dépend, parce que ce qui est vrai c'est que, heureusement, on l'évoquait tout à l'heure concernant la communication, heureusement j'ai gardé un esprit critique très fort sur les choses que j'appréhende, que je vois. J'ai mon œil critique, mais pas de spécialiste, s'il faut je me trompe complètement, mais j'ai mon regard critique sur les choses. Après, en tant qu'élu...je pense que je pratique la culture moins en tant qu'élu qu'en tant que citoyen lambda...non non, je ne vois pas le rapport. La culture, ou elle a une vocation émancipatrice, ou alors elle est la reproduction de l'existant, et on n'est plus dans l'émancipation. Ça y participe peut-être un peu à l'émancipation, mais je veux dire, la culture, comme toute autre chose, elle doit être en évolution permanente. Autrement on est dans la répétition, dans l'existant. On l'améliore, il y a des façons différentes de l'appréhender. Mais non, au contraire, la culture, dans un peuple, elle doit permettre, parce que tout le monde est détenteur d'une possibilité culturelle qui lui appartient, on doit lui permettre de l'exprimer. Je ne pense pas que nous en soyons là actuellement, loin de là. Je pense que présentement en France depuis deux trois décennies, on a un retard culturel considérable. Il y a une grosse production littéraire, par contre mais après...On n'a plus, malheureusement, de production, quelque soit le domaine, qui provoque un peu un choc des idées. En tout cas je ne le sens pas ! On ne voit pas de débat autour d'œuvre, de confrontation. Souvenons-nous, au début du siècle dernier, la première peinture qui arrivait, elle était l'objet d'une confrontation incroyable ! Mais voilà, ça c'est des chocs qui se produisent, ça fait évoluer, dans un sens, dans un autre. Aujourd'hui tout est aseptisé, tout est marchandisé...c'est sans doute pour ça aussi. Une des finalités aujourd'hui de la culture, c'est bien sa marchandisation.

FM- Justement on voit dans les débats en conseils municipaux des questions sur : « Est-ce que c'est justifié que la ville de Nice achète telle ou telle œuvre, d'artistes contemporains pas forcément très connus ? »

JV- Ha moi je dis que oui. Ça c'est bien ! A la fois parce que quand c'est ton patrimoine, autant que ce soit toi qui l'ai et dans ta propre boutique, donc la ville en l'occurrence. Et en même temps, si c'est un créateur local, il est bien qu'il puisse s'exprimer dans sa ville aussi. Non moi ça, je n'ai pas de...bon, c'était les gens d'extrême droite qui râlaient, pas très étonnant. Je pense qu'on a un déficit, on le disait, d'esprit critique. On n'a plus de confrontation culturelle. Même dans le livre où il y a une grosse production actuellement, il y a du roman, beaucoup de roman mais ça ne participe pas à créer le débat d'idée...c'est un peu dommage.

Annexe 7 : Entretien avec François Laquière, Directeur de la mission pour l'inscription de la Promenade des Anglais au patrimoine mondial de l'Unesco

Jun 2016

FM- J'ai préparé une petite grille en trois parties : une première partie pour expliquer votre rôle en tant qu'acteur du projet, une deuxième partie sur l'organisation et les objectifs de la mission, les difficultés peut-être aussi, et puis après donner une perspective un peu plus générale. Est-ce que cela vous convient ?

FL- Oui, alors en terme d'objectifs, on est pas dans la situation d'une administration normale, qu'elle soit municipale, régionale ou au nom de l'Etat, puisque notre objectif est très limité, même si, on le verra, il se décline en sous-objectifs, mais enfin, l'objectif premier est très clair : c'est d'obtenir ...donc l'obtention, l'instruction, par l'UNESCO, vous savez ce que c'est, d'ambassadeur de la promenade des Anglais d'ailleurs, mais d'une grande partie de la ville de Nice sur cette fameuse liste du patrimoine mondial. Alors vous savez, c'est une procédure très codifiée. Au départ, l'idée c'était, pour l'Unesco, de dire que quelques que soit les différences culturelles, entre les pays, les continents même, puisque l'Unesco, vous le savez, c'est l'organisation des Nations Unies chargée de la culture, donc elle a une vocation universelle, qu'il y avait dans tous les pays, au départ c'était des monuments, mais disons des témoignages de la culture, qui avait une valeur universelle exceptionnelle, c'est-à-dire qui ne concernait pas que le pays dans lequel ils se trouvaient, que la civilisation à laquelle ils appartenaient, mais qu'il y avait une valeur pour l'ensemble de l'humanité. Toute cette idée, c'est le contraire du choc des civilisations, c'est l'idée de dire que dans leur diversité, les civilisations peuvent communiquer. Elles ont quelque chose en commun, il y a des trésors de l'humanité en commun. Les premières inscriptions, ça a été, comme vous vous l'imaginez, des choses très célèbres, comme les pyramides d'Egypte, la statue de la Liberté, enfin, les mêmes choses qui sont symboliques pour tout le monde, quelque soit la culture à laquelle ils appartiennent. Donc c'est le maire de Nice, qui a décidé de poser la candidature de la ville de Nice et il a confié le soin à Jean-Jacques Aillagon, donc ancien ministre de la culture, de piloter ce projet. Alors je vous réponds tout de suite sur l'aspect organisationnel parce qu'il est très simple. On est une très petite équipe. Jean-Jacques Aillagon est en quelque sorte le grand chef, l'inspirateur. A été créé par la ville de Nice une mission, une très petite structure, qui a vocation à accomplir une tâche très spécifique, et surtout limitée dans le temps, ce n'est pas quelque chose qui va se pérenniser. Donc obtenir cette inscription. Moi je suis le directeur, j'ai avec moi une architecte, j'ai un historien, et puis j'ai avec moi deux secrétaires, voilà. Et notre tâche alors, ça va être de mobiliser toute une série de compétences, d'historiens, d'historiens du patrimoine, d'architectes, pour amener à cette inscription à l'Unesco. L'inscription à l'Unesco, elle concerne quoi ? D'abord, il faut identifier ce que l'Unesco appelle une valeur universelle exceptionnelle au bien dont on demande l'inscription. Il ne suffit pas de dire « c'est très beau, c'est très célèbre, c'est très connu ». Non ! Qu'est-ce qu'il y a d'universel dans cette ville de Nice ? La réponse qu'on va tenter de donner est de dire qu'à Nice, il s'est passé quelque chose, disons à partir du milieu du XVIII^e siècle, la date de 1760, une date importante parce que c'est la publication, par Tobias Smolett, cet Ecossais qui est venu à Nice, de ses *Lettres sur Nice*, qui ont contribué à donner une image extrêmement positive de la ville, de son climat, de ses alentours, surtout à l'époque tous plantés de jardins. Et ce qui va se passer ici, c'est que, pour la première fois, dans l'histoire de l'humanité, va se développer ce qu'on va appeler la villégiature, c'est-à-dire des gens qui se déplacent, quittent l'endroit où ils habitent, et viennent séjourner pour leur plaisir. Ce qu'est important, parce que jusqu'ici, on se déplaçait, bien sûr, mais toujours pour l'utilitaire. Plus ou moins utilitaire. Ça pouvait être la guerre, en tant que soldat, ça pouvait être le commerce, la diplomatie. Mais ça pouvait aussi être des choses comme le thermalisme : on allait se soigner dans des endroits où on prenait des eaux. Ça pouvait être aussi, et c'est les Anglais qui avaient développé ce phénomène, se cultiver : le grand tour. Mais le grand tour, ce n'était pas le tourisme d'aujourd'hui,

bien sûr. Aujourd'hui, quand on fait du tourisme, on va voir aussi des monuments extraordinaires, mais là, ça ne concernait que les jeunes. Les jeunes hommes, en général, d'ailleurs, qui auraient plus tard des responsabilités à assumer, donc il fallait qu'ils se cultivent, et notamment qu'ils aillent voir les monuments de l'antiquité gréco-latine, et qu'ils aillent voir les chefs-d'œuvre de la renaissance. C'était un complément aux études qu'on pouvait faire. Et d'ailleurs, ce grand tour des Anglais n'était pas sans lien avec Nice, puisqu'ils allaient en Italie, en passant par la Suisse, en passant par la France. Et c'est là qu'ils ont été charmés par le climat de Nice, et le climat du Sud de la France, et c'est là que va naître, autour du milieu du XVIIIème siècle, vers 1760, cette habitude, anglaise, bien sûr pour les aristocrates, c'est-à-dire ceux qui avaient du temps et de l'argent, de venir résider à Nice, passer l'hiver à Nice. Alors c'est un phénomène qui ne concernait pas énormément de monde. A l'époque deux cents familles anglaises venaient. Mais vous savez, à l'époque, ces familles aristocratiques ne se déplaçaient pas toutes seules. Ils se déplaçaient avec des domestiques, les précepteurs. Enfin, ça faisait beaucoup de monde. Très vite, les Niçois...alors Nice était une ville, bon, ce n'était pas une ville si petite que ça, mais enfin, c'était une ville avec un port, certes, mais un port qui n'a jamais été un grand port. Un arrière-pays plutôt pauvre, disons-le. A part l'huile d'olive, c'était la grande richesse, il n'y avait pas grand-chose à Nice. Nice vivait un peu. Et très vite, les Niçois vont de rendre compte que ce séjour des hivernants, qu'on ne qualifiait pas encore de touristique -on parle de proto-tourisme, on était au début du tourisme, était une richesse économique pour la ville. Le chroniqueur Bonifaci, plus tard, au début du XIX, dit que deux cents familles anglaises qui viennent passer l'hiver à Nice, ça rapporte autant qu'une bonne récolte d'huile d'olive, ce qui était la richesse absolue à Nice à l'époque, l'huile d'olive. Donc va se mettre ici petit à petit en place, ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui une économie touristique. Et ça c'est quelque chose d'exceptionnel puisque le tourisme ne va pas cesser de se développer. Il va prendre différentes formes après, pour atteindre aujourd'hui 10% du P.I.B. mondial, c'est 10% de la richesse mondiale. C'est, je crois, un emploi sur onze, dédié au tourisme. C'est énorme. Et c'est surtout un secteur qui est en croissance absolue. 5,6% par an. Alors que l'économie en générale, comme vous le savez, aujourd'hui marque le pas un peu partout. C'est un phénomène, le tourisme, très important, pas toujours étudié, disséqué, comme ont pu l'être, par exemple, la croissance industrielle. Mais en fait, c'est un phénomène important, et notre thèse donc, c'est que Nice a été, si ce n'est le laboratoire, du moins a joué un rôle important dans la naissance du tourisme et dans ses mutations après. On voit toutes les mutations après. C'est-à-dire que le tourisme a commencé sous ses formes aristocratiques, en tant que tourisme d'hiver. C'était une époque où l'on appréciait surtout le bon air. Alors évidemment qu'il y avait l'aspect aussi thérapeutique. Je dis que c'était pour leur plaisir...c'était essentiellement pour leur plaisir mais il y avait un alibi. On venait à Nice pour se soigner, ce qui ne soignait pas tellement. Pour les tuberculeux, ce n'était pas très bon. Mais on avait toujours besoin de cet alibi, parce qu'on sortait justement d'une vision des choses où il ne fallait pas se déplacer pour le plaisir, pour rien. Fallait toujours se déplacer pour quelque chose. Mais en réalité, quand vous lisez les descriptions de Smolett et de ceux qui ont suivi, c'était véritablement pour le plaisir. Et puis vous savez que derrière, ils vont créer une vie mondaine, des belles villas, des jardins, des promenades, on y arrive : la Promenade des Anglais, 1830, qui va être construite. Ça c'était les débuts, et puis les choses vont se développer. Dans le courant du XIXème siècle, les moyens de transport s'améliorent. Date très importante, ça va être la mise en place du réseau de chemin de fer au niveau européen, donc, qui atteint Nice, comme vous le savez, en 1870. Et puis cette richesse va se diffuser, avec l'apparition de la société industrielle. C'est plus seulement les aristocrates, c'est aussi, disons, les gens riches, les gens qui ont gagné beaucoup d'argent avec l'industrie, avec le commerce, et qui vont venir à Nice. Et puis ça va continuer à évoluer. Après la Première Guerre mondiale, une série de mutations se produisent aussi dans ce domaine : c'est plus simplement le tourisme d'hiver qui est recherché, on découvre aussi les plaisirs du tourisme d'été, la mer chaude. On se baigne, on a un autre rapport au corps, on accepte de se dénuder. Vous savez qu'autrefois, bon, vous connaissez tout ça, on se baignait avec des grands...on se baignait d'ailleurs plutôt

dans des eaux froides pour des vertus thérapeutiques. Tout ça bascule, et le tourisme se diffuse. Alors plus encore après la Seconde Guerre mondiale, ça devient le tourisme, comme on dit, de masse. Alors, l'intéressant, dans tout ça, c'est que sur deux siècles, à Nice (on va prendre la période 1760 à 1960), on a une ville qui ne vit que du tourisme. Bon, il y a toujours un peu d'huile d'olive, mais le développement fantastique de la ville – la ville va atteindre 150 000 habitants, c'est énorme, de 20 000 à 150 000 habitants en un petit peu plus d'un siècle. Alors on a vu ça ailleurs, les villes ont cru partout en Europe, mais parce que se développaient dans ces villes des activités qui étaient le commerce, l'industrie, voire militaires, voire administratives (des capitales). Donc à Nice, il n'y a que le tourisme. Que le tourisme, et néanmoins, ça fait une très grande ville, 250 000 habitants, en à peine deux siècles. Et donc vous voyez que ce développement du tourisme, avec ses mutations successives, ça a aussi laissé des traces sur l'urbanisme de la ville, sur l'architecture, bien sûr. Un témoignage...parce que pour la candidature à l'Unesco, il ne suffit pas de raconter l'histoire, il faut qu'il y ait des traces de cette histoire. Et donc notre thèse, c'est aussi que le développement urbain et architectural de la ville de Nice retrace cette histoire. C'est en ce sens là qu'il a une valeur universelle exceptionnelle. On voit les différentes...là où nous sommes actuellement, la galerie des Ponchettes, on voit la première galerie qui est derrière nous, c'est 1787, je crois, ou 1777 même, avant la Révolution française. On crée cette galerie qui a surtout pour objectif d'être une promenade surélevée. Parce que vous savez qu'on se promenait sur les toits. C'est aussi très intéressant parce que c'est un témoin architectural de ce changement du rapport à la mer : donc on ne va pas tout de suite se baigner, avec tous les plaisirs de la mer – vous savez que jusqu'au Moyen-Âge, jusqu'au XVII^e siècle, la mer c'est plutôt quelque chose de repoussant, on y allait pour faire la guerre, pour pêcher, mais c'est pas quelque chose dans laquelle les gens bien allaient, et même, c'est pas quelque chose de beau à voir. On se détournait de la mer. Le cour Saleya, la première promenade de Nice, a été construite derrière les remparts, on ne regardait pas la mer. Donc vous voyez, on a cette transition avec les ponchettes et notre terrasse. Donc très très important, il n'en reste plus en Europe, à part en Italie : il y en a encore à Palerme. Il y a encore deux exemplaires au monde de cette promenade terrasse. Alors vous me direz, elle est fermée maintenant. Alors j'y viendrais, ce patrimoine il faut l'entretenir, le valoriser, il faut que la Ville de Nice réouvre la terrasse si nous avons la chance d'être inscrit sur cette liste de l'Unesco.

Depuis ces témoins du XVIII^e, jusque, disons, aux années cinquante, soixante, on a là tout un panorama d'architecture. Avec bien sûr une grande partie Belle époque, où se construit toute la ville de Nice qu'on connaît, outre Paillon bien sûr, puisque le Vieux Nice, vous savez, c'était ça. Il y avait quelques extensions déjà, liées au tourisme au XVIII^e siècle. Et puis surtout, c'est là que ça va se développer, en allant jusqu'à la gare, les Baumettes, les collines ensuite. Cimiez, bien sûr ! Très très important. Le Mont Boron. La ville se crée à partir de ses fonctions, que l'on peut appeler, pour simplifier les choses, touristiques.

Voilà, c'est ça notre affaire qu'il nous faut démontrer à l'Unesco. Alors il y a ce discours historique, qu'il faut faire. Il y a aussi, vous imaginez bien, une approche...il faut documenter, comme on dit de façon scientifique. C'est-à-dire qu'il faut montrer que dans la trame urbaine de Nice, la multiplication des jardins, la présence d'énormément d'hôtels, de villas, de châteaux...cette présence est attestée dans le patrimoine.

FM- Vous me parliez du périmètre...

JF- Oui, oui ! Enfin, le périmètre. Le périmètre, on ne l'a pas, ça viendra à la fin. Mais si on peut...je peux vous donner un document que nous avons fait. On l'a fait parce que l'inscription à l'Unesco, j'ai oublié de vous le dire, c'est pas directement la Ville de Nice qui peut la solliciter. C'est le gouvernement français qui instruit le dossier. Donc ça se passe comme ça. Le ministère de la culture tient à jour ce qu'on appelle la liste indicative de la France. C'est un certain nombre de dossiers dont le ministère estime qu'ils fonctionnent, qu'ils peuvent avoir une chance. Donc il faut qu'il sélectionne des dossiers

qui vont être inscrits sur cette liste indicative. Donc nous on a sollicité le ministère de la culture pour être sur la liste indicative. Le ministère a reçu notre dossier. Il ne l'a pas rejeté tout de suite, il a dit « bon d'accord, on va le regarder, ça paraît sérieux ». Et ça se passe concrètement : trois experts sont désignés, des spécialistes de l'architecture, du patrimoine, comme vous imaginez. A partir de là, le dialogue va s'engager entre nous et ces experts. Ils vont venir à Nice, plusieurs fois ils vont venir voir, ils vont dire « non mais attendez, ça montrez nous, les châteaux, les villas...dans quel état ils sont ? ». Les Ponchettes, va falloir leur expliquer que ce n'est pas très bien entretenu. De toute façon, ce qui je voulais vous dire pour terminer cette présentation, le dossier pour l'Unesco inclus bien sûr une documentation sur le patrimoine et sur l'histoire, mais aussi ce qu'on appelle un plan de gestion. C'est-à-dire qu'ils veulent qu'on leur explique quelles mesures on prend pour protéger, valoriser ce patrimoine. Parce que l'inscription sur la liste du patrimoine mondial, n'a aucun effet juridique précis, en elle-même. Parce que l'Unesco n'a pas pouvoir dans un pays de décréter ceci ou cela. C'est quelque chose de prestigieux, c'est quelque chose que si l'Etat n'entretient pas bien son bien...enfin, si le pays n'entretient pas bien son bien, le bien inscrit, l'Unesco peut le retirer. C'est arrivé, à l'Allemagne. Mais, en revanche, ce que l'Unesco attend, c'est que même au moment où l'on présente la candidature, on puisse montrer que toutes les mesures en droit national, en droit français pour le coup, ont été prises pour protéger et valoriser. Vous savez qu'en France on a toute une série de mesure, je ne vais pas toutes vous les citer, mais l'inscription aux monuments historiques, au titre des monuments historiques, la loi de 1913. Et puis, outre ces protections des monuments historiques qui concerne les bâtiments, isolés, si je puis dire, il y a la protection par zone. Parce qu'on estime que ce n'est pas les monuments un par un qu'il faut protéger, c'est, si vous voulez, une ambiance urbaine, un paysage. Un paysage culturel. Et donc il y a ce qu'on appelle les secteurs sauvegardés, donc Nice en avait un, mais uniquement sur le Vieux Nice, donc c'est un endroit qui n'est pas capital pour nous puisque le Vieux Nice c'est une autre chronologie du développement. Mais il y a aussi ce qu'on appelle les aires de valorisation d'architecture et du patrimoine. A Nice il n'y en avait pas et on va en créer une à peu près sur le périmètre qui sera soumis à l'Unesco. Ces aires de valorisation du patrimoine donnent le droit de contrôle sur les permis de construire, au ministère de la culture, à l'architecte des bâtiments de France. Donc c'est une protection forte. On ne peut pas démolir, on ne peut pas construire n'importe quoi. Le dernier élément, c'est que l'Unesco demande ce qu'ils appellent une approche comparative, c'est-à-dire qu'ils demandent que le dossier inclue l'analyse de la spécificité, du caractère spécifique du bien, par rapport à d'autres biens semblables. Parce que des villes, en bord de mer, qui sont touristiques, il y en a d'autres. Vous verrez que là, il y a une approche, mais je ne vais peut-être pas rentrer dans ces questions patrimoniales...

FM- Ça reviendra de toute manière dans l'entretien.

FL- Je vous laisse ça. Alors, cela étant dit, c'est une présentation un peu générale. J'ai répondu sur l'aspect structure, qui sommes, le fonctionnement. Le fonctionnement, bien entendu, en étroite relation avec les services de la Ville de Nice. La Vrap a été lancée à notre demande, donc ça c'est la direction de l'urbanisme, à la limite, qui va la faire, mais on est dans la commission aussi, qui s'occupe de ça. Avec les services du patrimoine. On travaille aussi avec les services extérieurs du ministère de la culture, avec la Drac.

FM- A ce propos, est-ce que vous pourriez retracer votre parcours professionnel, très rapidement ?

FL- Moi ? Il est très hétéroclite. J'ai d'abord été enseignant, puis j'ai douté de ma vocation. J'ai passé le concours interne de l'Ecole nationale de l'administration. J'ai travaillé comme administrateur à la ville de Paris, dans le domaine de la culture. C'est là que j'ai rencontré Jean-Jacques Aillagon. Mais à l'époque j'étais chargé de mission, seulement, auprès du directeur. C'était il y a fort longtemps. Et puis après j'ai fait autre chose. Donc j'ai travaillé avec lui au ministère de la culture quand il était président du

centre Pompidou. Le premier ministre, Juppé à l'époque, l'avais chargé d'organiser un grand festival, au niveau national, à l'occasion du passage à l'an 2000. J'étais secrétaire général de la mission qui s'est occupé de ça. J'ai occupé des postes aussi aux Affaires étrangères pendant une dizaine d'années, toujours dans le domaine culturel : conseiller culturel et directeur d'institut, en Allemagne, en Autriche et en Hongrie. Et puis je suis retourné, périodiquement, je ne suis pas resté dix ans aux Affaires étrangères. J'alternais les Affaires étrangères et le Ministère de la culture. J'ai été aussi directeur régional de Drac, au Ministère de la culture, en Corse et en Alsace. Voilà, pour faire simple. Donc vous voyez, il y a quand même une filière culturelle qui s'est imposée.

FM- Alors je suppose que vous devez être au courant : quelle est ou quelles sont les origines du projet d'inscription de la Promenade ?

FL- C'est difficile de répondre sur les origines. Je pense qu'il y a plusieurs réflexions qui sont à l'origine. Bien sûr, il ne faut pas se cacher que tous les maires, Monsieur Estrosi n'échappe pas, veulent le maximum pour leur ville. Ils pensent que c'est la plus belle, qu'elle est unique. Et vous imaginez que cette inscription sur la liste de patrimoine mondiale, elle est quand même extrêmement prestigieuse. C'est une reconnaissance. Je dirais, il n'y a pas mieux, en terme d'universalité. C'est les nations unies quand même. On vous dit, « voilà, ce n'est pas seulement beau pour les Français ou pour l'Europe, nous ensemble des nations, enfin, les représentants des nations, on dit que c'est quelque chose d'exceptionnel. » Donc c'est prestigieux, et puis derrière ce prestige, il y a des enjeux touristiques. Alors on peut se poser la question, est-ce que Nice, en termes touristiques, a vraiment besoin de ça ? Je ne sais pas. Pour certaines villes, par exemple le Havre -vous savez que la ville du Havre a été inscrite au patrimoine au titre de la reconstruction après une période de guerre. Bon, ça a fait exploser le tourisme. Avant, personne ne voulait y aller, les gens trouvaient plutôt ça moche. He bien maintenant, tous les bateaux de croisières qui vont dans les fjords norvégiens. Les opérateurs un peu partout, en Asie, aux Etats-Unis, les tours opérateurs, ils ont les yeux fixés sur la liste du patrimoine mondial. Croisière américaine ou touriste chinois, on les envoie parce qu'on dit : « vous voyez, c'est ce qu'il y a de plus beau sur la terre, vous ne verrez pas mieux ». Evidemment, en termes touristiques. Mais je pense qu'à Nice, l'enjeu est autre. Parce que cette ville, c'est vrai qu'elle a connu, comme je vous le disais, un tourisme très élitiste, très aristocratique. Bon, Nice reste une ville...ce n'est pas les gens absolument pauvres qui viennent à Nice, mais disons que le tourisme s'est un peu banalisé. Ce que viennent chercher les gens à Nice, bien sûr il y a cette atmosphère sympa, qui émane de cette ancienne ville, mais c'est surtout la promenade des Anglais, la plage. Et puis alors faire un petit tour dans le Vieux Nice pour la culture parce qu'il y a quelques églises baroques, un peu d'Italie, le côté un peu moyenâgeux. Mais il y a toute une partie du patrimoine de la ville qui n'attire pas les touristes et qui est demeurée méconnue, notamment, à mon avis, tous les magnifiques restes de cette ville d'hiver, de cette capitale d'hiver, comme on disait au XIX^e siècle. Les quartiers comme Carabacel, les quartiers comme Cimiez. Bien sûr les jardins, du Château, tout ça, ça fait partie de la Promenade, oui. Mais dans le centre ville, le quartier des Musiciens. Alors il y a eu des efforts. La ville de Nice a réhabilité cette promenade du Paillon, qui était à l'époque un des endroits importants, puisqu'il y avait encore des quais, il n'était pas complètement couvert. Mais ça, c'est tout à fait fidèle à l'esprit de ce qu'a pu être Nice à la fin du XIX^e, à la Belle époque. Mais vous voyez, je pense que si on avait des prescriptions, se mettrait en place une dynamique qui ferait de Nice pas seulement une ville qu'on vient voir pour se tremper, et c'est la Promenade...mais ça attirerait, je pense, une autre catégorie de touristes, plus exigeante, on pourrait dire. C'est-à-dire avec des gens qui ont envie de découvrir un patrimoine architectural par exemple. C'est pas le cas en ce moment. Voilà, à mon avis, c'est ça, les considérations qui ont poussé à la candidature.

FM- Est-ce que ça se situe dans la continuité, d'une part des grands axes fixés par Christian Estrosi dans le domaine de la culture et du patrimoine pour la ville de Nice ?

FL- Je crois que oui, c'est lui qui l'a décidé, donc...Mais si vous voulez, pour faire simple, je crois que c'est maintenant...la Ville de Nice a fait beaucoup pour le patrimoine de la vieille ville, vous le savez. Vous n'avez pas connu, mais dans les années 1970, c'était un coupe-gorge, la vieille ville. Dès les années quatre-vingt, il y a des choses qui ont été faites. Maintenant, il s'agit de prendre conscience qu'il y a un autre patrimoine, le patrimoine de cette ville d'hiver. Et pas simplement la vieille ville et deux-trois grands axes (Promenade, Paillon). Il y a aussi des choses à découvrir à Cimiez, au Mont Boron. C'est ça l'objectif. Et ce patrimoine évidemment, ça présuppose, et ça, ça présuppose un effort de la municipalité. Je vous parlais de ce fameux plan de gestion : ça suppose qu'on mette de l'argent, des immeubles à restaurer. Les Ponchettes, par exemple, sont à restaurer. Il y a toute une série de témoignage...de villas. Alors vous savez que ces villas, on en a beaucoup démolies. Une des pièces les plus remarquables, le Château de Valrose, bon Dieu soit loué, il existe, il n'a pas été démoli. Mais enfin, le parc a un petit peu été ravagé par la construction pour l'Université, dans les années soixante, de ces bâtiments qui ne sont pas magnifiques. Arrêtons là la densification et la construction un peu n'importe comment à la périphérie, sous prétexte que c'est un patrimoine...Le patrimoine du XIX^e n'était pas pris au sérieux. Mais à Nice comme ailleurs. On disait, ben voilà on casse. Il y a des tas de trucs qu'on a cassé. Regardez le Palais de la Méditerranée. La démarche Unesco implique de dire maintenant on arrête, on fait attention, c'est ce patrimoine là qu'on va valoriser.

FM- J'ai une question justement là-dessus : est-ce que les dommages subis par la Promenade, avec les démolitions, notamment du Rhul, peuvent représenter un obstacle à l'inscription ?

FL- Oui, en tout cas, c'est une faiblesse.

FM- Est-ce que ça peut être argumenté comme quelque chose qui fait partie de l'histoire patrimoniale ?

FL- Ben voilà. Comme je vous disais, par définition, le tourisme c'est un mouvement dynamique, avec des modes, qui n'a pas cessé d'évoluer sur le plan économique, sur le plan sociologique, sur le plan des goûts et qui reflète les engouements, les modes, la société à un moment donné. Qui reflète aussi les évolutions économiques, sociologiques profondes : le passage à la société industrielle par rapport à la société féodale, aristocratique. Tout ça, on le voit. On a, à Nice, démolie pour reconstruire. On déplore la démolition du Rhul, mais c'est vrai que pour construire le Rhul, on a démolie un hôtel qui existait avant, qui était l'hôtel des Anglais. Sur la Promenade des Anglais, on a construit de très beaux immeubles, qui méritent incontestablement, jusque dans les années cinquante, on a construit des immeubles d'une grande qualité. C'est vrai que pour les construire, on a démolie des villas, qu'il y avait auparavant. Alors c'est sûr, on pourra argumenter ça : qu'il y a un dynamisme, qu'on ne peut jamais figer. Et vous savez qu'aucun patrimoine n'est intègre, nulle part. Forcément, les villes...Je vous parlais du Havre, là ils ont de la chance, c'est récent, puisque c'est la période, en gros, 45-65 qu'ils ont reconstruit. Et c'est une partie limitée du centre ville. Et même là, dans les années quatre-vingt, ou dans les années soixante-dix, on a confié à d'autres architectes, qui ont construit d'autres choses. On a modifié l'hôtel de ville dans les années quatre-vingt. Donc il n'y a jamais de patrimoine intègre. Mais disons, pour résumer, à Nice, il était temps, quand même qu'on s'occupe de ce patrimoine. A mon avis, on peut tenir un discours et soutenir qu'il y a des paysages culturels urbains, comme dit l'Unesco, qui, encore, sont tout à fait spécifique et de grande qualité. Mais c'est vrai qu'il faut d'abord les protéger, il faut faire attention. D'où cette avap, comme je vous disais. On arrête de faire n'importe quoi et de densifier.

FM- C'est un héritage politique aussi, des années Médecin.

FL- Oui, politique et peut-être qu'au-delà de Médecin il y avait, il y a eu, un peu partout en France : on a construit des barres, on a construit. Mais c'est vrai que là, il y a eu un moment dangereux pour Nice. Le père, Jean Médecin, était très conscient de la

nécessité de préserver attractif de Nice. Il ne voulait pas d'industrie, il ne voulait pas d'université, il ne voulait pas que la ville se développe trop, parce qu'il savait bien que ça allait changer son visage et image. Je pense que ce qui attirait les touristes, c'est une ville agréable, beaucoup d'espaces verts, des villas, des palmiers, des hôtels. Bon, le fils Médecin, c'était une autre époque. Jacques, c'est vrai qu'il avait voyagé, il avait les Etats-Unis en tête. C'était l'époque de l'expansion, les années soixante, les trente glorieuses. Donc il était très content quand IBM s'est installé à Valbonne, quand l'université est arrivée. Et puis les rapatriés sont arrivés, il fallait les loger, il fallait construire. Bon, ça c'est certain, ça ne sera pas des quartiers qui seront dans le périmètre. Ce qui est triste, c'est que Nice alterne des choses remarquables, des témoignages de l'époque que sont les petites villas. L'abbaye de Roseland, qui est très belle, mais qui ne sera pas utilisée dans une démarche Unesco parce qu'elle est entourée d'immeubles épouvantables. Alors voilà, il était temps ! Si on voulait faire quelque chose, c'était le bon moment. Et inversement, la démarche Unesco, pour nous, en terme de communication, c'est intéressant, comme un projet comme ça peut modifier les attitudes. La Ville de Nice était réticente à faire une avap, parce que c'est vrai qu'en terme économique, les avap parfois les investisseurs ne sont pas contents, quand on leur dit « non, là vous ne pouvez pas détruire, vous ne pouvez pas vendre ». Les propriétaires non plus : « pas question de vendre votre villa et de démolir l'espace vert pour faire un immeuble qui vous aurait rapporter beaucoup d'argent...ben non, ça n'est pas possible, c'est fini ». Donc on peut comprendre qu'un maire soit réticent. Mais le discours qu'on a tenu, c'est un levier formidable, parce qu'il suffit de dire : on vous met l'Unesco ? Bon, il faut l'avap. Si pas d'avap, pas d'Unesco. C'est comme ça qu'on l'a fait voter par le conseil municipal, à l'unanimité d'ailleurs. Bon, les temps étaient peut-être arrivés, on n'aurait peut-être pas pu le faire il y a dix ans. Mais ça c'est intéressant de voir qu'un grand projet comme ça, avec un titre prestigieux à la clef, permet de faire des sacrifices, et disons, de répondre à un certain nombre d'arguments, qui sinon, s'avèrent rédhibitoires.

FM- J'avais vu une intervention du maire qui parlait de dimension fédérative.

FL- Oui, dans ce sens là, parce que finalement, tout le monde se rend compte que ça sera bon pour la ville, même les ...que les appartements prendront de la valeur, qu'un peu plus de touristes viendront. Que même le tourisme sera un peu plus étalé : même les gens qui veulent voir l'architecture de Nice pourront venir dans des mois creux, au mois de novembre ou en janvier, en plus ici il fait beau. C'est pas la plage qui les intéresse, donc voilà. Tout ça c'est incontestablement bon pour l'économie. Et puis alors ça peut avoir une portée fédérative : vous avez vu l'exposition qu'on fait en bas. C'est ce que nous a demandé le maire dès le début. De ne pas rester enfermés comme des moines enfermés dans nos petites boîtes avec nos dossiers les Niçois. Alors notre première initiative, ça a été cet appel à documents, à souvenirs, pour montrer que même les lieux comme la Promenade, qui ne sont pas en fait les lieux où les vieilles familles niçoises...c'est quoi, le Vieux Nice, et puis une maison dans les collines...la Promenade, c'est pour les étrangers. Hé bien quand même, les Niçois se l'approprient ! On vient se faire photographier en famille. C'est un autre rapport que pour les touristes. Rares sont les Niçois, il faudrait faire une enquête -bon il y en a bien sûr qui habitent sur la Promenade- mais c'est pas là ...c'est plutôt pour les gens qui viennent de l'extérieur. Mais même avec cette ville nouvelle, qui a été créée pour les autres, il y a un rapport affectif et assez fort avec elle, de ce que montrent ces photos. On vient sur la Promenade. Donc ça, on va continuer à le faire. D'ailleurs, depuis qu'on a ouvert cette exposition, il y a des tas de gens qui viennent pour proposer leurs photos, donc on va continuer à les collecter sur notre site internet. Et puis on fera d'autres petites expositions comme ça, qui permettront à la population de participer, en traitant notre sujet sous des angles parfois un peu exotique, mais qui sont intéressants. Par exemple, le fait que ce tourisme hivernal a été très lié au développement des activités sportives, et notamment l'automobile. Vous savez que l'histoire de Mercedes Benz est très importante. J'ai été au musée Mercedes de Stuttgart où il y a des tas de choses sur Nice. Parce que c'est de Nice qu'est venu ce nom de Mercedes. La firme s'appelait Daimler Benz, c'était le nom des deux ingénieurs qui ont commencé à fabriquer ces voitures, et

il y avait un concessionnaire, à Nice, avant la guerre de 1914, qui s'appelait Emil Jellinek, qui est enterré ici, au cimetière du Châteaux, et qui a demandé qu'on fabrique une voiture pour courir le rallye Nice – la Turbie. Ils ont développé un modèle spécifique, auquel il a donné le nom de Mercedes, et qui a gagné la course. La firme a pris ça comme un argument de marketing. Mercedes, ça sonnait mieux que Daimler Benz, et ils ont fait un contrat avec Jellinek, qui a été signé à Nice. Une firme a été créée qui s'appelait Mercedes Benz. C'est ici que ça s'est fait, à Nice. En plus, c'était important pour l'histoire de la frime parce qu'il se vendait énormément de voitures à Nice. Sans ce débouché qu'il y avait à Nice et aux alentours de Nice, la firme aurait eu du mal à démarrer, parce qu'en Allemagne, ils ne vendaient pas énormément de voitures, à l'époque. Ça c'est très amusant, parce que c'est ici que se retrouvait l'aristocratie européenne, donc les gens riches, les financiers. Donc Nice et l'automobile, c'est une retombée. Bon, il y a ça aussi à Monaco.

FM- Peut-être, récemment, dans la même perspective, le musée national du sport. Est-ce qu'on peut dire que...

FL- Non, je ne pense pas, parce que ça a été sur d'autres considérations. Enfin, non, Nice a toujours été une ville qui...puisque'il y avait les régates, il y avait un tas de compétitions sportives. Le vélo : Paris – Nice. Et puis tout ce qui s'est développé depuis, c'est sûr. Donc voilà, on traitera des choses comme ça. Et puis si on obtient, ce que j'espère, l'inscription sur la liste indicative de la France, ça veut dire qu'on pourra être sérieux, légitimé par le ministère de la culture. Là, il faudra passer à une seconde vague de communication. On lancera peut-être une ? de soutien à la candidature de Nice. On fera un comité de soutien, avec, vous imaginez, des personnalités bien niçoises, Max Gallo.

FM- Est-ce que la démarche est un peu similaire, ou peut rentrer en résonance, avec celle de Nice capitale européenne de la culture 2013 ?

FL- Il y a toujours un dossier qu'il faut préparer, mais sur le contenu, ça sera différent. J'ai assisté un peu au montage du dossier « Capitale européenne de la culture ». C'est des critères très différents, qui sont pris en compte. Ce n'est pas la même universalité puisque c'est européen. Et puis les critères sont peut-être encore moins clairs et moins évidents que l'Unesco. En tout cas, ce n'est pas aussi formalisé, puisqu'on ne sait pas trop ce que...Il faut vraiment que la ville ai un dynamisme culturel mais l'Union européenne, enfin, la commission de l'Union européenne qui désigne la ville, prend en compte des raisons très politiques, très bizarres. Par exemple, quand moi j'y étais, c'était pour 2012, je crois, j'étais Drac en Alsace et j'ai vu naître la candidature de Strasbourg, je l'ai vraiment encouragée, en plus, en tant que Ministère de la culture. C'est quand même Strasbourg, l'Europe, le parlement européen, les relations entre la France et l'Allemagne. Il y avait des choses à dire. Mais il se trouve que l'Union européenne, à l'époque, était très intéressée par le dialogue avec la Méditerranée, le Sud, donc Marseille a été jugé plus convaincante. Parfois, il y a des villes aussi qui sont objectivement en crise. Le fait que Glasgow ai été choisie, c'était en plein cœur de la crise des chantiers navals. Vous savez, Glasgow était en situation...avec beaucoup de chômage. Et la ville de Glasgow avait décidé qu'elle pouvait quand même sauver son image en développant une politique culturelle très hardie. Ça avait plu.

FM- On peut dire quand même que ça se situe dans cette même dynamique, de changement d'image ?

FL- Oui, je pense. Ça donnera à Nice une image plus patrimoniale, moins le soleil, la mer, les palmiers. Un peu plus patrimoniale : l'histoire, l'architecture, l'urbanisme. Un tourisme plus exigeant, plus intellectuel, un peu plus cultivé que les gens qui viennent pour la plage, les pans bagnats et les discothèques. Ça sera un tourisme un peu plus culturel. Il y a ça à Nice, il y a déjà des choses qui se sont développées avec un certain nombre de musées, mais ce n'est pas encore un tourisme patrimonial.

FM- Il y a aussi ces grandes expositions avec des thématiques transversales ?

FL- Oui, ça fait partie un peu de la même chose.

FM- Est-ce qu'axer l'argumentaire, pour l'inscription sur la liste de l'Unesco, sur le tourisme, ça ne met pas le tourisme au cœur de l'identité niçoise ?

FL- Il y est ! Alors c'est compliqué, parce que je vous le disais, l'abbé Bonifaci, il disait, c'est notre avenir. C'est ce que Jean Médecin disait, qu'il ne voulait pas d'industrie, pour ne pas, justement, embêter les touristes et embellir la ville. Il y est ! Il est même au cœur de l'accroissement de Nice. C'est le tourisme qui a fait Nice. Mais en même temps, c'est vrai que pour les Niçois. Le professeur Castella, qui est un vieux Niçois, m'a dit : « mais pour autant, pour nous, c'est une aliénation ». Bien sûr que c'est une aliénation, bien sûr. Alors il y a eu justement...bien sûr, tout cela a eu des effets, tout ce que je vous disais de l'époque de Jacques Médecin où on disait : d'un côté on préserve le Vieux Nice, parce que ça, c'est l'identité niçoise, incontestablement (les églises baroques). Et puis il y a toute cette grande ville qui a été faite pour les étrangers. Et finalement, pour nous, qui a été faite pour gagner de l'argent, c'était tout simplement économique. Alors on casse, on reconstruit, on casse, on reconstruit, selon les modes...on s'en fiche, c'est comme ça, c'est l'économie. Le patrimoine c'est le Vieux Nice. C'était un peu ça. Mais en même temps, les Niçois sont assez fiers de quartiers comme Cimiez, du Mont Boron, des espaces verts, de la Promenade des Anglais. L'exposition le montre : on vient aussi se faire photographier. Rien n'est simple, il y a toujours des contradictions. Mais je crois que quand même, maintenant, le moment est venu de faire attention à ce patrimoine. Ça serait très dommage de le voir disparaître. Bon, c'est vrai que les Niçois ne le voient pas trop ce patrimoine. Moi-même, j'ai vécu à Nice dans ma jeunesse. J'ai été Boulevard Carabacel. Je me disais « il y a beaucoup de voitures, c'est moche ». Mais toute la colline de Carabacel est exceptionnelle. Cette densité d'anciens hôtels, de villas, d'immeubles résidentiels de qualité, c'est quelque chose d'exceptionnel. Ils méritent d'être protégés.

FM- Toute à l'heure on parlait de la participation des Niçois. Donc il y a les photos...

FL- Oui, il y a les photos, et puis il y a autre chose dont je ne vous ai pas parlé, c'est qu'en partenariat avec le CUM, on fait une série de conférences. Vous avez peut-être vu, ça a commencé l'année dernière, ça continue cette année. Il y en a une après-demain, sur Nice et le cinéma. Parce que oui, je ne vous ai pas dit : dans les critères de l'Unesco, il y a ...Il y a une liste de critères de l'Unesco. Il faut rentrer dans certains critères pour être ...Nous on en a retenu trois. On prend le critère 2. Il dit : Témoigner d'un échange d'influence considérable pendant une période donnée, dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture, de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création des paysages. Bon, ici, on se trouve à la croisée d'influences très très différentes : italienne, anglaise, mais aussi avec cette fréquentation par les élites européennes, des architectes d'origine russe. Dikansky. On a eu des palais...les styles sont très très éclectiques, sont très différents. Il y a le fameux exemple des fresques qu'on voit sous les toits à Nice, dans certaines maisons. Des bordures peintes sous la toiture. Ça c'est intéressant, ça a été apporté par les maçons italiens. Ils le faisaient au départ pour des maisons qu'ils construisaient pour eux, reléguées d'ailleurs un peu dans les vallons. Mais la technique a été trouvée tellement intéressante, elle a été adoptée par des riches hivernants qui se faisaient construire des villas à Nice et à Cimiez. Et on trouvait ça sur la Promenade. Et on trouvait ça extraordinaire. Bon, donc il y a eu des échanges, il y a eu ce développement urbain. On retrouve ici un mélange d'influences turinoises. Il y a eu un effort de développement urbain planifié harmonieux à Turin, puisque c'était la capitale du Piémont Sardaigne. Ça se voit, c'est très régulier, des rues qui se coupent à angle droit, des grandes artères, des places. Et le roi a souhaité au XIX^e étendre à toutes les villes du royaume, donc Nice. Et ce qui est très intéressant, c'est que ça n'a pas marché, nulle part. Ni à Chambéry, puisqu'il y avait évidemment la Savoie, ni dans les villes aujourd'hui italiennes, du Piémont. Mais Nice, oui. Et pourquoi ça a marché à Nice ? C'était à l'époque où justement ils disaient : « deux cents familles anglaises, ça nous rapporte plus que la récolte des olives ». Ils avaient compris que l'embellissement de la ville, c'était un capital

extraordinaire. Et qu'il fallait garder ça, pour attirer les touristes. C'était à l'époque d'ailleurs où ils ont commencé...bon, il y avait eu la Promenade, qui n'était pas une initiative de la ville de Nice, comme vous le savez, mais qui a été très vite reprise par la ville de Nice. Il y a eu aussi l'initiative de créer le parc de la colline du Château, à l'époque. Puisque cette colline du Château, vous savez que c'était l'ancienne citadelle, détruite par les Français, qui était longtemps restée un champ de ruine. Et c'était domaine militaire, piémontais. Et vers 1820, la municipalité de Nice a écrit au roi, en disant donnez-nous, donnez à la ville de Nice ce terrain pour qu'on l'aménage en espace vert, parce que c'est pour le tourisme. Donc c'était toute cette logique. Ce qui est triste, c'est qu'il y a eu...alors autant les Ponchettes, on peut dire que c'est plutôt italien, cette promenade surélevée, autant la Promenade elle-même, c'est le modèle britannique, de Briton, qui a été créé à la même époque. Alors il y avait la fameuse « Jetée Promenade », le casino de la jetée Promenade -vous êtes au courant de ça- qui a été détruit pendant la guerre. C'était typiquement un modèle britannique, qu'on retrouve dans les villes de la Mer du Nord et de la Manche, comme Dinard. Bon, il n'existe plus. Et puis après, il y a le style international qui s'est développé, avec les grands palaces. Il y a les villas. Là, c'est de tout : on trouve du style colonial, on trouve...Il y a un éclectisme. Mais c'est l'accumulation de tous ces styles qui fait quelque chose. Donc voilà, on a le critère deux. On a le critère, si je me souviens bien, quatre : « offrir un exemple éminent de type de construction d'ensemble architectural, technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significatives de l'histoire humaine ». Voilà, où l'on dit, une période significative de l'histoire humaine, c'est le siècle pendant lequel le tourisme est né, dans une toute petite élite, et s'est développé petit à petit pour devenir un phénomène de masse. Bon, vous me direz, ça s'est vu ailleurs. Oui, mais pas sous la forme d'une très grande ville, parce que souvent les stations balnéaires sont restées de très petites villes. Et puis il y a une chose intéressante aussi, c'est que Nice a été imitée. Par exemple, quand les Autrichiens, avant la Première Guerre mondiale, ont créé une station balnéaire sur les bords de l'Adriatique, Abbazia, ou Opatija, qui est maintenant en Croatie. Mais ça a été créé par le directeur de la compagnie de chemin de fer du Sud, qui desservait le Sud de Vienne. Il a dit : « je veux faire un autre Nice ». c'est ce qu'il a dit, c'est-à-dire ce modèle. D'abord, il a choisi un lieu qui ressemblait à Nice, qui ai une situation de riviera, c'est-à-dire la montagne qui est très proche de la mer et qui détermine un climat assez clément, assez doux en hiver. Donc on choisit un climat qui ressemble à Nice, et puis on essaye d'attirer un public raffiné, aristocrate. Très important, toujours -c'est ce qui a lancé Nice d'ailleurs- le fait que les membres de la famille royale britannique viennent, et puis après les têtes couronnées. La recette était la même. Ils ont dit « hé bien voilà, on va inviter l'empereur d'Autriche bien sûr ». Et c'est ça qui a lancé Abbazia, un peu comme Nice. Idem pour les Russes, à Yalta. Les Russes venaient ici mais justement, mais ils se sont dit « voyons chez nous, est-ce qu'on ne pourrait pas faire quelque chose ». Ils ont choisi la Crimée, qui a les mêmes caractéristiques : relief de riviera, c'est-à-dire montagneux, climat privilégié. Et puis on fait venir la famille royale, qui séjourne, ça crée une sorte d'émulation. Les grandes familles aristocratiques se font construire des villas, on construit des beaux hôtels. Donc dans ces deux endroits...et même Miami, s'était lancée comme « american riviera ». Le terme de riviera s'est développé dans le monde. Maintenant ça ne veut plus rien dire. Il faut qu'il y ait quand même : la montagne proche de la mer, un climat privilégié en hiver, de l'eau bien chaude en été, et puis un peuplement un petit peu luxueux. Bon, maintenant on parle de riviera de ceci, de cela, mais à l'époque du tourisme de masse, ça n'existe plus de fait. Et ce concept de la riviera, il est bien né...enfin, Nice l'illustre. Il y a bien les riviera italiennes, et puis Cannes, vous vous doutez, mais enfin, la grande ville, c'est Nice. Cannes est jeune.

FM- Justement, Cannes propose aussi un projet d'inscription de la Croisette et des îles Lérins à l'Unesco.

FL- Oui, à mon avis, c'est là leur tort. C'est qu'il ne faut pas courir deux lièvres à la fois. C'est-à-dire que la Croisette et les îles Lérins, ça n'a rien à voir. Il faut une thématique. Alors, le fait de dire « nous on a tout » : le témoin du développement des premiers

ordres monastiques en Europe, avec le monastère des îles de Lérins jusqu'à la modernité du cinéma. Ça, on nous avait dit à l'Unesco et au Ministère de la culture, ça on n'aime pas. Parce que beaucoup de villes en France se disent : » tiens, on a un dolmen dans un coin, puis de belles œuvres architecturales du XXe siècle...voilà ». Nous, par exemple, on ne parle pas de Cimiez. Très accessoirement comme lieu de visite mondaine des hivernants, mais c'est pas ça.

FM- Est-ce qu'il n'y a pas une mise en concurrence des deux projets, du coup ?

FL- Vous savez, on fait notre dossier et puis on verra. Qu'ils fassent le leur et puis...

FM- Est-ce qu'il y aurait pu avoir une synergie possible ?

FL- La seule synergie possible, mais pas qu'avec Cannes, ça aurait été de faire une candidature -et ça existe- de la riviera franco-italienne. De Porto Fino à Cannes, ou un peu plus loin. D'ailleurs, la difficulté, c'est de la délimiter exactement, parce qu'il faut aller jusqu'où ? Jusqu'à Hyères ? Mais bon, on n'est pas partis comme ça. Mais c'est vrai que ça aurait du sens. Ça aurait eu du sens. Mais bon, c'est lourd aussi à gérer. Vous imaginez, toutes les administrations municipales de pays qui pilotent. Mais c'est possible.

Voilà, et je voulais vous parler d'un troisième critère, pour en revenir à notre travail de communication et d'association de la population. Il y a un critère six qui dit : « le bien doit être directement ou matériellement associé à des événements ou à des traditions vivantes ». Bon, tradition vivante on pourrait parler du Carnaval. Mais surtout : « des idées, des croyances, ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle ». On a la chance ici de la présence de personnalités éminentes dans le domaine...Nietzsche est le premier qui vient à l'esprit, a écrit une partie de *Zarathoustra* à Nice. Nietzsche a une signification universelle exceptionnelle. Idem pour Matisse. Il y a quelques artistes : Berlioz...Et là on est en train de creuser : on se rend compte que le nombre d'écrivains, le nombre de prix Nobel qui ont séjourné, qui ont travaillé à Nice est immense. Il y en a beaucoup. Il y en a qu'on connaît, il y en a qu'on ne connaît pas. J'en découvre tous les jours. Les Russes : Gogol est venu, Tchekhov est venu, Tolstoï est venu à Nice. On ne le savait pas. La liste est très...il y a deux Niçois. Enfin deux, non, l'autre n'est pas ...Vous avez Le Clezio. Modiano n'est pas niçois mais enfin, Nice joue un rôle important dans son œuvre. Et alors ça, ça alimente, j'y reviens les conférences qu'on fait au C.U.M.. Donc on voudrait mettre un coup de projecteur là-dessus. Bon, c'est plus franco-français. Et donc jeudi, il y a une conférence au C.U.M. sur Nice et le cinéma. Et on va continuer. Il y en aura une sur les écrivains hongrois. Parce que Nice a quand même été très importante, on ne le connaît pas bien en France, mais qui ont séjourné à Nice, écrit à Nice. Des choses qu'on ne sait pas. Moi-même qui ai vécu en Hongrie cinq ans...c'est ce qui m'a donné l'idée de regarder. On trouve Allemands, Autrichiens. La liste est très très significative, et très intéressante. Et ça, ce critère six, l'Unesco dit bien « ça ne peut pas être le seul critère ». Il faut qu'on le combine avec un autre. Ça ne suffit pas, de regarder tous les gens qui sont passés ici et qui ont créé de belles œuvres. Mais ça renforce.

FM- Et là aussi c'est générateur d'une démarche auprès du public ?

FL- Oui, par les conférences. Par les conférences de l'Unesco. On pourrait faire, mieux faire connaître à un niveau niçois toute cette attractivité qu'a eu la ville pour de très grands écrivains européens.

FM- J'aurais encore une petite question, si vous avez le temps.

FL- Oui, oui, allez y !

FM- Est-ce que, de ce que vous constatez, cet enjeu, ces problématiques, ces thématiques sont mobilisatrices pour les Niçois, auprès des Niçois ?

FL- Oui mais il faut savoir comment leur vendre l'affaire. Si on parle de l'Unesco, ces histoires de patrimoine, vous imaginez bien. Mais le recueil de photos, par exemple, marche très bien.

Annexe 8 : Entretien avec Christine Martin, Conseillère municipale adjointe à la culture de Dijon

14 octobre 2016

FM- Pouvez-vous retracer votre parcours professionnel, politique, les motivations de votre engagement politique ?

Bien sûr. D'accord, alors on va essayer de faire vite parce que ce n'est pas l'objet même de l'interview. Alors je m'appelle Christine Martin, je suis adjointe déléguée à la culture, à l'animation et aux festivals auprès du maire de Dijon et j'ai commencé ma vie politique, on va dire, en tout cas au sein de la municipalité, en 2008. De 2008 à 2014, j'ai fait un premier mandat avec François Rebsamen, dans lequel je m'occupais de tout ce qui était culturel hors établissements culturels, et à partir de 2014, j'ai la globalité du champ culturel sur la ville, c'est à dire aussi bien les associations que les grands établissements. Quand je dis grands établissements, ça veut dire les musées, le conservatoire, le réseau des bibliothèques, les deux régies autonomes que sont La Vapeur et l'Opéra, et je préside ces deux régies autonomes. Et puis tout champ associatif, tout champ culturel du contrat urbain de cohésion sociale. Enfin, bref, depuis 2014, je ne sors plus de ce bureau. Non je blague ! Quant à ma vie professionnelle, depuis 1996, je suis rédactrice, graphiste et webmaster dans une coopérative qui s'appelle l'Alternative Economique, que vous connaissez peut-être, qui est un magazine d'économie. Je vais vous montrer un exemplaire. Et j'ai travaillé encore avec eux et pour eux de 2008 à 2014, mais en 2014, compte tenu de l'étendue de la délégation que j'avais, j'ai fait ce qu'on appelle une suspension de contrat de travail, c'est à dire que je fais toujours partie des effectifs de la coopérative, je vais toujours aux assemblées générales, et qu'a priori, après mon mandat, je peux retrouver mon emploi. Mais aujourd'hui, je ne suis plus payée par la coopérative et je n'y travaille plus, parce que ça me semblait assez compliqué de mener de front la grosse délégation que l'on m'avait confié et continuer à faire un peu de travail pour Alter Eco. Donc j'ai choisi d'arrêter ça. Et si vous me demandez quel est le parcours politique que je peux avoir, j'ai commencé par le syndicalisme en fait. Mes premiers engagements ont été syndicaux : j'étais déléguée du personnel et déléguée syndicale d'Alternatives Economiques. Dès six mois après mon embauche en 96, parce que ça doit être le délai légal, j'ai pris ces fonctions là, enfin j'ai été élue, au sein de la coopérative pour être déléguée du personnel et déléguée syndicale, mais mon engagement syndical datait de bien avant : j'ai eu une carte dans un syndicat bien avant d'avoir une carte politique. Voilà. Et je suis venue syndicalisme parce que j'ai un moteur qui peut sembler banal mais qui est la lutte contre les injustices. En fait, ça semble simple, mais c'est pourtant les fondamentaux qui m'ont et me font m'engager. Et quand j'étais en entreprise, ça a commencé par ma propre expérience évidemment, de voir comment on pouvait être maltraité ne m'a pas plu, et j'ai pris une carte dans un syndicat. Et j'ai mené deux de mes employeurs aux prud'hommes, et j'ai gagné mes prud'homme. Ça me faisait penser, dire qu'il n'y a pas de fatalité, et que dans certains endroits en tous cas, le combat peut apporter des résultats très concrets. Et donc ce qu'il m'était arrivé pour moi, j'ai souhaité le...comment dire ? Le faire partager à d'autres, en me disant que si on arrive à se fédérer et à lutter pour que ces droits soient reconnus, et ne serait-ce qu'appliqués, le simple code du travail ou la convention collective, ça peut marcher. Voilà. Et ça, ça a été mon moteur. A la suite de ça, j'ai pris ma carte au Parti Socialiste, en 2005. Donc j'y ai mis le temps de la réflexion parce que, je ne vous ai pas donné mon âge, mais je suis née en 61, et en 2005, j'avais quarante quatre ans. Donc vous voyez, c'était un long parcours quand même, avant d'arriver à m'encarter dans un parti quel qu'il soit. Sachant que ce qui a été mon moteur à cet endroit là aussi, c'est un peu le même mouvement que quand je me suis syndiquée, c'est de me dire aussi « c'est bien de gueuler à l'extérieur, c'est peut-être mieux d'agir à l'intérieur » et de prendre des responsabilités militantes, en agissant pour que ces idées puissent être à un moment à l'œuvre, et pas simplement en disant « ceux d'en face, c'est des gros débiles »...enfin voilà. Je fais court, mais vous comprenez l'idée. Et je crois que depuis ma prime jeunesse,

j'ai été engagée. Chez moi, la politique, dans ma famille, elle avait beaucoup d'importance même si elle ne se disait pas, ou pas toujours. On a attendu pour la dire que je sois jugée être en âge de comprendre par mes parents, mais je savais très bien, au fond de moi, que mes parents étaient de gauche. Ça ne faisait pas de doute, mais on ne le disait pas. Après, on a beaucoup débattu de ça, les élections en 81 de Mitterrand, c'était la première fois que je votais pour une présidentielle. Quand Mitterrand a gagné, j'ai appelé mes parents et je savais bien qu'au bout du fil, ils allaient être aussi heureux que moi.

FM- Vous êtes d'origine dijonnaise ?

CM- Pas du tout ! Je suis née à Dijon mais je suis originaire d'un village à côté de Saint Jean de l'Aune, pas très loin d'ici, à trente kilomètres, en Côte d'Or, et aujourd'hui, j'ai la tristesse de voir que tout ce fameux canton de Saint Jean de Losne – vous pourrez regarder les résultats aux élections, est en train de se transformer en un nid du Front National. Et ça, ça me percute énormément. J'aurais pu ajouter aussi que mes engagements, ils ont toujours été, que ce soit quand j'étais étudiante, voire même lycéenne, contre les idées d'extrême droite. Ça a toujours traversé mon parcours, même si ce n'est pas en 2002, comme certains d'entre nous, que j'ai pris ma carte à la suite du deuxième tour de l'élection présidentielle avec Le Pen et Chirac. C'est toujours une lutte qui pour moi est extrêmement importante et aujourd'hui, je me dis que, pour rejoindre le propos de votre questionnaire, que il serait peut-être temps quand même que l'on arrête les constats et puis qu'on passe à l'action sur ce genre de problèmes. Parce que le FN, il ne date pas d'hier, ses idées, elles ne font que croître, et sur certains territoires comme les territoires ruraux ou périurbains, elles croissent parce que, peut-être, les partis dit classiques, et je parle du mien aussi, je parle du part socialiste, n'ont pas su être assez présents sur ces territoires là. Et aujourd'hui, on a du mal avec ce qu'on appelle le renouvellement de la classe politique, mais je pense qu'à certains endroits, on a rien fait pour que cette classe politique se renouvelle, et aujourd'hui on a des maires ou conseillers départementaux de villages, ou petites communes qui finissent par être très âgés, et je sais que demain, quand eux lâcheront leur mandat, ça va être extrêmement compliqué de voir ces villages ne pas basculer du côté obscur de la force – je le dis comme ça. Parce que il y a quand même...le sentiment qui domine chez les électeurs du Front national, c'est un sentiment de non prise en compte, d'abandon, de « ils font les trucs que pour eux mais ils ne se préoccupent pas de nous ; ils s'en mettent plein les poches et nous on est laissé pour compte ; nous sommes dans la difficulté, nous ça va bien ». Et « eux », ça va être un ensemble assez flou dans lequel on met en grande partie tous ceux qui représentent les partis politiques plus classiques, on va dire. Quoique le Front National, c'est un parti politique totalement classique, qui reprend des idées qui viennent d'assez loin ; alors si le classicisme c'est l'histoire, l'histoire de l'extrême droite en France, elle est quand même assez longue. Voilà. Mais c'est drôle comme on arrive, à travers des personnes ou à travers des slogans à laisser imaginer qu'on est tout neuf. Je trouve que la mémoire politique et historique en règle générale n'est pas à très long terme. C'est grosso modo une mémoire de poisson rouge, parce qu'il faut se rappeler de ce qu'a été la France avec les Croix de Feu, avec La Roque. Et tous ces gens là, c'est quand même un peu les descendants de cette histoire. Parenthèse refermée, elle était longue. Je ne sais pas si vous en avez assez sur ce qu'est mon engagement.

FM- On y reviendra peut-être toute à l'heure si on a encore le temps.

CM- Je vais me permettre de vérifier l'heure parce que j'ai une réunion avec le maire dans vingt-cinq minutes.

FM- Ha oui, on va faire vite alors. Est-ce que vous pourriez présenter les enjeux et les missions de votre délégation ?

CM- Décliner en matière culturelle le programme de Monsieur le Maire. Les adjoints ne sont pas cause d'eux même. Les adjoints sont là pour en œuvre une politique. Alors ils peuvent être force de proposition : faire des propositions au maire et à l'ensemble de la majorité qui pourraient...comment dire... aller dans le sens de ce qu'est la politique municipale. Mais ils sont là pour décliner cette politique. C'est à dire, déjà, répondre aux points du programme qui font partie de leur délégation. Quand vous montez un programme pour les municipales, vous avez un paragraphe « Culture » dans lequel vous avez déjà un certain nombre d'item. Votre boulot dans les cinq ans qui suivent l'élection, c'est déjà de mettre en œuvre ce que a été proposé là. Ensuite de ça, vous pouvez très bien avoir des idées particulières qui n'étaient pas celles qui étaient affichées dans le programme mais qui vont contribuer à cette politique là. Je prends un exemple très concret : de 2008 à 2014, le maire de Dijon avait un programme en matière de politique culturelle, avec des éléments qui étaient très concrets, et moi je suis arrivée avec un projet qui n'avait absolument pas été noté et qui n'était pas neutre, puisque ça a été – je ne sais pas si vous connaissez ce lieu- la construction, au sens strict du terme, et l'installation du pôle jeune public, la Minoterie avenue Jean Jaurès. Ça ce n'était pas prévu mais ça a fait sens pour le maire et le maire a accepté de débloquent des crédits qui étaient assez importants quand même, alors qu'ils n'étaient pas prévus, pour la construction de ce bâtiment là, et la réhabilitation de la Halle Bonnotte dans laquelle se trouve la Minoterie. Et donc dans les fonctions, vous avez également tout ce qui est représentation du maire etc., mais ça, mais ça vous le connaissez par cœur. C'est à dire qu'à chaque fois qu'il y a un endroit qui correspond à votre délégation où le maire ne peut pas être, c'est vous qui y allez pour le représenter. Et puis il y a...comment dire...faire vivre cette politique culturelle. Parce qu'il ne n'agit pas que de remplir des petites cases, il s'agit aussi de trouver les moyens de les remplir et de faire quelque chose, en tout cas pour la ville de Dijon, qui correspond à ...Comment expliquer ça clairement ? Quelque chose qui soit très local et qui corresponde, ou qui...si, qui corresponde aux Dijonnais, et puis quelques chose aussi qui soit très rayonnant puisque Dijon est la capitale de la grande région Bourgogne France Comté. Ça c'est la nouvelle donne. Treize villes en France repérées sur l'échiquier comme étant capitales régionales, il va falloir aussi travailler dans ce sens là, et beaucoup travailler dans ce sens là. Avec une spécificité sur ce mandat, c'est les deux classements qu'ont au titre de l'Unesco, le premier pour les climats de Bourgogne, qui ont été classés au mois de juillet. Donc là avec un secteur sauvegardé qui a été classé patrimoine mondial. Qu'est-ce qu'on dit du patrimoine à cet endroit là ? Comment on le fait vivre ? Et de l'autre côté, le classement du repas gastronomique des Français et la cité de la gastronomie qui va voir le jour a priori en 2018, au plus tard début 2019. Donc là aussi, en tant qu'adjointe à la culture, je ne peux pas ignorer les grands enjeux qui aujourd'hui se tournent vers Dijon, ville de gastronomie, Dijon, ville de patrimoine lié à la culture vinicole etc. etc. Je me dois de travailler avec les acteurs ou avec les établissements aussi dans ce sens là. Ça ne veut pas dire que tout doit être fait autour de vin et de gastronomie mais ça veut dire qu'il faut essayer quand même de prendre en compte cet aspect là des choses dans ce qu'on va réussir à décliner. Ça ne veut pas dire que demain, à Dijon, il ne sera plus question que de vin et de gastronomie.

FM- C'est quelque chose qui est plus tourné vers le tourisme ?

CM- Bien sûr ! C'est extrêmement important. Et c'est aussi une volonté que nous avons de faire que les Dijonnais s'approprient leur ville et en soit...le dijonnais est quand même relativement fier à la base de sa ville, mais peut-être que le fait d'être identifié, reconnu au niveau international par ces classements là, et en tout cas le classement Unesco, le dernier classement Unesco au titre du patrimoine mondial et des paysages culturels fait que les Dijonnais vont être encore plus moteur. Parce que pour moi il y a une chose essentielle. Au titre de ma délégation à la culture, je siège aussi au conseil d'administration de l'Office du Tourisme de Dijon, et ce que je n'arrête pas de dire dans cet endroit là, et les professionnels du tourisme en sont bien d'accord, c'est que les premiers ambassadeurs de leur ville, ce sont les habitants eux-mêmes. Et que pour que

ces habitants, ces Dijonnais soient fiers, invitent leur famille, et quand ils vont à l'extérieur dire au combien leur ville est belle, il faut avoir une politique quand même très inclusive dans laquelle ils aient aussi l'impression de se retrouver. Je dis toujours que quand on est adjoint à la culture -je ne vais parler que de moi, les autres...voilà, je ne vais pas me permettre de parler pour mes collègues en charge d'autres délégations- mais quand on est adjoint à la culture, on n'est pas là pour se faire plaisir. Ça serait beaucoup trop simple. Si j'avais voulu me faire plaisir, j'aurais ouvert une galerie d'art, un label...Mais je suis là aujourd'hui pour mener une politique qui permette aux habitants de la ville d'avoir envie de participer, envie d'aller à la découverte, que chacun puisse dire du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, quelque soit le quartier où il habite que...Ben par exemple les musées, ce sont des établissements qui sont à eux et pour eux, d'où cette politique de gratuité qui a été menée par François Rebsamen dès son premier mandat. Mais ce n'est pas parce que les choses sont gratuites que les gens participent ou viennent...et lié à cette politique de gratuité, j'attache énormément d'importance à toute une politique d'éducation artistique et culturelle et de médiation. Parce que ce n'est pas parce que vous ouvrez les portes que les gens vont se précipiter. En général, le fait que les choses soient gratuites fait que les insiders, ou en tous cas ceux qui participent déjà à la vie culturelle vont participer encore plus

, et quand ils auront une demi heure, ils vont venir au musée plutôt que d'aller en ville, ou que sais-je. Moi, ce qui m'intéresse, c'est que ceux qui ne sont jamais allés au musée puissent y aller parce que déjà le frein financier est levé, mais aussi parce qu'on va, à travers des actions particulières, leur dire que cet endroit leur appartient, et que ce n'est pas réservé à une élite ou à des gens qui seraient très bien informés, ou beaucoup mieux qu'eux. C'est simplement un endroit où ils peuvent aller pour profiter des richesses de la ville. Mais tout cela, c'est un joli discours, et pour que ce joli discours se mette en œuvre, c'est vraiment pas simple. Parce que quelque soit le travail mené en matière d'éducation artistique et culturelle, vous le savez très bien, c'est vraiment un effort permanent. Et quand j'entends – tout à l'heure nous avons parlé de notre opposition- cette politique de gratuité, elle a été mise en place également dans le réseau des bibliothèques municipales puisque les abonnements sont gratuits aujourd'hui. Et quand j'entends une opposition dire « mais combien ça coûte et qu'est ce que ça rapporte ? », je me dis que l'enjeu, il n'est vraiment pas là. Ça coûte certes un peu, mais ce que ça rapporte, ce sont des lecteurs qui sont libres, même si l'inscription était peu coûteuse, libres de se rendre à la bibliothèque pour emprunter des livres, des disques, des DVD, lire des revues ect. Et encore une fois, l'idée c'est de se dire, ce premier pan là de difficulté est levé, à nous de travailler le reste.

FM- Donc pour vous, c'est un enjeu démocratique fondamental ?

CM- Fondamental. Pour moi, la culture c'est –ça peut être tarte à la crème de dire ça, mais je dirais que l'éducation et la culture, c'est la base de tout. C'est la base de tout, c'est ce qui permet de combattre les ignorances, les replis sur soi. C'est ce qui permet l'ouverture, et la construction de citoyens qu'on dit éclairés. C'est ce qui vous permet de porter un jugement, de travailler ce jugement, de vous confronter aux autres, à l'Autre. Pour moi c'est ça. Je suis complètement engagée, convaincue par le fait que plus vous avez une population, en règle générale, qui pratique les arts ou qui s'intéresse aux arts, plus vous avez des gens qui participeront, dans leur globalité, à la vie démocratique de la cité. Parce que l'un ne va pas sans l'autre, au bout du bout. Les premières choses que l'on va attaquer, si l'on est dans un régime dit totalitaire, d'une manière ou d'une autre, c'est justement l'expression et c'est justement la culture : c'est les bouquins, ce sont les œuvres d'art, ce sont...c'est la censure qui va modeler une société à l'image de ses dictateurs. Et la censure elle va s'appliquer, comme ça a été le cas à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale où on raptait toutes les œuvres dans les musées, dans les collections et qu'on les enfermait, qu'on raptait les bouquins etc. Pour moi, l'évidence c'est que le fondamentalisme, l'extrémisme, le totalitarisme...on peut parler aussi de Daech aujourd'hui. A chaque fois, c'est la culture qu'on va attaquer, l'art qu'on va

attaquer. Et si cette culture et cet art n'était rien, on les laisserait dans leur coin, il n'y aurait pas de problème.

FM- Justement, est-ce que vous pourriez me parler de la place de l'art contemporain à Dijon ?

CM- Alors il y a une volonté qui est celle de François Rebsamen –et la mienne- de voir l'art contemporain de plus en plus présent dans la cité et d'avoir une véritable politique d'installation de l'art contemporain dans la ville. Pendant des années et des années, vous avez eu l'installation de statues un peu partout, de sculptures, ect ect. Et aujourd'hui, ce qui est puissant à regarder et à voir, c'est que l'installation d'une œuvre quelle qu'elle soit dans l'espace public pose toujours débat et question. Quels sont les enjeux de démocratie à cet endroit là ? C'est extrêmement compliqué. Est-ce que vous êtes dans le participatif permanent ou est-ce que vous êtes dans l'accompagnement du participatif ? Je m'explique : la ville, son maire, a des volontés d'installation d'œuvres d'art : vous avez, je ne sais pas, « Le Jardin de poche » de Didier Marcel devant les Galeries Lafayette qui a fait couler beaucoup d'encre, et vous avez le Gloria Friedman vers la place François Rude, demain vous aurez sans doute une autre œuvre place du théâtre, et il est reproché de faire sans l'avis des Dijonnais. Moi je pense qu'à certains endroits, il faut prendre des décisions et faire jouer ce qu'on appelle la démocratie représentative. Vous avez été élu, et il n'y avait pas de mystère sur la création d'un parcours d'art contemporain dans la ville, par le biais d'implantations nouvelles d'œuvres d'art dans l'espace public. Donc ça, c'est les prérogatives qu'on vous a confiées en vous élisant. Maintenant, je pense qu'il y a manière aussi, comme on l'a fait avec la commission de quartier centre ville et une œuvre de Marc-Camille Chaimowicz qui a installé...c'est un papier peint, une fresque, je ne sais pas si vous la connaissez, qui est installée rue Crébillon. En fait, Marc-Camille Chaimowicz a rencontré les membres de la commission de quartier et a travaillé avec eux sur ce qui allait se passer. Donc je pense qu'il est important, à certains moments, de proposer aux habitants de participer au processus. Mais pas en disant « allez-y, on va mettre une œuvre d'art, qu'est-ce que vous voulez ? ». C'est pas tout à fait ça la vie. Si à un moment donné, vous avez envie de structurer l'espace public avec des œuvres contemporaines, il faut peut-être aussi faire des propositions parmi lesquelles les habitants pourront choisir. Et il ne faut pas penser que les habitants sont plus débiles ou moins experts que ne le seraient les dirigeants d'un centre d'art. A un moment donné, ils sont aussi leurs propres envies, expertises et ils sont particulièrement capables de s'approprier une œuvre, même complexe, qui sera installée dans l'espace public, parce qu'ils en auront porté le choix. Je pense que c'est à cet endroit là qu'on doit être aussi dans la participation. Ce n'est pas « dites moi ce que vous voulez » ; c'est « voilà ce qui pourrait être »...en travaillant avec l'architecte des bâtiments de France, en travaillant avec des experts. En les mettant vraiment, en mettant par exemple les membres des commissions de quartier, vraiment en situation de faire un choix qui soit pertinent. Et un vrai choix. Pas seulement « ha c'est joli ». Un choix qui soit argumenté et étayé. Et je pense qu'il ne faut jamais sous-estimer, mésestimer ce que peut être l'intelligence et la clairvoyance des habitants. Jamais ! Je pense seulement qu'à certains endroits d'expertise, il y a besoin d'un dialogue et d'un accompagnateur pour que les choses se fassent de bonne manière. Tout ne se vaut pas.

FM- Ces questions d'art contemporain ont posé débat dans le débat municipal.

CM- Bien sûr ! Bien sûr ! Enfin...Au sein de l'opposition, en fait, pas tellement. C'est marrant, comme ça n'a pas été tellement discuté. Mais c'est le mandat précédent, si je ne me trompe pas dans la chronologie. Puisque l'installation du Sempere Virens de Gloria Friedman et du Jardin de Poche de Didier Marcel, c'était à la fin du mandat 2008-2014 de François Rebsamen, lors de l'ouverture piétonne de la rue de la Liberté. Et donc ils ne sont pas revenus à la charge, je crois, là-dessus. Il y a eu récemment une seule charge de l'opposition sur -je ne sais pas si vous avez vu ou entendu parlé de ça- le

bâtiment des tanneries N°2. Vous savez que l'espace autogéré des Tanneries à été déplacé et que les occupants ont été relogés ailleurs dans un bâtiment qui a été financé par la ville de Dijon, en collaboration avec les occupants des Tanneries qui font des travaux etc etc. Et sur la façade de ce bâtiment, il y a une fresque qui a été peinte par des graphistes, et notre opposition municipale lors du dernier conseil -ils ont même fait un communiqué de presse que vous pourrez retrouver facilement- a exigé que le maire de Dijon demande aux gens des Tanneries de repeindre à leurs frais toute la façade parce qu'ils l'avaient dégradée avec la fresque. Voilà, on en est là, hein. Donc François Rebsamen s'est retrouvé avec en mains la photo de la fresque des Tanneries lors du dernier conseil municipal, pour défendre les esthétiques urbaines. Ce qui est très drôle. Mais aujourd'hui vous avez l'impression que le monde entier découvre le street art alors que qu'il est dans les galeries. Il serait temps. Mais des discussions...je pense que si demain une autre œuvre s'installe dans l'espace publique, on va avoir des discussions. C'est une évidence. C'est une évidence. Mais je n'irai pas jusque dans la caricature. Je pourrais y aller avec le Front National mais pas, enfin je ne pense pas, avec l'opposition UMP-UDI. Je pense qu'il pourrait y avoir des discussions sur le patrimoine, justement. Parce que le patrimoine, c'est forcément les vieilles pierres, d'accord. C'est pas le patrimoine industriel, c'est pas l'immatériel. C'est les beaux hôtels particuliers, ce sont les belles églises, ce sont...enfin vous voyez ce que je veux dire. Et là on peut nous dire, on peut entendre des critiques sur « le patrimoine dijonnais vous le vendez, vous le bradez, le patrimoine dijonnais se dégrade etc etc. » C'est plutôt à cet endroit là. L'histoire, ça serait histoire versus modernité ou contemporanéité. Mais les enjeux différents, ils sont à cet endroit là me semble-t-il. Alors que quand on est dans une...Dijon a par exemple vendu des hôtels particuliers, des endroits qui nous appartenaient, et moi ce que je vois aujourd'hui c'est que ces endroits là ils sont entretenus et ouverts au public. Je pense par exemple à la maison des cariatides, ça a soulevé des tollés quant au mandat précédent cet endroit là a été vendu, et aujourd'hui c'est un restaurant, ceux qui vont dans ce restaurant profitent de l'espace, ceux qui passent devant voient que tout le bâti est entretenu, alors qu'auparavant c'était un lieu un peu compliqué, un peu sombre dans lequel s'établissait une association qui s'appelle Icovil, que vous connaissez sans doute. Je pense qu'aujourd'hui il est bien mieux pour ce patrimoine là d'abriter ce restaurant que d'abriter jadis l'association Icovil. Il y a des moments où il faut être en capacité de se dire que les choses, si elles sortent du giron de la ville, elles seront mieux valorisées qu'elles ne le sont par la ville elle-même parce qu'on n'a pas les moyens d'entretenir, clairement, tout le patrimoine de la ville. Parce qu'il y a un patrimoine...alors on peut parler du patrimoine historique, mais le patrimoine de la ville c'est aussi des milliers de mètres carrés associatifs, les écoles, les gymnases ect ect. Donc à un moment donné, il faut savoir ce qu'on fait, comment on le fait, et si on le fait bien. Il est évident qu'on a une politique de restauration/rénovation qui est énorme puisqu'on est en train d'entreprendre la deuxième phase de rénovation du musée des Beaux Arts. Ce palais là, quand on aura fini cette deuxième tranche qui va se terminer en 2019, il aura été, dans la partie du musée, entièrement rénové alors qu'il ne l'avait pas été depuis...je ne sais pas, les années soixante-dix peut-être. Il y a forcément des choix à poser sur ce que vous faites et comment vous employez les deniers publics. Enfin voilà, je ne sais plus quelle était la question...

FM- Sur l'art contemporain, mais ce n'est pas grave.

CM- Sur l'art contemporain, il peut y avoir des objections, mais jusqu'à présent, il n'y a honnêtement pas eu de grands débats. Je pense que le prochain grand débat sera à l'installation d'une œuvre contemporaine dans l'espace public.

FM- A propos de patrimoine, selon vous l'héritage des cinq mandats de Robert Poujade dans ce domaine, du secteur sauvegardé, quel est-il ? Quel est son impact aujourd'hui ?

CM- Ben écoutez, il faut reconnaître les choses : on n'arrête pas de s'enorgueillir d'avoir un secteur sauvegardé extrêmement important. Ce secteur sauvegardé, et ce qu'il

représente, sont aujourd'hui classés avec les Climats de Bourgogne au patrimoine mondial de l'Unesco. Je ne vais pas vous dire que Robert Poujade avait mal fait ce qu'il avait fait. Il l'avait très bien fait. Le problème des trente ans de mandat de Robert Poujade, il se situe ailleurs. C'est-à-dire qu'à un moment donné, j'ai l'impression qu'il a arrêté l'évolution de la ville, et il a consacré beaucoup beaucoup d'argent à construire son Auditorium. Ce qui est bien, aujourd'hui on a une très belle salle. Mais le financement de cet équipement là, a obéré de manière assez importante, a empêché de manière assez importante la création d'autre chose. Robert Poujade était...comment dire...on est vraiment dans la caricature droite et gauche dans cette histoire là, avec le patrimoine. Poujade et son secteur sauvegardé très bien. A côté de ça, le plus petit centre dramatique national TDB, logeait dans une église, le parvis Saint Jean, 280 places, et à côté, un auditorium réservé à la musique et au lyrique, 1600 places, construit de toutes pièces. Qu'est-ce que ça veut dire ? ça veut dire qu'on avait...qu'à l'époque on s'est dit : « les gauchistes, on va les coller à l'église et puis comme ça ont sera tranquilles...tient, on a une église désaffectée, on ne sait pas quoi en faire, si on y mettait un centre dramatique ». Enfin, c'est pas tout à fait ça, parce que ça a été labellisé après. Mais mon problème aujourd'hui en tant qu'adjointe à la culture, c'est de rattraper le temps perdu, qui ne se rattrape jamais. Et je suis heureuse de pouvoir dire qu'on a un joli secteur sauvegardé, et j'aimerais qu'aujourd'hui on ne soit pas encore en train de résoudre des problématiques de lieux parce que on n'a pas les lieux nécessaires pour accueillir un centre dramatique dans de bonnes conditions. C'est quand même assez particulier. Je ne vais pas dire que Poujade a tout mal fait. Il a accepté en 1995, d'ouvrir dans un ancien entrepôt agricole, une salle pour ceux qui faisaient de la musique amplifiée, à l'autre bout de la ville dans un quartier qui, à l'époque...Stalingrad, il n'y avait rien. Aujourd'hui, je suis contente de voir qu'on a trouvé les moyens nécessaires pour rénover aussi cet endroit là, en même temps que le musée des Beaux Arts. Je trouve ça assez intéressant comme clin d'œil de l'histoire. Mais voilà, Poujade avait certainement une politique extrêmement intéressante en matière de patrimoine historique, mais on peut aussi se questionner sur un patrimoine dont je vous parlais juste avant, celui des écoles, dont certaines n'avaient pas été rénovées depuis plus de vingt-cinq ans quand François Rebsamen est arrivé. Il y a l'affichage, et il y a la réalité des choses et a un moment donné, ça se questionne tout ça, ça se questionne. Aujourd'hui on est ville d'art et d'histoire, demain on sera très certainement cité historique, tout dépend de ce que va faire le nouveau label, de ce que ça veut dire exactement. Le fait qu'on soit classé au patrimoine mondial de l'Unesco veut dire aussi que la ville de Dijon va être soumise à des devoirs, qui moi m'arrangent bien, quelque part. Parce que il est important de conserver le patrimoine en bon état. Enfin je ne sais pas comment vous dire...de permettre cette transmission là. On n'est pas propriétaires des lieux. Ce n'est même pas les Dijonnais d'aujourd'hui, ou les Français d'aujourd'hui qui sont propriétaires des lieux. C'est quelque chose qui s'inscrit dans une histoire bien plus longue que la notre, et a un moment donné, il faut permettre à ce patrimoine de poursuivre son existence et de témoigner à travers les siècles. Mais c'est valable pour des...quand on parle de patrimoine, on pense palais, églises ect...C'est valable aussi pour le patrimoine industriel, pour des façades intéressantes, pour de boutiques. L'ancienne directrice du musée de la vie Bourguignonne, Madeleine Blondel, je ne sais pas si vous connaissez ce lieu, elle n'a eu de cesse à un moment donné de récupérer des boutiques qui allaient être démolies ou qui n'étaient pas forcément classées, dont les façades n'étaient pas forcément classées, pour les remonter à l'intérieur de son musée de la Vie Bourguignonne et faire cette rue des boutiques qui est absolument merveilleuse. S'il y a un truc à retenir dans ce musée de la vie Bourguignonne, c'est cette espèce de reconstitution là, qui est sommes toutes assez intéressante et réussie, et qui parle d'un patrimoine qui est sans doute moins noble aux yeux de certains que peuvent l'être des hôtels particuliers. C'est d'ailleurs assez drôle de voir à quel point on s'appesanti sur les hôtels particuliers ou sur les édifices religieux et à quel point on s'appesanti moins sur ce qui serait moins noble, c'est-à-dire le passé industriel ou le passé commerçant. Et le patrimoine il est en évolution permanente ! Quand on parle de patrimoine, ce qui est drôle c'est qu'on a toujours l'impression que ça doit être vieux, ça doit être daté. Mais

aujourd'hui l patrimoine continue à se constituer, continue à évoluer, continue à se modifier, à se créer, à...Une statue ou une œuvre installée aujourd'hui dans l'espace public et créée avant-hier, elle est tout autant du patrimoine qu'une maison à pans de bois de la rue Verrerie. Je ne sais pas si vous voyez les notions que j'essaye d'aborder ici.

Annexe 9 : Entretien avec Yves Bertheloot, ancien conseiller municipal adjoint à la culture de la Ville de Dijon,

Octobre 2015

FM- J'aimerais commencer par une petite partie biographique, ensuite continuer sur votre témoignage d'acteur et puis si vous pouviez aussi partager vos réflexions sur ces questions là.

YB- Oui, oui.

FM- Si vous pouviez commencer par retracer votre parcours professionnel et politique.

YB- Professionnel ou politique ? Plutôt politique...

FM- Les deux...comme vous voulez !

YB- Simplement, on peut déjà commencer par le parcours politique, enfin, parcours d'élu, disons. Puisque je suis élu depuis 1989, enfin, élu...je ne le suis plus, mais j'ai été élu depuis 1989, avec François Rebsamen. On a fait deux mandats dans l'opposition, et on a gagné les élections municipales en 2001, et j'ai fait deux mandats dans la majorité du coup. Premier mandat comme adjoint à la culture, je n'étais pas en charge du patrimoine puisque c'était mon collègue Jean-Pierre Gillot. Et puis deuxième mandat, culture et patrimoine, mais la culture plutôt partie patrimoniale, c'est-à-dire les musées, les bibliothèques, la Vapeur, l'Opéra. Et Christine Martin s'occupait plus de l'animation et des associations. Sinon, professionnellement, j'ai fait des études de droit. J'ai travaillé un peu dans la politique comme assistant parlementaire de Roland Carraz, et puis après j'ai créé une société de régie publicitaire qui travaillait essentiellement auprès des collectivités locales...que j'ai arrêté en 2008 lorsque nous avons été réélus pour un deuxième mandat. Et puis en 2014, je ne suis pas reparti aux élections, avec plusieurs : avec mon collègue Gérard Dupire, qui était adjoint aux Sport, avec ma collègue qui était adjointe au commerce international. Pour laisser un peu la place, il faut renouveler, donc c'était normal. Il y en a qui n'étaient pas d'accord, qui n'ont pas voulu partir, mais moi j'avais fait deux mandats, ça allait parfaitement. C'était ce sur quoi on s'était engagés de toute manière. Je ne dis pas que c'est pas sans regret, parce que on a l'impression de ne pas être allé au bout à la fin d'un mandat et il y a toujours, toujours des choses qui ont été mises en place, comme la rénovation de la Vapeur : c'est moi qui ai lancé le projet, le sujet. Et puis il y a celui de la rénovation musée des Beaux-Arts. La Vapeur, c'est la salle de musique actuelle.

FM- Et quelles ont été les motivations, les circonstances de votre engagement politique ?

YB- Oh, ben, j'ai commencé à m'intéresser véritablement à la politique à l'université. J'étais plutôt gauchiste dans les mouvements trotskistes, et puis assez naturellement, j'ai adhéré au parti socialiste...avant l'élection de François Mitterrand, un petit peu avant 81, je ne sais pas si c'est 79 ou 80. Et puis je suis devenu secrétaire de section à Dijon, et puis j'ai travaillé avec François Rebsamen, et naturellement, en 1989, il a été candidat en tête de liste aux élections municipales. Il a gagné largement. Il y avait deux autres candidats, dont Claude Patriat. Et puis voilà, c'est parti comme ça. Et alors moi, dans l'opposition, c'était par affinité, par intérêt, je me suis intéressé aux affaires culturelles, à la culture de manière général, parce que j'étais un acteur culturel. Enfin, j'étais pas dans des associations ou des structures, mais en tant que spectateur. Je m'intéressais beaucoup à la vie culturelle dijonnaise. Et c'est comme ça que naturellement en 2001, je suis devenu adjoint à la culture. C'était une suite, disons, logique.

FM- Alors est-ce que vous pourriez me parler de vos missions lorsque vous étiez adjoint à la culture ? Les nouveaux chantiers, les missions...

YB- Oui, j'ai plus trop en tête maintenant 2001, parce qu'on a eu un chantier ambitieux. La ville de Dijon était une ville assez endormie sur le plan culturel. Il a fallu réactiver tous les réseaux associatifs...enfin, pas les réactiver mais renouer de nouveau le dialogue avec elle parce que ça a été difficile sur la fin avec Poujade, et Madame Curtil Faivre, qui faisait un bon boulot, n'arrivait pas à obtenir ce qu'elle voulait de la part de l'ancien maire. Et donc on s'est mis en chantier, on a fait des assises de la culture, qui ont été assez déterminant, avec la rédaction d'un livre sur un projet culturel pour la ville. Enfin, d'un livre...c'était pas un vrai livre, c'était un texte. Et ces assises ont eu un grand succès parce que toutes les associations culturelles de la ville étaient présentes, je pense...oui oui. Et ça a été vraiment un déclencheur. Après, on s'est lancé, donc, dans la réalisation de projets plus ambitieux en terme d'investissement. Il y a eu la création d'un Zénith. Encore que je ne sais pas si c'est vraiment un établissement culturel ou pas, mais enfin, en tout cas il manquait une salle à Dijon, de cette importance, pour accueillir, disons des spectacles de variété mais pas que. Donc ça a été le premier, premier gros chantier, en terme d'investissement. Je vais continuer sur l'investissement, parce que après je vais partir dans tous les sens. En terme d'investissement, un deuxième énorme chantier, ça a été le lancement de la rénovation du musée des Beaux-Arts, qui en avait bien besoin. Un musée qui était resté dans son jus depuis les années cinquante, en gros. Il n'y avait pas eu de grosses choses engagées dans ce musée, qui est très riche, qui est situé dans un lieu assez unique. On a véritablement commencé les études...à son premier mandat, c'est clair. Et la première phase véritable de ce chantier, c'est celle qui est pas visible, c'était la construction de réserves, au Nord de Dijon. Réserves très performantes qui permettent de...parce qu'il faut savoir qu'il n'y avait pas de réserves dans ce musée, les réserves étaient sous les toits, ou dans les sous-sols, dans des conditions qui n'étaient pas très favorables à la conservation des œuvres. Donc en terme d'investissement, il y a eu la construction de nouvelles bibliothèques, en particulier une dans un quartier -alors ça c'était aussi sous le premier mandat- dans un quartier qu'on pouvait dire en difficulté, en tout cas il l'était. Il n'y avait aucun équipement culturel, aucun équipement structurant. C'est le quartier des Grésilles. Et donc ça a été la création de la bibliothèque Champollion. Et cette création s'est faite à la suite de la campagne électorale de 2001, lors de réunions publiques dans ce quartier, des gens se disaient : nous on a aucun équipement culturel, il y en a au centre ville, il y en a partout, mais nous on n'en a pas. Donc c'était vraiment la réponse à une demande, à un besoin qui avait été exprimé fortement. Ensuite en matière de ...en investissement, je pense que c'est à peu près tout. Ensuite une mesure importante, qui a été également faite sous ce mandat là, sous le premier, ça a été la gratuité d'accès aux musées, de tous les publics. Ça a un coût, puisqu'évidemment ça fait moins de recettes aux musées mais ça a été budgété, donc la compensation a été voté au budget de la ville. La gratuité des musées n'a pas véritablement changé la nature du public qui fréquente le musée, bien sûr. Le maire pensait que ça allait amener des gens qui ne venaient pas dans les musées spontanément. Mais pas du tout, il y a une barrière culturelle à franchir et c'est pour ça qu'on a travaillé beaucoup, beaucoup, beaucoup, avec les équipes du musée, la médiation. En lien avec les associations de quartier essentiellement, et le public scolaire, qui alors là, par contre, fréquente assidument ce musée. Enfin, ces musées, parce qu'il n'y en a pas qu'un. Mais c'est vrai que la gratuité a amené une plus grande fréquentation, c'est normal, mais n'a pas changé différemment le public qui fréquente le musée.

FM- Les études montrent ce phénomène !

YB- Ah oui, en effet, toutes les études le montrent, mais nous on a été un des premiers musées à faire ça, c'était au tout début des années 2000. Donc il n'y avait pas beaucoup de recul à l'époque. D'offrir la gratuité tous les jours de la semaine. Il y avait des villes qui offraient la gratuité, par exemple le dimanche, ou certains jours. Je ne dis pas qu'on était le premier, je ne crois pas, mais parmi les premiers. Et après effectivement, toutes les études ont confirmé ce que vous dites. S'il n'y a pas un travail d'accompagnement, de recherche du public et de médiation, ça ne sert à rien. Or l'objectif c'était ça quand même. C'était pas pour que les touristes viennent gratuitement. D'autant plus que le billet d'entrée n'était pas cher. Et d'ailleurs, dans la foulée, mais ça, ça a été le deuxième mandat, on a instauré également la gratuité dans les bibliothèques. Je n'ai rien préparé, alors ça va un petit peu...

FM- Non, mais c'est très bien comme ça.

YB- Alors ensuite, on a deux gros équipements, qui ne sont pas au crédit de la municipalité actuelle mais de la précédente, enfin, de Robert Poujade, c'est la salle de musique actuelle la Vapeur, et l'Opéra. On a fait un gros travail sur ces deux équipements. Ces deux équipements étaient gérés en régie directe, c'est-à-dire que c'était des services municipaux, ce qui pour un établissement comme la Vapeur, une salle de musique actuelle [...] réagir sur les opportunités, par exemple pour programmer un groupe ou quelque chose comme ça. Donc on a étudié plusieurs possibilités de mode de gestion. On a pensé à l'EPCC, on a pensé à plein de choses, et puis en fait, les deux établissements, complètement différents, fonctionnent sur le statut de la régie personnalisée. Avec un conseil d'administration. Donc moi je présidais le conseil d'administration de la Vapeur et de l'Opéra jusqu'en 2014, et maintenant, c'est ma collègue Christine Martin. Donc on a recruté pour ces établissements, un directeur...un directeur avec un projet culturel et pédagogique, hein, qui a été validé et par le conseil d'administration, et par la municipalité. Donc pour la Vapeur, c'est bien entendu la diffusion, la diffusion de groupes essentiellement émergents, de soutien aux émergences locales aussi, et puis aussi beaucoup un travail d'accompagnement, d'accompagnement de groupes, de formations : formations dans les studios, formation à la scène, formation aux risques auditifs pour le public scolaire, et un travail de médiation également, important. Et le directeur actuel fait un gros travail dans ce sens. Et ça, c'est une partie qui n'est pas visible. Pareil, l'opéra, qui lui gère deux salles, l'auditorium de 1400 places, et le grand théâtre à côté, qui fait pas tout à fait 800. Pareil donc, un gros travail de diffusion, mais surtout de création. Création d'opéras, création avec des orchestres en résidence...Les Dissonances de David Grimal, Emmanuel Haïm...enfin voilà, il y a plusieurs formations qui sont en résidence dans cet opéra. Donc beaucoup de création. Et parallèlement à cette création, un travail de médiation, sur lequel on a attaché beaucoup d'importance, et qui était partagé par le directeur...donc médiation envers tous les publics, et en particulier beaucoup le public scolaire. Le public scolaire mais pas que : il y a le travail des associations de quartier, avec du public dit « empêché », c'est-à-dire par exemple un public des prisons, des maisons d'arrêt, qui sont parfois invités aux générales. Pas aux premières, aux générales, hein. Et puis beaucoup de générales sont gratuites et offertes à des publics qui ont peu de moyens. Sachant qu'il y a une politique tarifaire très incitative. Vous connaissez certainement la carte culture, Christine a dû vous en parler, donc je ne vais pas vous détailler. Ça a un impact énorme et en particulier à l'opéra. A l'opéra, 25% du public à moins de vingt-cinq ans. Autant la Vapeur, ça semble logique, autant l'opéra, c'est plus surprenant. Donc pour continuer sur la Vapeur, il y a ce gros projet d'extension et de réaménagement : les conditions d'accueil du public, des artistes, et surtout le travail du personnel, sont pas dignes du tout d'un établissement comme celui-là. Le personnel, quand ils sont tous là-bas, il leur faut un chausse-pied pour rentrer dans les bureaux, tellement c'est petit. Et donc il y a un projet de cinq millions d'euros. A l'origine, ça a été fait à toute vitesse en

95 par l'ancien maire, Robert Poujade, juste avant les élections, il n'avait rien à son...95 ? Qu'est-ce que je raconte ? Oui, c'est ça. Il n'avait rien à son bilan, il y avait une pression importante des associations locales dans ce domaine là, des musiques actuelles, l'association Hiéro en particulier, qui manifestait régulièrement sous ses fenêtres, pour obtenir un lieu, au moins de diffusion où on puisse se produire. Ils allaient même pas plus loin. Alors ils ont aménagé à toute vitesse un hangar, dans un endroit éloigné de la ville, pour pas qu'il y ait de nuisances et tout. Enfin, cela dit, une salle de musique actuelle en centre ville, ça ne pose aucun problème. Donc c'était un outil qui n'était pas du tout adapté à ce genre de pratiques, et donc maintenant, il faut revoir ça. C'est pour ça qu'on lance ce projet de cinq millions d'euros, qui va démarrer au printemps, avec extension de la jauge, aménagement du studio, une deuxième salle, et puis surtout des conditions de confort, et pour le public, et pour le personnel, et pour les artistes bien améliorées. A la fin du dernier mandat 2008, c'est-à-dire 2007, je pense -je ne suis pas tout à fait sûr de la date mais ça doit se retrouver sur le site de la ville- on a refait à nouveau des assises avec les associations culturelles essentiellement, parce que nous avons adhéré à l'agenda 21 de la culture, qui implique, outre un engagement sur le développement durable, la participation. Et des citoyens, et des structures, et des associations. Il en est sorti un livre blanc, que je trouve très intéressant, mais je crois que maintenant, Christine Martin elle a abandonné tout ça. Je n'entends plus du tout parler de l'agenda 21 de la culture, alors que c'était un point fort de notre programme en 2014. Qu'est-ce que j'ai dit comme date ?

FM- Vous avez dit 2007.

YB- Non, excusez-moi, c'est plutôt 2012. Parce que ça a permis de définir le programme en matière culturelle pour les élections de 2014. Je ne sais pas pourquoi.

FM- C'était difficile à mettre en œuvre peut-être ?

YB- Je n'ai pas de réponse, hein. Je trouvais que c'était quelque chose d'assez fort, marquant, parce que aux prochaines élections, on aura rien...enfin, on n'aura pas de bilan, dans ce domaine-là. J'avais demandé au maire en 2014, de me charger de mission sur ce dossier-là, justement, et puis ça n'a pas été retenu

FM- Et du coup, c'est un axe fort, aussi bien dans ces campagnes que dans l'exercice de ses mandats, pour François Rebsamen, les questions culturelles et patrimoniales ?

YB- Oui, bien sûr. Oui, tout à fait. Vous savez qu'on a plus de 20% du budget de la ville qui est consacré à la culture et au patrimoine...pas qu'à la culture quand même, et le patrimoine coûte un peu cher. Mais quand même, je crois que dans les villes de 150 000 habitants comme Dijon, on est une des plus grosse dans ce domaine-là. Mais en même temps, tout n'est pas rose, comme dans toutes les collectivités : le budget de la culture n'augmente pas, les demandes sont de plus en plus importantes, et c'est donc de plus en plus difficile d'accompagner de nouveaux projets. C'est un petit peu compliqué. Je vois Christine Martin, elle a un budget qui est constant, moi c'était pareil : je pense qu'il n'a pas évolué du tout, ou très peu. Or quand on est une ville ambitieuse dans le domaine culturel, il faut soutenir les émergences au niveau projet, sans laisser tomber ce qui marche aussi.

FM- C'est une demande associative, citoyenne ?

YB- Exactement ! Mais cela dit, je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de vous en rendre compte, la vie culturelle est très riche à Dijon, dans tous les domaines.

FM- Oui, oui, on s'en rend compte tout de suite.

YB- C'est vrai, vous le confirmez. Je ne dis pas ça parce que je suis dedans, mais j'ai l'impression quand même.

FM- Alors justement, est-ce que vous pourriez me parler de l'héritage des cinq mandats de Robert Pujade, vous étiez dans l'opposition, en matière de culture, de patrimoine ?

YB- En matière culturelle -patrimoine on en reparlera- assez pauvre. Il avait une image de la culture quand même assez élitiste, Robert Pujade, mais malgré tout, il y a Jean-François Bazin qui a un petit peu secoué le cocotier à un moment, et ça l'a fait peut-être réagir. Parce qu'il s'est rendu compte que dans son bilan, il n'aurait pas grand-chose. D'où la construction de l'auditorium, qui était réclamé par des associations d'art lyrique essentiellement, qui défendait l'opéra et l'art lyrique en général, et qui disent : « comment, Dijon n'a pas de lieu ! ». Donc il y a eu cette construction de l'auditorium, qui a plombé les comptes de la ville pour....Parce qu'il y a eu un truc incroyable, pour la construction de cet auditorium : il y a eu des emprunts différés à vingt ans. Et on s'est retrouvé avec des emprunts...oui, je crois que c'est vingt ans. Dix ans c'est sûr...je crois qu'il y en a à vingt ans...enfin bref, des emprunts différés à des taux faramineux. Et Pujade, pour rester dans l'enveloppe, de son petit outil, de son petit bébé, il a supprimé la salle de répétition. Il y avait une salle de répétition de quatre cents places qui était prévue, pour permettre l'accueil d'orchestres, de compagnies de danse contemporaine ou autre en résidence. Or l'Auditorium aujourd'hui, c'est une belle salle de 1400 places, avec une acoustique exceptionnelle, elle est magnifique, mais c'est tout, c'est-à-dire qu'elle peut faire que ça. Donc c'est très compliqué d'accueillir des orchestres de danse, des créations d'opéra. Le directeur se débrouille, il en fait, mais il faut qu'il jongle avec les lieux, avec le grand théâtre, tout ça. Enfin, c'est pas simple pour lui. Alors que dans le projet, et dans le programme c'était demandé, il y avait cette salle de répétition. Mais les coûts se sont envolés, et donc Pujade il a eu peur, et il n'a pas fait sa salle de répétition. Et de même il a créé la Vapeur suite, pareil, à une forte poussée, une forte demande d'associations locales. Donc voilà ce qu'on peut mettre à son crédit en matière d'investissement culturel. Les relations avec les associations étaient...disons qu'il y a eu beaucoup, beaucoup de tensions dans certains domaines. Les sociétés savantes, ça se portait plutôt bien avec lui, politiquement et autre. Et puis beaucoup de saupoudrage. Ça c'est difficile à éviter, mais quand même beaucoup de saupoudrage, et peu de soutien quand même à l'initiative de la part d'associations. Les grandes manifestations, festivals et autres, sont nées après 2001. Je pense au festival Generiq en matière de musiques actuelles. Si, il y a eu Théâtre en Mai, qui est un festival de création de jeune théâtre, européen, qui a été porté par des gens pointus, des grands metteurs en scène. Mais c'est venu plus d'un groupement d'acteurs culturels à l'époque, qui ont créé ce festival avec très peu de moyens, et qui ont su le développer ensuite. Il y avait des gens comme Braunschweig, François Le Pillouër, des noms assez connus. Donc c'est plutôt la rencontre entre ces différents acteurs qui a permis la création de ce festival. J'oubliais de dire que nous aussi, sous notre mandat, en matière de création, enfin d'investissement, on a aménagé un lieu, qui était une salle de répétition, qui est une deuxième salle pour Théâtre de Dijon, Bourgogne, qui est le Centre dramatique national. Lieux de répétition, de bureau, et surtout un lieu ouvert au public. Parce qu'ils étaient déjà installés là mais ce n'était pas ouvert au public. Ça leur a permis d'ouvrir une deuxième salle, un deuxième lieu pour la création et la diffusion. Donc en matière de patrimoine, Pujade, j'ai l'impression qu'il a pas...

FM- En matière de culture, le rôle de l'association ABC, est-ce que...

YB- L'ABC a eu un rôle important, en particulier...Ha oui, mais vous avez raison ! Votre question, elle est juste ! Vous êtes au courant du sujet, bien sûr. C'était vraiment le pendant culturel de la ville de Dijon. Elle était bien dotée, très bien dotée, cette

association. On lui a mis à disposition un théâtre, qui n'appartient pas à la ville mais qui appartient à la Maîtrise de la cathédrale. Ça coûte une fortune parce que tout est à notre charge. Et l'ABC a joué le rôle d'office culturel pour la ville, en faisant de la programmation, sans ligne directrice. C'est-à-dire c'était aussi bien de la variété, que du jazz, que du cirque. Que du théâtre jeune public. D'ailleurs je ne vous ai pas parlé du jeune public, mais Christine a dû vous en parler, avec la création de la Minoterie. Et voilà, donc c'est une association qui vit cahin-caha, que l'on porte toujours, qui n'a plus de directeur. Maintenant, c'est le personnel qui fait et la gestion, et la programmation. Mais c'est que de la programmation, il n'y a pas de création, hein. Ou très peu. Si parfois il y a de la création, c'est en coopération avec d'autres structures dijonnaises, que ce soit le Théâtre Dijon Bourgogne ou autre. Mais c'est vrai que c'était la vitrine culturelle de Robert Pougade. Oui, je recherche en terme de patrimoine...moi je trouve qu'il a laissé périliter le musée. Il n'y a pas eu de travaux importants fait sur le palais des Ducs. Le patrimoine d'une manière générale...la bibliothèque municipale de la rue des Godrans a vu, je crois que c'est en 87, une des poutres anciennes s'est effondrée et on a été obligé d'étayer cette bibliothèque sur trois milles mètres carrés, et Pougade n'a rien fait. Il a fallu qu'on arrive pour commencer à engager les travaux dans cette bibliothèque patrimoniale.

FM- Et la mise en place du secteur sauvegardé, vous pensez que c'était une vision plutôt novatrice ou plutôt conservatrice ?

YB- Non, c'est plutôt...sans être novateur, je pense que c'est intéressant dans une ville comme Dijon. On presque cent hectares de secteur sauvegardé. On se vante d'être un des plus grands de France mais ce n'est plus le cas du tout, on est très loin maintenant. Des villes comme Nancy, Bordeaux, Metz, Saumur, Besançon...il y en a plein d'autres, qui ont un secteur sauvegardé plus important, qui s'est agrandi, alors que nous, on n'y a pas touché. Et du fait du classement au patrimoine mondial de l'Unesco, le secteur classé de la ville s'est étendu, du coup. Mais non non, c'est heureux qu'il y ai un secteur sauvegardé dans cette ville, bien entendu. Et on a été un des premiers, par contre...même si on n'est pas un des plus grands, je crois qu'on a été un des premiers. Et à l'époque, c'était un des plus grands, mais maintenant non, il y a beaucoup de villes qui ont étendu leur secteur sauvegardé.

Moi- Et lorsque vous étiez élu de l'opposition, est-ce que ces questions prenaient une place importante dans le débat municipal ?

YB- Non ! Les quelles de questions ? Ça dépend.

FM- De culture, de patrimoine.

YB- Oui, ben oui parce que ...enfin, dans la majorité, peu. Mais moi j'étais à la commission des affaires culturelles, j'étais pas tout seul. On intervenait régulièrement, surtout pour les projets qui n'étaient pas accompagnés, qui n'avaient pas de moyens, qui étaient intéressants pour la ville et pour ses habitants. Mais on faisait un travail d'opposition normal. De toute façon, moi je crois que je n'aurais pas fait trois mandats dans l'opposition. Deux ça va ! Mais c'était compliqué parce que on disposait de peu de moyens. Mais avec Michèle Curtil Faivre, ça se passait très bien. Elle était assez ouverte à la création, au soutien mais elle n'avait pas assez de moyens, pas assez de liberté. On est pas en désaccord avec Christine ?

FM- Ah, en fait c'est marrant parce que vous ne m'avez pas vraiment parlé des mêmes choses...mais ça ne me semble pas être des visions diamétralement opposées !

YB- Ben, oui, mais elle, elle est devenue adjointe en 2008, donc elle a plus parlé de cette période-là, j'imagine. La création de la Minoterie a été quelque chose de très intéressant, vraiment.

FM- C'est son projet, c'est ça ?

YB- Complètement. C'est un bel endroit. C'est bien, ça fonctionne bien a priori.

FM- On parlait justement de ce travail de médiation, et puis des liens entre éducation et culture. On a beaucoup parlé de ça.

YB- Oui, oui, mais vous voyez, le bel exemple c'est ce qui s'est passé pour le recrutement de la Vapeur et le projet, et pour l'Opéra pareil. L'importance attachée à la médiation, et le directeur qu'on a recruté, il était très porté là-dessus. C'était une des raisons de leur recrutement, surtout pour Yann Rivoal. Et il y a un gros travail de médiation qui est fait aussi dans les musées, en particulier au jardin des sciences, avec une équipe très engagée.

FM- Est-ce que vous pensez qu'il y a des enjeux patrimoniaux avec la fusion des régions Bourgogne et Franche-Comté ?

YB- Vous savez qu'on vient d'être classés au patrimoine mondial de l'Unesco, en particulier la ville de Dijon grâce à son secteur sauvegardé, ce qui n'est pas le cas de la ville de Beaune, qu'en Bourgogne, il y a plusieurs sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco, en Franche-Comté aussi. Donc on peut peut-être imaginer une mise en réseau. En tout cas il va falloir...mais là ça m'échappe un petit peu parce que je ne serai pas conseiller régional, je ne suis pas impliqué du tout dans l'élaboration du programme. Je ne sais d'ailleurs pas qui, à gauche, pour le PS, en Bourgogne Franche-Comté, suit les affaires culturelles. En tout cas, moi je n'ai jamais été sollicité. Je crois que Christine non plus...je suis même sûr. Alors que à droite, la liste Les Républicains UDI à un référent qui travaille sur le programme Bourgogne Franche-Comté. C'est Jean-Philippe Lefèvre, le maire adjoint à la culture de Dôle, qui est quelqu'un que je connais très bien, c'est un UDI mais malgré tout j'ai ??? (35''46) pour lui parce qu'il a plein d'idées, il fait des choses nous étions avant, tous les deux, vice-présidents de la FNCC la FNCC, c'est la fédération nationale des collectivités pour la culture, qui est une association dédiée à la culture bien sûr, de toutes tendances politiques mais républicaines il n'y a pas le FN, avec une présidence tournante : trois ans un élu de droite, trois un élu de gauche. Et donc nous étions tous les deux vice-présidents. Lui il l'est encore, et moi comme je ne suis plus élu, je n'y suis plus. Et un regret que j'ai aussi, c'est que Christine Martin, elle n'adhère pas à ce genre d'association, alors que c'est un lieu d'échange intéressant. On fait part de notre expérience, on apprend celle des autres, on rencontre des gens, il y a des auditions de gens de théâtre, de cinéma, enfin, dans tous les domaines quoi. Et donc Jean-Philippe Lefèvre, c'est lui qui travaille la partie culture du projet pour la droite. Et nous à gauche, je suis très embêté parce que je ne vois rien venir. Les élections, c'est bientôt !

FM- Justement, est-ce que vous pensez que ces questions culturelles, patrimoniales, et en particulier dans leur contexte local, elles ont aujourd'hui une forte capacité de mobilisation des citoyens ?

YB- Je suis pas sûr parce que on n'a pas encore conscience de ce que va représenter cette fusion. Comment elle va se dérouler. A Dijon, on voit qu'on restera capital régionale, mais tout le monde sait bien que ça ne donnera pas plus de moyens -moyens financiers. Chacun va continuer dans son coin à défendre son bout de territoire, d'autant plus que les départements sont maintenus, ce qui est quand même assez étonnant. Donc je vous parlais des réseaux qui pourraient peut-être attirer...parce que c'est un facteur d'attractivité, le classement au patrimoine mondial, donc attirer plus de

touristes, qui sera facteur de développement économique. Pour ce qui est des autres structures, moi j'ai l'impression que ça ne va pas changer grand-chose, parce que le poids des financements dans la culture est surtout porté par les communes. La région un peu, mais l'opéra de Dijon n'aura pas plus d'argent de la grande région qu'elle n'en avait de la région actuelle. La petite association qui fait son festival, même s'il attire beaucoup de monde sur le territoire d'une commune, n'aura pas plus de subventions de la grande région. De toute façon, ces grandes régions vont pas donner plus de moyens, ça va même coûter plus cher. Parce que moi je vais vous dire une chose qui m'a surpris, c'est qu'on diminue le nombre de région, soi-disant faire des économies, et avoir des régions qui pèsent au niveau de l'Europe, mais on a conservé le même nombre de conseillers régionaux dans toute la France. Il y a des grandes régions qui n'ont pas de salle assez grande pour accueillir tous les conseillers régionaux. En Bourgogne Franche-Comté, on va avoir cent conseillers régionaux. Donc il faut les payer, faut payer les assistants, faut payer les locaux. Donc ça, c'est quelque chose qui va évoluer dans le long terme, mais il n'y aura pas d'effets immédiats.

Sauf si des structures ou des collectivités [coupure] communes, là c'est possible. Par exemple dans le secteur des musiques actuelles. Il y a déjà un festival Bourgogne Franche-Comté qui s'appelle Génériq, qui est précurseur. Précurseur parce qu'il a été créé au moment où on envisageait de créer une métropole Rhin-Rhône, avec les principales agglomérations du TGV Rhin-Rhône. Donc il y avait Chalon sur Saône, Dijon, Besançon, Belfort, Montbéliard et tout ça. Cette métropole s'est dissoute, elle n'a jamais fonctionné, mais le festival Generiq lui, est resté et bien resté. C'est au mois de février.

FM- C'est vraiment intéressant, ce festival qui s'est finalement créé à partir de quelque chose de très administratif, puisque la métropole n'a pas de fonction culturelle.

YB- Non, l'origine quand même de ce festival, ça vient du festival des Eurockéennes, qui voulait avoir une activité hivernale, sous forme de quelque chose à imaginer. Et c'est pour ça qu'avec les salles de musique actuelle de la région Bourgogne Franche-Comté, ils ont imaginé ce festival éclaté sur plusieurs lieux, sur plusieurs sites, avec l'idée d'une interconnexion d'un lieu à un autre. Mais là, ça fonctionne que moyennement quand même. Les gens de Dijon ne vont pas à Belfort, ceux de Belfort ne vont pas à Besançon. Mais n'empêche, ça a été précurseur de cette métropole Rhin-Rhône, ça s'est créé en même temps.

FM- Les festivals ont beaucoup d'importance ici à Dijon ?

YB- Il y en a beaucoup à Dijon. Après, qu'est-ce qu'on appelle festival quoi ? La définition, est-ce que c'est un rassemblement sur un lieu pendant deux-trois jours, est-ce que c'est une manifestation sur l'année. Un festival, ça peut avoir plusieurs formes. On dit que Dijon est une ville de festival mais qui n'a pas un festival majeur. C'est ce qui manque, certains le reprochent. Moi je ne suis pas d'accord parce que créer un nouveau festival, que ce soit dans n'importe quel domaine, ce serait faire de la concurrence à autre chose : il y a un festival de rue à Chalon sur Saône, il y a un festival de musiques européennes. Il y a un festival dont on parle peu, je l'évoquais toute à l'heure, qui est reconnu nationally voire même au-delà, c'est le festival Théâtre en Mai, de création théâtrale bien sûr. Mais ce festival, il a évolué au fil des années suivant les directeurs qui étaient à la tête du centre dramatique national, et qui n'avaient pas tous la même idée de ce qu'est Théâtre en Mai.

FM- Il y a une question qui me revenait à l'esprit...voilà : est-ce que vous pourriez me reparler de l'inscription des climats de Bourgogne et du centre de Dijon au patrimoine mondial ?

YB- C'est une initiative qui a démarré en 2002. Lorsque nous avons eu une exposition au palais des Ducs sur le Rhin -moyen ou inférieur ? je ne sais plus- qui a été classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Donc ça fait déjà un moment. Et le maire a inauguré cette exposition. A l'époque, le classement au patrimoine mondial de l'Unesco, on ne savait pas trop comment ça fonctionnait, comment on candidait et tout, et il a demandé à son cabinet de suivre ça. Donc on s'est renseigné et puis il a vu que ça pouvait être jouable, il a nommé Jean-Pierre Gillot sur ce dossier. Et une association a été créée dans la foulée. Donc à l'initiative du maire de Dijon, qui a contacté son collègue, maire de Beaune. Ils se sont mis d'accord, cette association a été créée, présidée par Aubert de Villaine, qui a amené un travail très important, qui a abouti à ce classement au patrimoine mondial. Et moi, au début, je ne me rendais pas bien compte, j'avais même du mal à croire qu'on pouvait être classés, comme ça. Parce que j'avais qu'une vague notion de ce que c'était un patrimoine mondial de l'Unesco. Et puis en fait, on s'est rendu compte au fil des mois et des années que le coup était jouable. Je crois qu'il y a eu une volonté générale, même de la part de gens qui étaient sceptiques. Je crois même que le président de la région était sceptique au départ. Moi je siégeais à l'association, je représentais la ville de Dijon, avec Jean-Pierre Gillot.

FM- Quel en a été l'impact ?

YB-Il y a eu des hauts et des bas, Jean-Pierre a dû vous le dire. Parce que à un moment, même, on a failli évincer la ville de Dijon. Il y a eu des tensions, des tensions internes dans l'association, en disant les Climats c'est les vignes, c'est la Côte, qu'est-ce que Dijon à voir là-dedans. Alors c'est là qu'il a fallu faire ce travail scientifique et historique sur le rôle du vin à Dijon au temps des ducs de Bourgogne. En fait, Dijon, était une ville de vin...ce qu'on ne sait pas...ce qu'on ne savait plus. L'entrée du musée, là, à côté, c'était un cellier. Donc après, en matière d'impact, vous voulez dire ? Ha ben oui, là je crois que l'impact il sera...ça s'est vérifié partout. Alors c'est sûr qu'en terme d'attractivité, ça, avec la réouverture du musée en 2019. En terme d'impact, la rénovation de la première tranche du musée, a fait qu'il y a eu 250 000 visiteurs en 2014...non ! En un an je crois, de juin 14 à juin 15...ou septembre, à la fermeture. Enfin, en un an. 250 000 visiteurs alors qu'habituellement, c'est un peu plus de 100 000 par an. Alors qu'il n'y avait pas d'exposition majeure, d'exposition temporaire. Donc je pense que l'impact du classement des Climats au patrimoine sera important.

FM- Et en terme d'identité local ? Est-ce que vous pensez que l'impact est finalement plus touristique ou plus local ?

YB- Je pense qu'il sera plus touristique. Parce que les Bourguignons, en particulier sur la Côte, n'ont pas besoin du classement au patrimoine mondial pour ça. La Côte de Beaune, ce qu'on appelle la Côte, c'était déjà remarquable et remarqué, et approprié. Approprié par les offices de tourisme, par les professionnels, par les ...Peut-être qu'il faudra qu'il fasse un travail d'accueil, plus important qu'ils ne le font actuellement. Mais ça, couplé à la rénovation du musée -il faudra attendre 2019 certes. Par contre, pour revenir à ce que vous disiez, l'impact est plus important, je pense, à Dijon, de ce classement au patrimoine. Plus je pense que sur les villages de la Côte. Je crois que les Dijonnais ont été très fiers. Il y a eu quand même un mouvement populaire important, de soutien : de soutien au projet, et puis de fierté une fois que le classement a été acquis .

FM- Toute à l'heure je vous demandais si ces questions de classement, de mise en valeur patrimoniale mobilisaient les citoyens...donc là, ça a été le cas ?

YB- Oui. Ça a été très médiatisé. Il y a eu un engagement populaire important qui été délibéré. Et à chaque fois qu'il y a eu une manifestation autour des Climats, que ce soit à Dijon ou ailleurs, les Dijonnais ont suivi. Il y a eu une grande marche qui a été faite entre

Musigny et le Clot Vougeot, il y a quelques années, une marche symbolique, et les Dijonnais sont venus en masse.

FM- Pour parler d'un autre domaine : la place de l'art contemporain à Dijon. Je pense qu'il y a un lien particulier...

YB- C'est dommage, j'ai oublié de l'évoquer le Consortium, le rôle important qu'il a joué dans cette ville. D'ailleurs, encore dans les investissements, puisque ville de Dijon et la communauté d'agglomération ont apporté un soutien important, financier, à la création du Consortium, qui est un lieu magique. C'est vraiment beau, avec un architecte de renom, Shigeru Ban. L'art contemporain, c'est pareil, c'est la rencontre de certaines personnes sur cette ville. L'ancien directeur du musée de Grenoble, qui est devenu directeur d'Orsay, qui était à Dijon avec Xavier Douroux, ou avec d'autres personnes comme ça. Donc il a avec lui Xavier Douroux et quelques autres personnes. Ça c'est pas du tout une volonté politique, une volonté délibérée. C'est la rencontre de ces différents acteurs, un peu comme pour le théâtre. Mais après, c'est vrai qu'en 2001, il y a eu un soutien important de la ville en matière d'art contemporain. En matière d'acquisition pour le musée des Beaux-Arts, en matière de commande publique, et matière de soutien aux structures qui travaillent dans ce domaine-là : vous savez, il n'y a pas que le Consortium, il y a la petite galerie Interface, qui a un rôle important, il y en a d'autres. On a fait de grosses expositions d'art contemporain alors qu'il n'y en avait jamais eu. Une énorme de Ming sur la place de la Libération, sous un chapiteau qui représentait un aéroport. Des choses audacieuses. Des expositions de statues de Nikkie de Saint Phalle dans les cours du palais des Ducs, des bibliothèques. Mais ce ne sont que des exemples, mais il y a une présence importante de l'art contemporain qui va encore se développer dans la ville. Et par exemple, vous avez dû entendre parler de l'arbre qui tourne, de Didier Marcel.

FM- Justement, ça a fait débat, dans le débat public. Qu'est-ce que vous en pensez ?

YB- Alors moi je trouve ça très bien, ces deux installations de Didier Marcel et de Gloria Friedman, je trouve ça super. Le problème, c'est qu'il y en a que deux. Alors du coup, on remarque la spécificité de l'arbre, alors que s'il y en avait plusieurs sur la rue de la Liberté, et toutes différentes, ça serait une sorte d'exposition permanente d'artistes dans cette rue. Mais ça va se faire, ça, un jour. On le remarque parce qu'il est tout seul. Mais il y aurait d'autres installations ailleurs, ça ferait un parcours.

FM- Et le fait que ça ait suscité un débat public, vous pensez que c'est quelque chose de positif ?

YB- Oui ! Tout à fait ! Je pense que maintenant d'ailleurs, il y a plus trop de...il est tagué de temps en temps, assez rarement. En tout cas, les premiers mois, personne n'y a touché. C'est significatif. Il paraît qu'il y a un Bart Simson maintenant, dessus. Un tag. Oui, il y a un type qui fait des Bart un peu partout dans la ville. J'ai découvert ça en me promenant l'autre jour, et il paraît qu'il y en a un sur l'arbre. Oui, donc ce que je regrette, c'est qu'on en n'ait pas mis plus devant le théâtre, quand on a rénové cette place. Enfin, qu'on en ait pas mis plus...qu'on en n'ai pas mis du tout, alors qu'il y avait un projet. Je crois qu'il y a des projets sur la place Grangier, qui va être en rénovation bientôt. Si, si, vous avez bien fait de me rappeler ça, parce que je ne parlais pas de l'art contemporain. Oui, et puis Rebsamen, quand il est arrivé en 2001, et puis moi pareil, j'ai toujours souhaité installer de l'art contemporain dans cette ville, de soutenir les artistes et les structures. Parce que dans notre programme, et c'est ce que je me suis attaché à faire, c'était le soutien à la création de toute manière. Dans quelque domaine que ce soit. Si nous, collectivités locales, ne soutenons pas les créateurs dans quelque domaine que ce

soit, hé bien on sera mal barré. Heureusement que l'opéra soutien la création, tout ça, sinon, on aurait que des outils de diffusion. On aurait besoin que d'un Zénith du coup.

FM- Est-ce que pour vous, et pour François Rebsamen, l'installation du tramway, c'était aussi un enjeu culturel ?

YB- ça aurait dû l'être. Je suis un peu plus réservé là, parce que ça s'est pas accompagné, justement, malgré le projet, malgré l'idée qu'on en avait...l'idée de faire comme à Paris, comme ils ont fait sur une ligne de tram, avec des installations d'artistes contemporains, ou d'œuvres contemporaines sur le parcours du tram, avec une confrontation avec l'existant...moi, elle me plaisait bien. Mais là, on l'a ratée, vraiment. On l'a ratée parce que y a rien ! Ça redessine la ville, certes. Ça a eu un apport extrêmement positif en terme de visibilité, en terme de déplacement, en terme de reconfiguration de la ville, de découverte du patrimoine, parfois, mais par contre, il n'y a pas d'apport de création proprement dite sur ce parcours du tram. C'est un regret...mais c'est pas désespéré, mais maintenant, c'est une question de moyens, de l'inclure dans le budget d'investissement.

FM- La toiture, là, elle avait fait polémique ? [celle du musée des Beaux-Arts rénové]

YB- Oui. En tout cas, quand on aura terminé le musée, il y aura en matière de structure, ou d'infrastructure plutôt, quelque chose de très riche, que je pense, il y aura dans peu de villes de cette importance. On a construit un planétarium au muséum du jardin des sciences.

FM- Vous pensez qu'il y a une sorte d'exemplarité à Dijon, en matière de politique culturelle et patrimoniale ?

YB- Exemplarité, je n'irai pas jusque-là. On n'est pas forcément un modèle, mais en tout cas, s'est sûr qu'il s'est fait des choses, qui y sont depuis toujours. Je ne suis pas sûr qu'on fasse mieux que Nantes, Rennes, Montpellier. Bien sûr que non. Mais je crois qu'en terme de pourcentage de budget ou en budget par rapport au nombre d'habitant, on est dans le même créneau que ces villes là, qui sont aussi des références. La carte culture, c'est quand même assez exceptionnel, par le coût. Des cartes culture, il en existe ailleurs, mais pas aussi avantageuses, et là, ça s'adresse à tout public !

FM- Et est-ce qu'en cours de mandat, la tendance s'est inversée...c'est-à-dire qu'au départ, l'action était plus concentrée plus sur la culture et un peu moins sur le patrimoine, et après peut-être l'inverse ?

YB- Disons que c'était plus mis sur la culture parce que en terme d'investissement, il y avait des choses à faire, des besoins. Tout a été fait maintenant, tout est parti. Mais sur le patrimoine, vous faites référence à la Cité de la Gastronomie et à l'ancien hôpital quoi ! Alors c'est sûr que ça, c'est un projet patrimonial énorme, parce qu'il faut bien faire quelque chose de cet hôpital, et il y a une opportunité exceptionnelle. Après, on va voir, parce que moi, je ne sais pas ce que c'est, la cité de la gastronomie. Je n'ai pas de définition, je peux pas vous dire ce qu'il y aura dedans. Je ne suis pas sûr que Rebsamen le sache bien. On a présenté soi disant le projet à l'exposition universelle de Milan, mais on n'a rien présenté du tout, on a présenté une maquette. Pas le contenu...

FM- Il y aurait peut-être redondance avec les structures qui existent déjà ?

YB- Peut-être pas, il faut peut-être éviter ça, justement. Mais il faut être vigilant, prudent. En plus, c'est un partenaire privé qui porte le projet. Et puis il y avait une polémique, on vous en a parlé...sur le multiplexe de cinéma. Dans le projet, qui a un jour été annoncé dans la presse, on a découvert qu'il y avait un multiplexe de cinéma, de plusieurs salles. Or on ne peut pas ouvrir de nouvelles salles dans l'agglomération

dijonnaise -Chenôve, par exemple, s'est fait retoquée- parce que par rapport au nombre d'habitants et au nombre de sièges, on explose tout. Donc les commissions départementales et nationales n'autorisent plus l'ouverture de nouveaux cinémas à Dijon, parce que on est archi-pleins. Alors comment on fait ? L'idée est de déplacer deux salles de cinéma du centre ville à la cité de la Gastronomie, et le propriétaire, qui est en l'occurrence une femme, Madame Massu, l'a appris par le Bien Public. Et c'est très dangereux en même temps, l'idée, parce que ça serait dévitaliser la place Darcy et l'avenue proche qui mène à la gare et qui ne vit que parce qu'il y a les cinémas. Or l'idée vient d'Eiffage, qui a besoin de rentabiliser son affaire au maximum, puisqu'il veut construire des logements et attirer du monde.

FM- Finalement, ces questions patrimoniales sont liées aux questions urbaines, aux questions sociales ?

YB- Ah oui, complètement ! Complètement !

Annexe 10 : Entretien avec Jean-Pierre Gillot, ancien conseiller municipal délégué au patrimoine, président de l'association Icovil

Octobre 2015

FM- Est-ce que vous pouvez retracer votre parcours professionnel et politique ?

JPG- Alors professionnel, c'est très simple : j'ai été enseignant, je suis professeur agrégé des Sciences de la Vie et de la Terre. Et donc autrement, en dehors de ma vie professionnelle, du moins parallèlement ma vie professionnelle, j'ai fait un peu de politique. J'ai été Vice Président du conseil régional de Bourgogne, chargé de l'environnement. Il faut vous donner des dates en plus ? Je n'en sais rien...

FM- Si vous voulez, oui !

JPG- Bon, je ne vais pas reprendre depuis le début parce que ça fait un moment quand même que je fais de la politique. Là c'était de 1992 à 1998, Vice Président de la région. Après, j'ai été conseiller municipal à Dijon, et adjoint au maire ensuite, à Dijon. On va mettre cette période, adjoint au maire de Dijon, délégué au patrimoine, de 2001 à 2008. Oui...et puis après c'est plus politique, j'étais membre du conseil économique et social, et environnemental de Bourgogne. CESER, ça s'appelle : Conseil économique, social et environnemental régional de Bourgogne. Voilà, point du vue politique c'est tout je crois. Donc autrement, dans la vie associative, j'occupe pas mal de petites choses encore. Je suis surtout...j'ai été élu écologiste, hein, moi, en vice président de la région. J'ai fondé Génération écologie en 1990 avec Brice Lalonde...je ne sais pas si...ça vous dit rien, c'est historique ça déjà. Mais bon, autrement je n'étais pas dans un parti, hein, je n'ai jamais été encarté. Enfin, sauf un peu au PRG, au parti radical de Gauche, mais bon, c'est un épiphénomène, on ne va pas en parler.

FM- Et est-ce que vous pourriez peut-être me donner les motivations, l'origine de votre engagement ?

JPG- Alors moi je vais vous dire, très simple...je suis un vieil...je suis toujours président d'une association qui est basée en Saône et Loire : je suis président du Comité Départemental de la Protection de la Nature en Saône et Loire. Il s'est créé en 1974. Cette association donc, elle est ancienne, on a fêté nos quarante ans il n'y a pas très longtemps. Tout simplement, moi je suis issu de 1968, du mouvement un peu contestataire sur la société de consommation et mon engagement, c'est un engagement militant. A l'époque, pour résumer tout, on ne se présentait pas aux élections mais on était dans la vie associative, plus que dans la vie politique. C'était, pour résumer, un peu le thème de 68 : « élections, piège à cons » et on était plus près du terrain, quoi. Voilà, pour être rapide. Mais c'est bien ça, oui. Ça a pas empêché que, à un moment, je me suis dit quand même, le côté politique il est venu que c'était bien beau d'être comme ça, de dire « ça ne va pas, ça ne va pas », mais à un moment on se pose la question : « si on était aux manettes, ça irait peut-être mieux ». D'où l'engagement politique, en se disant : « j'aurais plus de pouvoir ». Et puis en fait, si je reviens sur mon parcours politique – parce que bon, j'ai eu un parcours politique avant le Conseil Régional, moi j'étais à Châlons-sur-Saône et je m'étais déjà engagé politiquement, hélas, ça n'a pas été grand-chose. Maintenant je fais le constat qu'en fait, politiquement, ça n'avance pas plus que quand on est dans la vie associative et sans doute moins, en fait. Et donc là ici, je suis président d'Icovil, je pense qu'on est beaucoup plus près des problématiques de terrain. On arrive à faire passer beaucoup plus d'idées, d'innovation que quand on est dans la vie politique. Parce que quand on est dans la vie politique, moi j'ai été coincé pendant mon mandat, quand j'étais adjoint au patrimoine, j'étais coincé dans ma vie de

tous les jours, de résoudre les problèmes de la ville quoi. Si bien que j'étais loin de ma ligne politique. Ouais, c'est ça quand même, en fait. Parce que quand vous êtes élu, moi j'avais un service patrimoine de Dijon, je m'occupais du patrimoine historique et je m'occupais aussi de tout le patrimoine de la ville. Et puis on passe son temps à résoudre des problèmes de fonctionnement administratif, de tout. Quand vous avez, je ne sais pas, dans mon service, il y avait plus de deux cents personnes, ben pour gérer tout ça, on est plus sur la ligne qu'on a choisi au départ, on la perd. Bien que on garde quand même son engagement parce que dès que j'ai été élu, j'ai essayé, au niveau du patrimoine, parce que pour moi, le patrimoine, c'est quelque chose de très fort. C'est une identité et une mémoire, le patrimoine, pour moi c'est ça, c'est ma ligne directrice et c'est aussi...c'est un repère ! C'est un repère dans la société dans laquelle on est. On le voit bien, et je pense qu'on s'en rend bien compte actuellement quand on voit ce qu'il se passe au Moyen-Orient, quand on détruit tout le patrimoine d'une civilisation pour essayer d'en imposer une autre, on s'aperçoit que le patrimoine, c'est quand même un phare de l'enseignement, d'une époque, de ce qu'il s'est passé et on essaye de faire table rase. Mais ça a toujours été en fait un peu ça, pour construire autre chose, pour montrer un autre aspect d'un nouvel engagement, pour en mettre un autre à la place. En fin de compte, c'est un combat, quoi, le patrimoine. Et donc je me suis dit, bon ben quand je suis arrivé en 2001 à la mairie de Dijon, c'est vrai que j'avais déjà, je savais un peu comment ça se passait, hein, parce que j'avais été à la région, je connaissais quand même bien toutes les...en particulier toute la problématique des commissions d'appel d'offre sur les travaux, les choix politiques. Donc en arrivant, je me suis dit, bon, faut que je me dépêche parce que je ne vais pas avoir beaucoup de temps après, parce que tout le monde va me tomber dessus en me disant...Et j'ai commencé...simplement pour vous donner un exemple sur Dijon, j'ai commencé à faire une convention patrimoine en 2001 entre l'Etat, le département et la ville de Dijon. Parce que la ville de Dijon la mérite au niveau de son patrimoine : c'est un patrimoine qui n'a pas été abîmé au moment des différents conflits, des deux derniers conflits, la guerre de 14 et la Deuxième Guerre mondiale...Première et Deuxième Guerre mondiale. Et c'est une ville qui garde vraiment une empreinte historique qui est intéressante, qui peut servir d'exemple, d'une part pour la population, et puis pour les jeunes qui sont là, leur montrer comment la ville s'est construite, comment elle a évolué ect. C'est quelque chose de fort. Et donc cette convention, elle m'a permis de restaurer les monuments de Dijon. Pendant huit ans, jusqu'en 2008, hé bien j'ai fait pas mal de choses. Je ne vais pas vous citer tous les bâtiments de Dijon, ça serait un petit peu long. Parce que si on veut exemplariser un site, il faut d'abord lui redonner un peu de qualité. Parce que après, si on le laisse se dégrader, on perd les traces du passé, il y a plus rien. Et donc là...et puis j'avais déjà, dès 2003, l'idée, sur l'idée du maire de Dijon, d'essayer d'inscrire la ville de Dijon au patrimoine mondial. Ça a été vraiment l'une des problématiques. Je pensais pas comment ça allait se passer après, je ne voyais pas trop mais ça a été déjà un premier souci.

FM- Vous m'avez dit que c'était une idée du maire ?

JPG- Du maire, oui, oui ! C'est lui qui un jour, ho c'est très simple, l'historique des climats de Bourgogne est né avec le maire : on recevait à la mairie de Dijon, c'était en 2003, on recevait la vallée du Rhin, parce qu'on a quand même des relations pas mal avec Mayence, avec Rhénanie Palatinat. Le patrimoine vinicole, viticole de la vallée du Rhin a été inscrit au patrimoine mondial en 2002, quelques choses comme ça, et l'année suivant, je ne sais pas pour quelle raison, avec eux, je ne me souviens plus de l'échange, on recevait au palais des Etats, justement, la démarche qui avait été engagée par ... Et puis le maire, il me dit comme ça : « Ecoute, comment ça se fait que Dijon n'est pas au patrimoine mondial ? ». Alors je lui dis : « Ecoute, franchement, je ne vois vraiment pas Dijon au patrimoine mondial, ça va être un peu compliqué quand même ». ça m'avait

quand même bien marqué, et l'année après, j'avais fait adhérer la ville de Dijon avec une association nationale qui s'appelle Ville d'Art et d'Histoire. J'avais parallèlement commencé un dossier pour que la ville de Dijon soit labellisée Ville d'Art et d'Histoire. Elle ne l'était pas à cette époque. Elle était Ville d'Art, c'était un label un petit peu ancien. Et puis le label Ville d'Art allait disparaître en 2005 définitivement. Et donc parallèlement j'ai fait le dossier pour qu'on soit label Ville d'Art et, entre parenthèses, on a obtenu ce label en 2008, le label Ville d'Art.

FM- Et quel est l'impact de ce label ?

JPG- Du label Ville d'Art ? Alors c'est très simple. Pour résumer en deux mots, le label Ville d'Art, c'est un label national, qui est attribué par une commission nationale des villes d'Art et d'Histoire, du ministère de la culture, et qui a deux volets importants : le premier, il faut que la ville puisse mettre en place un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine. C'est ce qu'on appelle un CIAP : centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine. Donc ça, c'est un premier point. Et puis deuxièmement, il faut que dans cette orientation, la ville elle s'engage à ce que les habitants s'approprient bien leur ville, et d'autre part que la ville engage un animateur, ou une animatrice du patrimoine et qu'elle fasse de la promotion vers le jeune public. En gros c'est ça, le centre de la labellisation Ville d'Art et d'Histoire.

FM- Donc on peut dire que ça a un impact essentiellement citoyen ?

JPG- Oui, oui, bien sûr. C'est quelque chose d'assez fort et donc ça tombait bien parce que à Dijon, il y avait déjà cette association qui s'appelle Icovil, c'est un Institut pour une meilleure connaissance des villes, qui avait été créée, alors...on a fait nos vingt ans l'an dernier...je n'en sais rien. C'est une association qui s'est créée avec l'ancien, comment je pourrais dire, avec l'ancien directeur de l'urbanisme de la ville de Dijon, Michel Visteaux, qui a lancé cette association. Et à l'époque, ce Michel Visteaux, il était en retraite de sa fonction et il a réuni un certain nombre de documents, un très grand nombre de documents, qui sont éparpillés ici. Et donc ça a été, à partir de 2008, une fois qu'on a été labellisé, on a dit, hé bien ça sera là que sera ce centre d'interprétation, à partir des documents qui sont dans cette association et j'ai repris moi, j'ai succédé à Michel Visteaux en 2008, quand j'ai quitté mes fonctions d'adjoint. Je me suis consacré à cette association là. Bon, on l'a enrichie, c'est une association qui est quand même très dynamique. Il y a presque deux cents adhérents. Et puis j'ai une chargée de mission qui était architecte et qui s'occupe du jeune public, parce qu'on reçoit entre 3500-4000 élèves par an. Alors on travaille avec les enseignants du collège, du lycée, de l'université. On a un rayonnement qui est quand même assez fort, en fait. Je ne sais pas si vous avez eu le temps de voir. Enfin, ça nous permet de voir l'histoire de la ville. On a à Icovil l'objet de l'association, l'article 2, c'est de promouvoir la culture urbaine. C'est le but essentiel, c'est-à-dire que les habitants doivent pouvoir comprendre les situations de la ville : pourquoi elle est comme ça ? Comment elle évolue ? Quels sont les mécanismes ? Pourquoi elle peut se modifier ? Comment elle se refait sur elle-même ? Vous voyez, c'est vraiment quelque chose d'important, de comprendre le cadre de vie dans lequel on est, quand même. Pour essayer d'avoir des repaires.

FM- Tout à l'heure vous me parliez de votre période de mandat, et aujourd'hui de votre action...

JPG- Ben oui, j'ai plus un mandat politique là, mais en fin de compte, c'est plus fort qu'un mandat politique, en fait. C'est quand même une responsabilité qui est importante. Par exemple jeudi prochain, donc après demain, avec une trentaine, trente-cinq membres de de l'association, on va voir, on va visiter les éco-quartiers de Dijon. Enfin quelques-uns, par exemple. On regarde ce que fait la ville. Bon, on a des rapports avec la ville. Et

puis la ville, nous utilise en fait, pour nous Icovil, c'est un peu sa devanture : les réalisations de la ville on les retrouve là, on est au courant et puis c'est une association qui est dynamique parce qu'on a une journée découverte, on a des journées d'étude. Alors on va également dans les autres villes de France voir ce qu'il s'y passe, avec les pôles urbanismes. On rencontre ceux qui ont également les responsabilités d'urbanisme de leur ville : comment ils font ? Comment ils s'y prennent ? Comment ça se passe ? Pour nous, c'est assez interactif, en fait, pour comprendre un petit peu. Et dans toutes les villes dans lesquelles on est passé, même il y a deux trois ans, on est allé à Genève, on n'est pas tellement allé à l'étranger mais enfin, on est allé dans beaucoup des grandes villes de France : Marseille, l'an dernier on est allé à Mulhouse, l'an prochain on ira Strasbourg, Nancy...enfin bref...Metz. C'est un échange sur l'approche de ces mutations urbaines. Si bien qu'on reste quand même une association dans laquelle...bon c'est une association un peu intellectuelle, il y a quand même beaucoup d'architectes dans l'association. Ça leur permet de voir un petit peu ce qu'il se passe ailleurs. Professionnellement ça les enrichit aussi, bien sûr. Mais vous voyez, c'est un décalage, parce que moi je serais resté à la mairie de Dijon sans aller à Icovil, une fois qu'on est élu, qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse ? Un élu, normalement -enfin je dis bien normalement- un élu, il doit mettre en place les propositions qui ont été faites au moment de l'élection. C'est ça, dire : « tiens, on a mis cinquante choses », et puis on essaye de dire pendant le mandat : « bon, une c'est fait, on barre ; la deux, bon c'est fait, on barre ». Mais on n'est pas dans une situation, pratiquement, de force de proposition. On essaye de concrétiser ce qu'on a avancé. Alors que là, on est quand même au-delà, ici, je suis quand même dans un autre système. On est à l'écoute aussi de la population. Mais par contre, nous, on ne fait pas de politique, c'est pas notre rôle. On fait un peu de l'éducation urbaine, quoi. C'est politique aussi à la limite...quand on est enseignant. Mais on fait de la formation, on essaye d'éclairer les citoyens du mieux possible.

FM- Et ça, vous ne le retrouviez pas dans votre rôle d'élu ?

JPG- Ben non ! Non non, on ne le fait pas, non. Pendant mon rôle d'élu, non. Et puis quand vous êtes élu, vous passez votre temps à convaincre les collègues de la nécessité de votre mission. Tout le temps on me disait, quand je demandais des financements année sur année : « Ho ben tu as le temps, tes bâtiments ne vont pas tomber, tu as pas besoin de faire ça .»

FM- Pourtant c'était un axe fort, dans la campagne de François Rebsamen, la culture, le patrimoine ?

JPG- Oui, vous savez, les élus, les problèmes du patrimoine, c'est pas trop leur truc, en fait. Sincèrement, ça ne leur paraît pas très concret. C'est vrai qu'il n'y a pas un retour d'investissement qui est forcément direct pour eux. Ben c'est un retour d'investissement quand même, ça a un impact sur le tourisme, sur les visites, tout ça. C'est un rayonnement culturel. Enfin, moi je le vois, puisque, vous savez, j'ai monté ce dossier sur les Climats des vignobles de Bourgogne, à partir de 2004, et c'est vrai que j'ai engagé la ville dans -si on peut parler de ça maintenant- j'ai engagé la ville au niveau national et international, en tant qu'élu. C'est la partie qui m'a plu énormément. J'ai fait la convention du patrimoine quand je suis arrivé en 2003, en 2008, j'ai fait ce dossier pour les villes d'Art et d'Histoire, c'est quand même pas rien. Bon, ce n'est pas le tout d'avoir des labels, parce qu'après si on ne les utilise pas. Enfin, ça c'est un autre problème. Après j'ai fait adhérer la ville au comité international des Monuments et des sites, qui s'appelle Icomos. Icomos France. Et puis j'ai été administrateur à l'Icomos France. Après je me suis mis dans la commission l'Icomos national, dans la commission du patrimoine mondial. Et puis après j'ai suivi les travaux de l'Icomos France et de

l'Icomos international et c'est là que j'ai commencé à aller au Canada, en Chine, dans différentes villes. Et puis en même temps, avec l'association des Climats du vignoble de Bourgogne, on a construit le dossier du patrimoine mondial, on l'a construit sur le terrain et puis moi je m'occupais plutôt des relations nationales et internationales avec les ministères de la culture et de l'environnement pour caler le contenu du dossier. Et puis de répondre aux orientations de l'Unesco également, c'est un truc qui est très compliqué. Il faut vraiment être dedans tout le temps. Donc quand j'ai arrêté mon mandat en 2008, c'est pas que je n'ai pas voulu m'arrêter ou que le maire m'a dit : « j'ai plus besoin de toi ». Moi, d'abord, je fais une parenthèse pendant mon mandat : « tu as vu tout ce que tu as dépensé pendant sept ans, le palais des ducs, le cellier de Clairvaux, Sainte Anne, tout ça ». Bon, c'est vrai que j'ai fait faire des gros travaux, mais il fallait les faire. Il y avait déjà une politique avec Robert Poujade, avec lequel j'avais de bons, de très bons rapports, l'ancien maire de Dijon, qui avait lui une sensibilité au patrimoine très forte. Bon, on a continué mais il fallait le faire pour la ville de Dijon, parce que si on veut qu'il y ait un attrait visuel sur la ville, il faut qu'elle soit en bon état. Si c'est tout délabré de partout, vous n'allez pas attirer le regard de la communauté internationale sur vous, ce n'est pas possible. Donc il y avait toute cette maîtrise à faire et j'ai été bien soutenu parce que le maire m'a dit : « je te confie ce dossier » en 2003 et puis je lui ai demandé, pendant la fin de mon mandat, j'ai continué, bien sûr. Bon, j'ai travaillé avec Ville d'Art et d'Histoire, on a travaillé sur la ville ect. Et puis après quand le dossier est arrivé à un certain point de construction, quand on s'est aperçu et que l'Etat a vu que ce dossier était quand même solide, après on a reçu quand même les experts de l'Unesco qui sont venus. D'abord la commission française de l'Unesco qui est venue, qui a dit oui, le dossier nous semble intéressant, c'est bien. Pour voir ce que l'on racontait historiquement, est-ce que l'intégrité, l'authenticité de ce qu'on donnait était vraiment visible sur le terrain. Après, en 2014, on a eu les experts de l'Icomos international qui sont venus là, bien sûr, plusieurs jours. Au début de l'année 2014, la France a dit : « je vais présenter deux dossiers pour être sur la liste du patrimoine mondial ». Donc ils ont pris deux dossiers des Climats du vignoble de Bourgogne et le dossier des paysages de Champagne. Il y a eu deux dossiers qui ont été présentés en 2015 au comité du patrimoine mondial à Beaune. Et les deux dossiers sont passés. Voilà.

FM- Vous me parliez de l'ancien Maire Robert Poujade tout à l'heure. Est-ce que vous pourriez me dire quelques mots de ce que vous voyiez de son héritage, de ce qui est resté ? Aussi peut-être de sa vision ?

JPG- Non mais je vais dire, Robert Poujade, il avait fait beaucoup de chose, parce qu'il a arrêté...Vous savez, dans les années cinquante on modernisait les villes, on faisait des parkings, on attirait la voiture en centre ville, tout ça. On faisait des grandes avenues, on faisait des percées. Il a arrêté tout ça pour laisser un petit peu l'unité du centre ville, du centre historique. Moi je lui sais gré d'avoir... Bon, c'est vrai qu'il y a quand même eu des choses ...par exemple vous voyez tout ce qui est le parking Dauphine, je ne sais pas si vous voyez ça, ça a quand même été un îlot qui a été rasé pour faire un truc qui est vraiment pas très chouette : Monoprix, tout ça, là cette galerie marchande. Mais c'est lui qui a arrêté quand même les travaux d'extension. Pour l'instant il faudrait refaire un peu de couture là-dessus pour reprendre un peu tout ça. Bon, la ville ne peut pas tout faire non plus. Il a également arrêté cette percée dans la rue Lamonnoye, derrière le théâtre. Il a arrêté beaucoup de choses. Bon, était ministre de l'environnement donc il a planté pas mal d'arbres dans Dijon aussi. Bon, ça c'est un aléa, c'est peut-être un attribut à la ville mais enfin. Et je lui sais gré parce que c'était un des vices présidents d'Icomos France, Robert Poujade pendant un moment. C'est un incroyable. Et c'est lui qui va avant mon mandat -bon, on sympathisait bien avec Robert Poujade, on était pas du tout du même bord politique, enfin, moi j'étais dans l'opposition- mais il avait le

soucis patrimonial, je trouve, franchement. D'ailleurs je communique toujours un peu de temps en temps avec lui.

FM- Cette politique, à l'époque, elle avait rencontré des oppositions ?

JPG- Ben, des oppositions, non, pas tellement, parce que regardez, pendant que j'ai été élu, j'ai fait classer beaucoup de choses dans la ville de Dijon, alors attendez voir un peu comme trucs intéressants : j'ai créé le site inscrit, c'est pas un site classé, c'est un site inscrit, je ne sais pas si vous connaissez cette démarche, de là où on est en train de faire la cité de la Gastronomie à l'Hôpital général. Bon, personne à l'époque, quand j'ai fait ça... j'ai demandé, bien sûr, j'ai été obligé de demander l'avis au maire pour faire le dossier avec la direction Régionale des Affaires Culturelles. Donc on a mené ça avec la Drac, avec Madame Labourdette, qui était Drac et qui est maintenant directrice des musées de France. J'ai demandé au maire. Une fois que ça a été fait, j'ai eu bien sûr tous les ...l'élu de l'urbanisme sur le dos : « je ne peux plus rien faire, c'est scandaleux ». J'ai dit oui mais le maire a donné son accord. D'ailleurs je ne savais pas bien s'il voyait un peu, mais enfin, il n'y a pas tellement de contrainte, après c'est une discussion. Donc j'ai fait inscrire le site du vieil hôpital, j'ai fait aussi inscrire le site de la Motte Giron, je ne sais pas si vous connaissez. C'est un magnifique fort de défense des années soixante-dix, après la guerre de soixante-dix. Il y a eu une ligne de défense au Sud pour protéger la nouvelle frontière française, et il y a eu plusieurs forts qui ont été construits au niveau de Dijon, dont celui de la Motte Giron, sur dix hectares. C'est un fort serré de rivières, de type serré de rivières qui est vraiment extraordinaire, il faut visiter ça parce que au niveau du bâti, c'est éblouissant. Il n'a jamais servi de toute façon. Comme moyen de défense, à la guerre de 14, il n'a pas été attaqué, et puis à la Deuxième Guerre mondiale non plus. Donc j'ai fait inscrire ça, et puis différents monuments. J'ai eu une politique patrimoniale forte, parce que j'étais d'accord, par exemple on a mis comme monument du XX^e siècle Sainte Bernadette. J'ai fait ainsi inscrire l'Eglise de l'Assomption qui est à côté de Notre Dame. Enfin, pas mal de petits trucs. Ben ce jardin, par exemple, qui était fermé, c'est moi qui ai fait poser la grille là bas par exemple, sur la rue, pour l'ouvrir au public. Comme dans la rue Sainte Anne, le petit jardin qui est en face le musée Sainte Anne, aussi, on l'avait fait. Et puis j'ai eu une politique forte aussi quand je suis arrivé également en 2002. J'ai dit, bon voyons voir. J'ai regardé, les services de la ville étaient enfermés dans des bâtiments historiques et je me suis aperçu qu'on avait des services qui ne recevaient pas de public du tout, qui était dans de très beaux monuments historiques. Donc j'ai fait déménager tous ces services, tous ceux qui ne recevaient pas des publics, on les a mis là où ils sont actuellement, et puis j'ai fait mettre des services qui reçoivent du publique, pour que le public puisse voir l'intérieur de ces monuments historiques. Et actuellement, c'est une politique tout à fait inverse qui est menée, puisque actuellement, la ville elle a concentré ses services dans un immeuble neuf qui est place du 1^{er} Mai, je ne sais pas si vous voyez.

FM- Oui, j'y suis allée.

JPG- Donc il y a tous les services qui sont là. Bon, pourquoi pas, je n'ai pas à juger de ce qui se passe, mais je pense que c'est dommage. Et puis on avait dispersé un peu les services dans la ville. Parce que une ville, pour qu'elle soit vivante, il faut que les gens puissent circuler d'un service à l'autre. Si vous mettez tout au même point...je vois bien, les gens qui travaillent là-bas, qu'est-ce qu'ils font le soir ? Ils ne reviennent pas au centre ville de Dijon. Ils rentrent chez eux, ils ont leurs affaires. Donc il y a un petit peu une perte dynamique sur la ville. Bon, ça n'a pas été bien facile au début mais enfin, j'avais trouvé un directeur général des services et j'avais essayé de le convaincre. Il m'avait dit « bon, je suis d'accord avec ça, on va mettre comme ça ». Et puis la ville, elle vend, cet hôtel ci qui est encore à la ville, la ville vend son patrimoine. Bon pourquoi pas,

à la limite, mais ce que je regrette, c'est que la vente du patrimoine...Si elle vend sans projet derrière un patrimoine, qui est quand même un patrimoine historique, c'est quand même un petit peu gênant, parce que, hélas, on ne va pas passer en revue tout ce qui ne va pas dans Dijon, mais on s'aperçoit qu'il y a des lieux qui étaient des lieux publics à la ville qui ont été vendus et qui sont devenus des lieux privés.

FM- Ça limite l'accès ?

JPG- Ben oui ! Ça limite l'accès du public. Si j'étais un peu embêtant et gênant, je demanderais le déclassement de ces monuments, ils ne peuvent plus avoir le statut de monument historique classé. Parce que un monument historique, quand il est classé, il faut qu'il puisse recevoir du public, autrement ...Bon, enfin, c'est une autre politique qui est menée actuellement.

FM- L'accent est peut-être plus mis sur la culture que sur le patrimoine, je ne sais pas ce que vous en pensez...

JPG- L'action mise sur la culture ? Alors là, moi je ne suis pas du tout du côté de la culture vivante. J'apprécie beaucoup de choses, c'est sûr mais ce n'est pas...mon fonds de commerce quoi. Je suis plutôt sur le patrimoine bâti.

FM- Mais vous pensez que c'est une tendance qui s'est inversée en cours de mandat ?

JPG- Non...Oui et non pour Dijon, parce que quand je vois ce qu'il se passe au musée des Beaux Arts, c'est sûr que...D'ailleurs, la convention patrimoine que j'avais réalisée avec l'Etat en 2002, c'est elle qui a permis en 2008, quand je suis parti, de restaurer le musée. L'Etat a dit : « ce que je vous donnais à vous, à la ville, je ne le donne plus, mais je le mets dans le musée ». Par exemple. Ça, ça se continue de nos jours, actuellement. La deuxième tranche. Bien sûr que le musée des Beaux Arts, c'est un axe fort des dépenses culturelles quand même. La Vapeur aussi est en train de se développer. Il y a un nouveau directeur des musées et du patrimoine qui est en place depuis le premier avril de cette année, qui a sans doute une vision culturelle que je ne connais pas encore, hein, je n'ai pas lu son programme. Mais il a dit qu'il allait le présenter d'ici la fin de l'année. Je ne sais pas trop à quelle sauce on sera mangés, là non plus. Je n'en sais rien. Nous, à Icovil, on s'était plutôt rapproché du Musée de la Vie Bourguignonne en fait, pour essayer de faire un peu un musée de société. Ce qui aurait été quand même intéressant. Alors moi je vais développer un certain nombre de choses, sur lesquelles on est en train de discuter là, mais je ne pense pas que ce soit tellement leur ...ou alors je ne sais, est-ce que politiquement on lui a dit « non, ne faites pas ça ». je n'en sais rien. A la limite, je ne sais pas trop quelle est la vision politique des élus, enfin, la politique culturelle des élus, hein. Bon, parce que ça, c'est compliqué, quand vous avez une structure comme l'opéra de Dijon, avec un directeur qui a une vision qui est bien structurée...sur sa politique culturelle, hein : il veut ouvrir son opéra sur les jeunes ect...sur ses spectacles. Bon, l'écu, est-ce qu'il a beaucoup de prise là ? Il faut vraiment un élu qui ait de la poigne par rapport au directeur. Pour faire les programmes, ça doit être compliqué là quand même.

FM- Il y a la Minoterie qui a été mise en place, à destination des jeunes publics...

JPG- Oui, oui, c'est intéressant bien sûr. A Icovil on travaille beaucoup, on travaille avec eux, avec la Minoterie bien sûr. Et puis avec d'autres associations qui sont attachées aussi à la Minoterie.

FM- Alors je vous avais lu un petit peu, vous aviez fait quelques interventions médiatiques au moment de l'inscription des Climats de Bourgogne et il y avait quelque chose qui m'avait interpellée : vous aviez dit que grâce au classement à l'Unesco, le monde portera

un regard plus culturel sur Dijon. Selon vous, pourquoi faut-il penser en terme de culture ou de culturel ?

JPG- C'est quelque chose de fort, c'est une reconnaissance de la communauté internationale sur le bien que vous leur proposez, si bien que le site qui est proposé sur la liste du patrimoine mondial, une fois qu'il est sur la liste, il n'appartient plus qu'à la commune, au département, ou à la région, ou même à l'Etat, mais il appartient à la communauté internationale. C'est quelque chose de très fort et vous comprenez bien, quand j'ai dit ça, il faut que ce site qui a une identité forte au niveau de son authenticité et de son intégrité, il faut que ce site puisse être compris par le voyageur qui est porteur d'une autre culture, puisse comprendre la nôtre. Vous comprenez la problématique. Parce que sinon, ça ne servirait à rien d'être sur cette liste du patrimoine mondial. Si on n'explique pas au visiteur d'une autre culture, si on explique pas la nôtre pour qu'il puisse la comprendre. Je ne sais pas si vous voyez ce que je veux dire. On ne peut pas rester comme ça après. Parce que là, on a une chance...bon, c'est vrai, on a pas mal travaillé, mais il y a les 1247 parcelles des Climats de Bourgognes qui sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial, plus le secteur sauvegardé de Dijon, qui est, en fin de compte, l'attribut des climats. Si historiquement il n'y avait pas eu les religieux, les parlementaires du XVIII^e, dijonnais, hein, puisque dans Dijon il y a à peu près cent cinquante hôtels parlementaires, et tous ces parlementaires avaient des vignes sur la côte. C'est eux qui ont construit les climats, c'est les ducs de Bourgogne qui ont construit les climats, qui ont sauvé le Pinot noir. Tout ça, c'est les parlementaires du XVIII^e qui ont favorisé...les religieux, il faut les mettre dans le paquet. Le clos de Vougeot, c'est Cîteaux quand même, qui a installé ce monde de la vigne ici sur la côte. S'il n'y avait pas eu les religieux, les politiques et puis, hé bien ma foi, évidemment les négociants, tout ça, on n'aurait pas pu construire les climats des vignobles de Bourgogne, c'est évident. Donc cette valeur universelle exceptionnelle, parce que c'est à ce titre là qu'on est inscrit sur la liste du patrimoine mondial, c'est un travail des vigneron et des vigneronnes sur leurs terrains, avec derrière eux tous ces attributs, qui ont permis...Donc c'est une valeur humaniste forte en fait. Bon, après, qu'est-ce qu'il se passera maintenant ? Parce que c'est pas le tout d'être inscrit sur la liste du patrimoine mondial, si personne ne prend en main tout ça, si on n'arrive pas à construire quelque chose pour montrer le côté culturel de cette inscription, ça risque de tomber à l'eau, c'est évident. Il y a pas mal de site en France qui sont sur la liste du patrimoine mondial, dans lesquels il ne se passe rien du tout. Rien. On a inscrit un beau monument et puis si on ne sait pas pourquoi il est là, si on ne sait pas comment on va le faire rayonner, si on ne sait pas comment on va le faire interpréter. Alors c'est le soucis maintenant de notre association. Parce qu'il va falloir gérer le site maintenant, gérer tout ça. On a pris des engagements vis-à-vis de l'Unesco et on va nous demander des comptes, bien sûr. Je vois bien, j'étais au dernier comité -j'en ai plusieurs, des comités du patrimoine mondial également- et bien comme dans tous les comités du patrimoine mondial, là on était inscrit à Bône en Allemagne au début du mois de juillet, avant le comité qui a examiné les quarante et un dossiers, je crois, internationaux. Pendant deux-trois jours avant, le comité du patrimoine mondial a examiné l'état des sites qui étaient déjà inscrits depuis 1960...le premier ça devait être...alors attendez, la convention du patrimoine mondial c'est en 1972 : en 1977, je crois, les premiers sites qui ont été inscrits. Donc on a regardé dans quel état ils étaient, ce qui se passait dans le monde.

FM- Parce que on a beaucoup parlé, notamment les élus, de tourisme, de retombées touristiques.

JPG- Ha oui oui, bien sûr, non mais ça c'est le côté alimentaire, mais si on en est que là, c'est un peu dramatique, franchement. Sincèrement, je le dis, parce que bon, bien sûr, le côté touristique, mais je l'ai dit tout à l'heure, si on ne fait pas les efforts, parce que si

le touriste vient et qu'il est là : « oui, c'est bien, c'est bien ». Si on ne lui donne pas les clefs pour comprendre le site, pourquoi il est au patrimoine mondial, pour quelles raisons, on a raté notre coup, parce que on ne lui a pas donné une autre vision, une autre dimension dans sa culture personnelle, je veux dire. Je me souviens une fois quand j'avais été au Canada, j'avais été reçu, il y avait le maire de Xian, en Chine, qui était là, il y avait le maire de Montréal, un autre maire d'une autre grande ville européenne, et ils discutaient, on était sur les bords du Saint-Laurent, et ils discutaient : « Alors moi, vous comprenez, on a un tour operator ». Alors il faisait les villes du patrimoine mondial, vous voyez, quelques villes, mais c'était épouvantable en fait. Mais c'est vrai qu'il y a des touristes étrangers, en France, ils viennent voir telle ou telle ville, mais quand ils savent que ce sont des villes sur la liste du patrimoine mondial, il y a une plus grande attirance à aller voir le site, ça c'est sûr. Mais enfin, on est quand même porteur d'un...on a une responsabilité, c'est que on a à montrer la valeur universelle de notre site, il n'y a pas d'ambiguïté, c'est ça, notre mission quand même. Je ne sais pas sous quelle forme...maintenant on a une authenticité à préserver également, il faut quand même veiller. Il n'y a pas tellement de contraintes quand vous êtes sur la liste du patrimoine mondial, parce que la seule contrainte, c'est que l'ensemble du site qui est inscrit au patrimoine mondial, c'est-à-dire la zone centrale, qui elle est vraiment inscrite, et puis la zone tampon qui est autour, il faut que -et chez nous ça représente je crois 55 000 hectares au total- il faut que tout soit préservé au titre de la réglementation nationale. Donc sur le site ça va assez vite, au Sud de Beaune, c'est un site classé qui existe, c'est la Côte méridionale de Beaune, de Beaune à Dijon on est en train, avec l'Etat, de mettre en place deux sites classés, site au Nord de Beaune et la Côte de Nuit entre Nuits Saint Georges et Dijon. Et puis là où il y a des trous, parce que le classement -j'ai bien dit un site classé c'est quelque chose de fort- ça répond à des critères. Là on n'a pas pu mettre les critères, on essaye de trouver d'autres réglementations, en particulier les Aires de Valorisation d'architecture et du patrimoine, les A.R.A.P. qu'il faut mettre en place dans les villages. Et ce n'est pas une affaire facile parce que il faut aller convaincre les maires, les conseils municipaux, de l'importance de cette protection. Ce n'est pas une protection de l'Unesco, c'est une protection de l'Etat, une application des protections de l'Etat dans lesquelles se trouve le site. Et là on n'a pas fini encore, on n'a pas fini ça. On s'est engagé devant le comité du patrimoine mondial. L'ambassadeur de France auprès de l'Unesco s'est engagé à Bône, là, au mois de juillet, en disant : « Ecoutez, on vous promet qu'on continuera. » Parce qu'on ne peut pas tout faire : une AVAP, ça demande quand même quelques années à être fait, pour être réalisée.

FM- Vous parliez de travail de terrain. Comment ça s'est passé ?

JPG- Oh ben le travail de terrain. Alors voilà, ça s'est passé tout simplement. On a fait appel à des cabinets spécialisés, des cabinets patrimoniaux, pour faire les inventaires du patrimoine sur toute la Côte. En France vous avez un certain nombre de cabinets spécialisés qui font ça. De même que quand vous avez une AVAP à réaliser, la commune elle fait appel également à des experts, pour analyser le patrimoine du coin. Et là, on en a eu plusieurs également, et puis il y a eu les services de la région également, le service régional du patrimoine, avec lequel on est intervenu également. Et puis actuellement, on travaille toujours avec les services de l'Etat, parce qu'on n'a pas tout à fait terminé encore. Avec la DDT, la DDT qui a un rôle important, en particulier sur toute la signalétique. Mais là si vous n'êtes pas attentif...on a fait enlever beaucoup de panneaux publicitaires autour de Dijon, entre Dijon et Beaune et puis partout...des centaines ! Avec la DREAL également, qui se charge des dossiers de construction des sites classés, au Nord de Beaune et puis au Nord de Nuits Saint Georges, et puis qui est en train également de réaliser un plan de paysage au niveau des carrières de Comblanchien. Parce que là, on a eu un problème avec l'Unesco : ils ne sont pas très carrières eux. Pour eux, c'est...Surtout qu'en France, on a beau dire qu'on est les meilleurs en matière de

patrimoine, on n'aime pas les remarques que les autres nous font, alors que souvent on les mérite. Parce qu'on se croit toujours : « le patrimoine, on protège bien en France... ». Il y a des pays qui protègent autant que nous si ce n'est pas plus et au niveau des carrières de Comblanchien, c'est vrai qu'une carrière, par définition, c'est aussi... Nous on a voulu mettre les carrières dans le site, c'est dans la zone périphérique, la zone tampon. Mais enfin, dans la zone tampon, il doit y avoir les mêmes protections que dans la zone centrale. Parce que si on a le palais des Ducs à Dijon, s'il y a les Hospices de Beaune, c'est parce que on a trouvé de la pierre. Il fallait bien la tirer de quelques part. et donc on a associé cette pierre comme attribut à la réalisation des monuments, dans la ville, et puis dans les murets, autour des vignes, dans les petites cabotes, tout ça... il a bien fallu trouver de la pierre. Et alors là, c'est un argument qui a été assez convaincant par rapport à l'Unesco. Mais l'Unesco maintenant nous demande : « Oui mais dites donc, sur les carrières de Comblanchien, là, il faudrait peut-être que ça s'arrête, vous n'allez pas démolir la Côte jusqu'à Dijon, parce que on va enlever l'intégrité du site. » Si ça disparaît, il n'y a plus rien... Et donc l'Etat est en train de mettre en place un plan paysage, qui répond également à des critères assez spécifiques et là il y a un petit peu, si vous voulez, entre les exploitants, qui eux, quand on exploite une carrière, nous expliquent -on est allé les voir souvent- ils nous disent : « mais nous, quand on a du matériel à investir, on ne peut pas investir du matériel coûteux sur trois ans. Nous, ce qu'on veut, c'est avoir la carrière sur cinquante ans ». Et là, je ne sais pas trop... oui, je pense qu'on va trouver des solutions, mais vous voyez, on ne peut pas non plus mettre un site au patrimoine mondial si la vie locale elle ne peut pas se développer non plus ! On ne peut pas mettre ça sous une cloche, ce n'est pas possible, donc c'est un site vivant quand même : les exploitants agricoles, du vin, leur vigne, il faut la tailler, la déplacer, faire des ajouts. Donc c'est un système vivant. Donc il faut trouver un équilibre, si je puis dire, entre l'existant et ce que l'on veut faire sur les projets.

FM- Est-ce que vous pensez que ces questions patrimoniales ont une capacité de mobilisation forte auprès des citoyens ?

JPG- Je pense que, vous voyez, quand on a commencé ce dossier, c'était un peu compliqué, parce que... Bon, je ne veux pas dire que, c'est un peu une idée un peu bizarre... bon, moi je l'ai dit tout à l'heure, je suis quand même convaincu de l'intérêt du patrimoine pour le citoyen, pour sa vision des choses. C'est quand même un enseignement fort le patrimoine, on voit ce qu'il s'est fait avant, il faut voir ce que ça peut nous apporter également, et quand on s'est retrouvé avec quelques-uns, des gens du monde viticole, on a partagé. Eux, ils avaient à pérenniser des savoir-faire, également. Les savoir-faire d'aujourd'hui, ils les détiennent de ceux qui étaient avant eux. On avait une continuité à assurer ici. Donc on a créé un noyau un peu fort, mais après, on savait que si on n'avait pas une adhésion forte des gens concernés, de ces travailleurs des Climats, des vigneron, de tout ce monde là, des habitants également, puisqu'on a eu quand même plus de 65 000 adhésions identifiées, recensées... c'est quand même...

FM- A l'association ?

JPG- Oui, à l'association, on l'a recensé, tout ça. Quand on a montré tout ça à l'Unesco, ils ont quand même été un peu soufflés ! Il a quand même fallu se déplacer, aller voir. Bon, je pense qu'il y a toujours des gens qui sont convaincus que ça ne sert à rien. Pourquoi pas, à la limite ? Je n'en sais rien. Mais il y en a qui ont dit : « Oulàlà, on en a rien à fiche, on va avoir que des contraintes gnagnagna ». Bon, voilà, ce n'est pas. Par contre, on a eu par exemple des syndicats viticoles qui nous ont dit : « mais pourquoi on n'est pas avec vous ? ! On aurait bien aimé ! ». Vous voyez, on a quand même pris... ça s'appelle Les Climats du vignoble de Bourgogne alors que c'est quand même qu'un

espace en Côte d'Or et un petit peu en Saône et Loire, quelques communes. Et certains nous ont dit : « oui mais pourquoi ? ». Alors on a quand même bien réfléchi : on a quand même mis dans notre inscription au dossier, on a quand même mis Les Climats du vignoble de Bourgogne. On n'a pas dit le vignoble de Côte d'Or. On essaye de tirer vers le haut, pour associer l'ensemble du monde viticole de la Bourgogne. Mais ce n'était pas un dossier viticole non plus, c'est pas un dossier de vin. Dans les membres du comité du patrimoine mondial -le comité du patrimoine mondial est constitué de vingt-et-un membres, de vingt-et-un pays, qui sont désignés par les 197 pays de l'Unesco. C'est eux qui constituent le pôle culturel du patrimoine mondial. Parmi ces pays, il y a des pays, les vignes, ils en ont rien à fiche. Les pays du Moyen-Orient ou autre, le vin, eux, ça leur dit rien, et puis ce n'est pas du tout leur culture non plus. Donc on ne peut pas non plus, quand on est devant un comité du patrimoine mondial, ou quand on construit un dossier, on impose pas quelque chose aux autres. On a une démarche culturelle : pourquoi cette population, elle s'est dirigée vers ce mode de culture ? Vous voyez bien le...Donc ce n'est pas un dossier de pinard, pour aller vite. Parce qu'on nous a dit : « Oui, quand on va être au patrimoine mondial, le prix du vin va augmenter. » Ben non, l'emblème du patrimoine mondial et le logo de l'Unesco ne sera jamais sur les...c'est pas un attribut commercial, au contraire. On les a bien averti. Depuis qu'on est rentré juillet-août-septembre, on est en train de travailler sur une problématique, sur la signalétique : comment vous pouvez faire, ce que vous ne devez surtout pas faire. Parce qu'on est sur la liste du patrimoine mondial, mais on peut être retiré, aussi. Ce n'est pas définitif. Il faut se comporter par rapport aux orientations qui ont été données par l'Unesco. Donc il faut qu'on soit vigilant, et essayer d'informer le mieux possible les collectivités, les particuliers. Mais bon, je sais bien qu'on aura quand même deux trois trucs qu'il va falloir gérer à un moment.

Moi- Vous aviez travaillé avec le Conseil départemental, le Conseil régional ?

JPG- Alors l'association, elle a été créée pour constituer le dossier, le dossier est fait donc l'objectif de l'association il tombe et actuellement, on est dans un No man's land, si je puis dire. Et l'association...moi je me pose la question par exemple : j'ai fait mon travail, je ne me vois pas continuer, je ne vais sans doute pas continuer dans l'association. Parce que là, dans l'association, je représente encore le maire de Dijon. Parce que dans l'association, les fondateurs, c'est la ville de Dijon, de Beaune, la Région, le Département, plus le bureau interprofessionnel des vins de Bourgogne. Parce que ça a été aussi un petit peu particulier : moi je leur ai dit, quand on a commencé ce dossier en 2003, je leur ai dit : « si jamais c'est les politiques qui font ce dossier, on ne va pas y arriver ». Parce que bon, je m'en doutais, ça faisait un moment que je faisais de la politique, ils vont tous se tirer : « c'est à moi, c'est à moi, c'est à moi ». Vous savez comment ils sont, c'est épouvantable. Dès qu'il y a un truc qui marche, il y a forcément un politique qui vous le pique. Alors là, on a été très fort. Il y a quand même des élus dans l'association, hein. Quand même, il y avait des représentants, mais bon, ils ne nous ont pas trop embêtés. Enfin, moi j'étais élu, puisqu'en 2008...donc j'étais quand même dans l'association. Et maintenant, l'association, elle ne peut pas gérer le site. C'est quand même les élus qui gèrent, c'est les collectivités qui vont gérer toute cette grande surface entre les Maranges, bien au Sud de Beaune, tout ce qui est Dijon, c'est les élus, les collectivités qui gèrent le site. Et nous on s'est engagé sur des chartes, sur pas mal de choses, donc je pense que je resterai encore peut-être un petit moment, parce qu'on a encore un an ou deux pour vraiment terminer le dossier. Puisqu'on a fait des promesses à l'Unesco, je pense qu'il faut...Moi je dis : « bon, je reste parce que je n'ai quand même pas passé douze ans sur ce dossier, et puis que maintenant ça n'aille plus ». On est un ou deux comme ça dans cette association à avoir cette idée. Il faut toujours convaincre, encore actuellement. Ça demande encore un petit peu du travail.

FM- Vous parlez de l'Unesco ?!

JPG- Non, pas l'Unesco ! Les acteurs du terrain ! Il faut encore leur dire : « bon ben écoutez... ». Non mais c'est vrai que ça appartient à ces acteurs de terrain. Je veux dire, c'est eux que ça concerne, c'est pas... Non mais on a fait beaucoup de choses. Même maintenant encore, on se déplace pour aller présenter le dossier.

FM- Les acteurs de terrains donc les maires, les viticulteurs...

JPG- Oui, bien sûr. Ça appartient à eux, en fait. Ça appartient à eux, et puis je pense maintenant... vous voyez, quand on a été inscrit, moi ça m'a bien fait plaisir parce qu'il y a des petites communes qui nous ont appelé après, qui nous ont dit : « ha oui, écoutez, c'est vraiment super ce que vous avez fait pour nous, on va être... ». Il y a une reconnaissance. Donc l'inscription, c'est une reconnaissance, hein, pour ceux du terrain. Et puis c'est une fierté pour eux. J'espère qu'ils vont être fiers d'être sur la liste du patrimoine mondial et que en étant sur la liste du patrimoine mondial, ils auront cette fierté, ils auront cette reconnaissance, et ils se diront : « Ben je ne peux pas faire n'importe quoi ! Je ne vais pas monter trois étages sur ma grange, défigurer tout ça ». Et ils vont devenir, eux, des acteurs du terrain, avec cet esprit de partage avec le reste de la communauté internationale. Ça devrait prendre, j'espère.

Annexe 11 : Entretien avec Michèle Curtil Faivre, ancienne conseillère municipale adjointe à la culture sous le mandat de Robert Poujade (1990-2001) et Michel Bon, ancien Directeur territorial à la Ville de Dijon (1972-2011)

Janvier 2016

FM- Pour commencer, est-ce que vous pourriez retracer votre parcours professionnel, votre formation ?

MCF- Alors, parcours professionnel : j'étais avocate, ça fait longtemps, de 1971 jusqu'en 2003 à peu près. Pas spécialement tournée vers les affaires culturelles parce que quand on a une profession indépendante, on s'y consacre beaucoup. Même si j'allais aux spectacles, je n'avais jamais vraiment envisagé d'être dans les affaires culturelles ou adjointe à Dijon. Alors par contre, je faisais de la politique, et au départ j'ai été...j'habitais en plaine de Saône, pas à Dijon. J'ai été secrétaire de la cinquième circonscription R.P.R. qui était la circonscription de Beaune. Et puis en 1983, contre toute attente, dans ma commune de résidence de plaine de Saône de 450 habitants, j'ai été élue au conseil municipal chez les ruraux. Un conseil municipal de onze, seule femme. 1983. Et c'est là que j'ai fait mes premières armes : pas facile, je pense que vous vous en doutez, dans un milieu d'homme, rural, une femme qui débarque, citadine, de profession libérale et jeune encore. C'était compliqué, mais c'est là où j'ai appris, je crois, ce qu'était la gestion d'une commune. Alors il n'y avait pas beaucoup de culture, pas beaucoup de culture dans ma commune, mais où j'ai découvert qu'il fallait oser dire même contre l'avis de tous. Et puis je repartais pour un deuxième mandat en 1989 quand Robert Poujade m'a fait appelée, et puis m'a dit : « je souhaiterais que vous soyez dans mon équipe ». J'ai renâclé, en disant « mais je suis très bien dans ma commune, même si je travaille à Dijon, ils me font confiance, j'ai appris des tas de choses, j'ai pas forcément envie ». Alors il m'a dit : « mais c'est pas possible, vous aurez des affaires intéressantes à Dijon, soyez dans mon équipe ! D'ailleurs, je veux que vous soyez adjointe. ». Alors moi j'ai dit : « mais je n'aurai pas le temps de faire etc....Et au début il m'a dit : « mais je vous donne un poste qui correspond à votre formation, adjointe à la santé et à l'hygiène ». Je lui ai dit « je ne sais pas, je ne vous réponds pas tout de suite ». Et il m'a dit : « je vous donne vingt-quatre heures ». Je me souviens de ma réponse, un peu impertinente : « c'est moins qu'un condamné à mort ». Après avoir questionné mon mari -j'étais son associée quand même- qui savait que je serai beaucoup plus prise, il m'a dit : « ben écoute, essaye, tu verras bien ». Voilà. J'ai été adjointe à la santé et à l'hygiène trois mois. Et puis j'avais commencé à étudier, je me souviens, le tri sélectif, que j'avais vu mis en place à Grenoble. Le maire me convoque. Il y avait eu la démission de mon prédécesseur, qui était Jean-François Bazin, qui après a été président de région etc., qui a fait un peu de fracas. Alors il y a toutes les versions. Je crois qu'il voulait faire un cabinet au sein de l'équipe municipale, son cabinet propre -enfin, c'est la version en tout cas- et que le maire avait refusé, et qu'il avait envoyé sa démission au maire, au directeur des Affaires culturelles et au Secrétaire général. Pensant que le maire ne donnerait pas suite à cette démission. Mais Robert Poujade a dit : « j'accepte votre démission ». Et il a démissionné de sa délégation mais pas de ...il était adjoint sans délégation.

FM- Il avait écrit un rapport...

MCF- Voilà. Exactement.

Michel Bon – Oui, un rapport sur l'état des lieux de la culture, que vous avez dû voir d'ailleurs.

MCF- Donc je débarque dans cette atmosphère. Après avoir dit non quand même trois fois au maire, en disant : « Monsieur le maire, je n'ai pas le temps, je ne suis pas cultivée,

je ne saurai pas faire avec les culturels ». Trois fois ! Et la dernière fois, il m'a dit : « mais je ne vous laisse pas le choix, vous êtes adjointe à la culture ». Donc je débarque dans cette délégation qui me faisait un peu peur quand même, ne connaissant pas les culturels, sachant qu'ils n'étaient pas de ma sensibilité politique, qui étaient un peu effrayants parce que très revendicateurs. Et puis sachant que j'allais y consacrer beaucoup de temps et que le cabinet allait en prendre un sacré coup, ce qui a été le cas. J'ai dit, bon, ben il faut que je m'y mette. Sachant que j'avais les opposants culturels, Bazin qui avait quand même fait une campagne un peu difficile. J'arrivais dans un terrain un petit peu glissant. Alors comment j'ai fait ? Je me suis dit : « ma vieille, tu ne connais strictement rien ». J'ai reçu au début les culturels, et je me suis dit : « comment je vais apprécier un projet etc. ? ». Et je suis très sincère dans ce que je vous dis, je me suis dit : « Tu connais une chose en tant qu'avocat, c'est le dossier, donc il faut que tu commences par des dossiers ». Alors j'ai dit à tous mes interlocuteurs, après les avoir beaucoup écoutés : « Ecoutez, c'est bien, mais vous allez me faire un dossier m'expliquant votre projet, me le chiffrant, et puis après on verra ». Et c'est à travers le dossier que j'ai vu les manques ou pas des projets. Et c'est comme ça que j'ai pratiqué au début. Alors on a tout le temps fonctionné comme ça, pendant douze ans, et ils savaient qu'il fallait quand même un dossier un petit peu structuré, il fallait savoir si le projet s'inscrivait quand même dans notre programmation, s'il rentrait économiquement parlant et artistiquement parlant. Par contre je ne leur ai jamais menti, c'est-à-dire que quand, à la différence de ce qui se pratique certaines fois...moi j'avais le courage de dire non, je ne peux pas, sans dire « le projet n'est pas bon » parce que ce n'était pas la peine de les décevoir et d'être agressive sur ce plan là...mais leur disant : « je ne peux pas cette fois-ci financièrement, la porte n'est jamais fermée, vous me redéposez un autre dossier etc. ». Voilà comment j'ai procédé au début. Après je vous laisse poser des questions si vous voulez.

FM- Oui, vous avez déjà en partie répondu à la première. Je voulais vous demander quels étaient les missions, les enjeux de cette délégation.

MCF- Alors là, je demanderai quelques fois l'aide de Michel parce qu'on a beaucoup travaillé ensemble. Alors il y avait plusieurs missions. Il y avait le patrimoine, les établissements. Alors les établissements, non seulement le fonctionnement, mais aussi les améliorations, et dieu sait s'il y en a eu beaucoup. Et puis il y avait l'animation via les structures municipales classique : bibliothèques, musées, archives. Et puis l'animation qui était très dense par le nombre d'associations qu'il y avait. Les deux devant s'harmoniser.

MB- Il y avait deux grands blocs. Il y avait le côté patrimoine, avec l'évolution en terme de travaux, de structure, d'animation. Et puis de l'autre côté, il y avait ce qu'on pourrait mettre dans le spectacle vivant, qui en fait a été l'animation culturelle.

MCF- Il fallait que les deux s'harmonisent. Avec aussi des directeurs d'établissement très sollicitants, ou solliciteurs, je ne sais pas comment on dit, et les associations qui peut-être se sont développées à ce moment là, quand même, je crois.

MB- Un foisonnement d'associations...

MCF- Oui, énorme. D'inégale importance et d'inégal talent, on va dire les choses comme elles sont. Chacun ayant cependant droit à animer la ville. On ne peut pas dire systématiquement non, il ne faut jamais blesser les associations. C'est vrai qu'il y en avait des dominantes, et d'autres plus petites, mais qui avaient aussi leur vocation.

FM- L'ABC, par exemple, vous travailliez beaucoup avec eux ?

MCF- Alors on a, dans les associations traditionnelles, effectivement l'ABC qui a été très très prenante. Des fois trop prenante, un petit peu.

Michel BON- C'est vrai que c'était à l'époque un acteur un peu incontournable de la vie culturelle.

MCF- Oui, incontournable. Qui a été après un petit peu moins présente parce que il y en a d'autres qui se sont développées.

MB- Disons que je pense que l'ABC avait su préserver son territoire.

MCF- Quand je suis arrivée, oui, tout à fait.

Michel- Ce qui se faisait, c'était déjà par l'ABC.

MCF- Oui, tout à fait, déjà par l'ABC et puis les autres après se partageaient ce qui restait...on va dire ça un peu comme ça, d'une façon un peu schématique. Il y a eu l'ABC dans les associations. Il y a eu des tas d'autres associations, on ne peut pas toutes les citer, bien sûr, mais qui ont animé de façon différente. Si on part sur les associations, il y a eu en été, traditionnellement, l'été musical, qui était une association qui existait depuis longtemps, qui était un petit peu vieillissante. On l'a rénovée -je dis on parce que c'est tout le monde- avec plus de thèmes. Ça n'existe plus ça, l'été musical, ça a fini par disparaître mais ça a existé quand même pendant tous les deux mandats. Ensuite il y avait eu aussi une rénovation importante qui était l'Estivade. C'était pendant tout l'été, parce que j'avais fait le constat que il y avait quand même beaucoup de touristes, et qu'en été il ne se passait rien. Alors l'Estivade, c'était...alors là, il y avait beaucoup d'associations culturelles.

MB- ça durait un mois et demi

MCF- Un mois et demi...et c'est pareil, j'avais voulu arriver à ce qu'il n'y ait pas n'importe quoi, donc c'était à thèmes.

MB- Avec un thème fédérateur.

MCF- Voilà, pour tout le monde. Donc ça, ça n'a pas trop mal marché quand même. Ça a reconquis un public qu'il n'y avait plus. Qui soit accessible, parce que c'est vrai qu'en été, les Dijonnais étaient pas là, qui soit accessible aux touristes. Donc avec des prix très abordables.

MB- ça associait à la fois le théâtre de rue...

MCF- Oui, on a fait pas mal de théâtre de rue. Et puis alors j'avais créé -enfin, tout ça ça n'existe plus- quelque chose...moi je suis très sensible, je ne sais pas si vous vous l'êtes, aux changements de saisons...et j'avais dit, tiens, on va fêter chaque saison. On va faire quelques chose, un spectacle de rue, et à l'époque il n'y avait pas de spectacle de rue. Donc on va faire quelque chose pour fêter le printemps, quelque chose pour fêter l'été, quelque chose pour fêter l'automne, quelque chose pour fêter l'hiver. Et j'avais demandé aux commerçant de décorer -ils l'ont fait, plus ou moins mais ils l'ont fait- au thème, effectivement, des saisons. Donc ça, ça a bien marché parce que c'était un spectacle de rue gratuit. Parce que je m'étais rendu compte quand même que pour le public, non averti on va dire, pousser la porte d'une salle de concert, ou d'une salle de théâtre ou faire la démarche d'aller chercher les billets, ben c'était pas du tout évident ! Pas du tout ! Et que le spectacle extérieur, gratuit au début bien sûr, comme les quatre saisons et tout, ça permettait d'initier entre guillemets à une certaine culture.

MB- Par contre, la réalisation de spectacles rue, c'est quelque chose nouveau et c'est quelque chose qui se heurtait à un conservatisme administratif...

MCF- Halàlà, une résistance !

MB- Parce que quand tout se passe en salle, tout est codifié...

MCF- C'était affreux !!

MB- Par contre, quand vous commencez à parler d'interdiction de stationner, il y a eu quand même une certaine résistance.

MCF- Complète ! De la municipalité, de mon maire, qui me disait : « mais Michèle, votre projet est peut-être très bien mais... ». Alors à l'époque, place de la Libération, il y avait des commerçants, et quand on devait virer les voitures de la place, je devais faire le tour des commerçants pour demander leur accord. C'est moi qui le faisais, et puis je les baratinais.

MB- Il y a un autre exemple assez amusant et symptomatique, c'est que c'est certainement une des seules villes de France où vous avez place François Rude un manège qui tourne alors qu'on entendait pas la musique.

MCF- Le maire, je me souviens, pour la fête de la musique...mon Dieu, mon Dieu. Alors c'est vrai qu'au début, la fête de la musique, tout à fait au début, c'était une fête de musique super, quand même...pour le coup très culturelle. Et puis après ils ont branché les sonos...bon, ça n'a plus rien à voir, c'est un autre thème, c'est pas pareil. Et si vous voulez, même s'il y avait beaucoup de monde, il y avait toujours des plaintes. Et je me souviens, je me faisais convoquée. Et puis je rigolais, parce que Robert Poujade, en plus, je l'aimais bien... et puis j'étais tellement impertinente au sein de son équipe, et puis seule femme. Je disais : « mais enfin, Monsieur le Maire, vous avez six, sept, huit plaintes de vieux grincheux, faites les sondages sur les contents de Dijon ! ». Donc c'était pas facile d'obtenir effectivement, de bousculer les habitudes des Dijonnais. Ça, ça a été très difficile. Mais c'était plus la population, je pense, qui était habituée à sa tranquillité, à sa ville bourgeoise, avec toutes les qualités et les défauts qu'il peut y avoir autour de ce thème.

FM- Justement, en parlant de conservatisme, c'était avant vous, mais selon vous quel rôle a joué la mise en place du secteur sauvegardé dans la vie des Dijonnais ?

MCF- Michel, alors, là, vous allez pouvoir en parler mieux que moi...c'était avant moi.

MB- Mais, si vous voulez, le secteur sauvegardé, il était plus pris sous l'angle purement patrimonial. C'est-à-dire qu'on préservait le centre-ville, on faisait des campagnes de ravalement de façade. On a mis en place un concours annuel de ravalement : on donnait des primes. Ensuite, on l'a étendu aux commerçants, pour qu'ils rénovent leurs magasins. On l'a étendu après aux enseignes. Donc le secteur sauvegardé, de mon point de vue, ça n'apportait pas quelque chose à la vie culturelle.

MCF- Il y a eu quelques rues piétonnes, au début.

MB- Mais je ne pense pas que ça ait eu un gros impact en disant, ben tient, on va profiter de ce secteur piétonnier pour animer la ville.

MCF- Non ! Un gros impact, non, non. Oui, je suis d'accord.

MB- C'était vraiment vu sous l'angle du patrimoine.

MCF- Tout à fait, je suis assez d'accord.

FM- Et donc dans la vie citoyenne, des Dijonnais, ça a changé quelque chose ?

MCF- Notre ville était belle, on peut dire ça. Elle a été un peu préservée quand même. D'ailleurs, tous les touristes le disent quand même, elle a été préservée.

MB- C'était quand même l'un des plus grands secteurs sauvegardés de France.

MCF- Oui ! Parce que c'était le premier ministre de l'environnement, Robert Poujade, donc je pense qu'il voulait aussi imprimer ça dans la ville. C'est d'ailleurs le seul poste de ministre qu'il ait eu.

MB- Et après, il a présidé le conservatoire du littoral. Les rivages lacustres. Et il était président de la commission nationale des secteurs sauvegardés aussi.

MCF- Si vous voulez, la préservation, effectivement, de la ville en qualité et en beauté quand même, forcément nuit un petit peu à la contrepartie d'une ville qui déborde.

MB- Ça allait de paire finalement avec la difficulté d'animer la ville, parce que on voyait ça sous l'angle du patrimoine : c'est beau, c'est propre, c'est joli mais faut pas que ça dérange.

MCF- Oui ! Tout à fait. Et moi j'ai un petit peu dérangé, mais gentiment.

FM- Est-ce que ces questions culturelles, et même patrimoniales, étaient un axe important de la vie politique ?

MCF- Alors je vais dire que ça l'est devenu. Parce que j'avais, Michel me l'a rappelé, je ne pensais pas que j'avais un budget si important. Ça l'est devenu. Alors je ne dis pas que c'est grâce à moi, mais c'est vrai que ça a coïncidé : où le centre dramatique s'est développé... il y a eu plein de choses qui ont pris un essor qui n'existait pas. Donc le budget, forcément, il a augmenté. Et puis je faisais de telles scènes à l'adjoint aux finances qu'il fallait quand même...je disais : « mais c'est pas possible, il faut ça, il faut ça ! ». C'est vrai que j'ai poussé, quand même, un petit peu. Mais on avait un budget correct, il faut être juste. Certaines délégations m'enviaient aussi. Mais je pense qu'un adjoint, c'est aussi son travail ça, de pousser pour animer la délégation qui lui est donnée. Si vous faite uniquement avec ce que vous avez et si vous n'essayez pas de progresser. Si une seule fois, Robert Poujade...j'ai claqué la porte et pendant trois mois, il m'a mis à l'écart. Il y avait un projet qui me tenait vraiment à cœur, qui était avec le centre dramatique, mais il me fallait une grosse rallonge, vraiment une grosse rallonge. Et je savais que le maire n'était pas d'accord. Donc je vais le trouver, montre le dossier etc....et puis il avait une technique, ça je peux le dire parce que c'est gentil : alors bien sûr, il recevait les adjoints pas derrière son bureau...il s'asseyait à côté de vous, et puis il y avait la pendule. J'avais que vingt minutes -c'était déjà pas mal- donc j'avais l'œil sur la pendule. Et j'ai toujours été passionnée de politique, puis je connaissais assez bien : on parlait déjà politique nationale...et puis je me disais « mais tu es en train de te faire avoir, regarde l'horloge ! ». Et d'un seul coup, d'une impertinence que je n'oserais peut-être plus maintenant, je dis : « bon, Monsieur le Maire, si vous le permettez, je suis venue pour vous parler de tel dossier ». Et je voyais que ça allait l'énerver, et puis il n'écoutait pas. Je ferme mon dossier. Je me lève. Je me souviens, je pleurais, mais de rage ! J'ai dit : « Monsieur le Maire, vous ne m'écoutez pas, je vous fais perdre votre temps mais je perds aussi le mien ». Et je sors en claquant la porte du cabinet, et je traverse le bureau du directeur de cabinet, qui me regarde avec des yeux. Pendant presque trois mois, le maire m'a retirée de toutes mes représentations. Il mettait quelqu'un d'autre à ma place...c'était pas grave, hein. Et puis un beau jour, au bout de trois mois, il m'a dit « Michèle, comment allez vous ? ». J'ai dit « Mais parfaitement bien Monsieur le Maire ». et ça a été fini.

FM- Et c'était plutôt Robert Poujade qui décidait des grands axes, ou vous aviez une...

MCF- J'avais une enveloppe que je pouvais gérer comme je voulais, qui était à l'époque, je crois, de deux millions de francs. Ça c'était l'animation, mais tout ce qui était établissements etc., ça c'était pas moi qui décidait.

MB- C'était dans le budget général de la ville, et il y avait un montant de la culture...alors je ne sais plus de combien était le budget de l'époque, mais ça représentait plus de 20%.

MCF- Ha oui, c'était relativement important. Je ne vais pas me plaindre, on a été assez gâté. Je ne vais pas dire le contraire, parce que vu toutes les réalisations etc, on a été bien servis. Alors quand vous êtes adjoint, c'est jamais assez. Forcément, c'est jamais assez. D'où les scènes que j'étais capable de faire certaines fois, en disant : « mais non, ce n'est pas possible, je veux une rallonge ». C'était dur d'obtenir des rallonges, c'était difficile. Il fallait le maire, ensuite il fallait l'adjoint aux finances. « Ça fait combien de points d'impôt en plus ? » ...combien de fois j'ai entendu ça.

FM- Est-ce que ces questions culturelles étaient très présentes dans le débat politique, dans le débat municipal, notamment en 2001 par exemple ?

MCF- Non, je ne crois pas.

MB- Enfin, en 2001, elles ont été présente dans le débat politique, avec le changement de municipalité, au travers du prisme de l'Auditorium, qui a vraiment cristallisé...

MCF- Oui, oui !

MB- Et c'était l'argument : l'Auditorium.

MCF- Oui, c'est vrai. Qui était quand même le grand projet et la grande réalisation de Dijon, quand même. Alors, cet Auditorium, ça avait duré sept ans à peu près -je vous l'ai marqué dans mes notes, vous relirez. C'était le souhait du maire. Ça avait un coût important financièrement, c'est sûr, mais ce projet n'était pas celui-là au départ. Parce que l'Auditorium, c'est un bâtiment magnifique, sauf qu'il n'est pas terminé...cette entrée etc. Donc c'était pas ça du tout qui était prévu. Les bâtiments qui sont contre l'Auditorium, qui se sont construits maintenant, le conseil départemental, la chambre de commerce, ça n'existait pas. Et il était prévu, alors je n'ai pas retrouvé le nom, avec un promoteur, qui était un promoteur national...si vous voulez, lui avait toute la partie qui est construite maintenant à côté. C'était une cité des affaires, qui était prévue, avec un cône -c'était extraordinaire comme projet- transparent qui reliait et la cité des affaires, et l'Auditorium avec des bars, des petits restaurants ect...un espace servant qui était destiné aux personnes qui travaillaient à la cité des affaires de déjeuner sur place, il était prévu des petits concerts ect. Il y avait une intercommunication extraordinaire. Et puis, tardivement d'ailleurs, alors que le projet était lancé, le promoteur en question s'est désisté, et on s'est retrouvés coincés. C'est-à-dire que l'Auditorium n'est toujours pas terminé, ce qui est très dommage, parce que c'était un bâtiment absolument magnifique. Et ce projet avait été présenté au congrès international des architectes à Milan, où j'étais, et je me souviens, ça avait eu un succès fou. La conception était extraordinaire, et c'était les architectes qui avaient fait le projet, qui était un des plus beaux projets quand même. Et je rappelais à Michèle que c'était en 99 -alors moi, c'est le plus beau souvenir que j'en ai- Rostropovitch, avec Lady Macbeth. Il est venu. Il avait fait trois ou quatre villes : il avait Buenos Aires, Milan, peut-être New York, et Dijon est la seule ville en France qu'il ait faite pour cette programmation. Et lui-même disait qu'il avait une réputation internationale, au point de vue acoustique etc. C'était extraordinaire, voilà.

MB- ça a été, pour revenir à votre question, le point d'achoppement de 2001. Pour des raisons d'ailleurs qui était un argument électoral, politique...sur le plan du coût de l'établissement, pas par rapport à la politique culturelle en soi.

MCF- Oui, politique. Alors par contre, moi je vais vous dire une chose là-dessus, sur l'Auditorium : nous c'était la musique et la danse. D'ailleurs c'est un plateau de danse phénoménal. On a eu Béjart. Le dernier spectacle de Béjart a été monté à Dijon. On était allé le voir à Trieste avec le directeur de l'Auditorium. On avait eu beaucoup de mal à le convaincre. Je me souviens de Béjart qui était quelqu'un qui parlait très peu d'ailleurs. Et il a monté, juste avant qu'il décède, son dernier spectacle a été monté à Dijon. On a eu Brigitte Lefèvre de l'Opéra Garnier. C'est un plateau de danse formidable. Et une compagnie de danse qu'on a beaucoup aidé, mais qui existe encore, qui est Art Danse, et qui était une compagnie de danse contemporaine. Mais on a eu vraiment des contemporains extraordinaires. Alors pourquoi je vous dis ça ? Parce que l'Auditorium, il avait vraiment une vocation spécifique : on y faisait que de la musique, de l'opéra ou de la danse, c'est tout ! Et c'est pas une critique politicienne ce que je fais, c'est que malheureusement, et ça je trouve ça extrêmement dommage, on y a après tout fait, tout. Donc son identité propre de bâtiment culturel assez extraordinaire, il l'a perdue. Et ça, je trouve ça infiniment dommageable. Voilà, il a perdu son identité. Ça me navre, ça. C'est peut-être la chose qui m'ennuie le plus, parce que on avait un instrument unique, et il s'est banalisé.

FM- Est-ce que vous pourriez synthétiser, de votre point de vue, de ce qui s'est passé avant et pendant votre mandat, les grands axes de la politique culturelle et patrimoniale ?

MCF- Alors si vous voulez, d'abord vous verrez dans les notes que je vous ai fait, que tous les établissements culturels, il y a eu de grandes rénovations...qui étaient nécessaires, qui étaient vraiment nécessaires. Il y a eu beaucoup de rénovations qui ont eu un certain coût. Il y a eu, juste au moment où on partait, une nouvelle salle d'archives, on va dire ça comme ça, qui en avait un besoin énorme. Il y a eu...tous les établissements ont été rénovés pratiquement, tous. Presque tous.

MB- Rénovés, ou agrandis. Notamment au niveau des musées, il y avait des travaux de rénovation du musée des Beaux-Arts mais qui étaient plus des rénovations ponctuelles de salles. C'était pas vraiment le plan de rénovation du musée des Beaux-Arts comme il y a actuellement. C'était vraiment du toilettage. Mais à côté de ça, il y a un certain nombre d'autres établissements patrimoniaux qui ont été rénovés, agrandis. On parlait toute à l'heure du musée de la vie bourguignonne par exemple, qui, d'une simple petite collection, est devenu un véritable musée.

MCF- La fameuse rue avec tous les commerces.

MB- On a eu également une grosse extension, une promotion-extension du musée d'histoire naturelle, qui était quand même un peu vieillot.

MCF- Ha oui ! Vieillot !

MB- L'image qu'on en avait...que moi j'en avais, personnellement en tant que gamin, c'était ces bestioles qui étaient dans des gros pots. Et là, il y a eu un travail de vulgarisation scientifique très important, ce qui fait d'ailleurs que le musée d'histoire naturelle de Dijon, en terme de fréquentation, arrivait deuxième de France. Avec cent mille visiteurs par an. A l'époque...ce qui était quand même déjà énorme.

MCF- Avec un conservateur très dynamique, qui est toujours là, qui a su valoriser les efforts que la ville a fait. Donc sur le patrimoine, effectivement, sur les bâtiments, oui.

Ce qui fait que quand effectivement on rénove, que ça soit les musées, les bibliothèques, les archives etc, ça permet quand même une vie autour de ces bâtiments, qui n'existait pas forcément. On les anime, quand ils sont rénovés.

MB- Alors ce qui a été mis en place aussi, qui était à l'époque relativement nouveau, c'était les services éducatifs des musées. C'est-à-dire chaque musée avait des activités éducatives, pour les enfants le mercredi. Et d'ailleurs, le premier qui l'a fait, si mes souvenirs sont bons, c'est le musée archéologique...et ce qui n'était pas forcément évident au départ, de faire approcher l'archéologie par les enfants. Et à travers le côté ludique, les services éducatifs des musées ont développé...ils continuent d'ailleurs.

MCF- Autrement, le soutien...Au centre dramatique, il y avait Dominique Pitoiset, qui était devenu une référence nationale, et qui a développé notamment le spectacle Théâtre en Mai, qui était quelque chose d'extraordinaire. Il avait monté une de ses pièces, je ne sais plus laquelle c'était, je suis allée à Avignon la voir etc....c'était une référence. Alors ensuite, il est parti à Paris puis à Bordeaux. Et là, il a quitté Bordeaux. Mais c'était un acteur culturel majeur. Le théâtre du centre dramatique avait obtenu une fréquentation extraordinaire, vraiment. Ça c'était super. Donc la rénovation des bâtiments, les efforts etc. entraînent aussi...parce que quand un acteur culturel, soit institutionnel ou indépendant, via les associations, si effectivement il a des projets mais qu'il n'a pas les moyens de les exprimer, ça sert à rien. Ça ne sert à rien, ou il s'en va. Donc faire des efforts pour le contenant...vous avez le contenu. Voilà ce que je peux dire, vulgairement. Donc ça, ça a été très important. Et puis l'attachement, quand même, qu'on a manifesté aux associations, qui n'étaient pas toutes égales, mais il y a eu des associations quand même assez extraordinaires. Et puis on a ramené, alors dans une ville traditionnelle comme Dijon, les Ecrans de l'aventure. Alors vous vous dites quel point commun entre Dijon et les aventuriers ? Alors à l'époque -ça se fait toujours mais ça a été diminué d'importance, ça encore, c'est pas une pierre dans le jardin de mon successeur, c'est un constat- on a eu un succès avec ces Ecrans de l'aventure. Parce qu'on a eu des invités extraordinaires. Alors j'en ai mis quelques-uns mais je ne les ai pas tous mis. On a eu les plus grands aventuriers de la terre : Jim Lovell...Apollo 13, la capsule qui s'est perdue dans l'espace, on a eu quand même celui qui était dans la capsule, et on a fait en avant-première Apollo 13 ici, avec lui c'était fabuleux ça. Peter Blake.

MB- Andy Harris, le premier grimpeur de l'Everest.

MCF- On a eu Bertrand Picard, bien avant qu'il soit connu par son avion solaire. On a eu, dans les écrivains...parce qu'il y avait en même temps l'aventure vécue, terre, ciel, mer, avec des gens absolument extraordinaire...amis je veux dire, à l'opposé d'une ville...à l'opposé des Dijonnais, on va dire, qu'on voit plutôt comme une ville de province, qui n'ont pas forcément le goût de l'aventure.

MB- L'aventure à Dijon, c'était une aventure.

MCF- Mais là-dessus, le maire m'a suivie quand même. Bien suivie. Avec des grands écrivains d'aventure, dont Jean-Christophe Ruffin. Il y a eu des instants extraordinaires. Les aventuriers sont quand même des gens fabuleux. Ils ont forcément autre chose. Et Peter Blake était un aventurier qui a eu toutes les plus grandes courses sur mer internationales, puis il s'est fait tuer par des pirates. On a eu le premier pilote du concorde, Turcat, qui vient de mourir. Alors ça c'était un moment sacrément privilégié, parce que dans Dijon, une ville traditionnelle, voir débarquer des aventuriers, c'est atypique. C'est atypique. Et il y avait un monde fou. Ça a très très bien marché ça, c'était fabuleux.

MB- Il y avait aussi à ce moment là -on parlait tout à l'heure de contenu/contenant...alors si c'est vrai qu'au niveau du contenant, au musée des Beaux-Arts, il n'y avait pas des travaux extraordinaires qui étaient faits, par contre il y a eu une politique de grandes expositions internationales, et qui avait quand même un retentissement. Les Trésors de l'Ermitage, Budapest, l'expo Matisse avec le musée Matisse de Nice. Donc il y avait une politique de grandes expositions internationales, tous les deux ans à peu près, qui après a été abandonnée.

MCF- Alors notre conservateur qui était là au moment, comme dit Michel, il est à Compiègne maintenant.

FM- Justement, je voulais vous posez une question sur la place de l'art contemporain à Dijon.

MCF- Alors ça, c'est une bonne question. Ça par contre, c'est pas un domaine où j'ai pu exceller. Alors on avait la section, entre guillemets -je vois Michel sourire- avec Viera Da Silva : petite section.

MB- Au musée des Beaux-Arts, oui, qui venait essentiellement d'une donation, la donation Granville, donc bon...

MCF- On n'avait pas le droit d'y toucher. Mais ça, c'était plus difficile.

MB- Et puis après on avait le Frac.

MCF- Après on avait le Frac, mais c'était pas non plus forcément le mieux ça. Pas du tout, hein. Le Consortium qui a été monté après par Xavier Douroux. On a un peu travaillé avec lui, un petit peu quand même. On l'a aidé dans des expos. D'ailleurs je lui ai dit : « vous auriez pu la léguer votre succession, quand j'y étais, et non pas la léguer au successeur ». Mais Xavier Douroux, je suis très bien avec lui, et quand je dois faire visiter à travers d'autres actions que j'ai, dans une autre vie, c'est lui-même qui me fait les visites commentées.

MB- On ne peut vraiment pas dire que l'art contemporain c'est une priorité. Loin de là. C'était quand même quelque chose qui avait encore un côté un peu suspect, mal compris.

MCF- Ha oui ! Pas provocateur, mais je ne sais pas comment vous dire. Néanmoins, ma première carte de vœux -j'aurais dû vous l'amener- j'avais pris une œuvre contemporaine...enfin, contemporaine, si quand même, du secteur contemporain, pour faire ma carte de vœux. Pour marquer, quand même.

FM- Parce qu'il y a deux œuvres qui ont une certaine visibilité en ville...alors justement, ça fait débat.

MCF- Oui, alors, justement, c'est pas l'art contemporain que je préfère !

MB- Disons qu'il y en a une qui fait débat surtout. Il y en a une qui fait pas du tout débat.

MCF- Mais alors c'est curieux parce que j'étais à côté d'un adjoint aux dernières élections, où j'étais son assesseur, il m'a dit qu'il allait être enlevé l'arbre. C'est ce qu'il m'a dit.

MB- Oui oui, il va être enlevé l'arbre.

MCF- ça c'est épouvantable. L'autre n'est pas mal mais elle est mal située. Il n'aurait pas fallu la mettre là. Dieu sait si j'aime bien, elle est bien l'autre.

MB- De toute façon, c'est vrai que c'est fait pour provoquer aussi.

MCF- Mais une belle œuvre contemporaine, moi j'adore personnellement, mais pas l'arbre !

MB- Oui parce qu'il y a quand même, quand on voit dans la donation Granville, il y a quand même d'autres choses magnifiques

MCF- Remarquez, Viera Da Silva, moi c'est mon thème préféré mais elle est classique à côté. Elle est devenue classique.

FM- Je vous ai posé beaucoup de questions sur votre expérience, sur vos actions. J'aimerais un peu vous poser des questions sur ce que vous pensez...

MCF- ...actuellement ? Alors je n'ai pas la langue de bois, moi, parce que je ne suis pas du tout comme ça, je suis très bien avec des socialistes et tout. Je trouve qu'il y a des gens bien partout. Ben moi je ne la trouve pas lisible. Mais je ne vais pas être la bonne critique, parce que je connais le concert de rentrée, où je ne suis jamais allée d'ailleurs, avec Etienne Daho. Bon, pour moi...bon, c'est une certaine culture on va dire, voilà, c'est populaire parce que c'est gratuit. Mais enfin, c'est pas ce que j'appelle la culture moi, pas vraiment.

FM- Vous pensez qu'il y a quelles ruptures et quelles continuités entre, on va dire, la politique culturelle sous les mandats de Robert Poujade et ceux de François Rebsamen ?

MB- Disons qu'il y a un certain nombre de choses qui ont été initiées qui ont été poursuivies. On parlait de l'Estivade, de Art Danse, des Ecrans de l'Aventure. Il y a quand même un certain nombre de choses qui ont été poursuivies, donc on peut penser que si c'est poursuivi, c'est que c'était pas si mauvais que ça.

MCF- Mais les phares de la vie culturelle actuelle, ça, je ne saurai pas vous les dire. Alors, ça, la ville n'est pas responsable, la programmation théâtrale du Parvis Saint Jean, que moi j'adorais, est plus difficile. Les concerts, ben je vous ai dit, l'Auditorium c'est un peu tout et n'importe quoi. Ça c'est un peu dommage.

MB- La programmation de l'Auditorium, c'est sans doute une programmation beaucoup plus ambitieuse que celle qui existait au temps où il n'y avait que le théâtre de Dijon, mais quelque part, je ressens aussi un certain élitisme. Parce que il y a quand même des choses qui ne sont pas facilement abordables.

MCF- Mais ça, ça tient aussi au directeur, à la direction. C'est une question de programmation. Mais en principe, elle est approuvée par la municipalité, ou le maire.

FM- Pour en revenir à des questions plus patrimoniales, est-ce que vous pourriez partager vos réflexions sur les enjeux de l'inscription du centre de Dijon dans le cadre de l'inscription des Climats de Bourgogne à l'Unesco ?

MCF- Ben l'inscription c'est bien, je ne sais pas ce que ça deviendra. Si vous voulez aborder la fameuse Cité de la gastronomie.

FM- Oui, par exemple !

MCF- Alors, par exemple, Dijon n'en a pas le monopole, puisque c'est partagé entre Lyon, Rungis et puis je ne sais plus quoi. Objectivement, je ne veux pas vous dire des sottises, j'ai du mal à le visualiser, et à l'optimiser. Je ne sais pas. Moi je trouve que le centre, ce que nous on avait voulu, faire vivre vraiment le centre, moi je n'ai pas l'impression qu'il vit beaucoup. Ce que je regrette, bien sûr.

MB- Ce qui s'est peut-être beaucoup développé, c'est tout ce que j'appellerais de l'animation de quartier. Les fêtes de quartier qui ont été amplifiées.

MCF- Oui, parce que on en avait quelques-unes effectivement, Fontaine d'Ouche et Grésilles.

MB-Oui, alors que maintenant, il y en a dans tous les quartiers. Il y a un accent qui a été mis sur une animation plus large.

FM- Est-ce que vous pensez que justement, le développement de cette animation, de l'événementiel, ça permet l'accès du citoyen à la culture ?

MCF- Ben moi, c'est ce que j'espérais, si vous voulez. Ce que j'avais essayé de faire. Je vous l'ai mis là et je le pense toujours -enfin, il y a quand même du recul, parce que 89/2001, ça fait quand même déjà très loin : quelqu'un qui n'a pas l'habitude, moi je m'en étais aperçue, quelqu'un qui n'a pas l'habitude de pousser une porte d'une salle de spectacle, ce n'est pas évident. Donc il faut qu'il ait envie. C'est comme lire, c'est la même chose. Donc il faut qu'il ait envie. Pour qu'il ait envie, il faut qu'il ait déjà vu quelque chose. Mais vu de façon plus festive, plus directe. Donc est-ce qu'actuellement, on peut dire ça ?

MB- Un indicateur intéressant, mais là je n'ai pas la réponse. Est-ce que la gratuité des musées, est-ce que la gratuité des bibliothèques ont une incidence sur les pratiques culturelles ?

FM- Apparemment, les études montrent que non.

MCF- Non, moi je suis persuadée du contraire. Ah si, j'oublie de vous dire une chose là-dessus. Alors ça, je le dis parce que ça m'est tellement resté en travers la gorge : j'avais initié la carte culture pour les étudiants. Ça je tiens à la dire. Donc on a monté, on a fait je ne peux pas vous dire combien de réunions, où il fallait que je persuade l'université, et que je persuade surtout les acteurs culturels sur une question tarifaire...qui ont rechigné, hein. Mais je leur avais dit : « écoutez, c'est comme ça, ou moi je rognerai aussi vos subventions ». Et ils étaient tous d'accord, y compris Claude Patriat. Mais c'était la fin de règne, on va dire les choses comme ça. C'était la fin de règne, donc je pense que c'était politique quand même...mais ça alors, franchement, je me suis dit : « mais comment j'ai pu me faire avoir au bout de douze ans comme ça ». La dernière réunion, la Drac d'accord, tout le monde d'accord. L'université -la présidente n'a même pas eu le courage de venir, elle a envoyé sa vice-présidente. Tout le monde dit ok, on s'y met. Et la vice-présidente, elle dit : « non, l'université ne signe pas ! -Pourquoi ? -Parce que ! ». Fin du débat. Et immédiatement après les élections, le projet était tout ficelé, ben mon successeur a bien fait, hein. L'université a signé, il n'avait rien à faire. Et la carte culture était due à la nouvelle municipalité. Ça c'est une question politique un peu dommageable, je trouve. Donc moi je voulais que les étudiants soient plus présents, et là-dessus Claude Patriat était complètement d'accord, puisqu'on avait prévu, pour vendre les billets peu tarifés dans un comptoir, dans les facs ect. Ça c'était Claude Patriat qui avait eu l'idée de la vente dans les facs, avec un petit comptoir bien spécifique. Bon, ben ils l'ont fait, c'est bien.

MB- Il y avait quand même eu comme ça un certain nombre d'initiatives pour essayer d'ouvrir la culture, par exemple, par exemple au niveau du théâtre, avec l'aide du conseil régional, il y avait des lycées, des classes qui venaient. Après il y avait un tarif très attractif.

MCF- Oui, j'avais oublié ça.

MB- On va dire qu'au-delà de l'animation qui a duré sous d'autres formes, il y avait d'autres formes d'animation, qui correspondaient peut-être aussi à une époque. En fin

d'année, il y avait une grande manifestation à l'hôtel de ville. Une année c'était sur les automates. Maintenant on fait d'autres formes d'animation.

MCF- Ha oui, avec les jouets dont je voulais racheter la collection. J'avais fait une exposition de jouets avec le musée de Canet en Roussillon qui avait cinq cents jouets anciens extraordinaires. J'avais dit au maire : « ils veulent vendre, on achète, Monsieur le Maire ». Il n'a jamais voulu, ça j'ai regretté. Et on avait fait une exposition fabuleuse avec du théâtre d'ombre, une compagnie qui faisait du théâtre d'ombre en même temps. C'était extraordinaire. On a fait -je ne trouve plus son nom- avec un collectionneur de La Rochelle, des automates magnifiques. On a fait des belles expos. On a animé...alors toutes les fins d'années, on avait une grande exposition à la mairie, qui avait un coût, hein.

MB- Sur les bonbons.

MCF- Sur les bonbons. Et si vous voulez, tout le produit -alors les tarifs n'étaient pas importants mais on avait beaucoup de monde- était destiné à des établissements d'enfants inadaptés. Puisque Noël c'est la fête des enfants, on avait dit. Ça existe plus ça

FM- Et toute à l'heure vous me parliez de l'Estivade, que c'était en partie pour proposer quelque chose aux touristes. Justement, quelle était la place réservée aux touristes dans les politiques culturelles ?

MCF- Alors il y avait une chose qui n'a jamais été faite, mais là c'est pas de ma faute. C'est que j'avais dit à l'office du tourisme et aux hôteliers, parce que j'avais vu, ça se faisait dans les châteaux de la Loire : quand vous allez sur place, vous vendez les billets dans des hôtels...ce qui était le truc à faire. Parce que quand vous débarquez comme touriste...d'abord, moi je voulais que toutes les programmations soient dans les hôtels, et qu'ils vendent des billets aux touristes. Parce que vous n'allez pas vous amuser à aller chercher je ne sais où les billets si vous allez au spectacle le soir. Et je pense que c'est toujours vrai, ça. Or je n'ai jamais pu le faire avec les hôteliers dijonnais. Jamais !

MB- Par contre on avait mis en place un pass musées à l'époque où les musées étaient payants, qui permettait pour une somme forfaitaire de visiter l'ensemble des musées de la ville. Donc ça, c'était à destination directe des touristes.

MCF- Moi je pense que les touristes, il faut bien sûr qu'ils aient la programmation. Ça c'est obligatoire dans tous les hôtels, premier, deuxième, troisième étoile. Et puis qu'il y ait une facilité d'accès aux spectacles. Un touriste ne va pas s'amuser à aller chercher des billets : il ne le fera pas. Et moi je me souviens des spectacles des Châteaux de la Loire mais c'était très bien fait. L'idée m'était venue de là, je n'avais rien inventé. Alors je ne sais pas dans les autres villes si ça se fait. Il faut...y compris les touristes étrangers, a fortiori. Et moi je pense que les touristes, il faut leur donner un spectacle, surtout en été, facile d'accès, donc qui doit être pas forcément pas forcément enfermé dans une salle.

MB- D'ailleurs c'est ce qui fait l'animation d'une ville. C'est ce qui fait que quand on va dans telle ou telle ville de France l'été, on se dit : « ah, c'est agréable »

MCF- Bien sûr ! Les touristes sont nécessaires à une ville, mais il n'y a pas que le patrimoine, il y a aussi l'animation du patrimoine, on y revient toujours. Moi je trouve qu'on a tort de scinder les deux. Je trouve que le patrimoine, c'est magnifique, mais il faut que le patrimoine vive donc les deux sont liés.

MB- Il y a eu des évolutions, maintenant, quand on voit la nuit des musées par exemple, ces choses là.

MCF- Tout à fait, oui ça c'est très intéressant.

FM- Quelle est la place du citoyen dans la prise de décision sur ces questions ?

MCF- Ça c'est pas une question facile. Alors, la place du citoyen...

MB- Elle est à travers la démocratie représentative, la démocratie participative ayant quand même ses limites.

MCF- C'est déjà, à mon avis, via les associations, quand même. Alors ceci-dit, s'il y a des collectifs qui se montent pour dire « on veut ça, on veut ça ». Moi ça ne s'est jamais passé quand j'y étais, mais peut-être que le politique écoute.

MB- Les associations sont là aussi pour être force de proposition.

MCF- Moi je pense qu'elles ont, si vous voulez, le rôle à jouer, c'est...oui !

MB- Alors dans la mesure -enfin ça c'est personnel bien entendu- où c'est dans un but essentiellement culturel, et où ce n'est pas uniquement pour des questions de subsides. Que ça soit pour faire vivre de vrais projets, de réels projets...

MCF- Ce qui n'est pas toujours facile...

MB- ...et non pas pour assurer sa survie, même si c'est dans la nature humaine.

MCF- Oui, parce que une association culturelle ou autre, c'est sûr que les associations ont souvent des difficultés, il faut être juste. Et qu'elles ont besoin d'un soutien. Mais elles n'ont pas besoin de tout le soutien. Si elles ont besoin de tout le soutien, elles n'ont pas besoin d'exister. Enfin, c'est ma position. Enfin, je ne sais pas maintenant les associations comment elles sont, mais moi c'était mon discours en tout cas. Et elles l'avaient très bien compris ça, très bien.

MB- Disons que l'accompagnement doit aller jusqu'à une certaine autonomie. Si au bout de vingt-trente ans il n'y a pas du tout d'autonomie, il faut penser qu'il y a peut-être problème.

MCF- Oui, là il faut se poser des questions.

FM- Une question similaire mais un peu différente, sur la capacité des questions culturelles et patrimoniales à mobiliser le citoyen.

MCF- Il y a quand même une question de communication, importante. Ah oui, je pense, qu'il y a une communication qui était moins développée à cette époque-là mais qui est complètement nécessaire. Complètement. Alors on avait -et ça avait un peu râlé au début...moi j'avais fait faire...vous vous rappelez de notre calendrier culturel ?

MB- Il y avait un calendrier culturel qui avait été lancé.

MCF- Format poche, hein ! Gratuit, tous les mois et au moins. Parce que tout le monde n'achète pas le journal, moi j'avais dit : accessible, gratuit à la mairie. Il y avait tout le mois, tout était mis.

MB- C'était parti d'une chose très simple finalement, si mes souvenirs sont bons, c'est qu'il y avait à l'époque une idée qui était constamment véhiculée en disant : « Ho mais à Dijon y a pas grand-chose »

MCF- Y a rien ! On disait tout le temps ça...

MB- Et quand on faisait le recensement de tout ce qui se faisait, dans tous les secteurs, on se rendait compte qu'il y avait un foisonnement. Il y avait même des fois juxtaposition d'activités.

MCF- Tout à fait ! Mais ça a été une très bonne initiative ça.

MB- Et le fait de lancer l'agenda culturel, le calendrier culturel, ça permettait déjà de se rendre compte de ce qui existait.

MCF- Tout à fait !

MB- Et on disait il y a pas grand-chose parce que justement il y avait un manque de communication sur ce qui se faisait. Il y avait un manque de communication évident. On ne peut pas dire que la communication c'était quelque chose de beaucoup pratiqué.

MCF- C'était aussi une autre époque, Michel.

MB- C'était une autre époque, où la communication, bon...

MCF- Mais vous voyez, je ne sais pas si la communication actuellement est bien faite, mais vous allez me demander ce qui se passe...vous le savez, vous, Michel ? Moi, pas bien. Parce que j'achète pas toujours le journal local.

MB- Disons qu'on se focalise peut-être plus sur un certain nombre de grands événements, le concert de rentrée, des choses comme ça. Après le reste, c'est vrai qu'il y a un calendrier culturel qui est distribué aussi...la revue municipale.

MCF- Oui, la revue municipale...c'est pas le même principe.

FM- Et quand vous étiez adjointe, quel était votre rapport aux médias locaux ? Les interactions...

MCF- Alors il n'y avait aucun média pratiquement : le Bien Public, qui ne nous ménageait pas forcément, mais qui avait fait beaucoup de bruit au moment de ma prise de fonction, animé par Jean-François Bazin de l'autre côté. Voilà, c'est tout ce que je dirais. Si, aux manifestations, il y a avait toujours quelqu'un de représentant le journal.

MB- C'était très limité.

MCF- Oui, c'était limité.

MB- Vous aviez FR3 qui se déplaçait une fois de temps en temps, quand il y avait vraiment un événement un peu important, et puis le reste, c'était les radios locales : radio campus etc.

MCF- C'était moins développé que maintenant. Mais je pense que la culture, c'est aussi, c'est sûr, il y a le budget, les opportunités et tout, mais c'est aussi une question de volonté, peut-être encore plus qu'ailleurs. Parce que ça n'apparaît toujours pas indispensable forcément aux citoyens, je pense. Ou à ceux qui les dirigent. Alors par contre, l'Athénéum de Claude Patriat, je pense que ça fonctionne toujours, sur le campus. Alors ceci-dit, il y a des étudiants qui logent sur le campus, mais moi je disais, il faut que les étudiants descendent en ville. Qu'il y ait quelque chose sur le campus de temps en temps ok, mais c'est en venant en ville qu'ils vont devenir culturels, c'est pas en restant sur le campus.

MB- ça serait peut-être intéressant d'ailleurs de voir s'il y a eu vraiment un développement, par exemple depuis la mise en place du tramway.

FM- Oui, c'était dans ma liste de questions !

MCF- Ça, je suis incapable de dire !

MB- Il y a sûrement une plus grande facilité de déplacement.

MCF- Ah, on a oublié de vous parler quand même d'un équipement qui à l'époque avait son importance, c'était la Vapeur. C'est notre municipalité qui l'a créée. Voilà, qui était très importante parce qu'il n'y avait rien. Et puis quand même, je tiens à le dire parce que, à travers toutes les attaques qu'on a pu subir, qui étaient peut-être politiques, je n'en sais rien, on avait fait, nous, toute l'étude du Zénith. C'est pas Rebsamen qui l'a lancée, elle était dans les cartons, elle était faite. Par contre, ce qu'a fait la gauche, moi je le dis. Il y a ce qui vous appartient et ce qui ne nous appartient pas : il ne faut pas s'approprier ce que les autres ont fait. C'est peut-être politique, mais enfin, moi c'est pas ma politique. En général on s'approprie ce qui va bien, et puis le reste...

FM- Si je peux vous poser une dernière petite question ? J'avais fait une liste de lieux, d'institutions que je considère moi comme emblématique, si vous pouviez me dire en quoi ils le sont : la place de la Libération.

MCF- Alors ça, je trouve que c'est bien, beaucoup mieux que le parking ! ça je dis oui ! Sans réserves.

MB- Très bien !

MCF- J'aurais été architecte, j'aurais été plus loin moi : j'enlevais les grilles et j'allais jusqu'au bout, pour la perspective.

FM- Vous pouvez me dire aussi ce que vous pensez que ça représente dans la vie dijonnaise.

MCF- ON s'approprie peut-être mieux la ville à travers cette place. C'est l'aboutissement. Par contre, si vous me demandez la rue de la Liberté, si c'est dedans : horrible ! Horrible, horrible ! Le revêtement affreux, j'en suis malade. Là, il n'y a pas eu de sondages de fait là-dessus, c'est pas possible.

MB- Il y a une trop grande minéralisation. La place de la Libération, c'est une belle réalisation, et puis c'est vrai que ça donne un lieu de vie. Et puis ça a permis l'implantation des terrasses de cafés, chose qui manquait aussi.

FM- Le palais des Ducs et le musée des Beaux-Arts.

MCF- Oui, oui. La rénovation du musée est pas mal, sauf le revêtement au sol que je n'aime pas du tout. Mais les terrasses de café et tout, c'est dans l'air de ce qui se fait, c'est bien.

MB- Avoir vidé la cour de Bart des voitures, d'avoir installé un café.

MCF- Oui, ça c'est bien.

MB- A l'époque, je me souviens, c'est quelque chose qu'on avait lancé, très en amont...

MCF- Ha oui, c'était pas avec moi !

MB- Le fait d'avoir un espace de restauration dans un musée, mais ça, à l'époque c'était pas possible. D'ailleurs c'était pas un non du point de vue politique. C'était purement parce que pour le conservateur du musée, c'était quelque chose...aller manger...

MCF- C'était un crime !

MB- ...c'était un crime.

FM- Alors l'Auditorium on en a déjà parlé, mais d'un point de vue symbolique, pour la ville qu'est-ce que ça peut représenter ?

MCF- Alors moi je dis que c'était effectivement symbolique, ce que je regrette, c'est qu'il n'est plus identifiable en tant que tel du point de vue programmation. Ça c'est dommage ! Avec un public parisien qui venait, et de Suisse.

FM- Les halles.

MCF- Alors les Halles, moi je pense qu'il faut qu'elles restent au centre-ville. Moi j'aime bien les halles, elles font partie de la vie de Dijon, elles peuvent peut-être être améliorées. J'ai vu les halles de Besançon : elles sont belles, les Halles de Besançon rénovées, elles sont très belles. Avec un petit restaurant.

MB- C'est vrai que c'est un lieu de vie, et en plus c'est entouré de restaurants. C'est vrai que ce qui est bien, mais qui aurait peut-être pu être développé d'avantage -mais là, après, on entre dans des concurrences commerciales- c'est que justement, il y a un petit point de dégustation de vin.

MCF- C'est pas suffisant.

BM- C'est pas suffisant, mais bon, je pense que après, ça va se heurter à des intérêts économiques, et, et pourtant, c'est pas le même esprit. Le fait déjà qu'il y ai quelques chose, c'est une amélioration.

MCF- Mais je pense que c'est nécessaire -je ne sais pas si les on-dit etc., je ne suis pas dans le secret des dieux- mais je pense qu'il est nécessaire qu'une ville ait ses halles au centre. Ça c'est indispensable.

FM- Et là, ça sera, peut-être, contradictoire avec la cité de la gastronomie ?

MCF- Alors le problème, c'est qui si les halles partent vers la cité de la gastronomie, s'il y a les bruits que j'ai entendu, Dijon meure, c'est fini.

MB- Le centre-ville...

MCF- Il est déjà pas mal désertifié, mais alors là, il meure complètement

MCF- ça m'a toujours interpellée qu'on ne puisse pas travailler sur certains projets avec les collectivités locales. C'était extrêmement difficile, et avec le département, et avec la Région, alors que les trois collectivités réunies, on aurait pu faire de beaux projets. Ça, ça n'a pas été possible. Ce qui est extrêmement dommage, parce que quand on unit ses moyens, on fait mieux.

FM- Et la culture, en terme de démocratie locale, vous pensez que c'est ? ...

MCF- C'est extrêmement important. Aussi important que le social, l'éducation etc. C'est complètement complémentaire. Une ville sans culture, une commune sans culture, c'est un désert. Je pense que tous les politiques devraient y réfléchir, quand même, vraiment. Et que pour le coup, c'est une question de partage sans question de moyens, de statut social. C'est ça le vrai partage.

Annexe 12 : Entretien avec Jean François Bazin, ancien conseiller municipal délégué à la culture sous le mandat de Robert Poujade, ancien Président de la Région Bourgogne, journaliste régional

Octobre 2015

FM- Je voulais vous interroger sur votre témoignage, votre expérience, et puis aussi vos réflexions.

JFB- Comme vous voulez.

FM- Très bien. Alors si on peut commencer par votre parcours professionnel, politique. Si vous pouviez me synthétiser un peu tout ça.

JFB- Alors, je pourrai vous donner une bio. Moi je suis né en 42, j'ai fait mes études à Dijon, et ensuite j'ai fait du droit, jusqu'à devenir docteur en droit. J'ai fait en même temps Sciences Po à Paris, et donc j'ai eu Sciences Po. J'ai présenté l'ENA, je ne l'ai pas eu. Ben finalement c'est aussi bien, je ne suis pas si sûr que ça m'aurait correspondu. J'avais envie de devenir journaliste et je suis devenu journaliste, ça a été mon métier toute ma vie. Et puis écrire des livres, enseigner, enfin, j'ai fait pas mal de choses, généralement en même temps. Journaliste dans un journal de Dijon qui s'appelait *Les Dépêches*, qui n'existe plus, et puis correspondant de pas mal de journaux parisiens, plutôt dans le secteur économique, c'était plutôt mon orientation...comme journaliste mais je m'intéressais un peu à tout, tout en ayant déjà une spécialité région, hein. Ce qui m'intéressait, c'était la Bourgogne, la région, qui n'existait d'ailleurs pas au début. Donc c'était ça plutôt qui m'intéressait : la Bourgogne et un certain nombre de sujets à travers ça. Et comme j'avais écrit une biographie du chanoine Kir, alors qu'il était encore vivant, et dont le titre était très insolent puisque ça s'appelait : *Le chanoine Kir a t'il existé ?* Bon, il était encore vivant. Bon, puis je me suis intéressé à la vie publique. J'avais fait Sciences Po aussi, bon. Et je suis entré en contact avec Robert Poujade, qui à l'époque était rien du tout, enfin, il n'était pas élu. Et puis comme j'étais gaulliste, mon engagement politique, comme j'étais gaulliste, c'était assez naturel que je travaille avec lui...enfin, de façon bénévole, comme militant. Donc j'ai travaillé avec lui assez vite et j'ai écrit des articles pour lui, des choses comme ça, et en 71, quand il est entré au conseil municipal, je suis devenu conseiller municipal, délégué au tourisme culturel. Ça ne voulait pas dire grand-chose, enfin bon. Et ensuite, en 77, je suis devenu adjoint. Moi je pensais plutôt que ça serait à la culture, en fait ça a été, d'ailleurs très bien, à l'urbanisme et aux espaces verts.

FM- Vous m'avez dit quelle date, excusez-moi ?

JFB- 77, c'est aux élections suivantes, municipales. Il y a eu 71. 71, j'étais conseiller municipal de base, mais j'avais été très impliqué dans la campagne. Mais enfin, il a eu raison sans doute, Poujade, de ne pas faire de moi tout de suite un adjoint. Ça aurait été possible, puisque j'avais vraiment été un des personnages clefs de la campagne mais bon, il a eu raison, j'étais encore jeune. Je n'avais pas trente ans et c'était peut-être sage de ne pas m'impliquer directement dans une tâche d'adjoint. Surtout qu'il y avait encore toute l'équipe du chanoine qui était encore là, puisque les anciens adjoints du chanoine, Monsieur Orpeau etc, Mademoiselle Clément, enfin, tous ceux qui étaient encore autour du chanoine étaient encore là. Bon, en 77 je suis devenu adjoint à l'urbanisme et aux espaces verts. Ça m'a tout à fait convenu, je ne connaissais pas du tout ce domaine. Et je l'ai été deux fois, deux mandats, en 77 et en 83. Donc douze ans, travaillant avec l'agence d'urbanisme, et une expérience très positive que j'ai eu. Donc j'ai été adjoint à

l'urbanisme et aux espaces verts jusqu'en 89. Il y a eu des élections en 89. A ce moment là, je n'ai pas voulu faire une troisième fois l'adjoint à l'urbanisme, ça me paraissait beaucoup. Et puis il fallait que je change. Le maire n'était pas très favorable à ça, il préférait laisser quelqu'un dans une fonction pendant très longtemps. Donc moi j'avais envie de changer, et il m'a nommé à la culture. Et aux grands équipements culturels. Alors déjà un peu compliqué, parce qu'il y avait déjà l'Auditorium qui se profilait. En fait ça voulait dire, l'Auditorium. Lui-même n'avait -le maire- pas très envie, et donc, qu'est-ce que j'ai fait ? Hé ben j'ai préparé un rapport -je pourrai vous le passer- qui était une analyse de la situation culturelle à Dijon. Bon, c'était peut-être pousser un peu loin le bouchon. Et le rapport n'a pas du tout été diffusé, c'était donné au maire, point final. Et il en a profité, ou son entourage à vrai dire, Monsieur Bruneau, qui était son directeur de cabinet, en a profité pour me vider, à l'époque, c'est-à-dire me retirer ma délégation, parce qu'il pensait qu'il ne fallait pas faire un rapport, qu'est-ce que c'était, quelqu'un qui réfléchissait !! Enfin bref ! Non mais c'était un peu ça. Et puis c'était...parce que il voulait un peu se débarrasser de ceux qui avaient connu le début, c'est-à-dire les premières années de 71. Alors bon, il préférait choisir des gens qu'il avait plus sous la main parce que ceux comme Prost, moi...enfin, ceux qui avaient été au début avaient une certaine liberté vis-à-vis de lui, puisqu'ils l'avaient emmené à la mairie. Et alors il préférait tout de même ne plus avoir tellement ces gens là dans ses jambes. Enfin, bref, toujours est-il que ça s'est passé comme ça. Donc j'ai été adjoint sans délégation, ce qui est un peu ridicule. D'autant plus ridicule qu'en 92, je suis devenu adjoint de la région. Enfin, 93. Alors c'était un peu ridicule, j'étais adjoint en punition, en pénitence à la mairie, et j'étais Président à la région, où il avait besoin de mon argent, le maire...donc, bon. Les relations sont restées courtoises, mais enfin, c'était un peu ridicule. Enfin, pas pour moi, j'étais plutôt gagnant dans cette affaire. Alors en 95, le problème s'est trouvé à nouveau posé, parce qu'il y a eu des élections municipales, et là, j'étais président de la région. Alors je lui ai dit, mieux, quelqu'un qui s'est trouvé entre les deux, enfin, qui a fait la diplomatie...c'était le docteur Royer, qui n'est plus de ce monde, mais enfin, qui était un ancien premier adjoint. Et je ne pouvais qu'être premier adjoint. C'est évident qu'étant président de la région, je ne pouvais pas être troisième adjoint. D'autant que j'étais toujours sans délégation. Donc c'était un peu ridicule. Et j'avais gardé un bureau à la mairie, mais je n'avais plus de fonctions. Cela étant, c'était pas dramatique, parce qu'à la région, je faisais beaucoup de choses, et ça m'a finalement tout à fait occupé. Alors il m'a nommé premier adjoint – en fait, je n'ai absolument rien fait parce qu'il ne m'a donné aucune délégation relative à un premier adjoint. Et bon, c'est comme ça que ça s'est terminé. Il y a eu les élections de 2001, et à ce moment là, je n'aurais peut-être pas dû me présenter, parce que moi, j'avais vécu toute cette époque, c'est-à-dire trente ans ! Donc pour les gens, j'étais tout à fait capable, je pense, d'être maire, mais pour les gens, ça faisait trente ans de Pujade : j'étais lié à ça, à ce phénomène. En fait, à deux doigts de l'élection, j'étais encore en tête des sondages, devant Rebsamen. Et puis il y avait un tiers des gens qui ne savaient pas pour qui ils allaient voter. Et ce tiers de gens a voté Rebsamen, parce qu'il disait : « il faut du changement ». C'est pas tellement qu'ils votaient pour Rebsamen, mais ils votaient pour le changement. Et bon, ça pouvait se comprendre. Donc voilà, ma vie publique s'est arrêtée à peu près à ce moment là, d'autant qu'à la région, il y a eu le fameux problème du Front National, et Soisson, qui avait déjà été élu à gauche avec le Front National en 92 -je l'avais remplacé en 93- est revenu avec le Front National et a à nouveau été élu. Bon, donc moi je ne voulais pas de cette situation et donc j'ai pris du recul. Donc voilà ma vie publique. Cela étant, j'ai fait beaucoup de bouquins, une bonne cinquantaine, encore un il y a quinze jours...sur le vin, des romans, enfin, d'autres sujets. Et puis le journalisme, c'est fini pour moi. Et puis j'ai enseigné, j'ai été assistant à la fac de droit, à l'I.U.T.. Et puis je donne des cours à l'école de commerce, de temps en temps, enfin, un peu partout ici ou là. Donc voilà ma

vie qui se termine, puisque j'ai soixante-treize ans et donc tout ça n'est pas éternel. Voilà en gros ce que j'ai fait dans ma vie.

FM- Est-ce que vous pourriez revenir sur votre action en tant qu'adjoint à la culture ?

JFB- Ben je n'ai rien fait, puisque j'ai disparu quelques mois plus tard. Alors ça avait une polémique à Dijon, parce que c'est sûr que ça posait un problème. Puis finalement, le rapport, il a fini par circuler. Je vous le passerai. Donc c'était une étude, qui était assez vive, de l'état culturel d'une grande ville et de Dijon. Alors c'était pas tout à fait la première fois que je procédais ainsi. Alors c'était une façon tout à fait inédite, parce que vous savez, un adjoint, ça n'écrit pas beaucoup. On les prend dans des milieux différents, mais il fallait que ce soit moi qui écrive. Il fallait aimer écrire, il fallait être capable d'écrire. C'est une approche particulière d'essayer de formuler sa pensée par écrit. C'est pas du tout dans les habitudes, généralement les adjoints, ils lisent ce qu'on leur a préparé mais ils n'ont pas de discours eux-mêmes. Là c'était un discours. Par ailleurs, ce n'était pas le premier. J'avais eu pas mal de succès, quand j'étais conseiller municipal délégué, entre 71 et 77, j'étais au tourisme culturel. Bon, ça ne veut pas dire grand-chose. J'avais fait des plaques sur les hôtels particuliers en trois langues, des trucs comme ça. Et j'avais fait, évidemment avec l'accord du maire, un rapport sur l'état de la lecture publique à Dijon. Qui a d'ailleurs été publié par la bibliographie de la France, enfin, qui a eu une certaine notoriété nationale. Ça montrait comment une ville -ça je pourrais vous le trouver aussi- dans les années soixante-dix, pouvait développer sa lecture publique. A l'époque il n'y avait pas grand-chose. Il y avait ce qu'on appelait la bibliothèque d'étude...c'est-à-dire qu'elle existe toujours. C'est-à-dire qu'on ne prête pas, on vient lire sur place. Bon, voilà, bibliothèque d'étude. Puis une bibliothèque de prêt pour le public. C'était encore très vieillot, tout ça n'avait pas du tout...on était loin d'une médiathèque. Donc j'avais fait une étude là-dessus qui avait intéressé un peu tout le monde, même le maire à l'époque, parce que ça avait été apprécié. Donc les rapports, je connaissais, c'était pas le premier. Alors là, c'était différent parce que c'était l'ensemble de la politique culturelle de la ville. C'était aussi un regard, il faut bien le dire, sur la politique du maire depuis dix-huit ans. Trois mandats ! Ben oui, évidemment, si je disais que la culture n'était pas au niveau, forcément, il y avait un maire. Alors il a très mal pris ça, bon, en fait ça a été un peu une opération montée de toute pièce par son directeur de cabinet, qui voulait se débarrasser de moi. Bon, il a pas réussi tout de suite. Et donc je me suis trouvé avec un remplaçant, madame Curtil Faivre -une remplaçante- à la culture. C'était fait en trois jours, au moment des fêtes de la vigne, en septembre. En septembre 89. Voilà, bon ben , c'est tout ce qui s'est passé. Alors le mieux ça sera...donc à la culture, je n'ai rien fait, sauf faire ce rapport, parce que je n'ai pas eu le temps de l'exécuter. Mais vous pourrez le lire et puis vous verrez, c'est très détaillé, sujet par sujet : comment une ville comme Dijon pouvait améliorer son action culturelle. Alors, pour le comprendre, il faut se dire que pendant très longtemps, l'adjoint à la culture -autrefois il s'appelait l'adjoint aux Beaux-Arts- c'était plutôt les musées. Bon, il s'occupait un peu du patrimoine, mais à travers les monuments historiques, enfin, c'est-à-dire, ce que la ville pouvait faire dans le domaine des monuments historiques. Mais enfin, un adjoint à la culture tournait entre les musées et...bon. Il y avait pas de festival. Si, il y a eu à Dijon : le festival des Nuits de Bourgogne, qui était très célèbre. Il y a eu dans les années cinquante. Il y a eu même un bouquin, qui est là-dessus, sur ce festival, qui a eu tous les grands artistes de l'époque : les Gérard Philippe, les Jean Villard etc. Tout le monde...Trintignant. Je l'ai vu dans Hamlet. Enfin, c'était un très beau festival de printemps, enfin du mois de juin-juillet, à Dijon et en Bourgogne...enfin, en Côte d'Or, en Côte d'Or. Et c'était un festival qui a été l'un des premiers festivals français, donc très connu. Le TNP venait, la Comédie Française venait. Enfin, c'était...mais c'était une autre époque, ce n'était pas si cher : on pouvait faire venir le TNP sans qu'il y ai cinquante personnes autour, des techniciens. Donc c'était un autre monde. Mais enfin, il y avait eu

ce...mais il était privé. Il était privé...il était payé par des crédits publics ! Mais c'était des gens, indépendamment de la ville, qui s'en occupaient. Il y a un livre là-dessus, qui a été publié il y a quelques années. C'était un grand festival français. Bon, alors on peut se demander pourquoi on n'avait pas fait renaître ça. Michel Grivelet, qui avait été le premier adjoint à la culture de Pujade, professeur, qui avait beaucoup d'influence sur lui, voulait un conservatoire. Il l'a réussi, il l'a fait. Conservatoire de musique. Et puis il voulait un auditorium, puis Pujade reculait, reculait. Et puis en fait, il voulait le faire lui-même, et il a fini par le faire lui-même. Bon, donc il y avait ce problème de l'Auditorium, et puis deux ou trois autres problèmes de ce type. Au fond, la façon dont les choses étaient mises en place ensuite n'était pas pour une grande politique culturelle. Alors c'est d'autant plus étonnant que Robert Pujade était lui normalien -enfin Normal Sup. Il était ...bon, il avait une thèse, ou un mémoire sur Malraux. Enfin bon, on pouvait pencher qu'il s'y intéresserait. En fait, il s'y intéressait à travers la musique, l'opéra local. A travers des choses comme ça. Mais bon, il n'était pas...la grande action s'était faite à la fin de la municipalité Veillet, qui a précédé celle de Pujade, qui était l'arrivée de la donation Grandville. Pierre Grandville, qui était critique d'art, sur les ventes aux enchères, avait donné une collection très importante d'art du XIXème et du XXème à la ville. Et donc on a restauré le musée de Dijon, toutes les salles Grandville, juste avant l'arrivée de Pujade. Et c'est lui qui l'a quand même inaugurée. Donc son grand-œuvre, c'était quand même la donation Grandville. Le reste ben...mon rapport sur la lecture ne s'était pas tellement appliqué, sauf qu'il y a eu des antennes de quartier. Bon, ça a été le début d'une politique d'antennes de quartier. Donc il y a eu quelques applications, mais on ne peut pas dire que ces applications étaient considérables. Alors moi j'avais tâté un peu de la culture, d'abord à travers cette chose sur la lecture publique -les bibliothèques- et puis ensuite comme adjoint à l'urbanisme, je me suis trouvé souvent impliqué dans des projets à caractère culturel. Par exemple, il y a eu toute une époque où -j'ai écrit quelque chose là-dessus, je ne l'ai pas retrouvé mais je peux le retrouver- qui était sur la fonction contemporaine des monuments historiques. Dijon avait une bonne image, parce que on disait : vous voyez, l'ancienne église Saint Etienne est devenue la chambre de commerce ; on a restauré ceci, on a restauré cela. On n'avait pas tout restauré, mais on a restauré Saint Philibert, hélas très mal, puisque Saint Philibert est toujours fermée vingt ans plus tard. On avait restauré Saint Philibert pour en faire une salle de concert et de spectacle. Ce qui s'est fait, je l'ai vue comme ça ! Mais tellement bêtement qu'on a asséché les piliers par chauffage au sol, et ça a foutu par terre l'église. Donc pour refaire tous les piliers, il y a un travail considérable. Donc Dijon avait quand même une bonne image en matière d'adaptation moderne des monuments anciens. Donc il y avait déjà une politique du patrimoine. Par exemple, Pujade a restauré ce qu'on appelle l'inspecteur du Vieux Dijon, c'est-à-dire une personne qui était chargée de l'urbanisme et qui avait l'œil sur les enseignes, les façades de magasin dans le secteur sauvegardé. Il y a eu le plan du secteur sauvegardé. Enfin, bref ! A l'urbanisme, où j'étais, on a eu pas mal de questions qui relevait de ce qu'on peut appeler une politique de patrimoine ou une politique culturelle. Donc je n'étais pas complètement démuné quand il m'a nommé adjoint à la culture en 89, puisqu'il y a un certain nombre de domaines qui relevaient, dans l'urbanisme, d'une politique culturelle.

FM- Mais c'était une vision plus patrimoniale et moins culturelle ?

JFB- C'était plus patrimonial ! Ben oui, vous savez, j'étais adjoint à l'urbanisme, donc mon travail ce n'était pas de faire de la culture puisqu'il y avait un adjoint à la culture. Donc je m'y intéressais, à titre personnel je me suis toujours intéressé à la culture, et dans des domaines qui étaient compatibles, notamment le domaine de la fonction contemporaine des monuments historiques, c'était un domaine où je pouvais intervenir, puisque, à la limite, c'était le mien. Enfin, du moins, c'était celui de l'urbanisme. Mais

enfin, c'est sûr qu'il fallait beaucoup, beaucoup d'efforts pour y arriver. Ce que je vais faire, c'est que je vais chercher le rapport, je vais vous le passer.

FM- Je voulais vous demander, puisque vous étiez là au tout début : l'idée du secteur sauvegardé, comment elle est arrivée. Est-ce que finalement c'était une idée un peu en décalage avec l'époque ?

JFB- Oui et non. D'abord on avait la chance d'avoir une bonne agence d'urbanisme. Une situation assez unique en France, parce que elle était vraiment une agence de la ville, et puis ensuite de la communauté d'agglomération, enfin de l'agglomération. Alors qu'en général, les agences d'urbanisme, c'était l'Etat qui les faisait dans les villes. Donc on avait une certaine indépendance, une imagination. Monsieur Vistaux, qui est quelqu'un qui est très bien, toujours vivant d'ailleurs. On avait l'implication forte dans un urbanisme de recherche. Par exemple, je suis allé trois ou quatre fois au Japon, à la demande de l'Etat, avec des fonctionnaires de l'Etat, pour faire des conférences aux maires du Japon, pour leur expliquer ce qu'on appelait les « aménités urbaines ». Urban amenity, c'est-à-dire, au fond, les rues piétonnes etc. Vous savez, Dijon a fait la deuxième rue piétonne de France, après la rue du Gros Horloge à Rouen. Donc c'était assez moderne. Et puis il y a eu quelque chose, c'est que Pujade a été ministre de la protection de la nature et de l'environnement. Bon, on appelait ça comme ça à l'époque. Mais il était le premier ministre chargé de ça, par Pompidou. Lui-même n'était pas très passionné par tout ça, mais il avait une très très bonne équipe. Serge Antoine notamment, personnage qui comptait beaucoup dans les lieux intellectuels qui s'occupaient d'urbanisme. Et vous voyez que très vite, avec une bonne agence d'urbanisme, avec le ministère de l'environnement où il a été quand même pendant trois ans au contact des idées de l'époque, il n'y avait rien d'extraordinaire à bâtir pour Dijon – c'est une ville ancienne qui a été préservée des guerres- une politique de secteur sauvegardé. Et par ailleurs, c'est une politique nationale, donc on a fait un secteur sauvegardé, mais en France, il y a en avait d'autres. On était le plus vaste de France, parce que ça fait cent hectares et c'est, disons intramuros, la ville ancienne, c'est quand même un gros secteur sauvegardé. Alors on l'a monté autour d'idées, c'est même moi qui l'ai présenté à Paris, puisque le maire ne pouvait pas le présenter, parce qu'il avait été ministre etc...enfin, il y avait un certain nombre de règles. Donc il est apparu tout à fait normal de bâtir ça autour des idées de l'époque, c'est-à-dire des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix...oui...enfin, soixante-dix/quatre-vingt. C'est-à-dire les rues piétonnes. La piétonisation, c'était tout à fait nouveau, il n'y en avait pas en France. Donc c'était une approche nouvelle, il fallait traiter les rues différemment, savoir leur devenir, qu'est-ce qu'allaient faire les habitants qui habitaient ces rues etc. Et puis est-ce que c'était des rues ou des quartiers ? Il y avait les affectations modernes d'immeubles anciens, c'était ce que je vous ai dit, la fonction contemporaine des monuments historiques, enfin des monuments anciens. Il y avait l'inspecteur du vieux Dijon, qui essayait de faire travailler les commerçants en accord avec cette politique. Enfin, on peut dire que ça a été une vraie politique, et avec un secteur sauvegardé...qui est d'ailleurs en train de disparaître maintenant, puisqu'on pourra faire n'importe quoi en ville. Je suis assez désespéré de voir comment les choses évoluent. Mais disons qu'à l'époque, on avait un plan solide et un secteur sauvegardé qui était fondé sur beaucoup de choses. Et comme il faisait cent hectares, on avait quand même la possibilité de travailler. Tout n'a pas été fait, mais enfin, un certain nombre de choses, à l'époque, ont été faites. Alors c'est un aspect de la culture. Il est évident que la culture, c'est aussi les musées, c'est aussi l'opéra, c'est aussi la musique, c'est aussi le chant, c'est aussi les Beaux Arts, l'école des Beaux Arts. Enfin, c'est beaucoup d'autres choses : la lecture publique...Evidemment, ça avait un caractère un peu particulier, la culture, parce que elle avait été en partie déléguée, mais depuis longtemps, depuis un peu après la Libération (fin des années quarante, début des années cinquante) à une association de culture populaire très dynamique qui

s'appelait l'ABC, l'Association Bourguignonne Culturelle, qui avait beaucoup fait à Dijon pour la culture, mais en habituant les gens à ce que ce soit une association, et pas la ville. Dans beaucoup d'endroit, c'était la ville qui faisait ça. Là c'était cette association, l'ABC, qui a été longtemps très dynamique : c'était les concerts etc...c'était elle qui organisait tout...les conférences. Elle faisait ce que fait une maison de la culture, en quelque sorte. Il n'y avait pas de maison proprement dite, mais il y avait l'action d'une maison de la culture. Et ça, dès le début des années cinquante. Donc on peut dire que Dijon était une ville assez en avance sur ce plan. Et puis en plus, c'était démocratique, puisque c'était au fond les gens qui s'en occupaient eux-mêmes...avec des subventions, mais enfin, qui s'en occupaient eux-mêmes. Alors c'est comme tout dans la vie : les hommes et les institutions, ça finit par vieillir. Et c'était un peu le problème. C'est-à-dire que l'ABC s'est retrouvé au bout d'un certain temps entre les mains de deux vieilles personnes, une qui était l'épouse d'un universitaire très très très important, et puis l'autre qui était l'ancien directeur, qui était le permanent de cette association, et ils ont fini par...bon, ils seraient bien morts avec leur association. C'est le problème, il y a un moment où ça ne se renouvelle plus. Ben on n'y croit plus tellement, et on veut quand même garder la place. C'est confus comme attitude, mais c'est quelque chose qui montre qu'il y a des moments où il faut savoir se retirer et de trouver un successeur. Et là ça a été le cas, ça s'est fait exactement au moment...c'est peut-être même la seule chose que j'ai faite comme adjoint à la culture, indépendamment de ce rapport. C'est que j'ai trouvé une solution...heu, je ne dirais pas ça comme ça...mais pour passer la main, pour faire en sorte qu'ils s'en aillent et qu'on ait une nouvelle équipe. Ça je l'ai fait parce que personne ne voulait le faire. Et je les aimais bien en plus, et ils me connaissaient, très bien ! Moi j'avais été adhérent de l'ABC depuis que j'avais quatorze ans. C'était pas très difficile mais ça leur faisait de la peine. Bon, il fallait trouver quelqu'un qui maniait la hache. Bon, ben c'est moi qui ai manié la hache. C'est quelque chose qui a bien été utile parce que personne ne voulait le faire. Et finalement, je leur ai dit : « ben non, il faut démissionner et trouver une nouvelle équipe, parce que, je suis désolé, mais vous êtes trop âgés. » Bon, je ne l'ai pas dit comme ça. Et ça a été quelque chose de très très nécessaire à Dijon. Donc ça, on peut dire que le passage de l'ABC à une nouvelle équipe, qui est d'ailleurs la même que maintenant, c'était Karoubi, qui est toujours président – là aussi il ferait peut-être mieux de passer la main un jour, enfin, je crois qu'il l'a fait mais il fait surtout autour de lui. Et puis bon, il faut dire que le paysage n'est plus le même. Maintenant, il y a toutes sortes d'organismes culturels publics. L'ABC n'a plus...autrefois il n'y avait pas -je l'explique d'ailleurs très bien là-dedans- il n'y avait pas de théâtre à Dijon. Il y avait le grand théâtre et puis il y avait les tournées Barré-Borelli et les tournées Karsenti. C'est-à-dire que une fois tous les deux mois, un truc qui tournait en France, avec des acteurs populaires : Pierre Mondy, ou des gens qui étaient plutôt...Bon, et qui jouaient pas forcément des comédies. Moi j'ai vu du Claudel, du Sartre. Mais enfin, c'était quand même très limité, et ça a changé après l'échec de Vougeot, du Château de Gilly, après l'échec de Beaune. Le Théâtre de Bourgogne, qui est quand même devenu compagnie nationale, s'est installé à Saint Jean. Alors là, ensuite, ça a fait une saison théâtrale, c'est-à-dire qu'il y a eu du théâtre d'un bout de l'année à l'autre. Alors c'était complètement différent, avec une troupe permanente. A l'époque, ils avaient une troupe permanente, c'est-à-dire qu'on voyait les mêmes comédiens dans du comique, dans du tragique mais bon, ça avait aussi des avantages : c'était Mergnat. C'était l'époque du TB, ce qu'on appelait le TB. Donc vous voyez qu'il y a quand même eu durant ces années là un foisonnement de choses qui ont bouleversé l'aspect traditionnel. Alors c'est ainsi qu'on a remis sur pied le musée Perrin du Puycousin, qu'on a transporté à Sainte Anne pour en faire le musée de la vie bourguignonne. Ben c'est à ce moment là aussi, enfin, c'est-à-dire au début de Poujade. Donc il a fait en fait pas mal de choses. Le musée d'art sacré est né au même moment et à côté. Il y a eu un certain nombre de mesures prises, avec l'idée que la ville devait

d'avantage s'impliquer dans la culture. Alors à partir du moment où il y a eu l'affaire Bazin, cette histoire, il y a eu des pages entières de journaux là-dessus, l'opinion m'étant plutôt favorable, en disant que Bazin travaillait, on le voyait etc. Ce qui fait que la culture en a pris quand même un coup, parce que on a eu l'impression que Poujade revenait en arrière. Et ça a été ensuite un peu vrai parce que il ne s'est plus occupé que d'une chose, c'est de l'auditorium. Il voulait laisser ça à l'avenir. Le chanoine Kir avait fait un lac, le docteur Veillet avait fait le parking Granger -c'est pas ce qu'il a fait de mieux. Bon, ben lui il voulait faire un auditorium. C'est vrai que c'est la seule fois où il a considéré un projet comme le sien, et personne n'ayant le droit d'entrer dans ce truc. Alors il a eu le mérite de le faire. Bon, on peut dire que ça va rester. Avec à mon avis deux erreurs, mais enfin, ça c'est des choses qui arrivent, on ne fait pas toujours parfait : l'une, ce qui était de croire que l'on peut faire du théâtre dans une salle d'opéra, ce qui n'est pas vrai, et c'est pas très bon pour le théâtre. Cela étant, ils exagéraient un peu. Faut quand même pas pousser, on peut faire du théâtre dans cette salle. Enfin, c'est sûr qu'elle a été conçue pour le chant et pour l'orchestre, elle a pas été conçue pour une voix. Et deuxièmement, la sottise de passer par-dessus le boulevard, qui servait à rien, mais tout simplement parce qu'il y avait un deuxième auditorium après. La foire devait, enfin le palais des congrès -parce que ça avait été monté par Bruneau, qui est passé du cabinet du maire à la foire...il devait y avoir un deuxième auditorium par la même équipe d'architectes. Bon, Rebsamen a arrêté tout ça parce qu'il ne voulait pas payer tout ça. Et donc on a arrêté, mais ça a abouti à l'escalier mécanique, qui est ridicule. Rentrer dans un palais comme ça, pour monter par un escalier mécanique, et ce grand passage sur le boulevard, qui a coûté une fortune, qui ne sert à rien puisque c'était fait pour rentrer dans un immeuble qui n'a jamais été construit. Ça, ça a été vraiment une erreur. Mais à part ça, on peut dire que c'est positif. Une belle salle, elle rend les services qu'on lui demande. On ne peut pas lui reprocher l'Auditorium. Alors qu'est-ce que vous voulez encore savoir ? Parce que je vous parle très librement.

FM- Peut-être si vous pouviez me parler des ruptures et des continuités entre les mandats des Robert Poujade et ceux de François Rebsamen...ce que vous avez pu observer.

JFB- Ah oui ! Ho, je vais parler librement, je m'en fiche. Non, je crois qu'il n'est pas passionné par la culture. Mais Poujade ne l'était pas tellement, malgré leurs profils très différents. Mais Rebsamen non, on ne peut pas dire que ça soit. Bon, il a fait le Zénith. Alors je ne dis pas qu'il ne fallait pas le faire, il était prévu d'ailleurs, sur un terrain qui était celui-là. Bon, le Zénith, j'aurais été élu, il aurait été fait. C'était tout à fait dans les tuyaux, donc il n'a eu qu'à reprendre le projet, enfin, à continuer le projet, il avait le terrain, tout était prêt. Vous savez, quand vous avez déjà le terrain, les parkings, on peut dire que déjà c'était...il suffisait d'acheter le produit aux architectes qui font les Zénith. Donc il a fait le Zénith, qui était prévu, mais enfin c'est très bien de l'avoir fait, il fallait peut-être commencer par là. Finalement, il n'a pas changé grand-chose, mais je vous l'ai dit, ça ne le passionne pas tellement. Tous les festivals il les a repris, ils existaient : « Dijon vu par », Estivades, le festival de film d'aventure. Tous ces trucs là existaient, donc en fait, je ne vois pas très bien ce qu'il a imaginé. Qu'est-ce qu'il a fait. Bon, il a fait le Zénith, il a fait une bibliothèque un peu médiathèque aux Grésilles, ça oui. Il a fait la bibliothèque qui est dans l'ancienne chambre de commerce, c'est bien, c'est bien. Bon, il a fait deux ou trois opérations comme ça. Le reste, sur l'animation, il a tout à fait repris ce qui existait, vous savez, Fenêtre sur cours, L'Eldorado. Quatre cinquièmes des festivals actuels ont été imaginés à l'époque de Poujade. Donc ce n'est pas extraordinaire comme imagination. Le problème de la bibliothèque-médiathèque n'est toujours pas réglé, de la centrale, je dois dire, de la rue de l'Ecole de droit. C'est toujours pas réglé. Sur le plan du patrimoine, c'est plutôt un recul, il a tout vendu. Au même d'ailleurs, à la même personne, promoteur. C'est quand même un peu poussé de tout vendre sans appel d'offre à la même personne. Il a supprimé l'inspecteur du Vieux Dijon.

Madame Pascal n'a pas eu de successeur. Donc c'est un recul tout à fait pour les enseignes, pour les vitrines de magasins ect. Il n'y a plus du tout de qualité. Et puis sur le plan de l'urbanisme, le secteur sauvegardé voit maintenant beaucoup d'autorisations. Personnellement, je pense que la culture ne restera pas vraiment attachée à son nom. Il a fait autre chose. Il a fait le tramway, très bien. Mais je ne pense pas que les arts et la culture soit son soucis.

FM- Est-ce que c'était une thématique importante dans sa campagne ?

JFB- Non, non, non. Il ne fait rien d'ailleurs. Je vous dis, il a repris un certain nombre d'idées. Si, le musée aussi a été modernisé, c'était un truc qui était dans les tuyaux depuis très longtemps, mais le musée a été réorganisé autour de la cour de Bart. Si, ça aussi il l'a fait. Non, il a fait un certain nombre de choses qu'il devait faire, mais il n'a pas terminé l'affaire de Saint Philibert, qui est toujours en l'état de ruine où il est. Enfin, je vous dis, il n'a pas fait un nouveau musée, il les a plutôt laissé crever. Sauf le musée des Beaux Arts, ça c'est vrai. Mais les autres, vous savez, ils ont maintenant, au lieu d'avoir un conservateur chacun ou un pour deux musées, ce qui était quand même mieux, ben il n'y en a plus qu'un pour tous. Vous savez, s'occuper à la fois de la Vie Bourguignonne -Mademoiselle Blondel faisait beaucoup. Et dire qu'il n'y a plus de conservateur à la Vie Bourguignonne, qu'il n'y a plus de conservateur au musée d'art sacré -il y en a un pour les deux- le musée d'histoire naturelle non plus etc. Bon il a un bon conservateur, donc celui-là on peut dire qu'il s'en occupe bien, mais ça fait beaucoup pour Arts sacrés, musée des Beaux-Arts, Vie Bourguignonne. Pour la même personne. Ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas le faire, mais enfin, il y a du boulot. Non, je pense, sans aucune polémique parce que je lui reconnais d'autres qualités, je pense que c'est pas son...d'abord il a aucune connaissance historique sur Dijon...non, c'est pas son affaire, c'est pas son truc. C'est comme ça, et je ne pense pas qu'on le lui reproche beaucoup, sinon dans des chapelles. C'est pas là qu'il veut rester comme un grand maire de Dijon. Même si on peut lui reconnaître la chambre de commerce devenue...Alors il vient de créer autre chose mais ça apparaît un peu un échec, ça s'appelle la Minoterie. On ne voit jamais personne – moi j'y passe souvent parce que je vais à Gevrais. Il y a un grand parvis qui est toujours vide. Je ne vois pas des foules de jeunes y entrer ni en sortir...je ne sais pas, je ne peux pas juger. Enfin, je n'ai pas le sentiment que ça ai révolutionné Dijon.

FM- Alors j'aimerais revenir sur votre mandat à la région...

JFB- Alors à la Région, j'ai fait beaucoup de choses, mais j'étais surtout chargé des finances, pas de la culture, d'ailleurs ce n'est pas vraiment une compétence régionale. J'étais adjoint au budget, aux finances, pendant longtemps...enfin, vice-président chargé de, puisqu'il n'y a pas d'adjoint. Et puis ensuite, j'étais président, donc ça m'a amené à faire un peu de culture. Oui, si, j'ai eu quelques idées, mais soit vous êtes amené à soutenir, parce qu'on vous sollicite pour le festival de ceci, le festival de cela...oui, ça s'appelait les Ecrans de l'Aventure...ça, ça a été imaginé à l'époque de Pujade, bien avant Rebsamen, puis il y en a d'autres. Donc même Grésilles en Fête, même aux Grésilles. Enfin, peu importe, pour revenir à notre affaire...on en était où ?

FM- A la Région !

JFB- Oui, donc soit vous êtes amené à aider, parce que c'est ça qui arrive : c'est le festival de Cônes sur Loire, c'est le festival de Macon ect. C'est des actions culturelles où on demande le financement de la Région. Ça sera interdit maintenant, puisqu'il n'y aura plus qu'une source de financement par objet. Vous imaginez ? C'est impossible à mettre en œuvre, ça ! Les gens vont être furieux. Mais ils ont quand même déjà coupé beaucoup d'argent. Je vois à l'époque de Patriat, ils ont beaucoup coupé d'argent pour la culture, déjà. Je connais beaucoup de gens qui maintenant...on leur dit : ha non, non, on ne

finance plus ceci cela. Donc on finançait quand même pas mal, mais ça reste mineur par rapport au train express régional ou aux lycées. Ça reste très mineur. Et puis j'ai essayé de monter une politique de projet, où il y avait un de mes collaborateurs par projet, qui était...alors ça on peut dire, qu'il y avait quand même de la culture là derrière, mais il n'y avait pas uniquement la culture : c'était la vie économique, le développement économique. C'était beaucoup d'autres choses. On s'était dit : c'est stupide d'être la région où on a inventé la photographie, ce qui est quand même vrai, par Nicéphore Nieps, au début du XIXème ; où on a une des cinq plus grandes usines de Kodac, qui était à Chalon -il y avait quand même quatre mille personnes qui travaillaient là ; on avait beaucoup d'usines de télévision, de décodeur, à Genlys, à Auxonne, à Dijon, à Tonnerre. Et on avait imaginé le concept de Vallée de l'image. La Bourgogne, c'est la vallée de l'image. Et c'était une action qui était d'abord une image, moderne, donnée à la Bourgogne. Rappeler que la photo était inventée là, qu'il y a un grand musée de la photographie à Chalon. Enfin, c'était un projet, qui a complètement disparu maintenant, qui était original et attractif. Et là on peut dire que c'était un projet régional. On voulait développer la Bourgogne en tant que vallée de l'image, faire un certain nombre de choses qui y conduisait. Et dans les rapports avec Kodac, et dans les rapports avec Thomson, qui était à l'époque le producteur de téléviseurs. Donc on a fait beaucoup. On a aussi fait, été les premiers, à monter la même action, qui s'appelait « Au cœur du goût » et qui était sur l'agroalimentaire, la gastronomie. Ce qu'ils inventent maintenant sous le nom de Cité de la Gastronomie, mais enfin, c'était un peu la même chose, mais appliqué à la région toute entière. Donc moi je voyais la culture à travers des choses comme ça. C'est-à-dire des projets qui n'étaient pas uniquement culturels, qui étaient culturels mais aussi...ho, de développement économique, il faut dire les choses comme elles sont, surtout quand on avait de l'emploi derrière. Et de la recherche. Par exemple, on a créé l'Institut Européen des Sciences du Goût, sur le campus, qui a vraiment été créé par Danone, Amora-Danone, et la région, payé par la région, pour accueillir des chercheurs spécialisés dans le goût. A un niveau européen. C'est un Grec d'ailleurs qui a été le fondateur du Centre européen des Sciences du goût. Ce qui entrait dans « Au cœur du goût ». Donc il y avait à la fois de la recherche, il y avait développement, il y avait évidemment tous les emplois liés à la gastronomie, au vin, à la nourriture, à l'alimentation, et puis la culture du goût...Donc vous voyez, c'était à la fois universitaire, éducatif. C'était culturel, artistique, c'était économique. Mon idée, c'était que la région devait exister à travers ce type de projets. Alors ça a complètement disparu, il n'y a plus rien de tel maintenant. Donc il y avait « Au cœur du goût », il y avait la « Vallée de l'image », il y avait le « Port terrestre de l'Europe ». ben à l'époque il y avait encore un Rhône fluvial, il y avait les TGV, on avait eu la première ligne des TGV en France ect. Et une partie des TGV sont fabriqués en Bourgogne, au Creusot. Donc voilà, « Port terrestre de l'Europe », c'était aussi ce type d'actions

FM- J'ai lu un article de vous dans Le Bien Public où vous parliez de la fusion Bourgogne-Franche Comté, et de cette histoire d'identité entre les deux régions.

JFB- Je n'étais pas pour. Moi je ne vois pas d'inconvénient à ce que la Bourgogne épouse la Franche-Comté, c'était probablement le meilleur mariage qui pouvait exister s'il y avait mariage. Je suis à la fois comtois et bourguignon, donc ça ne me gêne pas du tout. En revanche, je pense que c'est très très coûteux et que ça sera très très difficile à mettre en œuvre, parce que ça n'apporte rien du tout. La région, elle s'occupe de quoi ? Des TER et des lycées. Bon, ça va changer quoi ? Il y aura toujours le même nombre de lycées, il y aura toujours le même nombre de TER. Le fait d'être ensemble ne va pas supprimer un emploi, au contraire, ça va créer des emplois de coordinateurs.

FM- Et sur cette question d'identité culturelle ?

JFB- Oh, je pense qu'elles ne sont pas très différentes, non. Enfin, à ceci près, c'est que vous ne pouvez pas le dire à Montbéliard ou à Sochaux, ou à Nevers. La Côte d'Or, le Doubs et le Jura n'ont pas de peine à s'entendre. Quand vous êtes à Nevers et quand vous êtes à Montbéliard, on ne peut pas dire que ce soit des choses qui soient liées. Cela étant, cela peut se concevoir. Mais de toute façon, ce qu'a Besançon en matière de musique, par exemple, c'est pas ce qui va développer Dijon. Bon, ils ont des choses et puis nous aussi on a des choses, mais c'est pas pour ça qu'ils vont bouger et qu'on va tout mettre à Dôle. C'est naïf de penser qu'on va faire des économies parce qu'il y en a deux. Non, ça va coûter plus cher, et ça c'est sûr.

FM- Vous me disiez qu'à la Région, vous essayez de coordonner identité culturelle et projet économique.

JFB- Oui oui, tout à fait !

FM- Et est-ce qu'avec le secteur sauvegardé, c'est quelque chose qui s'est conçu à Dijon dès le début ? Puisque vous me parliez de votre fonction de délégué au tourisme culturel...

JFB- Ha oui, mais c'était tout à fait quand j'étais tout jeune conseiller municipal...donc non, on ne peut pas dire. C'était ...bon, disons que Robert Poujade ne m'avait pas nommé adjoint, il m'avait nommé conseiller municipal délégué, et il fallait me donner quelque chose. Bon, moi j'avais un profil assez culturel, et donc tourisme culturel, ça paraissait une bonne idée, une idée à la mode : on pensait que le tourisme pouvait - d'ailleurs c'est vrai- autour de la culture à Dijon. Donc voilà, on avait fait des dépliants sur tous les monuments, les jardins. Mais enfin, on ne peut pas dire que c'était une politique. Honnêtement, on ne peut pas dire que c'était une politique. C'était des actions, qui n'avaient rien de complet.

[Coupure]

Peut-être par tempérament personnel -moi j'ai écrit des bouquins toute ma vie- d'intégrer des préoccupations personnelles...parce qu'on ne peut pas dire...la culture, la culture, ça n'existe pas, c'est des multitudes de choses, d'intégrer cela dans le travail que je faisais. J'ai toujours eu une approche culturelle des questions que j'avais à traiter. Mais il est évident que ce n'est pas la même chose quand c'est des aspects financiers, quand c'est des aspects pratiques, d'aménagement d'un quartier. Quand vous aménagez un quartier, est-ce que vous pensez à la bibliothèque ou non ? Enfin, à l'annexe de bibliothèque pour ce quartier. Bon, effectivement, il faut, si on veut avoir une approche culturelle...patrimoniale c'est autre chose. Il y a encore une chose dont je ne vous ai pas parlé : c'est l'art emblématique. Autrefois, à la fin du XIXème, il y a eu toute une époque où on était obsédés par les statues de grands hommes. C'était rarement des femmes d'ailleurs : à part Jeanne d'Arc, il n'y a pas beaucoup de femmes, quelques saintes. Donc il y a eu cette époque là, puis après ça a un peu disparu. Si, il y a eu les monuments aux morts de la guerre de 14. Ça a tenu lieu d'art, d'art vivant si j'ose dire. Puis ensuite il y a tout ce qui est apparu comme l'art emblématique d'une époque. Alors on est rentré dans les Frac, on est rentré dans l'art conceptuel, l'art minimaliste. Alors ça a été très important à Dijon, parce que, ça aussi c'est un truc que j'ai soutenu. C'était Serge Lemoine, qui a ensuite été conservateur du musée de Grenoble, et ensuite conservateur du musée d'Orsay -c'était pas rien- conservateur en chef, hein, patron d'Orsay ...Serge Lemoine était assistant, c'était lui qui avait fait le catalogue de la donation Grandville, assistant de fac à Dijon, et il avait créé un musée de sculpture au campus : Agam, Armand, Karel Appel, Honegger. Il y a de grands artistes, il y a des ces grandes œuvres qui font trois quatre mètres de haut, qu'il a installé au titre du 1% du campus mais aussi parce qu'il avait des copains dans les arts. Et donc on a un musée qui

avait été très mal accueilli par les universitaires eux-mêmes. Il y a même une œuvre qui a dû être déplacée, qui était devant la fac de médecine. Et les médecins n'en n'ont pas voulu, ils trouvaient qu'elle était abstraite, qu'elle ne correspondait à rien et l'on fait mettre à l'autre bout du campus. Donc vous voyez qu'ils n'étaient pas très évolués, nos médecins. Et là, c'était pas les politiques qui étaient contre, c'était les intéressés qui ne voulaient pas d'une statue, c'est arrivé. Et finalement, ça reste quand même un problème quand il faut choisir une œuvre pour une ville : moi je l'ai toujours fait, comme adjoint à l'urbanisme. Il y a une composition dans le quartier du petit Cîteaux, il y en a une qui est au port du canal. Donc il y avait toujours une œuvre d'art qui accompagnait, mais il faut dire que cette œuvre d'art, c'est souvent moi qui la décidais. Avec l'accord du maire, évidemment, mais enfin, c'était plutôt notre choix. Alors ça relevait plutôt de mes préférences et c'est évidemment discutable. Alors maintenant, c'est très abstrait. Alors c'est Bertrand Lavier, c'est des trucs...c'est plutôt une voiture cassée, avec un frigidaire dessus. C'est une œuvre conceptuelle et minimaliste.

FM- Il y a ces deux œuvres qui ont été installées en centre ville.

JFB-Ce n'est pas ça mais ça pourrait être ça qui a été installé en centre ville, puisque celui qui a inspiré un peu tout ça, c'est Bertrand Lavier, qui a été prix national de sculpture et qui est resté célèbre pour avoir vendu ça 500 000 francs. Ça sur un socle. Oui, c'est vrai, une pointe Bic ! Une pointe Bic ! 500 000 francs ! Voilà, donc on est pour, on est contre, chacun est libre de penser ce qu'il veut. A Beaubourg, il a un frigo qui est sur un téléviseur.

FM- Justement, selon vous, quelle est la capacité de mobilisation citoyenne de ces questions, alors patrimoniales, mais aussi cet art contemporain qui n'est pas toujours compris ?

JFB- L'art, ce n'est pas fait pour être compris, c'est fait pour être aimé, vu. Apprécié. S'il faut comprendre, on n'est déjà plus dans l'art, on est dans un autre domaine. Michel Ange, vous n'avez pas besoin de le comprendre. Naturellement, on peut essayer de comprendre beaucoup de choses autour de lui, et dans son œuvre. Mais vous savez, je vous dis, la pointe de Bic...bon, faut quand même pas pousser. Bertrand Lavier...qui est d'ici, il est le beau-frère de Patriat, qui est président de la Région...enfin, peu importe. Mais moi, j'ai été impliqué là-dedans, puisque quand j'étais à la Région, on finançait le Frac. Alors le Frac, c'est exactement ça. Bon, ben qu'est ce que vous voulez, le Frac...Et Dijon était très en avance dans ce domaine parce il y avait le Consortium.

FM- Mais ce n'était pas une politique municipale ?

JFB- Non, non. Mais elle était...vous savez...elle était plutôt régionale. Mais c'est tout ce que Lang a mis sur le dos des collectivités. Alors lui, c'était le champion de ça. C'est pas la seule chose qu'il a fait, il y avait aussi les centres départementaux d'architecture, C.A.U.E.. C'est dans chaque département, vous avez un truc d'architecture. Là encore, c'est payé par le département. Les Frac c'était la région. Alors ça, c'était Jack Lang qui était le champion de ça, qui avait mis en place...alors en fait, ce n'était pas de la décentralisation. A partir du moment où le ministère vous oblige à faire quelque chose. Par ailleurs, les artistes, c'est toujours les mêmes. Il y a quand même un certain nombre d'artiste que l'on retrouve. Boltanski : bon, Boltanski, on le retrouve partout. C'est lui qui vient de faire à Paris l'exposition du tas de vêtements. Oui, vous savez, un tas de vêtements, et puis si vous voulez, vous pouvez en prendre un. Ils sont sales d'ailleurs. Alors c'est un montage, c'est une performance. Enfin, moi je ne crois pas du tout à ça mais bon, ça existe, ça existe. Je ne vais pas me transformer en croisé. Mais enfin, moi j'étais plutôt pas tellement pour ça. Mais en revanche, j'ai financé le Frac, à la région, parce que on était obligé de le faire.

Mais pour revenir au sujet de départ, c'est que ça devient très compliqué. Alors effectivement Rebsamen a voulu -il a réussi certaines rues piétonnes, ça je ne le conteste pas. Il a raté la rue de la Liberté à mon avis, parce qu'elle est très difficile à mettre piétonne : elle est très large à un moment, elle est petite, enfin, ce n'est pas une rue facile à traiter en rue piétonne. Alors il a voulu mettre deux choses : l'Arbre qui tourne, ça, ça n'excite personne. L'autre est peut-être plus agréable à voir. L'autre a été moins critiquée. On a eu de la chance, il n'a pas été tagué, il aurait pu être tagué. Et puis en fait, il a reculé pour la...parce qu'il avait confié à Lavier la place Grangier, qui avait été effectivement très mal traitée par l'urbanisme. C'était vieux, c'était avant Poujade. Mais c'est très difficile parce que l'espèce de structure qui accueille les commerçants de la ville maintenant, cette structure, c'est l'aération du parking, on ne peut pas la casser. Et donc il a reculé parce que Lavier lui a proposé un projet un peu délirant, et il n'a pas voulu se lancer là-dedans. Mais le problème de la place Grangier a été soumis à Lavier, il m'en a parlé Lavier. Mais il voulait faire beaucoup de fleurs ect mais il voulait surtout casser ce truc là. Mais ce n'est pas facile à casser parce qu'il a un but fonctionnel pour le parking, et donc il faut supprimer le parking, ou refaire une aération différente. C'est pas un problème simple. C'est d'ailleurs souvent comme ça en ville, quand quelque chose est mal parti, c'est pas facile à rattraper, parce que ça coûte cher et puis on ne voit pas toujours l'intérêt de le faire.

FM- J'aurai une question, c'est en plus un domaine sur lequel vous avez écrit, sur l'inscription des climats à l'Unesco. Est-ce que vous pourriez me dire comment vous la percevez ?

JFB- Moi je me suis intéressé aux climats. Oui, j'ai écrit, mais tout le monde a écrit. En fait je ne parle pas du tout de Dijon, parce que Dijon n'a aucun sens dans les Climats, il faut quand même dire les choses comme elles sont. Il reste un peu de vigne, c'est même moi qui l'ai replantée pour l'essentiel, au Mar d'Or, quand j'étais adjoint à l'urbanisme. Mais j'étais adjoint à l'urbanisme et aux espaces verts, alors j'ai estimé qu'une vigne, c'était un espace vert. Oui, d'ailleurs c'est pas tout à fait faux. Donc on avait replanté un demi hectare à l'époque. Ça a été un peu agrandi. Mais on ne peut pas dire que Dijon est viticole, et c'est un peu acrobatique. La réalité, c'est que pour que le sujet bénéficie de subventions, d'aides, et mobilise, il fallait mettre Beaune et Dijon dedans. C'était indispensable, alors donc ça a été fait comme ça, mais vous savez, c'est acrobatique. Effectivement, il y a le cellier de Clairvaux, et Dijon avait des vigneron qui élisaient le maire devant Saint Philibert ect. Enfin, on peut...dans l'histoire de Dijon, il y a du vin, ça c'est sûr : il y a des caves, il y a du vin, il y a le cellier de Clairvaux, le cellier de Morimond, à côté de la place Emile Zola. Mais entre nous, il faut quand même passer par Chenôve...l'A74, elle est pas très belle, là ! Disons que le rattachement de Dijon est politique. Politique au sens large, c'était pas possible de le faire sans Dijon. Alors on s'est creusé la tête pour essayer de trouver les raisons. Alors il y en a, effectivement. Il y a le cellier de Clairvaux, mais entre nous, c'est vraiment le centre ville, et il faut passer à travers des quartiers très modernes, pas très beaux, pas très valorisés, ou valorisant, pour retrouver la vigne ! La vigne, on la retrouve à Marsannay, c'est-à-dire qu'on le retrouve à dix kilomètres. A Chenôve il n'y a pas de vigne, à Perrigny, il n'y a pas vigne. Donc il faut arriver à Marsannay, mais Marsannay, c'est pas Dijon. Il y a dix kilomètres entre les deux, d'espaces commerciaux, de banlieues urbaines. Là, vous savez, pour dire que c'est classé par l'Unesco dans le patrimoine universel, il faut tout de même tirer loin la corde.

FM- C'est plus une démarche touristique ?

JFB- Oui !! Non, et puis d'avoir les deux villes. Parce que ça tirait quand même. Surtout qu'il y avait un maire à gauche, un maire à droite. Ça créait une union sacrée. Les climats

c'est pas ça, les climats c'est la vigne. Cela dit, c'est plus crédible à Beaune, qui a gardé quand même l'Hôtel Dieu avec la vente des vins, toutes les maisons de négoce. A Dijon, c'est un peu acrobatique, mais c'était la capitale, c'était les Ducs de Bourgogne, qui ont beaucoup parlé du vin. Ça peut se justifier, mais ça se justifie par des arguments qui ne sont pas directement viticoles. Plutôt l'histoire. Mais ça n'a choqué personne, semble-t-il.

FM- Et la cité de la Gastronomie ?

JFB- Je n'y crois pas parce que...en fait, l'hôpital, il va être vendu à un promoteur immobilier qui va faire huit cents logements. C'est ça, la réalité. La cité de la gastronomie, c'est pour habiller la vente à Eiffage de huit cents logements. Je ne dis pas qu'on ne peut pas faire quelque chose autour de la gastronomie, mais d'abord, ça existe, et je vois mal comment ça déménagerait pour s'installer ici. La preuve, c'est que Georges Blanc, trois étoiles, s'installe à Dijon, il rachète l'ancien commissariat de police, au centre ville. Il ne va pas se mettre là. Les lycées hôteliers ont été rénovés, et ils ont leurs installations parfaites. Ils ne vont pas se mettre là. Les instituts (Centre européen des Sciences du Goût, Agro sup) existent, ils ne vont pas descendre là. On va faire quoi ? Pour un coût extrêmement coûteux. Vous imaginez, transformer des bâtiments du XVIème, du XVIIème, qui doivent être entièrement repris. Les halles existent, pour tout le monde, la cité de la gastronomie, elle s'appelle les halles de Dijon. Que sans doute Dijon ait une image gastronomique, c'est vrai, grâce à Gaston Gérard d'ailleurs, un maire ancien qui a donné cette image à Dijon. Cela étant, il y a beaucoup d'autres villes qui l'ont : Lyon l'a à la puissance dix, et puis il y en a d'autres. Par ailleurs, il n'y a pas une cité de la gastronomie en France, il y en a quatre ou cinq, sans compter les halles de Rungis. Ça ne veut pas dire que Eiffage, qui est très riche, qui a la possibilité de construire huit cents logements, pourra sans doute donner les cinquante millions d'euros -Rebsamen avait dit « j'ai cinquante millions d'euros privés ». Alors là ça permet sans doute de faire quelque chose. Par ailleurs, ce qu'on a vu, parce qu'il y a eu une image de la future cité, par un cabinet d'architectes qui paraissait déjà choisi -par qui, comment, personne ne le sait- avec un immense truc qui est long, une espèce de truc en carré qui avance. C'est un monument classé quand même, alors comment ça va se passer ? La question se pose de savoir ce qu'on fait de l'ancien hôpital. Parce que faire des logements, effectivement, on peut en faire, mais gérer l'ancienne chapelle et les bâtiments de la cour, les bâtiments très anciens...J'aurais peut-être plutôt été du côté de la lecture, de la médiathèque. La cité de la gastronomie, ça me paraît...c'est assez mal accueilli d'ailleurs, parce que les halles sont furieux. Ils estiment que c'est eux qui sont la cité de la gastronomie à Dijon...faire aller les touristes là-bas. Et puis aucun restaurant ne va bouger. Enfin, du moins les grands, ils sont installés. Les écoles, les lycées, ils sont très bien installés. Castel, c'est un château, le restaurant est parfait donc ils ne vont certainement pas quitter le Castel. Et puis tous les instituts qui sont sur le campus, ils ne vont pas descendre. Agro sup vient d'être refait, les sciences du goût, c'était il y a vingt ans, mais c'est tout moderne. Qui va s'installer là-bas ? A l'évidence, c'est ce qui manque dans le projet parce qu'on ne sait toujours pas qui vient là. On a parlé de Bocuse etc, mais ce qu'il faut encore, c'est qu'ils donnent l'assurance de leur présence. D'ailleurs il y a autant de problèmes pour la cité du vin à Beaune. Vous savez, expliquer aux gens qui sortent de l'autoroute qu'ils vont passer trois heures dans un musée, alors qu'ils n'ont qu'une envie en tête, c'est d'aller à l'Hôtel Dieu. Ça me paraît risqué et pas évident pour le public. Quand on a fait de l'autoroute, on veut aller au centre ville de Beaune et puis descendre dans une cave...aller dans un musée...enfin, c'est même pas un musée, c'est une espèce de truc d'animation : il y a des trucs à toucher, des ordinateurs. C'est un peu sacrifier à la mode.

Annexe 13 : Entretien avec Adrien Cassina, Directeur des services culturels de la Ville de Dijon,

Octobre 2015

FM- Pour commencer, est-ce que vous pourriez me présenter votre parcours professionnel, personnel aussi, si vous le voulez ?

AC- Sans aucun problème. Donc moi je suis Adrien Cassina, actuellement je suis le directeur du pôle culture-rayonnement de la ville de Dijon. Je suis à ce poste depuis trois ans. Voilà, donc la direction c'est 430 agents. Organisé, ce pôle, en deux axes : un pôle ressources, ressources et moyens, administratifs, financiers, techniques ; et action culturelle, développement des publics. J'ai par ailleurs en directe le pilotage -la supervision en tout cas- d'un certain nombre d'établissements, des musées, des bibliothèques, archives, conservatoire, et ce qu'on qualifie à Dijon de jardin des sciences, qui est un muséum-planétarium et jardin botanique. Et puis nous avons deux régies autonomes : opéra et SMAC, la Vapeur, salle de musique actuelle. Et puis tout un volet de soutien à nos grands porteurs de projets, nos grands acteurs culturels : scène nationale, enfin, centre dramatique national, centre de développement chorégraphique, orchestre etc. etc., plus tout le volume, presque, j'allais dire, des associations plus modestes mais qui contribuent à la dynamique, en tout cas à l'activité culturelle et artistique au niveau local. Donc voilà pour le présent. D'où je viens ? Moi j'étais précédemment à la direction de fonctions similaires mais dans une commune beaucoup plus petite, modeste, donc la commune de Chenôve, qui fait partie de la communauté urbaine dijonnaise, qui est au Sud dijonnais. Donc voilà, pendant six ans, sur des missions similaires, avec un axe plus marqué, lié à la configuration de la ville, marqué autour de la politique de la ville et de la rénovation urbaine et du travail de développement culturel autour de la diversité culturelle, et qui s'est concrétisé avec une finalisation, en tout pour moi, sur la...j'ai assuré la maîtrise d'ouvrage d'un équipement culturel, le Cèdre, qui accueille actuellement une salle de spectacle de sept cents places, un conservatoire, une compagnie de danse hip hop...voilà, tout un tas d'acteurs culturels. Et puis encore avant, j'étais en banlieue lyonnaise, sur une petite ville également, de banlieue, à côté de Vénissieux, donc la ville de Saint Fons, j'avais pris la coordination des équipements culturels et la direction du théâtre de ville qui était en régie autonome. Il vous faut éléments universitaires également ?

FM- Oui, je veux bien, votre formation...

AC- Très bien ! Formation : moi j'ai une formation musicologique, j'ai passé une maîtrise de musicologie, à l'université de Dijon, avec une thématique, une orientation musique contemporaine, création contemporaine, et puis j'ai complété mon cursus par un DEUG de sociologie et ensuite un DESS de développement culturel, voilà, stratégie de développement culturel à Avignon.

FM- D'accord très bien. Quels sont selon vous les grands axes et les grandes dynamiques de la politique culturelle et patrimoniale à Dijon ?

AC- Alors déjà, des éléments d'information : nous sommes en réécriture de ces fameux axes. Donc les éléments de langage. Je ne dis pas qu'on ne fait rien mais en tout cas, les éléments de langage sont en cours de rediscussion, de réécriture. Nous avons précédemment un projet culturel 2011-2014, qui avait donné lieu à de la communication à des supports, avec vraiment des axes écrits qui correspondaient à cette époque-là. Avec ce nouveau mandat, le nouveau mandat politique, avec le décès du maire qu'on a connu il y a quelques semaines, mois, donc tout ça est un peu en

attente d'être relancé. Ça ne va pas tarder, au final on est prêts. Que François Rebsamen, notre nouveau maire, puisse reposer et reprioriser les choses. Néanmoins nous travaillons. Les grands axes, c'est à la fois guidé par, le maire le disait, c'est une commune, une ville socialiste, donc la participation et l'ouverture à tous de la culture, c'est essentiel. Donc voilà pour les mots. Pour les faits, ce sont des politiques de gratuités : nos musées, nos bibliothèques. Ce sont des politiques d'action culturelle, à la fois dans les quartiers. Dit politique de la ville mais pas que. Sur la politique de la ville, on a deux quartiers, Fontaine d'Ouch et Grésilles, qui font l'objet d'attentions particulières, à la fois dans leur aménagement, avec des équipements structurants : bibliothèques, théâtres, mais également dans l'événementiel et dans le lien tissé avec les associations et les habitants (associations intermédiaires, centres sociaux) puisqu'on pilote depuis huit ans, neuf ans des festivals, des fêtes qui mêlent et les professionnels et les habitants. Donc ça, voilà pour la participation. On a des enjeux à relever également tout à fait importants avec la fusion des régions, avec ce mouvement de métropolisation, de concentration. Dijon va devenir la capitale régionale de cette grande région et on doit du coup œuvrer un peu à cette concurrence féroce, alors malgré elle, mais concurrence que mènent les grandes villes. C'est pas juste pour le plaisir du jeu ou de la compétition, hein. C'est juste une question de vie, de survie des villes. Donc on a le passage en communauté urbaine en janvier 2015, donc ce qui change de statut : on est la plus petite communauté urbaine...non, je dis des bêtises...on serait la plus petite métropole, si jamais on pouvait être métropole, mais on n'est pas la plus petite communauté urbaine, voilà. On a nous, donc du point de vue de la culture, un enjeu d'attractivité, à la fois rayonnement et attractivité. Donc pour ça, on a des équipements forts, structuraux. Je pense à l'opéra notamment, et on peut aussi très vite penser au patrimoine. Donc musées et patrimoine, avec deux axes : un axe où on investit, où le maire a souhaité investir pour l'avenir, donc c'est le programme ambitieux de rénovation du musée des Beaux Arts, qui va durer en tout et pour tout quinze ans, peut-être même un peu plus. On a inauguré la première tranche de rénovation en 2013, et en février prochain, on repart dans les travaux en fait, pour quatre ans. Donc ce qui va amener notre musée qui a une très belle collection, qui est très bien situé dans le palais des Ducs, à, en 2019, avoir un site complètement refait, et sa peau et son contenu, et le projet aussi scénographique, muséographique qui sera complètement revu. Donc oui, c'est un vrai chantier important pour les années à venir, au moyen voire long terme donc c'est fort. Et on est en train de réorganiser, de mettre en place une direction des musées des patrimoines, donc plusieurs musées, et on a recruté un directeur des musées du patrimoine, qui est en plein travail de réorganisation, l'idée étant, à la fois de créer des économies d'échelles, mais aussi d'accélérer en terme de qualité, de mettre à niveau tous ces musées là, en terme de compétence, en terme d'exigences, et de pouvoir offrir un discours cohérent et fort, à la fois pour les citoyens, mais aussi pour les touristes. Donc un enjeu important et on voit que ça fonctionne. Alors vous avez certainement...enfin vous le savez, notre inscription des Climats à l'Unesco, et du coup l'inscription du centre historique de Dijon à l'Unesco, la Cité de la Gastronomie qui sera derrière nous, qui est en cours de travail. C'est deux enjeux extrêmement importants, structurants, et nous on les accompagnent évidemment. On fait partie de cette dynamique là, quoi. Voilà, donc la proximité, la diversité, la participation, l'attractivité et le rayonnement, et puis moi je rajouterai un troisième enjeu de cette politique culturelle. Le troisième, c'est un enjeu de gestion.

FM- Pardon, vous m'aviez dit, le premier, c'est ?

AC- Hé bien le premier, c'est la participation citoyenne, le deuxième l'attractivité, le rayonnement, et puis le dernier, c'est vraiment des enjeux d'optimisation de gestion. On doit, ben déjà être gestionnaire, quand on a ces enjeux là. C'est un peu un grand écart, il faut qu'on arrive à gérer. Et puis face à la fois à l'effort national qui nous est

demandé, aux diminutions de dotations, à la pression fiscale. Les gens ne souhaitent plus -alors est-ce qu'ils peuvent ou pas, c'est un autre débat.

FM- Il y a d'importantes diminutions sur les dotations ?

AC- Alors sur les budgets de l'Etat oui, on est à quatre millions et demi de moins chaque année, pendant trois ans. Ce qui se traduit forcément, donc il y a des choix d'investissement, ce sont des choix municipaux. Et puis derrière, on a des équipes : 430 agents, il faut les payer. Il n'y a pas que des agents catégorie C, on a des A, A+, donc ça coûte, c'est normal, il y a des compétences. Voilà, donc c'est un vrai angle.

FM- Sur la question de l'inscription justement, vous pensez que c'est un plus un enjeu de tourisme, ou plus un enjeu de valorisation pour le citoyen dijonnais ?

AC- C'est les deux, vraiment. C'est les deux qui se traitent différemment. Les classements Unesco apportent une notoriété immédiate, mais vraiment immédiate ! On a -alors ce n'est que du ressenti à ce stade- l'été qu'on a passé, tous les opérateurs touristiques on fait ce retour là, en disant : « On est étonné. Alors il n'a fait beau etc mais malgré tout, on a vu beaucoup de groupes, d'individuels, d'étrangers ». Voilà, donc il y a déjà une première retombée. Après il faut le travailler, il faut l'encadrer etc. Et puis pour le citoyen, il y a quand même...on peut mettre en avant en tout cas la mobilisation des citoyens, des gens, de monsieur tout le monde, qui, à la fois sur les événements qui avaient été organisés -il y a eu des marches, il y a eu des spectacles, il y a eu des rencontres – un tas d'événements où les gens ont vraiment répondu présents, parce qu'il y a eu une notion identitaire à un moment donné, de valorisation de ces choses là, une fierté. Et puis maintenant, c'est encore un ressenti, mais les gens sont fiers. C'est-à-dire qu'on habite Dijon, Dijon, c'est pas que -ça enregistre ? je ne devrais pas le dire mais- ce n'est pas que Patrick Chirac et la moutarde c'est vrai que c'était un vrai challenge pour tout le monde : pour les politiques, pour notre maire, de travailler à cette image au renouvellement de l'image ! Déjà, certes, au niveau international, les gens connaissent Dijon grâce à la moutarde, c'est bien, c'est super...ça se situe à peu près sur une carte. Mais il y a tellement d'autres choses. Il y a tellement d'autres chose, et là je pense que vraiment les gens se sont retrouvés là dedans, en disant : « ben voilà nous, notre vin, nos paysages, nos savoir-faire, nos bâtiments, nos hôtels particuliers : ben oui, ça fait aussi partie de cette identité là, qui n'est pas vue, il faut la valoriser ».

FM- Comment s'organisent vos contacts avec les acteurs de la vie culturelle et patrimoniale ? Vous m'en aviez déjà un peu parlé mais si vous pouviez préciser.

AC- La question est large parce qu'il y a beaucoup d'acteurs, beaucoup de contacts. Que je sèrie un peu les choses...Ceux qui sont les acteurs municipaux sont une équipe, donc ça il n'y a pas d'inquiétudes, on les voit fréquemment, quasiment au quotidien. Ensuite on a un certain nombre d'acteurs qui sont subventionnés, qui sont conventionnés aussi avec nous. Au delà des contacts un peu réglés pas ces conventions, des comités de suivi, des groupes de travail, on a aussi pas mal de contacts plus informels autour de projet, de réflexions. Sur les évolutions – je parlais d'optimisation des fonctionnements donc-tout le monde est dans une certaine tension, c'est-à-dire, un moment un peu nouveau pour la culture. Alors certes, la culture et les acteurs culturels ont toujours été dans un ... à défendre à la fois l'intérêt, leur action, et puis l'importance de mettre de l'argent là dedans. Donc convaincre, ils sont toujours eu à convaincre. Mais ils étaient à convaincre quand ils savaient qu'en face, il y avait encore une possibilité d'argent. Là, on leur dit : « mais c'est super, vos projets sont formidables, mais je n'ai pas d'argent ». Donc il y a encore une autre démarche qui est en train de se mettre en place. Et la plupart maintenant ont compris – certains ont compris plus vite que d'autres- mais c'est aussi une phase intéressante, où on rentre plus avant dans les projets, dans la gestion, dans

leur propre problématique. Donc on est obligé, du coup, de dire : « ben moi, écoute, voilà où j'en suis, voilà ce que je dois financer, voilà les choix ». Alors on peut penser aux grands acteurs, les régies aux labels. Donc voilà, on est dans des périodes vraiment de dialogue, de discussion, où on rentre dans des réunions, dans des rendez-vous, dans du détail. Vraiment dans du détail. C'est intéressant, c'est vraiment intéressant.

FM- Justement, pour la préparation du dossier d'inscription à l'Unesco, est ce qu'il y a eu des discussions avec ces acteurs ?

AC- Oui et non. Enfin, c'est-à-dire que la préparation du classement a été gérée sous l'impulsion du maire de Dijon. Il y a eu la création de cette association de préfiguration au classement, il y a eu des recrutements. Et puis ça fonctionnait en binôme : il y a eu à la fois la présidence, le comité de soutien, avec des grandes personnalités, à la fois représentatives du monde viticole, de la Côte d'Or de Bourgogne, et plus médiatique, des amoureux du vin etc. Mais ce qui est bien : on a besoin d'atteindre un certain niveau d'audience. Et puis derrière, il y a eu un travail beaucoup plus culturel, au sens large : c'est la culture de la vigne, historique et agricole, parce que c'est ça, au final, qui est aussi classé. C'est la reconnaissance d'un savoir-faire agricole : la gestion des parcelles, la gestion des droits à planter. Et puis même, c'est allé, loin, c'est-à-dire que nos collègues qui gèrent l'urbanisme, qui gèrent les dialogues entre ville et communauté urbaine etc, ont beaucoup été interpellés sur : où est-ce qu'on met les hangars ? Comment est-ce que vous gérez la circulation de vos tracteurs ? Donc on est vraiment dans un niveau -mais c'est génial hein- c'est-à-dire qu'au-delà de cette image touristique ou identitaire, il y a derrière une activité économique qui était déjà organisée, mais qui a dû se reposer tout un tas de questions, en disant : « comment est-ce qu'on préserve notre outil ? Comment est-ce qu'on garde finalement cette qualité, cette appellation contrôlée, quoi ? ». Et donc les événements culturels et les partenaires culturels, maintenant, sont vraiment interpellés. En disant : certes, on a cette appellation, cette inscription Unesco, comment on fait vivre ça maintenant ? Donc là, ce sont les questions actuelles qui sont en train d'être travaillées.

FM- Est-ce que vous pourriez me parler un peu plus de l'impact des labels ? Parce qu'il n'y a pas que le label Unesco.

AC- L'impact des labels, oui ! Alors je vais peut-être faire une digression, mais c'est rigolo, hier on était avec la Drac, les services de la Drac, et on parlait justement d'un tas de sujet, et notamment de la loi Création, architecture et patrimoine, qui est en discussion actuellement, et alors ils nous disaient...alors voilà, c'est l'Etat : « article 3, article de l'article 3 de la loi nous dira que la politique culturelle de l'Etat passera par les labels ». Voilà, c'est la loi, c'est comme ça, donc on verra ce que ça donnera au final quand ça sera voté. Mais voilà, cette notion de label, elle revient vraiment, il y a un enjeu, mais là elle revient très fort. Et qu'est-ce que ça veut dire pour l'Etat, comment moi je l'interprète, et qu'est-ce que ça veut dire pour nous aussi, en tant que collectivités territoriales ? Les labels, on en a un certain nombre, qui sont sur le territoire, un centre de développement chorégraphique, un centre dramatique national, une Smac (scène de musique actuelle), une Frac (fonds régional d'art contemporain)...et voilà, plein de questions, parce qu'il y a aussi des endroits où il n'y a pas de label, soit parce qu'il n'existent pas, soit parce qu'on ne correspond pas aussi à la circulaire, soit parce qu'il y en a d'autres ailleurs, soit parce que aussi historiquement, ça ne s'est pas fait (il y a aussi beaucoup d'histoire). Les labels, c'est important mais il ne faut pas que ce soit un but en soit, au final, ce n'est pas un objectif en soit. Et c'est aussi je pense le sens des discussions actuelles à l'Assemblée Nationale, au Sénat, cette notion de cahier des charges. Un label, ça s'accompagne certes de financement, de l'Etat et des partenaires, certes aussi d'une certaine notoriété, c'est une reconnaissance...une reconnaissance mais c'est aussi une

exigence, c'est-à-dire c'est aussi un cahier des charges. Qui n'existe pas pour le moment, ce sont des circulaires, donc le projet c'est de rentrer vraiment dans un cahier des charges, par arrêté, et d'y répondre : il y a des cases, il faut les remplir, il y a une exigence. Donc c'est intéressant, très intéressant, on est aussi dans de l'aménagement du territoire au niveau national. C'est une garantie minimum, une belle garantie néanmoins, d'avoir sur un territoire donné, des structures qui ont des missions connues, évaluables. Donc pour le public, c'est aussi intéressant, c'est une garantie. Après, derrière, il ne faut pas que ce soit une fin en soit, je disais. On voit bien : nous on a développé un certain nombre de projets qui tombent entre les cases, finalement. Autour du jeune public, par exemple, il n'y a pas de label. Alors il y a des scènes conventionnées, mais ce n'est pas un label, une scène conventionnée. Donc il y a des dispositifs. Mais là, par exemple, la Minoterie, avec projet d'une compagnie, l'Artifice, qui développe, en lien avec l'Etat, un projet d'accompagnement de compagnie jeune public, pour les emmener sur un regard et un travail plus qualitatif. C'est important le jeune public, mais il n'y a pas de label. On dit l'Etat aimerait bien mais on n'a pas la case pour ça, il faudrait la créer peut-être, on va réfléchir. Nous on a cette capacité là aussi, en tant que collectivité territoriale, à pouvoir regarder le terrain, au sens large, saisir des opportunités, inventer des choses, et bien souvent, on va préfigurer des choses. Alors pas nous, pas que Dijon, là pour le coup, j'associe la France entière. Des collectivités qui inventent, sur des projets culturels nouveaux, métissés, hybridés : ils vont hybrider des formes artistiques et culturelles, des formes en action. Et puis parfois, l'Etat est un peu en peine, parce qu'ils aimeraient bien suivre, mais ils n'ont pas les programmes qui vont avec, ils ont pas les labels. Alors ils font preuve de beaucoup d'inventivité pour nous aider mais voilà, parfois ça traîne un petit peu dans la reconnaissance, parfois ça ne vient jamais. Je pense notamment aussi à tout ce qui est cultures urbaines, même s'il y a des attentions particulières évidemment, ils sont connectés avec leur terrain, l'Etat, il n'y a pas d'inquiétudes, mais on se retrouve dans quelque chose qui est traité/non traité, reconnu/non reconnu...ça évoque historiquement un peu ce qu'avait fait Jack Lang quand il est arrivé avec Mitterrand, où lui il s'est empressé finalement de reconnaître tout un tas de choses, notamment de culture dite populaire. Et là, la culture invente et la société invente plein de choses, et l'Etat peine parfois à reconnaître tout ça.

FM- Vous me parliez toute à l'heure des festivals, notamment dans les quartiers. Est-ce que vous pensez que l'événementiel est un vecteur d'accession à la culture ?

AC- Euhhhh...oui. Alors oui, sur Dijon, justement la notion de festival, c'est quelque chose de...voilà, c'est important parce qu'il y a une vraie réflexion. Je ne dis pas que ça aboutit, mais en tout cas on a beaucoup de festivals, ou il y a beaucoup d'événements qui prennent ce nom là en tout cas. Voilà, on accompagne finalement le mouvement national où les collectivités se disent : « un festival, c'est un événement comme ça, c'est facteur aussi de communication, d'attractivité, c'est une accélération à un moment donné, dans une saison ». C'est intéressant. Donc beaucoup de festivals, en tout cas d'événements qui s'appellent festivals. On n'a pas, comme d'autres villes...notre nom n'est pas associé, Dijon n'est pas associée à un festival. Bon, Chalon, Chalon la rue, Avignon, n'en parlons pas etc, etc. Bon, bref ! Mais on a quand même beaucoup de choses. Une autre réflexion, c'est de dire : il faudrait peut-être avoir une orientation par rapport à ça. Trouver le bon équilibre. Un festival, ça coûte quand même cher. Quand je parlais d'accélération, c'est dans tous les sens du terme, aussi économiquement parlant, même s'il y a des retombées derrière, l'investissement de base, c'est important. Donc il faudrait...ce sont des réflexions politiques mais aussi des réflexions avec les acteurs culturels un peu structurants. Réfléchir...Il ne s'agit pas forcément d'être monobloc, en disant, ben on arrête tout, et puis on se concentre sur une seule chose et puis voilà, c'est notre événement phare.

FM- Donc là, ça serait une question d'attractivité ?

AC- D'attractivité et puis de lisibilité aussi, par rapport aux habitants « coted'oriens » et puis également de concentrer un peu les moyens. Alors il y aurait cette piste là, effectivement, mais je ne crois pas que ce soit celle-ci qui soit dans les têtes de nos...du maire, de l'adjoint à la culture. Il y a d'autres pistes, de dire : hé ben peut-être il faut regarder -je pense que ça commence par là- regarder ce qui existe déjà sur le territoire ? Quels sont les festivals qui sortent un petit peu du lot ? On en a quelques uns autour du jeune public, autour du théâtre, autour de la musique actuelle. Il y a des choses qui sont dans le paysage, qui sont solidement installés et est-ce que Dijon n'aurait pas intérêt à rythmer un peu sa saison culturelle avec quelques événements qui viendraient, qui seraient un petit peu plus soutenus, un petit peu plus posés. On est en pleine réflexion par rapport à tout ça.

FM- Alors on va peut-être remonter un petit peu dans l'histoire. Je ne sais pas ce que vous avez pu observer puisque vous êtes à ce poste, je vais dire depuis seulement trois ans, mais si vous deviez le faire, comment est-ce que vous synthétiseriez l'héritage des cinq mandats, quand même, de Robert Poujade, en ce qui concerne les politiques culturelles et patrimonial ?

AC- Ha oui ! Quelle question ! Alors l'héritage...alors oui, moi je peux répondre un petit peu. Effectivement, je n'ai pas connu...je réfléchis...non, je n'ai pas connu. J'ai connu quelques années quand j'étais étudiant...

FM- Non mais, ce que vous observez, peut-être, vous.

AC-de maintenant, oui bien sûr. On a quand même des choses qui restent : on a un Auditorium, par exemple, qui est un projet de ses mandatures. On a un certain nombre d'événements qui restent encore, je pense aux fêtes de la vigne. Donc ça c'est de l'événementiel...voilà, les fêtes de la vigne, et puis un certain nombre d'associations, je pense, qui avaient été bien soutenues à l'époque, je pense à l'ABC par exemple, Association Bourguignonne Culturelle. Voilà. Bon ! Une fois qu'on a dit ça...il y a eu rupture, en 2001, il y a eu rupture, complète. Il y a eu rupture. Bon, l'Auditorium est là, sinon on n'allait le détruire. Les fêtes de la vigne perdurent mais ont été cadrées et ont entamé une mue, vraiment. Et puis l'ABC est aussi dans le paysage, se transforme, s'est transformé progressivement, même s'ils traînent avec eux des difficultés d'ordre économique, mais ça, ce n'est pas lié à la politique. La rupture...alors moi je peux vous parler de la rupture, du coup, en creux, voir la différence. La rupture elle a été quand même, justement, d'ouvrir à une forme, à toutes les formes culturelles. Le message quand même qui était fort, c'est de dire on a une culture bourgeoise, centre ville, de droite forcément, donc c'est un message politique. Du coup, les politiques de la ville, des quartiers, les choses comme ça, c'était pas du tout du tout au centre de ces questionnements là. Construction de bibliothèques dans les quartiers, sur les Grésilles. Rénovation sur Fontaine d'Ouche. Alors que ça n'existait pas avant, c'était pas grave, les bibliothèques, c'étaient les centres villes. Sur quel sujet ? Ben oui, la scène de musique actuelle par exemple, la Smac. Elle a vingt ans, donc elle a dû lutter pour exister, faire des manifestations etc, et ils lui ont donné un hangar, c'était un hangar, qui a été progressivement aménagé mais...Donc là, le choix de la municipalité, c'est de le rénover complètement pour en faire un vrai acteur...enfin, c'est un vrai acteur ! Qui joue énormément sur le domaine culturel. Ça a été également le Zénith. On a fêté hier les dix ans du Zénith. François Rebsamen rappelait l'histoire -c'est intéressant- que je n'avais pas connue, au temps de Poujade, ils s'interrogeaient sur : est-ce qu'on fait un Zénithon, un petit Zénith ? François Rebsamen est arrivé, il a dit : non, il faut faire un vrai Zénith quoi. Et puis on a mis le tram, on a mis la rocade etc. Donc c'est de dire : on y va ! On y va quoi !

FM- Et donc le tramway est aussi un enjeu culturel finalement ?

AC- Ah oui, oui ! Complètement. Le tram, c'est un enjeu urbain, de société. Il a redessiné la ville, il a relié des équipements. C'est deux, enfin c'est une colonne vertébrale. C'est essentiel, ça a été un projet énorme. Vous prenez le tram, vous avez le Zénith, l'Auditorium, à l'autre bout de la chaîne, vous allez trouver le Cedre. Non, non, il y a énormément de ...on peut même rajouter l'athénium à un moment donné, sur le campus. Enfin, il y a plein...il relie beaucoup beaucoup de choses. Et donc il fait circuler les gens, il donne une autre image de la ville, ou des villes, j'ai envie de dire, ou de l'aire urbaine de vie. Donc culturellement c'est essentiel, oui.

FM- Du coup, il y a un plus grand dialogue avec les acteurs de la culture ?

AC- Un vrai dialogue ! Même autour de l'art contemporain : le consortium, le Frac, La Commande urbaine. Installer de l'art contemporain dans la ville, ça ce sont des choses que François Rebsamen a apporté, vraiment, immédiatement. La différence elle est vraiment là, quoi. C'est l'ouverture à la création contemporaine, à une culture ouverte à tous avec vraiment des axes de développement culturel, d'action culturelle, mais avec une exigence forte, une exigence forte. J'entendais dernièrement, alors entre guillemets, ce n'est pas mon expression mais le théâtre pour dentiste, on avait beaucoup ça avant. Alors c'est le théâtre privé parisien, qui venait, qui était sympa, portes qui claquent etc, histoires de femmes trompées ou de maris trompés. Il y a d'autres choses à dire et à montrer. Ça, ça existe, il n'y a pas d'inquiétudes, mais voilà.

FM- D'accord. Est-ce que vous pourriez me parler de la cité de la Gastronomie ?

AC- Oui, tout à fait. Alors sachant que pour l'heure, il y a eu plusieurs phases de communication, et que comme c'est un projet important, conséquent, structurant, la communication est très maîtrisée, parce qu'il y a des enjeux financiers importants. Donc moi je peux vous donner des éléments. Il va y avoir une prochaine phase de communication, là, dans les semaines à venir. Donc je ne peux pas vous donner tous ces éléments là, d'ailleurs je ne les ai pas tous. Je ne voudrais pas faire d'erreur. Par contre je peux vous redonner un pitch de ce que c'est, pourquoi, et à peu près l'objectif. D'où tout ça vient ? ça vient du classement, justement, du repas des Français par l'Unesco, et d'un appel à projet à l'époque du Président Sarkozy, un appel aux collectivités en disant : écoutez, nous, des cités de ceci, de cela, on en a plein sur Paris, elles sont toutes nationales, c'est pas le projet, parce qu'on n'a pas d'argent et ce n'est pas le projet, par contre, à vous, les villes, de candidater et de faire un projet. Quatre villes ont répondu : alors Paris via Rungis, Tour, Dijon et Lyon. Et l'Etat a finalement changé un peu les règles, en disant : ben non, je ne vais pas choisir une ville, mais on va faire un réseau de cité de la gastronomie, avec les quatre villes ; vous avez chacune une thématique. Sachant que pour Dijon, on est gastronomie et vin, forcément. Enfin, forcément...on l'a défendu comme ça et s'est très bien. Donc ça c'était il y a deux ans, on a finalement été reconnu par l'Etat. Et puis du coup donc, le projet dijonnais, c'est quoi ? Le projet dijonnais, c'est déjà un projet d'aménagement urbain. L'hôpital déménageant, partant, avec ce foncier et ce patrimoine là, en disant : ben qu'est-ce que ça va devenir ? Une friche, rien du tout ? Donc non ! Il faut que ça devienne quelque chose. On est dans le centre ville, donc c'est important, il faut valoriser...pas que de l'immobilier parce que on peut, on doit même, toujours construire, mais on a besoin d'autre chose. Ça tombe bien avec cette notion de cité internationale de la gastronomie. Bon, ok, maintenant, le projet, c'est quoi ? La cité internationale, c'est pas qu'un musée...enfin, c'est pas un musée. L'entrée elle est pas uniquement culturelle. La gastronomie, elle est certes culturelle, mais l'idée, et l'intelligence je trouve, à la fois de la mission de préfiguration des cités et du classement du repas des Français, et le positionnement de Dijon, c'est de dire on le prend dans toutes les acceptions possibles. La gastronomie, c'est de la recherche, c'est

de l'économie, c'est de l'industrie aussi derrière, c'est du tourisme, de la culture. Voilà, c'est tout ça. C'est de la formation...bon, bref ! Et donc le projet qui est en train d'être travaillé est là-dessus. Ils ont appelé ça des pôles : il y a le pôle culturel, qui va du coup englobé tout le contenu -alors on est dans une phase de préfiguration, donc tout cela va évoluer dans le temps. Le contenu culturel c'est évidemment déjà expliquer ce que c'est que le repas des Français. Donc on est plutôt sur la notion de centre d'interprétation, où l'idée c'est, de manière plaisante, qualitative mais assez rapide finalement, donner les grandes lignes de : le repas des Français, les arts de la table, des repères historiques. Et puis mettre en perspective avec l'ensemble du monde : pourquoi on a une spécificité par rapport aux autres traditions, aux autres cultures. Le vin. Le vin donc les climats, forcément, donc et à Dijon, en Bourgogne, comment ça se passe. Le vin en France, à travers le monde, les enjeux. Et puis nous, on a souhaité également -vous parliez de villes d'art et d'histoire – se dire pour nous, c'est impensable de faire un centre d'interprétation sans mettre le Ciap, le centre d'interprétation d'architecture et du patrimoine, en disant : tout cela est lié. Expliquer la gastronomie et le vin à Dijon, c'est expliquer la ville, c'est expliquer les hôtels particuliers, le cellier de Clairvaux. C'est expliquer les rues, c'est expliquer tout ça donc. Voilà, l'idée, c'est que quand le visiteur rentrera dans cet espace là, il soit en immersion, et puis qu'il ait à la fois toutes les clefs pour comprendre...ça c'est un centre d'interprétation et pas un musée. Toutes les clefs pour comprendre, et qu'une seule envie, c'est sortir pour aller voir la ville, pour aller voir la vigne, pour aller dans les musées, pour aller voir etc etc...Donc ça c'est une grande part de nos [...] de cette cité. Il y a également la notion de cinéma qui va être intégrée. Alors à la fois cinéma grand public, mais aussi art et essai. L'idée, c'est vraiment d'être toujours dans les deux entrées, qualitative et quantitative, finalement. Il y a un pôle aussi plus économie touristique, avec de l'hôtellerie, de la restauration, des services autour de tout ça. Et puis un pôle formation, recherche, qui est en train d'être...qui est travaillé également, avec tous nos acteurs : on a Agrosup, on a Vitagora. Donc on a un peu des poids lourds. On a Seb aussi dans la région. Des poids lourds qui gravitent autour de la gastronomie, et de la sante ect, et qui ont vu leur intérêt aussi dans cette cité, d'être présent à un moment donné ou un autre. Et puis il y a le volet habitation, mais qui est juste à côté en fait, derrière, qui permet aussi de...donc le projet c'est un éco-quartier, pour faire le lien avec la ville, et puis c'est un projet aussi économique, donc il faut financer tout ça. Voilà en quelques mots le projet de la cité de la gastronomie.

Annexe 14 : Entretien avec Thierry Caens, Ambassadeur culturel de Dijon

Octobre 2014

FM- Pouvez-vous, pour commencer, présenter votre parcours professionnel, personnel, associatif, les motivations de votre engagement...

TC- Alors moi j'ai fait mes études au conservatoire de Dijon. Très peu d'études scolaires, donc j'ai commencé dans une filière qui s'appelait T5. C'était la première filière musicale mais ça n'a pas marché donc j'ai été viré en deuxième année de seconde. Et donc à ce moment-là, la musique a pris toute sa place dans ma vie. Donc au conservatoire de Dijon, avec mon père comme professeur, Marcel, puis après le conservatoire de Paris avec Maurice André, qui a été un deuxième révélateur. Ensuite, j'ai été nommé quatre ans trompette solo à l'orchestre national de Lyon, et ensuite quatre ans cornet solo à l'orchestre de l'opéra de Paris, donc de 81 à 85. Pendant tout ce temps là, j'avais un groupe qui s'appelait « Le concert à Arban », qui est une formation qui a fait le tour du monde, qui était assez célèbre. Et en 85, la place de professeur au conservatoire de Dijon s'est libérée, c'était mon père. Donc je lui ai succédé. J'ai quitté l'opéra, ce qui était assez original à l'époque, et je suis revenu habité à Dijon, ce qui était mon projet depuis longtemps parce que j'avais envie de revenir à Dijon, auquel je suis très attaché. J'y avais fait un festival des cuivres qui était connu dans le monde entier, qui s'appelait « Les cuivres montent à Dijon », depuis 1982. Ça a été ma première expérience d'organisation. Et puis quand je suis revenu en 85-86, là j'ai créé le festival des grands crus de Bourgogne, qui rayonne dans les quatre départements et sur cinq sites. Moi je m'occupe en particulier de Gevrey Chambertin, à Gevrey Chambertin, là où j'habite. C'est un festival qui mélange la musique, la découverte de la musique sous toutes ses formes, tous les styles, avec les grands vins. Donc il y a un mélange avec le terroir local. Et le deuxième projet que j'ai initié à ce moment là, en quatre-vingt-sept, c'est la Camerata de Bourgogne, qui était un orchestre à géométrie variable, que j'ai piloté jusqu'en 2000...je ne sais plus quand...2010 peut-être...et qui est devenu maintenant l'orchestre « Dijon Bourgogne », qui est un orchestre à vocation régionale. Parallèlement à ma vie de musicien trompettiste soliste, j'ai toujours eu l'envie d'organiser des choses, de faire découvrir. J'ai toujours eu une espèce de démarche, un peu, de faire voir des projets originaux ou utiles, qui avaient un sens aussi, à la fois pédagogique et aussi social. C'est pour ça que j'ai créé de nombreux projet, des festivals, des événements, des concerts avec des vedettes ou des gens inconnus, peu importe. Et puis il y a quelques années, j'ai créé un projet qui s'appelait « Le cornet à la frite ». « Le cornet à la frite », ça a été une volonté de faire quelque chose sur ce qui, à mon avis, manquait à l'éducation dans notre pays, c'est-à-dire un chaînon manquant entre la culture populaire et les conservatoires, qui restent quand même très fournis par des gens de la bourgeoisie et peu par des gens normaux, je dirais, et en particulier les quartiers, qui ont très peu accès à ça, pour des raisons culturelles, pour des raisons d'argent, pour des raisons...comment dire ? Surtout culturelles. Ils pensent que ce n'est pas pour eux. Voilà, j'ai essayé de créer un chaînon manquant, de combler ce chaînon avec ce projet. François Hollande est venu me voir, le visiter, tout ça. Le maire Rebsamen, que je soutiens, a toujours cru en ce projet, donc ça a permis de le faire voir, ce qui n'est pas simple pour autant. Et donc, si vous voulez, l'association Vivartis existe depuis une trentaine d'année, et c'est le réceptacle d'un petit peu tous mes projets. C'est-à-dire que les choses que j'organise, y compris aussi dans ma carrière de trompettiste...c'est une petite association, on est deux et ça sert à gérer un lieu où je peux gérer mes projets, mais ça c'est un quart des projets, et le reste c'est l'organisation

des festivals, des événements. Et puis un événement nouveau : la partothèque. J'ai mis à disposition de tous mes élèves et tout ça une partothèque, c'est-à-dire une bibliothèque pour les partitions. Sachant que voilà, en plus j'avais les partitions de mon père, tout ça. C'est énorme, c'est formidable, et il faut que ça profite au plus grand nombre. Sous couvert d'une inscription très modique, tous les gens, dans toute la France, peuvent se procurer une partition. Soit on ne les trouve plus, soit c'est trop cher. Donc j'essaye un petit peu de faire des choses qui soient utiles et qui, dans l'aspect pratique de la pratique musicale, soit intéressant. Donc c'est pour voir dire un peu le fait que j'ai créé cette association pour pouvoir être libre et faire des choses.

FM- La fonction d'ambassadeur culturel, en quoi consiste-t-elle ?

TC- Alors ça c'est récent. Ça c'est depuis janvier 2014. C'est une idée que je n'ai pas eu, donc elle est encore meilleure. C'est le maire qui, lorsqu'il a été élu pour son deuxième mandat, m'a proposé...parce que en fait, je fais ce boulot d'ambassadeur culturel depuis des années, depuis trente ans, sans en avoir la mission officielle. Dans le monde entier, on sait que je suis de Dijon, j'organise des événements. Donc j'ai milité pour Dijon. J'ai eu beaucoup de mal à l'époque Pujade. On a eu trente ans Pujade, qui était maire ici, qui était un peu...qui n'était pas un mec inculte, au contraire, mais il n'était pas très intéressé par la culture vivante. Il n'était pas très intéressé par les projets innovant, ni par la jeunesse. Donc tout ce mandat là était un peu compliqué. Et donc quand François Rebsamen est arrivé aux affaires, un souffle de liberté et de dynamisme a soufflé sur la ville. Et j'ai participé à ça. Et donc en septembre 2014, il m'a nommé ambassadeur culturel de la ville, lié à la cité de la gastronomie et au vin. Alors tout ça parce que mon profil est un profil essentiellement culturel. C'est-à-dire que professionnellement je suis un musicien, un trompettiste, compositeur, tout ça, mais je suis aussi un passionné de gastronomie, des vins. Je suis très attaché à tout ça que j'ai créé le festival musique et vin des grands crus, et tout ça, c'est une logique que je trouve cohérente et qui est ancienne chez moi. Donc je suis détaché du conservatoire, du conservatoire national de région Jean-Philippe Rameau. J'y ai conservé quand même quatre heures, pour l'activité d'ensemble des cuivres, que je fais rayonner depuis trente-et-un ans. Parce que je prépare l'événement qui fête mes trente-et-un ans à Dijon : Thierry Caens se met sur son trente-et-un, qui va mettre en valeur plein de projets que j'ai fait depuis trente-et-un ans. Donc je suis resté au conservatoire pour quatre heures, et tout le reste, je le fais dans le cadre de l'ambassade. On monte tout un tas de projets, notamment la fête du Pinot noir, qui sera en juin 2016. Et donc mon rôle est de dynamiser l'image culturelle de la ville, en y mélangeant bien sûr la culture, qui est très riche à Dijon, mais aussi l'aspect gastronomique, qui est très riche, et puis qui va se développer, avec la préfiguration de la cité de la gastronomie, qui arrive bientôt. Dans deux trois ans. Donc on est en phase d'achat de l'Hôpital général, et ça va être le grand projet dijonnais, il faut le savoir. Et donc le maire tient à ce que dans ce projet, qui a plutôt une couleur gastronomique, il y ai de la culture. C'est pour ça qu'il y aura du cinéma, il y aura des spectacles. Et puis bien sûr, le dernier volet, c'est le développement de l'image de capitale des vins. Dijon a été pendant des siècles la capitale des vins. Ceci s'est un petit peu dilué avec le temps, et Dijon a un peu perdu cette excellence sur le vin, et justement, elle compte revenir en tant que capitale de la côte de Nuit et de la Bourgogne. Elle veut revenir. Elle va donc replanter des vignes, et valoriser celles qu'elle a déjà, comme le domaine de la Cras. Ce sont deux endroits où on fait déjà du bon vin, mais on va encore dynamiser ça. Donc l'image de Dijon doit se multiplier sur le patrimoine qui est sa...on l'a vu en venant...mais aussi sur la gastronomie et sur les vins. Ça va être les deux axes essentiels de sa politique.

FM- Est-ce que c'est un axe essentiellement touristique, cet axe ?

TC- Il y a une dimension touristique évidente, parce que c'est un commerce, c'est une source de revenu pour plein de gens qui travaillent là-dedans, mais c'est aussi un souhait d'avoir une identité culturelle qui est à la fois ancrée dans le passé -les ducs de Bourgogne, les traditions fortes que sont la moutarde, le pain d'épice, les escargots, le vin, le cassis. On a déjà une image très culturelle, comme Lyon, par exemple, qui est une ville culturelle de premier plan. Il y a le tourisme, il y a le côté business. On sait que le classement à l'Unesco qu'on vient d'avoir, va provoquer un gros 30% d'embellie sur le secteur touristique. Donc là, il faut accompagner tout ça. Si on avait fait une démarche classement des climats à l'Unesco sans avoir accompagné le projet d'une volonté, d'une excellence, d'améliorer l'aspect des sorties des vignes notamment...qui avaient un aspect...ça n'aurait pas de sens. Donc toutes l'énergie de la ville va être pour ça : montrer que Dijon a un atout patrimonial très fort mais qu'il y a aussi une volonté de s'inscrire dans la modernité. Mon rôle est d'amener des projets qui vont dans ce sens là, qui vont dans ce pitch. Et d'amener des projets étrangers ici mais aussi d'amener des projets locaux à l'étranger. Je vous dis tout en vrac, après vous reclassez. Donc dans ces projets, il y a les festivals ; on a fait une opération qui s'appelle Must-Art Dijon à New York qui a été extraordinaire. Et puis « Le cornet à la frite » pour le côté pédagogique dans les milieux défavorisés. Et puis j'ai lancé, par exemple, une bourse musicale avec le conseil régional et la ville de Dijon. Une bourse musicale qui permet à un jeune étudiant...cette bourse à concerner Gabriel Diaz, un jeune étudiant chilien plein de talent qui souhaitait venir étudier en France et qui n'en n'avait pas les moyens. Donc on a dégagé les moyens, avec la Région et la Ville, pour qu'il vienne étudier pendant deux ans. Voilà, donc c'est un des exemples de projet qu'on peut faire avec l'étranger, donc qui implique des relations suivies avec le Chili par exemple.

FM- Donc le développement culturel est lié au développement urbain, aux questions sociales ? Ce sont des questions qui sont liées ?

TC- Oui, tout à fait. C'est pour ça qu'on fait aussi des concerts dans des lieux divers. Il y a bien sûr le centre historique qui est important, mais, par exemple à Fontaine d'Ouche, il y a une salle qui s'appelle « La maison des quartiers », et donc on s'applique à la faire tourner.

FM- C'est le cas de la cité de la gastronomie, qui fait partie aussi dans un projet urbain ?

TC- Oui, oui.

FM- Vous aviez parlé des mandats de Robert Poujade...

TC- Il est resté 29 ans je crois...

FM- Quel est selon vous l'héritage de ces mandats ? Dans la vie culturelle ? Patrimonial ?

TC- Alors il y a un héritage positif, c'est qu'il a toujours été très attaché au patrimoine architectural. Vous êtes trop jeune, mais il a été le premier ministre de l'environnement sous Giscard. Donc c'est quelqu'un qui devait montrer l'exemple. Donc il y avait une dimension de l'art de vivre de sa ville, de la mise en valeur du patrimoine, qui était très bonne. Il était concerné par ça. Il n'était pas concerné du tout par le spectacle vivant. L'opéra c'était n'importe quoi. Il a refusé qu'un orchestre national s'installe, qu'on crée un orchestre régional ici. C'est vrai que ça coûtait très cher. C'est pour ça qu'on est très en retard sur cette question d'orchestre, parce qu'on a loupé. A l'époque du plan Landowski, dans les années soixante soixante-dix, ils sont venus, comme dans toutes les régions, ici à Dijon. Landowski, qui était un grand compositeur, il a proposé au maire de construire un orchestre régional, et Poujade, il a dit « non, non, c'est trop cher, on ne fait pas, ça ne m'intéresse pas ». Donc on a pris un retard fou avec ça. Et paradoxalement à ça, juste avant de partir, Poujade, il a fait construire l'Auditorium, qui est à la fois un

cadeau et...un cadeau empoisonné. Un cadeau parce que c'est une salle extraordinaire, et qu'elle est devenue célèbre dans le monde entier parce que l'acoustique est très bonne, elle est belle. Mais, deux choses : il n'en a pas assuré les financements, je dirais, généraux, c'est-à-dire qu'il a fait supporter seulement par la ville le financement de la fabrication et du fonctionnement. Ce qui est beaucoup trop. Au lieu de faire rentrer le Département, la Région et l'Etat, ce qui aurait permis, d'abord d'avoir un budget plus important, mais surtout que le lieu ne soit plus une chasse gardée de la ville mais un lieu identifié de façon nationale. Première faute, donc, qui est revenue dans l'escarcelle de Rebsamen quand il est arrivé. Et la deuxième faute, c'est qu'une salle comme ça, c'est une salle pour un orchestre...et Dijon n'a pas d'orchestre digne de ce nom. Il n'y a pas d'orchestre régional. Elle a maintenant l'orchestre Dijon Bourgogne mais dont les financements ne sont pas pérennisés, qui de toute façon n'a pas un fonctionnement permanent. Donc si vous voulez, on est un petit peu en retard sur la question. Cette salle a un sens, si c'est une salle qui permet de programmer son orchestre local, et pas que les orchestres de passage. Donc là, on touche vraiment à la politique culturelle dans le sens politique, c'est que Dijon est devenue une ville de passage pour les orchestres du monde entier, et ils ne se sont jamais donné les moyens dignes de ce nom pour son orchestre local. Ce que je trouve scandaleux ! Dans cet état d'esprit, il y a un orchestre qui est en résidence à l'Auditorium qui s'appelle « Les dissonances », dont le talent n'est pas du tout à critiquer, mais cette formation est programmée beaucoup plus qu'un orchestre local. Je pense que sur l'ensemble de l'année, elle coûte beaucoup plus cher. Donc je m'interroge : pourquoi cette dilution des budgets sur la question de l'orchestre, encore une fois, tant que l'orchestre local n'est pas pérennisé. Donc, pour faire un peu plus simplement, on se paye le luxe, sans avoir le quotidien, le minimum, le nécessaire quoi. Chaque ville de province a son orchestre régional. Il y a le philharmonique de Nice, à Nantes il y a un orchestre, à Strasbourg, à Toulouse, partout. Moi je suis musicien, donc c'est un sujet qui m'intéresse. Mais en tout cas c'est assez symbolique des manques qu'il y a à Dijon. Contrairement à ça, il y a une très bonne compagnie de théâtre qui est le Théâtre National de Bourgogne, qui était dirigé par des gens de grand talent jusqu'à récemment, je pense à Benoît Lambert, mais il y a eu Dominique Pitoiset, qui est un grand metteur en scène de théâtre français. La danse, il y a le festival de danse qui s'appelle Art Danse, qui est un petit peu poussif, je dirais, parce qu'on n'a pas de lieu à Dijon pour la danse. Donc il y a une carence. Le jazz, malgré quelques expériences intéressantes, n'est pas assez présent.

Et puis c'est vrai que l'image de Dijon est assez confuse, malgré les changements qui ont été opérés depuis 2002. Il reste encore des dossiers, des chantiers à faire. C'est une ville qui a un patrimoine extraordinaire. Sur le plan de la musique, il y a des chanteurs connus et reconnus, comme Yves Jamait, Daniel Fernandez, qui ont vraiment du talent. Ou Dorothee Daniel, qui ont émergés d'ici. Il faut savoir par exemple qu'en techno, Laurent Garnier est issu de Dijon. Il a démarré ici au Chat noir. Il a créé un des mouvements phares de la musique actuelle dont sont partis des groupes comme Daft Punk. La techno est partie de Dijon

FM- Vous pensez qu'il faudrait moderniser l'image en fait ? Vers la culture vivante

TC- Il nous manque un peu un courant de modernité, qu'on est en train de travailler avec le maire et son adjointe, Christine Martin. Donc moi je travaille beaucoup avec Christine Martin, et on essaye de compenser tout ce qui n'a pas été fait pendant des années par Poujade, et c'est très long. Surtout dans un contexte budgétaire qui n'est pas très favorable, et donc rajouter des nouveaux projets quand il y a moins d'argent, c'est difficile.

FM- Et du coup, comment est-ce que vous synthétiseriez les grandes orientations données par François Rebsamen ?

TC- L'ouverture. C'est-à-dire, la ville, quand on la voit, elle a déjà changé. La place de la Libération est un exemple. La ville a déjà évolué. Bien sûr le tram, la place de la Libération, plein de quartiers...

FM- Vous pensez que le tram a un impact en terme de culture ?

TC- Dans quelques temps ça se verra mieux. Tout le port du canal a été refait, on a construit des salles de spectacle, dont la minoterie. Donc si vous voulez, on a énormément travaillé, depuis 2002. C'est très lent, et, encore une fois, c'est une question d'argent. Donc il y a à Dijon des choses de l'ancien temps qui devraient disparaître, comme les fêtes de la vigne, qui est un projet qui est complètement vidé de son sens. Je ne dis pas que ça manque d'intérêt, mais qu'il n'a plus de sens parce qu'il est mal piloté et qu'il n'a pas l'exigence qu'il avait à l'initial. Il y a sans doute des choses à modifier. Pour faire de la place à des nouveaux projets, il faudrait faire un petit peu le ménage sur les anciens trucs qui ne marchent plus.

FM- Une question un peu plus personnelle : votre engagement associatif a-t-il été de pair avec votre engagement politique ?

TC- C'est-à-dire que ça ne fait pas très longtemps que je me suis engagé en politique, mais mon engagement culturel est plus ancien. Mais ayant rétrospectivement regardé ce que j'ai fait dans le passé, il y avait toujours une dimension sociale : de faire découvrir la musique et de la faire aimer au plus grand nombre. Avec une volonté de ne pas faire des prix de billets trop chers, d'aller jouer dans des lieux insolites, et de faire découvrir des musiques à des publics. Donc j'avais déjà un engagement, entre guillemets, de gauche, même si je ne me suis pas engagé à l'époque. Je jugeais les politiques par le prisme de leur engagement culturel. Donc c'était compliqué avec Pujade, parce qu'il n'aimait pas les choses qui bougeaient. J'aurais aimé que ça bouge. Et puis il ne m'a jamais fait confiance à me donner des moyens de faire des choses, alors que j'ai un grand attachement à Dijon, depuis longtemps, qui est ancien et qui n'était pas un engagement politique. Maintenant je le suis doublement, parce que je me suis engagé auprès de François Rebsamen, que j'ai appris à connaître et que j'apprécie beaucoup, qui est un homme qui a beaucoup de qualités, à la fois de fidélité et puis de vision. Il a su justement savoir que j'étais un peu en errance et déçu de ce qu'on pouvait faire culturellement à Dijon. Et moi, mais pas que moi, bien d'autres, ont eu accès à faire bouger les choses depuis qu'il est là. Et effectivement, mon engagement politique, il date d'il y a une quinzaine d'année, pas plus, et dès lors que je me suis posé la question de savoir...justement, là où la politique a commencé à m'intéresser. Parce qu'avant, elle ne m'intéressait pas. Et puis, par tradition familiale, on était à gauche dans la famille, mais par contradiction, les jeunes veulent toujours faire le contraire des parents. Donc j'étais critique à l'égard de la gauche et Mitterrand, même si aujourd'hui je me rends compte qu'il avait une hauteur et une intelligence hors du commun, et que c'était un grand homme, j'ai toujours été un petit peu circonspect sur ses choix politiques, en tous les cas culturels. Bien que culturellement, sous Jack Lang, c'est là que ce sont passées le plus de choses depuis des années. Mais en tout cas, la culture avait à ce moment là le rôle de premier plan qu'on ne voit plus aujourd'hui. Ni chez Sarko, ni chez Hollande. Ça c'est regrettable. Donc, pour vous dire, par rapport à ça, moi j'ai eu une lecture de la politique par le prisme des élus : étaient-ils culturels ou pas ? Donc ceux qui n'étaient pas culturels, je ne les fréquentais pas et ce qui étaient culturels, ils étaient de gauche comme de droite. J'ai eu des gens à droite qui ont fait des choses intéressantes pour la culture. Et puis après, quand je me suis engagé, et que j'ai voulu savoir où j'étais moi, finalement, parce que c'était ça la question...au bout d'un moment, c'est pas normal

d'être ni de gauche, ni de droite. Parce qu'aujourd'hui, ça m'énerve d'entendre ça. Ça n'existe pas. On a forcément, par ses attaches, ses croyances culturelles, on est proche de l'un ou proche de l'autre. Donc quand j'ai fait cette recherche là, aidé de certains de mes amis, j'ai vite vu que c'était à gauche que je me sentais le mieux.

FM- Donc avec cette idée de gauche que la culture est porteuse d'un projet social ?

TC- Oui, sauf que malheureusement, je vous le dis, c'est dans le cadre de votre enquête, c'est que la gauche a oublié la culture. Je ne parle pas d'ici à Dijon, où Rebsamen est un peu un OVNI dans le monde politique, il est souvent en rupture avec la tendance politique à gauche. Parce qu'il a des idées nouvelles. Sur sa liste, il a des gens de l'UDI, il a des communistes, des écolos. C'est un gars qui rassemble, donc il rassemble les talents. C'est un homme qui a une vision qui n'est pas du côté partisan, des partis. Mais le monde politique aujourd'hui, actuel, est acculturé. Et c'est dommage que la gauche, qui était à une époque le parti où les gens de culture se sentaient le mieux, étaient écoutés, et ont permis l'explosion de gens comme Béjar. Toute cette époque-là est passée. Maintenant, il y a des individus, à gauche, comme à droite, qui ont une volonté culturelle. C'est la réalité. Mais ce qui est vrai aussi, c'est que le monde politique s'intéresse moins à la culture. Il y a une analyse comptable des choses, et la culture, ça a un coût et ça a un prix. Et que on considère que la culture...c'est un choix politique, la culture. Comme les intermittents. On peut décider du choix de l'existence des intermittents, en décidant que ça coûte trop cher...oui...c'est un choix. C'est une façon de subventionner la culture de faire ça. Si on décide qu'il n'y ai plus de culture, effectivement, on peut supprimer les intermittents, mais il y aura beaucoup moins de choses. La sécurité sociale, c'est pareil, le système de santé français, c'est un choix politique. C'est un choix, parce qu'on décide, entre guillemets, de perdre de l'argent pour que les gens vivent mieux.

Quand je parle de cette grande période d'immobilisme qu'avait installé Pujade, il y avait Madame Curtil Faivre, qui n'a pas fait que des mauvaises choses, qui essayait de faire. Pour dire que ce n'est pas tout noir ou tout blanc. Mais en tous cas, la vision qui est maintenant avec Rebsamen et Christine Martin est plus ouverte et beaucoup plus...malgré le contexte économique plus tendu, c'est quand même une volonté de faire quelque chose de plus juste. Dans une vie municipale, il y a un paquet d'associations, on saupoudre beaucoup l'argent. Il y a beaucoup d'associations qui ne font plus rien. Ils reçoivent des subventions et on ne regarde pas si leur projet il est accompagné de quelque chose. Alors c'est compliqué. Quand la mairie a décidé d'enlever 15%. L'an dernier, elle a supprimé 15% de toutes les structures culturelles. Parce qu'il y a des problèmes d'argent. Ça n'a pas été très bien ressenti, mais il y a une nécessité.

FM- Vous étiez en contact avec l'association ABC ?

TC- Oui, l'ABC, je les connais très bien, depuis longtemps. Alors l'ABC, ça a été pendant longtemps, à l'époque Pujade, la seule association de programmation, de diffusion, d'événements culturels extérieurs. Il y avait de la programmation locale, mais...C'était un substitut, en fait. C'était indépendant, mais très proche de la mairie. Et donc ça a été pendant longtemps la référence, le seul programmeur culturel, et il s'y est passé plein de choses. Alors au bout d'un moment, le problème c'est -c'est par Rebsamen qui a changé les choses- c'est l'évolution des choses. Déjà, quand l'Auditorium est sorti de terre, les choses ont changées. Dijon a changé de profil. On est passé d'une petite ville de province à une ville avec des ambitions européennes. Donc le rôle de l'ABC, depuis ce moment-là, n'a cessé d'être perturbé. Aussi parce que les choix des municipalités n'ont pas été forcément clairs ça ce n'est pas que de la municipalité actuelle, c'est même avant- sur ce qu'ils voulaient faire. C'est-à-dire que dès lors qu'on était à deux sur le

même terrain, c'était compliqué, dans une ville. Il faudrait réorganiser, requalifier chaque activité. Et tout ça est lié aussi au rôle qu'on donne à l'Auditorium, qui est devenu maintenant l'opéra. Encore une fois, Dijon est une ville moyenne, ce n'est pas une grande ville, elle a un bâtiment qui est exceptionnel, qui est digne d'une capitale, mais elle n'a pas les moyens de tenir un opéra comme à Strasbourg ou à Nice. Donc il y a quand même une question qui se pose sur le calibrage culturel de la ville. On ne peut pas tout faire. On ne peut pas avoir un stade de foot, un opéra...on ne peut pas avoir tout au même niveau donc pour l'instant, il y a plus de moyens qui sont mis sur l'opéra, et c'est normal parce que l'opéra coûte cher et on a besoin de cette logique là mais tout ce qui est para-opéra, l'orchestre par exemple, il faut se poser la question et le problème, c'est que la question ne s'est jamais posée de façon globale sur la ville, ni même sur la région Et là, on est repartis dans un autre élargissement, qui est de fusion avec les deux régions et cette question-là n'ayant pas été tranchée, il va falloir le faire maintenant parce que j'ai peur, moi, que ça se tranche au niveau comptable. Qu'on se dise : il y a deux orchestres, trois conservatoires régionaux, donc on en bazarde un ou deux. Que des analyses comptables, ce qui serait une connerie sans nom. Les élèves de Besançon ne viendront pas au conservatoire de Dijon. Et puis il faut deux conservatoires. C'est des missions de service public !

FM- Donc ces politiques culturelles doivent s'inscrire dans un territoire ?

TC- Oui, et puis qu'il y ai une cohérence. Au lieu que ce soit la concurrence entre les villes et entre les établissements, ça pourrait très bien être une répartition des choses. Mais le problème, c'est que la question culturelle n'est pas débattue. Elle n'est pas débattue non plus avec les professionnels. Ça c'est un reproche que je fais un peu au monde politique. C'est-à-dire que les choses vont vite, avec cette histoire de fusion des régions, et ça nous oblige -peut-être que ça va être bénéfique- à accélérer les réflexions sur qui fait quoi dans une ville, dans une région, et les moyens qu'on y met. Donc j'espère qu'il en sortira quelque chose de bon. Puis j'espère surtout qu'il y aura un président de région qui aura une conscience culturelle importante. Parce qu'en plus, on est deux régions culturellement fortes. Besançon est une ville qui, sur certains côtés est moins bien que Dijon, sur d'autres elle est mieux. Sur la question de l'orchestre, par exemple, elle est mieux qu'à Dijon. Ils sont mieux structurés depuis longtemps. Mais il y a d'autres choses qui ne marchent pas bien : le conservatoire par exemple. Il n'y a pas de scène dramatique nationale comme chez nous. C'est une ville qui est un petit peu en demi-teinte en ce moment, Besançon.

FM- J'ai préparé une liste de quelques lieux emblématiques, ou que l'on peut considérer comme emblématiques. Si vous pouviez la commenter.

TC- Dites-moi.

FM- La place de la Libération, d'abord.

TC- Oui, c'est devenu le lieu des restaurants et de la vie à Dijon. Elle est très fréquentée. Et c'est là aussi où on y fait des événements, comme le concert de rentrée, qui est un événement annuel bien attendu. Et la fête du pinot, qu'on organise en juin prochain, va se passer majoritairement là. C'est un lieu formidable. L'architecture se prête tout à fait bien à l'installation de choses. Il y a des marchés de Noël, des expositions. C'est devenu un lieu vraiment très fréquenté et bien fréquenté.

FM- Les halles.

TC- Alors, les halles, c'est un lieu que j'aime beaucoup. J'y ai installé un festival, qui s'appelle « Music'hall » et ce festival a pris sa place très vite parce qu'il y avait une demande au mois d'août de faire des choses. On fait venir les gens pour des concerts de

petite taille. C'est deux-trois cents personnes maximum, mais c'est pas mal. Et les gens viennent, et il y a une ambiance terrible. Alors il y a des bruits de frigidaire, des odeurs de poisson, les légumes, tout ça. Donc c'est un lieu qui est un petit peu perturbant, qui n'a pas les caractéristiques d'une salle de concert. Mais justement, le fait que ça soit un lieu habité pour d'autres choses, que les gens connaissent en faisant leur marché, ça m'a donné envie d'amener la musique, pour que les gens aient une vision proche de la musique. C'est ça l'idée.

FM- Justement, j'ai une question qui me vient. Quelles est selon vous la place de l'événement, ou de l'événementiel dans l'accessibilité de la culture ?

TC- Justement, une bonne politique culturelle, c'est un équilibre de tout ça, de l'événementiel comme du travail suivit. L'événementiel à un rôle, c'est-à-dire le côté événement, le côté grosse vedette qui vient...les gens connus. L'image de l'événementiel à un rôle, parce que c'est aussi des sensations. Moi je suis pas fan de, mais ceux qui aiment bien Christophe, ils ont du se régaler au concert de rentrée. Quand on a fait venir Santana pour fêter les cinq ans du Zénith...si on n'a pas les grandes tournées internationales, les grands événements, les grandes expositions, ça ne va pas. Mais il faut qu'il y ait un équilibre avec la production locale, ce qui est fait par les gens d'ici. Il faut qu'ils soient reconnus sur leur terrain. Et ça, c'est pas toujours facile. C'est pour ça que je disais, par rapport à l'orchestre, qu'on a fait venir tous les plus grands orchestres du monde, Berlin, Amsterdam, Munich, mais l'orchestre local, il rame.

FM- Justement, vous ne pensez pas que c'est toujours le même public, qui va vers les mêmes institutions, vers les mêmes événements ?

TC- Il faut amener les gens, justement dans une programmation, à aller voir l'un ou l'autre. Et ça, c'est la qualité de la programmation qui fait ça. Je pense que c'est comme pour une équipe de foot. Une ville, elle s'identifie à son équipe. D'ailleurs à Dijon, ça progresse bien en ce moment-là là-dessus. Donc Dijon soutient son équipe de foot : elle est passée en ligue 1, elle a été reléguée, elle va peut-être repasser en ligue 1. En tout cas, c'est un atout, on est fier de son équipe de foot, de la même manière qu'on est fier de son orchestre. Ça ne veut pas dire qu'on ne regarde pas des matchs avec le Brésil, qu'on n'écoute pas l'orchestre de Berlin. Simplement, il y a des deux. L'orchestre de Berlin sera toujours meilleur que l'orchestre de Dijon. La variété et l'équilibre des choses fait que chacun à sa place.

FM- Ce n'est pas de votre domaine, mais si vous vouliez me parler d'autres lieux importants, comme le musée de Beaux-Arts, par exemple.

TC- Alors ça, c'est l'exemple d'un lieu qui s'est bien développé. C'est un gros musée, on parle du deuxième de France. C'est un musée qui est à la fois énorme, et qui n'est pratiquement pas vu parce qu'il n'y a pas assez de place. Donc ça, j'ai l'impression que c'est un dossier qui progresse bien, avec une mise en réseau de tous les musées de Dijon. Vous savez qu'on vient de nommer quelqu'un, qui gère l'ensemble des musées. Ça c'est une bonne idée, ça va créer une dynamique. Il y aura moins de phénomène de rivalité entre les uns et les autres. Ne pas oublier qu'il y a une activité d'art contemporain très forte, avec le Consortium. L'activité muséal me semble bien fonctionner. Il y a eu des travaux considérables, avec la dernière tranche qui démarre là, bientôt. Pendant trois ans, je crois, pour l'aile droite du musée. Ça permettra de mettre en valeur sa collection qui est vraiment énorme.

.....

TC- L'auditorium a été construit sans vraiment s'occuper des acteurs locaux, mais il a été aussi construit d'une façon majestueuse, au niveau de l'architecture. Il faut voir que le

marbre venait de Carrare. Il n'a vraiment pas été fait à l'économie. Et ça c'est le cadeau de Poujade, mais le cadeau entre guillemets. En tout cas, il a été fait pour être une des plus belles salles, ce qu'il a réussi à être. L'acoustique est extraordinaire. Alors le problème, c'est qu'il y a des coûts d'entretien énorme. Le seul faut d'ouvrir la porte d'entrée, ça coûte plusieurs milliers d'euros par jour, sans même qu'on y fasse quoi que ce soit. C'est une pression financière énorme, et par les temps qui courent, ce n'est pas forcément un bon choix. Mais ce qui est sûr, c'est que l'arrivée de l'Auditorium a placé Dijon sur un échiquier national, voire international, ce qui n'était pas le cas avant. Alors après, il faut savoir ce qu'on en fait. C'est toute la question qui est liée à ça.

FM- Est-ce que vous voyez d'autres lieux importants ?

TC- Il y a beaucoup de festivals à Dijon. C'est une ville de festival, il y en a même trop. Par exemple Tribu festival, qui va démarrer bientôt. Il y a le festival du court métrage, qui s'appelle fenêtre sur court, le festival du cinéma d'aventure, les rencontres de l'art.

FM- Une dernière question. Je pense qu'en tant qu'acteur associatif, vous devez avoir des observations là-dessus : quel est le rôle du citoyen dans ces questions, notamment concernant la prise de décision ?

TC- Il a un rôle en votant. Le problème, c'est qu'une fois qu'on a voté, il n'y a pas d'autres moyens d'expression. A part en venant ou en ne venant pas. C'est-à-dire que moi, ce que je sens, c'est qu'il y a des publics, qui se croisent peut-être peu, finalement, mais il y a le public du parvis Saint Jean, il y a le public de l'opéra, il y a le public du jazz à la Vapeur qui est un lieu où il se passe pas mal de choses alternatives. Il doit y avoir une frange qui va un petit peu à tout, mais j'ai l'impression que ça marche un petit peu par chapelles. La place du citoyen, tout ça...vous voyez, par exemple quand il y a eu le problème avec l'orchestre, qu'ils ont failli passer à la trappe l'été dernier, et ils ont fait des manifs, des tracts. Et ils ont chargé la mairie comme étant responsable de leur désarroi et de leur manque de fric. Bon, ce n'était pas ça, c'était un problème de gestion. Et il y avait donc un trou, qu'il y a toujours d'ailleurs, et ce trou, il fallait soit le combler si on voulait que l'orchestre continue, soit ne pas le combler, et l'orchestre s'arrêtait. La mairie a dit qu'elle ne voulait pas payer d'argent pour combler un déficit. C'est pas pareil que de ne pas donner d'argent. C'est parce qu'il y a un problème de gestion à l'interne. Le citoyen a pris parti, bien sûr, pour l'orchestre, en disant « oui la mairie, qu'est-ce qu'ils foutent ». Finalement, ils ont donné l'argent parce qu'ils n'ont jamais voulu que l'orchestre disparaisse, sauf qu'il y a eu une manipulation de l'orchestre par rapport à ça. Donc le public se fait manipulé. J'ai du mal à répondre à ça. Je sais que le public, aussi, il n'est pas formé à Dijon. Il n'est pas éduqué. C'est-à-dire qu'on est capable de venir pour des trucs énormes parce que c'est des stars, mais qu'on est capable de passer à côté de choses bien plus intéressantes, sous prétexte que c'est moins médiatisé. Un public éduqué, il sait ce qu'il faut faire, il ne vient pas pour le strass. Il y a un peu cette tendance là. Il y a un peu de snobisme.

FM- Vous pensez que le développement de la culture, du patrimoine permettrait une meilleure formation du citoyen ?

TC- Oui, ça c'est un problème d'éducation. Des citoyens comme des élus. Les élus sont des émanations des citoyens. Il faudrait que ceux-là soient beaucoup plus éduqués, plus cultivés. Effectivement, l'éducation, c'est le premier sujet dans notre pays, dans le monde entier. C'est de savoir quelle société on veut faire.

DEUXIEME PARTIE : LES DISCOURS DES MAIRES DE NICE ET DE DIJON

Annexe 15 : Discours de François Rebsamen, maire de Dijon, pour le lancement de la Cité de la gastronomie et du vin

Mardi 2 février 2016

Madame la secrétaire générale (représentant Madame la Préfète appelée avec la Présidente de Région auprès du 1er Ministre pour une réunion des 13 Présidents de Régions),

Mesdames et messieurs les parlementaires,

Monsieur le Vice-Président de la Région Bourgogne-Franche Comté en charge du tourisme,

Monsieur le Président de la mission française du patrimoine et des cultures alimentaires,

Monsieur le Président directeur général d'Eiffage,

Monsieur le Vice-Président d'Eiffage,

Monsieur le Président d'Eiffage construction,

Mesdames et messieurs,

Après avoir observé que la parité n'a pas encore complètement gagné le monde économique, je voudrais commencer par remercier chacun d'entre vous pour sa présence. C'est en effet devant vous tous, représentant les forces vives de notre territoire et bien au delà, que j'ai choisi, en accord avec le Groupe Eiffage, de franchir aujourd'hui cette étape majeure d'un projet qui ne l'est pas moins, pour Dijon, pour notre Région, et pour la France, puisqu'il est inspiré et porté par les valeurs de l'Unesco.

Nous sommes aujourd'hui réunis pour signer dans quelques minutes publiquement, la promesse de vente par la Ville de Dijon à Eiffage du site de l'ancien hôpital général de Dijon, présentée et approuvée par le conseil municipal lors de sa séance du 25 janvier dernier.

C'est en effet au terme de l'appel à manifestation d'intérêt lancé par la Ville qu'Eiffage, leader dans les domaines des travaux publics, du bâtiment et de l'aménagement urbain, a été pour mener à bien le projet la Cité de la gastronomie Elle a présenté alors un dossier complet, conforme au cahier des charges de la Ville de Dijon, qui répond lui-même aux strictes préconisations de la Mission française du patrimoine et des cultures alimentaires, j'y reviendrai.

Aussi, vous me permettrez tout d'abord de souhaiter la bienvenue dans notre ville à Monsieur Benoît de Ruffray, président-directeur General d'Eiffage. Le 18 janvier, il y a tout juste deux semaines, suite au décès brutal de Pierre Bergé, vous avez pris la barre de l'un des plus importants Groupe de construction, d'aménagement et de travaux publics français internationaux, qui compte aujourd'hui près de 70 000 salariés dans le monde. Vous avez choisi, aujourd'hui à Dijon, de laisser s'exprimer sur ce projet ceux qui ont été les initiateurs et les artisans de son élaboration depuis de nombreux mois. Mais votre présence est pour nous un signe supplémentaire de l'ambition que porte votre Groupe à nos côtés pour le succès de ce projet, je tiens à vous en remercier très vivement.

Je remercie également de leur présence Monsieur Jean-François Roverato vice président d'Eiffage, qui, entre autres mérites, possède la grande qualité d'avoir effectué ses études au Lycée Carnot de Dijon ; Monsieur Michel Gostoli, président d'Eiffage Construction qui s'exprimera tout à l'heure ; Monsieur Philippe Plaza, directeur général d'Eiffage Immobilier, Monsieur Nicolas Gravit, directeur d'Eiffage Aménagement, et tous leurs collaborateurs, en particulier ceux qui, depuis de nombreux mois, s'activent avec nos équipes à Dijon et au Grand Dijon, à la préparation de cet instant et la réussite à venir de ce projet ambitieux.

Eiffage, nous le savons tous, c'est aussi une grande ambition architecturale : Je songe au viaduc de Millau, plus récemment à la fondation Louis Vuitton à Paris. C'est historiquement le pont de Tancarville, le palais omnisports de Bercy ou encore la pyramide du Louvre sans compte l'opéra de Sydney, que le monde entier a vu fraternellement illuminé du drapeau français après les attentats de novembre.

A travers ce projet Dijonnais qui correspond à un investissement total estimé à plus de 200 M€ dans notre économie locale, je suis fier de cette collaboration avec un groupe français à haute valeur ajoutée qui a décidé de mettre dans la balance tout son savoir-faire et son image dynamique et prestigieuse, et s'est associé le nom de grands architectes pour ses réalisations.

Je salue à cette occasion Anthony Bechu, architecte, à qui il revient de faire dialoguer ici en association avec Alain-Charles Perrot, architecte en chef des monuments historiques, à Dijon et de la meilleure manière, histoire et tradition, patrimoine et modernité. Les esquisses que nous avons découvertes en portent l'ambition manifeste. Il aura la parole tout à l'heure pour nous en dire un peu plus.

Cet instant, nous l'attendions, les Dijonnais l'attendaient. Car l'histoire qui commence aujourd'hui à prendre un tour plus concret, s'écrit depuis d'assez nombreuses années déjà.

J'ai été élu Maire en 2001. Dès 2002, lors d'une l'exposition magnifique réalisée par le Land de Rhénanie-Palatinat sur la Vallée du Rhin à l'hôtel de Ville, je me suis fait expliquer par ses responsables comment ils étaient arrivés à faire classer cette vallée au patrimoine mondial de l'Unesco. J'ai pensé que pour Dijon et la Côte, si nous arrivions à enclencher une telle aventure, ce serait sans doute l'une de nos plus belles réussites, quelque chose d'exceptionnel. J'ai imaginé que cela serait une chance et une garantie, pardonnez-moi l'expression un peu triviale, « que le monde moderne n'emporte pas tout cela ». L'idée, un peu folle, je peux le reconnaître, du Classement des climats de Bourgogne est devenue réalité grâce au formidable travail accompli pendant plus de 10 ans par une communauté d'acteurs et d'anonymes emmenés de haute main par Aubert De Villaine (absent aujourd'hui mais que je salue avec reconnaissance), mus par un objectif commun : la reconnaissance et la volonté de transmettre aux générations futures ce témoignage unique et exceptionnel qui mêle depuis le moyen-âge et dans une interdépendance totale, les éléments naturels et le savoir-faire de des hommes et des femmes. Aussi, lors de la reconnaissance du repas gastronomique des français au patrimoine immatériel de l'Humanité en novembre 2010, l'inscription de Dijon comme candidate au réseau de Cité de la gastronomie avait-elle déjà pour moi quelque chose de l'ordre de l'évidence. A cette évidence, il a fallu certes adjoindre beaucoup de travail, et ça n'est pas terminé.

C'est en juin 2013 que Dijon a été retenue pour composer avec Rungis, Lyon et Tours au terme d'un appel à projet national, le réseau des quatre sites français destinés à promouvoir le « repas gastronomique des français ». Ce patrimoine immatériel désigne le vivre ensemble, l'attention à l'autre, le plaisir du goût, un rapport que j'appellerai

proprement culturel à l'alimentation et la gastronomie, qui va de la fourche à la fourchette et de la table aux arts de la table, bref, un condensé de civilisation. Profondément associé à la France, sa renommée et son attractivité notamment touristique, il correspond parfaitement à notre identité.

Pour Dijon, le choix national a d'ailleurs été de mettre l'accent sur les vins pour lesquels notre ville a été identifiée au sein de ce réseau comme un pôle moteur – c'est le terme employé. La Cité aura donc pour rôle de promouvoir ce repas gastronomique des Français et notre capitale, au sein d'une région viticole mondialement connue. Dijon est une métropole dont l'histoire et l'architecture sont intimement liées au vin – nous travaillons d'ailleurs à la replantation du vignoble du dijonnais. C'est pourquoi notre secteur sauvegardé, l'un des plus vastes de France, est lui aussi entré au patrimoine mondial de l'Humanité au titre du classement des Climats du vignoble de Bourgogne.

Vous le savez, cette entrée va se traduire, très rapidement, par un flux sans précédent de touristes venus du monde entier. L'inscription à l'Unesco est le gage d'une notoriété, d'une visibilité et d'une attractivité renforcées pour notre territoire. Dijon en particulier est une métropole rayonnante et accessible, une agglomération en croissance, une référence écologique en Europe, réputée pour son cœur historique, ses traditions gastronomiques et dont l'ambition est non seulement de rendre la vie quotidienne de ses citoyens la plus agréable possible et d'accueillir les touristes du monde entier, mais aussi de donner un avenir à son passé.

Une cité de la gastronomie à Dijon, c'est presque un projet de bon sens tant il correspond à l'identité de notre ville, tant il est à la fois ancré, non seulement dans l'histoire, mais aussi dans la réalité contemporaine de notre cité et plus largement du territoire.

Car l'un des éléments qui composent le prestige et l'identité même de Dijon, est la présence dans notre agglomération de nombreuses entreprises dans le domaine de l'agro-alimentaires, (je vois ici un certain nombre de dirigeants, et je salue Pierre Geze, Président du Pôle de compétitivité Vitagora), de formations dans le domaine universitaire et de la recherche (leurs représentants sont aussi présents) et bien sûr sa qualité de vie, sa gastronomie et son vin. Dans une ville où prospèrent restaurants, bars à vins et cavistes et où se multiplient les événements autour du vin et de la culture se trouve par ailleurs la seule chaire Unesco au monde spécialisée dans l'étude des cultures et des traditions du vin.

Dijon porte donc aujourd'hui en elle une double labellisation Unesco, c'est tout à fait exceptionnel et un atout considérable. Les restaurants, les hôtels, les commerces du cœur de ville en seront les premiers bénéficiaires.

Je précise d'ailleurs, à cet instant, que si nous sommes réunis aujourd'hui en fin d'après-midi pour signer la promesse de vente du site de l'ancien hôpital général, pour autant, nous ne sommes qu'au commencement de ce projet qui aura un impact positif par l'afflux qu'il va générer sur l'activité commerciale du centre-ville. Il nous appartiendra, tout au long du chantier, de déployer avec Eiffage une bonne communication en direction de tous, je vous, je nous y engage.

C'est à Milan en octobre dernier, au pavillon de l'Exposition universelle, dont le thème était précisément « Nourrir la planète ou l'alimentation de demain » que j'ai eu le plaisir, aux côtés, de Michel Gostoli, de dévoiler pour la première fois la maquette réalisée par Eiffage de la future cité internationale de la gastronomie et du vin. Les dijonnais l'ont découverte dans la foulée, en novembre, lors de la foire gastronomique. Elle est exposée ce soir devant vous. Nous sommes d'ailleurs la seule ville du réseau français des cités de

la gastronomie à avoir entrepris le déplacement à Milan. J'y ai tenu. C'était pour moi le signe que nous voulions donner, aux côtés de l'Etat Français, en Europe, de notre parfaite compréhension de la dimension universelle du repas gastronomique des Français reconnue par l'Unesco.

A propos de l'exposition universelle, permettez-moi, en un clin d'œil, de rappeler à ceux qui l'ignorent que Dijon est la ville natale de Gustave Eiffel, dont la tour fut le clou de l'exposition universelle de 1889 construite par l'entreprise mère qui a aujourd'hui donné son nom à Eiffage, la consonance des noms n'est pas fortuite.

Dans quelques instants, nous signerons la promesse de vente de la Ville de Dijon au Groupe Eiffage portant sur le site de l'ancien hôpital général, sur lequel le groupe s'engage à réaliser notre Cité Internationale de la Gastronomie et du Vin. En tant que Maire de Dijon, je dois vous dire que c'est certainement à la fois, l'un des projets les plus complexes qu'il m'ait été donné d'engager, et l'un des événements les plus importants de cette mandature.

Vous l'aurez compris, cette cité sera, une fois construite, l'aboutissement d'une ambition déjà ancienne.

Comme je l'ai rappelé, l'ambition que nous avons avec la Cité de la gastronomie est culturelle avant tout. Elle est aussi urbaine. Disposer d'une telle surface foncière en cœur de ville, jouxtant la gare et les jardins de l'Arquebuse, dans la continuité immédiate du secteur sauvegardé, est une opportunité exceptionnelle. Une opportunité qui nous oblige. Notre devoir était d'en tirer un parti très ambitieux. Autour des thématiques définies par la Mission française du patrimoine et des cultures alimentaires, notre projet comporte quatre pôles, vous l'avez vu sur le film qui vous a été présenté :

- culture, formation et recherche, déclinées autour d'un pavillon de la gastronomie et des vins composé d'espaces d'exposition comme la chapelle des vins de Bourgogne, d'un centre de formation et de recherche, lieu d'expression de l'art culinaire, d'un centre de conférence ;
- commerces, avec les ateliers des artisans du goût, des cavistes et une grande épicerie ;
- hébergement avec un hôtel haut de gamme
- et logistique autour d'un lieu d'accueil et de bureaux pour la partie administrative de la cité.

Associé à la cité, le futur Centre d'Interprétation de l'Architecture du Patrimoine, que l'on appelle communément CIAP, sera l'expression du label Ville d'Art et d'Histoire obtenu pour Dijon en 2008. Ce CIAP sera un lieu de transmission et de médiation de la connaissance et du savoir, et portera l'expression de la double inscription au patrimoine de l'Unesco dont Dijon peut désormais se prévaloir :

- repas gastronomique des français
- et Climats du vignoble de Bourgogne, pour le secteur sauvegardé de Dijon.

Sur la partie la plus récente du site, un éco-quartier sera construit. Environ 500 logements seront édifiés, associant location et accession à la propriété. Nous voulons des logements abordables, car ils sont pour les dijonnais, et que le développement de notre ville, pour ses habitants, est la raison de notre engagement.

Nous inventons ensemble, un avenir prestigieux pour ce site, en plein centre ville, parfaitement accessible, à forte valeur patrimoniale et symbolique, dans le respect de

ses héritages : l'ensemble architectural de l'ancien hôpital, les deux chapelles, la copie du puits de Moïse, l'apothicairerie, le mobilier, nous sommes pleinement conscients de ce que nous avons entre les mains.

Il s'agit d'une réalisation de portée internationale renforcée par la double labellisation Unesco et par la future Zone Touristique Internationale, sur de bons rails, qui accrédite la vocation de Dijon à faire partie, c'est désormais pleinement le cas depuis janvier, des 13 métropoles régionales françaises.

Cette Cité, je le souhaite ardemment, devra être le rendez-vous de tous les talents du territoire, sans exclusive : corners d'appel pour les commerces traditionnels du centre ville, négociations en cours avec le Bureau Interprofessionnel des Vins de Bourgogne (BIVB) pour l'animation de la Chapelle des Climats et l'Ecole des Vins, start-up du Centre des Sciences du Goût et de l'Alimentation (CSGA), présence des grands chefs, etc.

Notre ambition est également que la Cité soit un accélérateur du développement économique régional, notamment de son industrie touristique : je souhaite, à ce stade souligner avec insistance les contributions financières de l'Etat, représenté ce soir par Marie-Hélène Valante, Secrétaire générale de la Préfecture de Côte d'Or, et de la Région représentée ce soir par Patrick Ayache, Vice-Président en charge du tourisme. Permettez-moi particulièrement de saluer François Patriat, dont l'un des derniers actes en faveur de Dijon, en tant que dernier Président de la Région Bourgogne, fut de voter une subvention qui porte à 3M€ le soutien de la Région à ce projet. Enfin, sachez que nous bénéficions des fonds européens via le Contrat de Redynamisation des Sites de Défense (CRSD) suite au départ de la BA 102 de Longvic, avec à la clé une subvention de 4,35 M€ pour l'Etat et de 5 M€ pour la Région. Pour le Département, il n'est pas trop tard et j'espère qu'il aura la sagesse de ne pas passer à côté de ce projet majeur.

Je tiens également à exprimer mon exigence d'une forte collaboration à construire entre Eiffage et nos entreprises locales et régionales. Je sais qu'Eiffage s'y est engagé. Car ce projet, c'est de l'emploi – plus de 2000 seront créés – c'est de l'activité économique, nous en avons besoin, et je salue le très large soutien politique que reçoit ce projet, y compris d'une opposition municipale raisonnable qui a joué tout son rôle de vigilance mais sait en reconnaître la pertinence et l'importance, pour notre ville.

Il s'agit en effet d'une formidable opportunité pour notre économie, pour notre Centre Ville. Plus d'un million de visiteurs sont attendus. La Cité ambitionne d'accueillir un public diversifié, composé d'habitants de l'agglomération, de la région et des autres régions de France, de touristes venus du monde entier, mais également d'étudiants, de chercheurs, de congressistes, d'entrepreneurs...

La Cité fléchera tous les centres d'intérêts du Centre Ville. Au 1er kilomètre de la route des grands crus de Bourgogne, elle sera un point de départ idéal pour découvrir, à deux pas, le coeur historique de Dijon.

Le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP) sera la plaque tournante de tous les patrimoines à découvrir. Il sera réalisé sous la conduite de la Ville elle-même.

La Cité favorisera la création d'une offre cinématographique capable de rééquilibrer les offres en périphéries, en collaboration avec les exploitants des salles actuelles.

Un montage original, évitant les lourdeurs de certaines procédures, permet en faisant porter le projet par l'initiative privée cette réalisation de prestige sans peser lourdement sur les finances locales : l'investissement total au titre de l'appel à manifestation

d'intérêt est de l'ordre de 200 millions, je l'ai dit au début de mon propos, dont 30 millions pour le seul pôle culture.

Enfin, laissez-moi le souligner, ce projet offre une nouvelle illustration de l'efficacité des services de la Ville et du Grand Dijon : la candidature de Dijon a été définitivement retenue mi 2013, l'appel à manifestation d'intérêt a été engagé fin 2013, et nous voici au lancement effectif du projet, les premiers travaux, diagnostics archéologiques, dépollutions, relevés divers ont pour certains été déjà engagés et vont se poursuivre d'ici l'été tandis que les premières livraisons se feront fin 2018. Les moyens très importants déployés par le groupe Eiffage sous la responsabilité de Michel Gostoli et sous l'impulsion de Nicolas Gravit contribuent grâce à la motivation et à la mobilisation de leurs équipes à cette efficacité. Aucune des trois autres cités du réseau labellisé par la Mission Française du Patrimoine et des Cultures Alimentaires (MFPCA) que préside Robert Pitte dont je salue la présence, n'a réalisé un tel parcours dans ce délai, et pourtant, aucune ne propose un projet aussi ambitieux. Et Dijon est la seule à avoir obtenu d'ajouter à la gastronomie la valorisation de la vigne et du vin, je l'ai dit tout à l'heure.

Je terminerai ce propos en vous remerciant d'être venus en nombre assister à cette grande étape pour la cité de la gastronomie et du vin qui est encore une fois, il faut le répéter, un atout considérable pour notre ville qui la confortera dans son rôle de capitale du goût français.

L'attractivité de Dijon à travers ce projet et bien d'autres, c'est l'affaire de tous les dijonnais. Au déclinisme, au redoutable pessimisme de notre époque, je veux opposer l'optimisme et l'action. Nous avons une ambition pour notre ville. Elle s'exprime aujourd'hui. En matière d'attractivité, Dijon a de nombreux atouts. Les résultats du recensement, récemment publiés par l'INSEE en attestent. Dijon est la métropole du Grand Est de la France qui gagne le plus d'habitants.

A Dijon, nous partageons tous la même passion pour la gastronomie, pour tous les métiers qui s'y rattachent car elle porte en elle des valeurs de générosité, de fraternité, mais aussi d'excellence. Et cela pour le plus grand bonheur de nos concitoyens, mais aussi pour le rayonnement international de la ville de Dijon.

Je vous remercie.

Annexe 16 : Discours du maire de Dijon Robert Poujade pour l'inauguration de l'Auditorium 17 novembre 1998

Un auditorium ne peut être inauguré que par la musique.

C'est donc elle qui vous accueille, et plus particulièrement José Van Dam, une des plus grandes voix de ce siècle, au côté de Charles Dutoit et de l'Orchestre national de France.

Voici qu'appareille ce grand navire, destiné à la musique, à la danse et l'opéra, mais qui est également prévu pour accueillir le théâtre. Cette pluridisciplinarité fondée sur des recherches techniques très poussées, et très innovantes, l'ouvrira à des genres et à des publics très divers.

Dijon n'avait pas construit de grande salle de spectacle depuis 1825, et cette réalisation était réclamée avec insistance depuis des décennies.

Elle n'a été rendue possible que grâce à un fort engagement de l'Etat, aux aides du Conseil régional de Bourgogne et du Conseil général de la Côte d'Or, et au soutien unanime, par delà tout clivage politique, des élus de la ville de Dijon.

Je remercie les ministres de la Culture qui ont successivement soutenu ce projet, et leurs représentants régionaux, préfet ou directeur régional des affaires culturelles, les présidents des collectivités territoriales qui se sont associés à ce projet, les quatre adjoints aux affaires culturelles qui avec leurs collègues d'autres délégations y ont consacré beaucoup d'efforts.

Je remercie les architectes, tout particulièrement M. Bernardo Fort-Brescia, l'ensemble des cabinets d'études et des entreprises qui ont conçu et édifié ce complexe culturel, associant à l'esthétique la modernité technique, et les chefs de service de la Ville, en particulier M. Gueydan, qui ont tant travaillé

sur ce projet et sur ce chantier, et qui l'ont, ce qui est peut-être sans précédent, maintenu dans les limites de ses prévisions financières.

Je remercie Jean-Claude Wambst, qui depuis 1996 a pris la direction de l'auditorium, a assuré les concerts de préfiguration dans les villes de Bourgogne et de Franche-Comté, préparé une programmation prestigieuse et nos partenaires Christophe Coin, Philippe Herreweghe, l'orchestre national de Lyon.

La culture aujourd'hui façonne l'image d'une ville, symbolise ses capacités d'accueil, est inséparable de son économie, de son tourisme, et de son rayonnement.

L'auditorium qui a aussi, il est vrai, une vocation de symbiose avec le palais des congrès voisin, renforcera puissamment l'image et le rayonnement de notre cité.

Robert POUJADE

17/11/98

Annexe 17 : Discours prononcé par Robert Poujade à l'occasion du Forum du Patrimoine

Octobre 1987

FORUM DU PATRIMOINE

Une évolution assez significative du langage nous conduit aujourd'hui à appeler patrimoine sans spécification notre patrimoine culturel, comme le livre par excellence est devenu la Bible.

Mais avant qu'une technostucture au demeurant modeste et estimable soit baptisée direction du patrimoine, il a fallu une longue évolution de la conscience collective pour qu'une société donne le nom de patrimoine à des biens dont il y a souvent quelques décennies elle appréciait mal la valeur, pour que des individus reconnaissent comme leur héritage des choses dont naguère ils ne se seraient reconnus ni même imaginés propriétaires ou responsables.

Ainsi la notion de patrimoine et celle de responsabilité à l'égard de ce patrimoine ont-elles évolué au fur et à mesure que s'affirmaient celle de nation et de patrie, celle d'humanité, et que s'élargissait notre conception de la culture.

L'Etat centralisé apportait à la protection du patrimoine une contribution à beaucoup d'égard décisive, et d'abord par sa législation. Puis le développement de la vie associative et l'exigence de décentralisation conduisirent et conduiront à de nouvelles réflexions sur la responsabilité, sur le partage des responsabilités à l'égard du patrimoine culturel.

L'heure est à la décentralisation. L'Etat et les collectivités locales ont été invités à se répartir leurs champs d'intervention. L'heure est aussi au développement du mécénat et à la vie associative, les associations ayant depuis longtemps joué un rôle très important dans la défense et la mise en valeur du patrimoine et cette action étant sans doute aujourd'hui mieux reconnue et plus favorisée.

Mais un autre thème très actuel est aussi celui qu'on appelle, sans doute faute de mieux, la dérégulation, ce qui n'a pas un sens apparemment très éloigné du terme plus banal de déréglementation.

Or, en matière de Patrimoine, la réglementation procède essentiellement de l'Etat. Faudrait-il penser qu'aujourd'hui cette réglementation doit s'atténuer, doit reculer ? C'est sous cet angle d'abord que je voudrais aborder ce propos liminaire.

Il ne fait pas de doute que quelques textes législatifs et réglementaires ont joué un rôle déterminant dans la protection et la mise en valeur du patrimoine, qu'il s'agisse des monuments historiques, des sites, des centres anciens de villes, des Musées pour ne prendre que ces exemples majeurs. La réglementation a permis par l'intervention de l'Etat d'éviter des catastrophes pour le patrimoine. J'ajouterai que bien souvent des procédures centralisées, des commissions siégeant à Paris, des procédures d'évocation ont sauvé des éléments essentiels du patrimoine qui étaient localement mal défendus, et que l'exercice de la responsabilité de l'Etat dans ce domaine a péché, contrairement à ce qu'on dit parfois, moins souvent pas excès que par défaut. S'il est vrai que la cathédrale de Strasbourg appartient plus encore à la Nation qu'à la ville qui s'en enorgueillit à juste titre (et Dieu sait que ce monument pose des problèmes) cela signifie que l'Etat ne peut envisager d'abandonner sa tutelle sur des chefs d'oeuvre qui répondent à la définition la plus extensive du patrimoine et que j'ai puisée dans la première édition du grand Larousse "ensemble de biens qui appartiennent à la communauté, qui lui ont été transmis par les ancêtres, et qu'elle considère comme un héritage commun".

La déréglementation dans le domaine qui nous intéresse est souhaitée certes par des hommes de bonne volonté pleins de bonnes intentions, mais plus souvent encore par ceux que la loi gêne quand elle interdit de sacrifier des intérêts particuliers à l'intérêt général.

Je plaide d'autant plus librement pour le refus de cette déréglementation que j'ai eu de multiples occasions dans les fonctions les plus diverses de savoir que la protection, la gestion, l'ouverture au public du patrimoine ne se règlent pas seulement, il s'en faut de beaucoup, par décret.

Elu local, ministre, président d'établissements publics comme le Conservatoire du Littoral, Président du Conseil d'administration de la Bibliothèque Nationale, ou Président de la Commission des Secteurs Sauvegardés je sais bien que la réglementation ne résout pas quantité de problèmes. Permettez-moi ce qui est plus qu'une anecdote : au terme des réunions de la Commission nationale des secteurs sauvegardés, quand un aréopage de gens qui ne sont pas du pays, qui ne vivent pas sur le terrain, qui ne connaissent pas exactement les problèmes de vie quotidienne auxquels ceux qui comparaissent devant eux sont confrontés ont demandé la suppression de tel parking, le maintien de tel immeuble, la suppression de

de tel autre, le Maire s'il n'est pas un homme public, rompu à ce genre d'exercice, demande avec beaucoup plus d'espérance que d'ironie au Président ou au Directeur de l'Architecture : "Et où trouverai-je un peu d'argent pour réaliser tout cela ? Avez-vous quelque chose à me proposer ?". On lui dit bien sûr, "d'autres peut être, dans la meilleure hypothèse, mais en tout cas pas nous". Ce qui nous fait ressouvenir du quatrain de Victor Hugo dans la Légende des Siècles :

"Moïse pour l'autel cherchait un statuaire.
Dieu dit : il en faut deux et dans le sanctuaire
Conduisit Elias avec Beliseel
L'un sculptait l'idéal et l'autre le réel".

Il est bien évident que le simple classement d'un monument d'un site ou d'un objet d'art ne suffit pas à dégager la responsabilité de l'Etat à son égard et qu'il faut que les finances suivent.

Le plus gros inconvénient de la loi Malraux n'est pas la complexité et le mélange de minutie tatillonne et de flou qu'on peut lui reprocher, mais bien plus l'absence d'accompagnement financier véritable. Telle qu'elle est elle a rendu et rend des services immenses. Mais on ne peut dire que l'Etat en donnant sa caution aux plans de sauvegarde se dégage vraiment de ses responsabilités à l'égard des plus beaux ensembles urbains hérités du passé.

Parfois le législateur intervient pour reconnaître par des dispositions nouvelles son impuissance à réglementer. On ne saurait dissimuler que c'est une des raisons d'être du Conservatoire du Littoral. Il eut été radicalement plus efficace, dans le principe, d'édicter des règles draconiennes limitant ou même interdisant la construction dans les zones littorales. On connaît assez les difficultés du problème. Mais cet exemple d'engagement de la responsabilité de l'Etat à travers les dépenses budgétaires qu'aurait pu en théorie éviter une réglementation rigoureuse fournit une bonne transition.

L'Etat a su comprendre qu'acquiescer n'était pas gérer, que la responsabilité mal exercée d'un propriétaire était aussi redoutable pour lui que l'inertie en face des appétits spéculatifs et dès lors il a su s'imposer la recherche des responsabilités partagées avec les collectivités décentralisées, la loi ayant d'ailleurs bien préparé ce recours grâce à l'institution des Conseils de rivages.

Qu'en est-il de la coresponsabilité de l'Etat et des collectivités locales ? L'exemple le plus connu est le statut des conservateurs des Musées classés de province, personnages aux statuts hybrides, ce qui alimente parfois le contentieux administratif,

et ce qui constitue un exercice de cohabitation le plus souvent réussi, ne serait-ce que par l'éloignement de la tutelle.

Mais le plus souvent cette coresponsabilité est de nature financière. Elle pose des problèmes de programmation et l'on cherche parfois à les résoudre par des sortes de contrats de plan, plus ou moins formels. Mais les trois quarts des difficultés rencontrées tiennent à l'insuffisance du nombre des architectes des monuments historiques, au fait qu'ils ne résident pas sur les lieux de leur travail et que l'absence de déconcentration alourdit et ralentit les procédures et les opérations, je dis bien : "déconcentration".

Qu'une répartition des rôles soit une nécessité, c'est une évidence encore plus grande après les lois de décentralisation.

Elles avaient pour objet de clarifier les choses, de distribuer les responsabilités, de définir clairement des secteurs de compétence. En ce qui concerne le Patrimoine, on peut dire que tout reste à faire, et qu'on souhaite que ce qui pourra être fait le soit moins malaisément que dans certains domaines comme celui de l'Équipement, où les transferts ont donné lieu à des affrontements homériques, dans lesquels les combattants, à cheval sur les principes, en arrivaient à méconnaître leurs intérêts propres, tant ils avaient embrouillé la bataille.

La clarification est d'autant plus nécessaire que je crois pouvoir dire sans être ni original, ni provocateur, que l'organisation de nos pouvoirs locaux ne facilite pas une clarification. L'enchevêtrement des responsabilités, des collectivités locales à quatre ou cinq niveaux conduit précisément à la dilution des responsabilités, à l'alourdissement des procédures, à l'éparpillement des crédits, à des échanges parfois burlesques de rhubarbe et de séné, la plaie des financements croisés, risquant de rendre chacun responsable de tout et de rien. L'attribution de crédits au Patrimoine n'en a pas nécessairement souffert en quantité, car l'émulation jouant, il y a eu des effets de redondance, mais en ce qui concerne la qualité, la rationalité des choix budgétaires, le suivi des actions entreprises, c'est sûrement une autre histoire.

On doit cependant reconnaître que les collectivités locales ont au cours de la dernière décennie entrepris un effort considérable pour le patrimoine, et pris en général la mesure de leurs responsabilités. On sait ce que leur doit par exemple le patrimoine rural non protégé, le PRNP dans le jargon technocratique, les acquisitions d'oeuvre d'art malgré des bavures qu'on peut craindre dans la constitution des fonds régionaux et qui font peut-être partie des risques du métier, la remise en état de beaucoup de nos églises de campagne, de nombreux monuments historiques, ainsi que le réaménagement ou la création de Musées.

Mais les collectivités locales sont traumatisées, pourquoi le cacher, par la centralisation outrancière qui règne dans de nombreux domaines culturels. Tout se passe depuis des décennies comme si le dicton "il n'est bon bec que de Paris" s'appliquait à cette partie du patrimoine qui a pour vocation privilégiée l'animation culturelle, c'est-à-dire le théâtre et spécialement les théâtres lyriques, et les musées. La formidable concentration d'opérations généralement régaliennes conduites à Paris sans grand souci des besoins et même de l'existence de la culture provinciale est un témoignage peut être éclatant, si l'on veut, du règne de l'Etat d'une bonne répartition des rôles entre la Capitale et la Province.

René Lenoir dirigera tout à l'heure un débat sur le patrimoine et les associations.

C'est très certainement un des sujets essentiels de la réflexion de cette matinée.

La notion de patrimoine a une connotation sentimentale et charnelle, comme celle de patrie. C'est l'héritage donné par le sang, c'est le bien des pères que des fils doivent transmettre intact et enrichi pour l'honneur et la survie de la famille, et pour que chacun se survive à lui-même.

C'est cet instinct vital, c'est cette passion que les associations incarnent dans leur action en faveur du patrimoine. Elles sont à l'origine de sauvetages inespérés et d'animations à peine imaginables. J'ai consacré pas mal de temps naguère à l'organisation de leur partenariat avec les collectivités locales et l'Etat.

Elles sont, dans la plupart des cas, très avantageuses pour le contribuable, les subventions qu'elles reçoivent évitant - ce n'est pas toujours le cas dans le domaine culturel - des engagements financiers plus considérables à l'Etat.

Mieux reconnaître leur rôle -vous en chercherez les moyens- aurait un avantage considérable : je crois que seul le développement de l'action associative en faveur du patrimoine et il faut le dire sans vergogne, la constitution de puissants groupes de pression pour la bonne cause permettra d'espérer que l'Etat dans les années futures prendra mieux en compte les besoins du patrimoine.

Car le patrimoine reste une passion de "happy few", pas nécessairement très cultivés, pas nécessairement -il s'en faut- favorisés de la vie et de la fortune, mais il nous manque des associations nombreuses et fortes qui stimuleraient le bénévolat autant que certaines dispositions fiscales.

Vous me permettez de ne pas aborder ou presque le dernier sujet : "choix d'aménagement et patrimoine". C'est certainement le plus difficile. On ne peut le traiter avec de grands principes, ni même avec de grands exemples, en tout cas ils ne suffisent pas. Il faut pour faire ces choix essayer d'accorder des exigences souvent contradictoires : le respect du passé et le maintien de la vie, la fidélité aux traditions et l'esprit de prospective. Le meilleur moyen, en tous cas le moyen idéal d'y parvenir est sans doute la participation et la concertation pour que ces exigences deviennent partagées et moins antinomiques, pour que la conscience du patrimoine, ne soit pas altérée ou pharisienne. "Les vieilles pierres chantent" disait un écrivain du siècle précédent. Mais elles ne doivent pas empêcher d'écouter le bruit de la vie. D'ailleurs et heureusement, elles l'accueillent souvent aujourd'hui.

Si je puis me permettre une conclusion téméraire et anticipée non pas aux débats mais du moins à cette présentation je souhaiterais que de cette confrontation se dégage quelles que soient les sensibilités des uns et des autres l'idée que le patrimoine est un des rares domaines de la culture où la responsabilité de l'Etat doit demeurer très grande en tout cas par sa fonction de contrôle et d'arbitrage, mais que corrélativement la notion de responsabilité collective du patrimoine doit se substituer à l'idée qu'une intelligentsia ou une technocratie exerce les responsabilités du patrimoine culturel.

Annexe 18 : Discours de Robert Poujade sur la fondation Grandville

1975

Ville de Dijon
Palais des Etats de Bourgogne

Votre présence, Monsieur le Ministre, à cette inauguration, celle des grands artistes et des grands donateurs qui vous entourent nous aide à mesurer ce qu'a d'extraordinaire l'aventure survenue à la Ville de Dijon. Elle ressemble à un conte de fées pour conservateur de Musée.

Une capitale régionale a un riche musée, sûrement un des plus beaux de France, mais hélas ! pauvre en art moderne.

Et un jour elle se réveille possédant 30 Delacroix, 5 Bonington, 11 Géricault, 5 dessins de Victor Hugo, 20 Millet, une douzaine de Rousseaux, 60 Lapicque, 20 Vieira da Silva, 30 Nicolas de Staël, 10 Szenes, 10 Hajdu. Je simplifie et je minimise.

L'histoire de la donation Granville, chacun la connaît aujourd'hui. Pour ma part, j'ai pénétré la première fois dans la maison où était abrité une partie de ce trésor en 1968. J'étais conduit chez vous, cher Monsieur Granville, chère Madame Granville, par l'ami de vingt cinq ans, le camarade très cher qu'est Guy Thuillier, depuis le temps de la rue d'Ulm. La vie nous avait permis de nous retrouver dans cette ville. Il s'y était attaché. Il y est devenu un des plus grands historiens d'art de sa génération. Il a été entre Dijon et vous l'intermédiaire et en quelque sorte le catalyseur qui a déclenché l'évènement.

Je restai stupéfait devant cette collection qui jusque là était pour moi une nomenclature et un mythe. Vous aviez bien voulu me dire que vous attendiez ma venue.

Quelques mois après, mon prédécesseur, M. le Dr Veillet, dont je n'étais qu'un simple conseiller municipal, avec sa gentillesse et son élégance coutumière me dit "Je vous fais juge de cette donation et de ces conditions. Votre décision sera la mienne".

C'était jugé d'avance. Le Dr Veillet et M. Ampaud alors adjoint aux Affaires Culturelles firent taire quelques réticences. La modernité, parfois, effraie. Le 29 septembre 1969, notre conseil municipal acceptait la donation que je devais avoir la charge d'installer deux ans plus tard. M. Granville devenait conservateur de la section d'art moderne du Musée de Dijon, aux côtés de M. Quarré, qui, par son action et son prestige personnel, avait contribué à rehausser la réputation de notre Musée et à qui nous devons une part de notre chance.

Ce matin, une nouvelle donation a été faite au Musée de Dijon. Elle comprend deux oeuvres capitales : un des douze tableaux connus dans le monde de Georges de la Tour, le Souffleur aux brandons et un tableau de Roger de la Fresnaye.

Dijon ne se croit pas quitte en remerciant aujourd'hui M. et Mme Granville qui, avec leurs collections, sont devenus nôtres. Leur nom s'inscrit parmi celui des amateurs d'art du premier rang dont l'histoire ne dissocie pas le nom de celui des artistes qu'ils ont aimés. Vous leur avez dit déjà la gratitude de l'Etat. Grâce à vous, Cher Monsieur, Chère Madame, nul ne pourra désormais écrire ou parler d'art moderne sans être passé par Dijon, qui en retirera de grands avantages culturels et pourquoi ne pas le dire, pour toute l'activité de la ville.

Nous avons voulu, en attendant que M. Miquel ait achevé ce Musée d'art moderne, dont on peut apprécier déjà l'intelligente et élégante structure, donner au public un avant-goût de ce qu'il trouvera bientôt à Dijon. Le choix était difficile. Nous avons choisi d'associer

deux artistes dont l'art profond, et d'ailleurs difficile, ne devrait pourtant être insaisissable à personne. Millet, non pas parce qu'il est à la mode, parce qu'on redécouvre le peintre le plus célèbre de son temps, mais parce que Dijon peut ainsi s'associer à l'hommage qui lui sera rendu pour le centième anniversaire de sa mort.

Mme Vieira da Silva, parce que le choix de ses oeuvres que possède Dijon est un des sommets de la donation Granville dans des collections du XX^e siècle, parce que nous pensions, bien sûr, Madame, que la présence ici d'une des femmes les plus illustres de ce temps parmi ses toiles, témoignerait de façon éclatante de la bonne fortune de notre cité. Enfin parce que nous vous devons le somptueux cadeau d'une des plus belles, d'une des plus grandes toiles peintes par vous. Nous vous en savons un gré infini.

Annexe 19 : Discours de Christian Estrosi pour Inauguration de l'exposition Promenade des Anglais

Vendredi 12 juin 2015, à 10h30, Villa Masséna

Quatorze expositions dans treize musées et établissements !

Jamais, je dis bien jamais, la ville de Nice ne s'est donné un tel défi !

Ce défi, nous ne sommes pas seuls à l'avoir relevé, et je voudrais remercier les partenaires qui ont rejoint nos musées et établissements municipaux dans ce beau projet, en particulier le musée Chagall, la villa Arson et le musée national du Sport.

Sans votre participation, l'éclat de cette exposition serait moindre, et ce serait dommage.

Votre participation confirme en revanche une volonté commune de coopération qui nous est à tous bénéfique.

Oui, il y a à Nice des institutions culturelles nombreuses, dont les tutelles sont différentes.

Mais en somme, pour le public friand de culture, pour le citoyen, pour le contribuable, quelle importance ?

Je crois au dynamisme, à l'élan que créent des coopérations bien pensées, qui respectent évidemment les missions et les choix de chacun, mais qui nous permettent aussi de nous retrouver lors de grands événements comme celui qui nous rassemble aujourd'hui.

Ce principe, cette volonté de dépasser les césures institutionnelles, elle m'est inspirée par le travail même de l'exposition.

Car, lorsqu'on réunit des oeuvres provenant du centre Pompidou, des musées de Berlin, du musée Marmottan, du Metropolitan et du Modern Art de New-York, et de tant de collections privées, comme Jean-Jacques Aillagon l'a fait pour célébrer notre Promenade, nous sommes exactement dans le même état d'esprit.

Alors, ma gratitude va vers vous, conservateurs, directeurs, prêteurs qui nous avez aidés à relever ce défi, qui en êtes plus que des parties prenantes, mais de vrais partenaires, actifs et déterminés.

Ma gratitude va vers vous, M. Denis LOUCHE, directeur régional des Affaires culturelles, représentant madame le ministre de la Culture, puisque votre présence signifie aussi l'intérêt de l'Etat pour l'effort que la ville de Nice consacre à la Culture.

C'est donc grâce à vous tous que Nice relève ce défi.

Et puis, ces quatorze expositions ont produit un autre effet.

Jamais, je dis bien jamais, la ville de Nice n'a proposé un catalogue, je devrais dire un livre d'une telle diversité et d'une telle qualité.

Déjà, en 2013, avec l'exposition « Un été pour Matisse », nous avons voulu nous engager dans la voie du témoignage, c'est-à-dire du document écrit de qualité, tant sur le fond que sur la forme, pour accompagner nos expositions.

Et le résultat avait été spectaculaire.

Aujourd'hui, avec cet ouvrage, nous franchissons une nouvelle étape, et la ville de Nice peut aujourd'hui faire valoir la belle politique éditoriale que j'appelais de mes voeux.

Ce livre, qui est à la fois un catalogue, une publication d'actes du colloque et des conférences tenues depuis la rentrée 2014, ce n'est pas seulement un objet magnifique.

C'est un concentré de savoir sur notre histoire, notre patrimoine, notre paysage, une partie de notre âme, en somme.

La liste des contributeurs est trop longue pour que je puisse dire à chacun toute ma gratitude, mais que tous sache que leur travail fera date dans l'histoire de notre ville.

Et enfin, ces quatorze expositions et événements dans treize musées et établissements ne forment pas seulement une longue chaîne reliant notre présent à notre passé.

Ils sont aussi des incitations à la création, et l'événement vidéo que propose l'Eclat, à la villa Arson, comme l'exposition Martin Parr, au Théâtre de la Photographie et de l'Image, l'attestent.

Car cet été dédié à la promenade des Anglais ne doit pas nous cantonner à la promenade d'hier.

Il doit nous parler aussi de la Nice d'aujourd'hui et de demain, cette Nice que je veux être un phare de création, d'inventivité pour tous les artistes.

Elle l'a longtemps été.

Puis ce phare s'est éteint, doucement.

Aujourd'hui, il est ravivé, et je m'en réjouis, absolument, parce que pour moi, Nice et la création sont indissociables.

Alors oui, quatorze expositions dans treize musées et établissements, municipaux et nationaux, c'est un moment extraordinaire.

Et ce moment historique nous est permis par un espace extraordinaire : la promenade des Anglais.

Je ne vais pas ce matin m'attarder sur le processus d'inscription.

Il suit son cours, sous l'autorité bienveillante et efficace de Jean-Jacques Aillagon.

Je ne vais pas non plus m'attarder sur l'histoire de la Promenade, que ces expositions rétablissent, ni sur tous les artistes que ce lieu magique a inspirés, portés, éblouis.

Je veux en revanche souligner deux points, sur le fond.

La promenade des Anglais, ce fut et c'est toujours l'emblème de la modernité.

La modernité d'une nouvelle activité économique, le tourisme, qui engendre aujourd'hui, dans le monde, des richesses par milliards et des emplois par millions.

La modernité d'un nouvel aménagement urbain, qui apprivoise la mer et ne s'enferme plus dans des murailles pour s'en défendre.

Et la modernité du rapport de l'homme au rivage, qui exige aujourd'hui une totale maîtrise de la protection de l'environnement.

Vous le voyez, avec la Promenade des Anglais, on n'est pas seulement dans l'Histoire, on est en plein dans l'actualité.

Et puis, la promenade des Anglais, ce fut, c'est toujours et cela doit rester le lieu de la liberté.

En parcourant nos expositions, vous verrez combien cet espace, en libérant progressivement les corps, est l'espace où peu à peu, les cadres étouffants des sociétés anciennes ont laissé place à la personne, libre, autonome, à l'individu.

Et quand je dis l'individu, je pense en particulier à la femme, qui a conquis en parallèle avec la disposition libre de son corps, tous ses droits.

Cela aussi, c'est une conquête de notre civilisation, et je suis heureux, pour ne pas dire fier, que la promenade des Anglais, que Nice même, soit à la source de cet ensemble de progrès.

C'est de cela, en fait, que nous parlent ces quatorze événements et expositions en un seul thème, celui de la Promenade.

Pour avoir relevé ce défi, je veux remercier Olivier-Henri Sambucchi et ses équipes, hommes et femmes de tous grades et dans toutes leurs fonctions.

Merci cher Olivier-Henri de nous permettre, aujourd'hui, ce moment de bonheur et de fierté, dans l'attente de le faire partager avec le plus grand nombre possible de visiteurs.

Tous, vous êtes là pour servir Nice, avec talent, avec compétence, avec l'attention aux grandes installations comme aux plus petits détails, et je veux vous en dire toute ma gratitude.

Et pour avoir relevé ce défi, je veux te dire, cher Jean-Jacques, pas seulement ma gratitude, mais aussi toute mon admiration.

Faire la synthèse, trouver les idées qui brossent un panorama si complet sans jamais dévier du fil principal qu'est la Promenade, c'est à ton regard, à ta passion que nous le devons.

Et cela, qui ne se mesure pas, fait que ma gratitude est incommensurable, au sens propre du terme.

Quatorze expositions pour une promenade, c'est aussi la réaffirmation que Nice, désormais, en mobilisant toutes ses forces de travail et d'intelligence, retrouve sa place dans les grandes villes de culture du monde, car déjà, nous réfléchissons à ce que sera, dans deux ans, un autre événement de même qualité.

Et puis, quatorze expositions pour une promenade qui fait rêver le monde, c'est un bonheur !

Car Nice, maintenant, s'affirme plus que jamais comme la ville de la liberté, de la modernité, de la création et la ville qui, dans ce monde tourmenté, ne perd jamais de vue que le premier des droits humains est la recherche du bonheur !

**Annexe 20 : Discours de Christian Estrosi pour l'inauguration de l'exposition
« Nice 2013, un été pour Matisse »**

Jeudi 20 Juin 2013, à 10h00, Musée Matisse

Si *La tristesse du roi* ou *La piscine* étaient des êtres vivants, je leur dirais : « Bienvenue à la maison. Bienvenue chez vous ».

Car, je ne me lasserai jamais de le rappeler, ces oeuvres immenses par leur inventivité et leur liberté, c'est ici, c'est à Nice qu'elles sont nées. Et je suis infiniment heureux de les voir de retour dans leur berceau.

A bien les regarder, elles n'ont pas changé. Telles qu'elles sont nées, au Régina, de la main d'Henri Matisse, vous pouvez désormais les contempler. Et tels qu'ils sont nés ici, dans l'immeuble du cours Saleya, à l'ancien hôtel Beau-Rivage ou encore rue Désiré-Niel, vous pouvez encore, de par le monde, contempler tous les chefs d'oeuvre que Matisse a conçus à Nice. 2

Oui, Matisse et Nice sont indissociables. C'est ce que nous disent les huit expositions que la ville de Nice présente au public à compter d'aujourd'hui. Matisse et Nice sont indissociables, car Nice et Matisse ne seraient pas ce qu'ils sont sans la lumière, sans la couleur qu'ils ont en partage.

C'est pourquoi j'ai rêvé, j'ai voulu cette exposition et ses huit facettes.

J'ai rêvé que Nice voie son nom définitivement associé à Henri Matisse, comme d'autres villes ont su le faire pour d'autres artistes, et comme nous n'osions pas le revendiquer fortement. J'ai voulu que nombre des plus belles oeuvres du peintre soient réunies dans nos musées, pour attester de cette réalité. Et aujourd'hui, je suis heureux : mon rêve est réalisé.

Mais il ne s'est pas réalisé de lui-même, en un claquement de doigts, comme par magie. De ce rêve, j'ai parlé à tous ceux qui pouvaient m'aider à en faire une réalité. Et ils sont là, tous.

Et c'est à eux, surtout, que je veux rendre hommage, car ils porteront, pour longtemps, une part de la fierté des Niçois de voir ainsi revivre la Nice de Matisse.

Madame Labourdette, vous qui dirigez les musées de France au sein du ministère de la Culture, je veux vous dire toute ma gratitude. Cette exposition, vous en avez accepté le principe ouvert.

Vous l'avez accepté, et vous l'avez encouragé. Vous l'avez encouragé, et vous l'avez soutenu.

Avec nombre de services de l'Etat –et je pense en particulier aux monuments historiques, en la personne de Pierre-Antoine Gâtier-, vous avez été à nos côtés dans ce parcours long et difficile. A mes yeux, vous avez incarné ce qu'il y a de plus fécond entre une grande collectivité territoriale et l'Etat : la volonté de travailler ensemble, à égalité, dans le souci de faire vivre la culture pour tous et partout, dépassant les clivages et les chapelles. Merci, Madame, de votre présence, de votre soutien, de votre engagement.

Olivier-Henri Sambucchi, cher Olivier-Henri, à la tête de notre administration municipale de la culture, vous avez réussi à faire vivre ce projet, transversalement, dans tous les services de la Ville. Vous avez aussi tenu bon la barre des procédures, des contraintes et des exigences. Comme toujours, vous avez exécuté avec rigueur et précision les volontés du conseil municipal et du maire. Comme toujours, vous l'avez fait en fédérant vos équipes, en animant vos projets, en fixant l'objectif commun avec fermeté et élégance.

Merci, cher Olivier-Henri. Je vous demande de reporter ce merci sur tous ceux qui vous ont secondé dans cette magnifique réalisation.

Cher Jean-Jacques Aillagon, mon cher Jean-Jacques, lorsque je suis venu te demander de nous aider, tu n'as pas hésité un instant. Pour nous tous, te voir travailler à nos côtés a été un honneur et une leçon. L'honneur de voir un des plus beaux esprits du monde de la culture venir à Nice, pour construire avec nous, et librement, un grand projet.

La leçon à te voir au travail, entraînant dans le sillage de ton enthousiasme collectionneurs et institutions nationales, payant sans cesse de ta personne, obtenant les oeuvres par la force de ta conviction, veillant toi-même à leur accrochage, jusqu'à hier encore, traduisant à toute heure du jour et de la nuit, par une avalanche de mails, ton souci de la précision et du moindre détail. Merci, cher Jean-Jacques, pour ton intelligence de la beauté et ta force de travail, mises toutes deux, sans réserve, au service de Matisse et de Nice.

A la gratitude que je t'adresse, cher Jean-Jacques, permets-moi d'associer Monsieur Alfred Pacquement, directeur du Musée national d'art moderne, c'est-à-dire du centre Pompidou. Merci, Monsieur Pacquement, de ce geste d'incommensurable confiance que constitue le prêt de *La tristesse du roi*. Ce n'est pas seulement par sa taille (je sais qu'il a fallu faire des prodiges d'imagination pour lui faire passer les portes de cette villa) que cette œuvre honore ces murs.

C'est aussi parce que voir, à Nice, une œuvre majeure de Matisse venue d'une institution-phare comme la vôtre est pour moi le gage de grandes, fructueuses et futures collaborations.

Enfin, chère Barbara Duthuit, chers membres de la famille d'Henri Matisse, merci pour votre confiance et votre soutien incessants, depuis cinquante ans. Au nom d'Henri Matisse et du bonheur qu'il éprouva à vivre et à créer ici, à Nice, vous n'avez jamais fait défaut à notre cité.

Et le don que vous venez de lui prodiguer, cette extraordinaire *Piscine*, que vous voyez, pour la première fois, traduite du projet à une réalité, cette *Piscine* qui sera désormais l'emblème de l'union entre Nice et Matisse, voilà la plus belle, la plus grande des preuves d'estime et de confiance que vous pouviez nous offrir.

Merci de donner à Nice l'occasion et le moyen d'étonner encore une fois le monde, et de proclamer partout que sur cette terre de lumière et de couleurs incomparables, les plus grands génies peuvent naître et éclore.

Car ces huit expositions ne sont pas seulement une collection de collections réservées aux initiés. Elles forment un tout, révélateur de l'homme, du créateur immense que fut Henri Matisse.

Nice, il faut bien le rappeler, ne le disait plus assez fort. Nice, désormais, ne cessera de le dire et de le revendiquer comme la marque retrouvée de son rang naturel parmi les grandes villes de culture.

Que cette renaissance soit possible grâce à tous vos talents conjugués est déjà, pour moi, un motif de joie, qui me conforte dans l'idée que rien de grand ne se fait sans le talent de tous.

Que cette renaissance permette à chacun, ici, de découvrir des œuvres si fortes –et je veux parler, entre autres, de *La tristesse du roi*, dont il faut souligner qu'elle est une œuvre équivalente, pour la peinture moderne, à ce qu'est la *Joconde* pour la peinture ancienne– est pour moi un autre immense motif de satisfaction.

Que cette renaissance, enfin, fasse revenir à Nice les œuvres que son ciel a inspirées est un motif de grande fierté. Alors oui, par ces œuvres, Henri Matisse est vivant dans nos cœurs. Oui, ces œuvres sont vivantes, elles sont nées ici, elles vivent partout dans le monde. Et oui, à ces œuvres vivantes, comme à des amis chers un temps éloignés, je dis : « Bienvenue à la maison! »

Annexe 21 : Discours de Christian Estrosi pour l'inauguration de la bibliothèque Raoul Mille

Jeudi 16 janvier 2014, à 11h, Gare du Sud

Aujourd'hui, la gare du Sud retrouve son âme, aujourd'hui, la gare du Sud redevient un carrefour, le haut lieu d'animations et d'échanges qu'elle fut durant plus d'un siècle.

Oui, notre gare du Sud est de retour.

Elle a retrouvé sa gloire passée et son rôle de transmission pour les femmes et les hommes de notre Comté de Nice et bien au-delà.

La gare du Sud n'est plus ce monument en péril, humilié, bafoué, squatté, ce monument que certains avaient fait le projet de détruire, de faire définitivement disparaître de notre paysage urbain.

Oui, elle est de retour.

Sa façade a retrouvé toute sa magnificence, avec ses couleurs, ses stucs, ses céramiques.

Il y a peu de temps encore, cet ensemble multicolore était noyé dans une grisaille uniforme.

Le voici qu'il étincelle et nous émerveille.

Mais c'est ici, à l'intérieur du bâtiment que les travaux ont été les plus spectaculaires et les plus délicats à mener à bien.

Longtemps squatté, victime d'incendie, le grand hall menaçait à tout moment de s'effondrer.

Au 2e étage, un figuier avait même réussi à pousser et à prospérer sur le fumier des fientes de pigeons !

Aujourd'hui, ce grand hall a retrouvé toute sa majesté avec ses colonnes ioniques, le sol en mosaïque brille comme du marbre.

Au premier étage, la passerelle en verre et tôle blanche très fine qui a été créée pour relier les ailes sud et nord, offre une vue plongeante sur ce hall ressuscité.

L'Histoire se marie avec bonheur à la modernité dans les salles de lecture dont la sobriété contemporaine tranche avec la profusion décorative de la façade.

Je vous invite à découvrir et à savourer ce contraste.

Sous la toiture, au dernier étage, là où la salle multimédia a été aménagée, les poutres métalliques et l'arc central d'origine ont été conservés.

A travers les larges ouvertures, la vue sur la place du général de Gaulle est imprenable.

On sent battre ici le cœur de notre ville.

Voilà, notre gare tant aimée est de retour.

Les trains circulent à nouveau sur les rails.

Les voyageurs en partance se croisent à nouveau dans une atmosphère joyeuse.

On y délivre à nouveau des tickets pour des destinations de rêve.

Vous allez croire que je rêve. Et bien non, ce rêve est devenu une réalité.

Avec cette seule différence que les transports se font désormais dans l'imaginaire des écrivains et dans une réalité pensée et réinventée par le génie des hommes et des femmes.

Avec cette différence que c'est la locomotive de la connaissance qui stationne aujourd'hui dans ce qui restera pour l'Histoire le Bâtiment des Voyageurs.

Oui, c'est bien une nouvelle bibliothèque que nous inaugurons aujourd'hui. Et ce n'est pas rien une nouvelle bibliothèque !

Une bibliothèque de plus, un trésor de plus pour l'Humanité.

Ce lieu sera un nouveau lieu de passage entre le monde réel et le monde imaginaire, au carrefour de nos rêves et de nos pensées.

Nous sommes ici à l'écoute de notre intériorité la plus profonde.

Nous viendrons ici pour jouer, pour nous évader, pour nous rencontrer mais aussi pour mieux nous connaître nous-mêmes.

Mieux vivre. Puisque c'est bien cela le but.

Dans cette bibliothèque nous ne serons pas seuls, nous ne sommes pas seuls.

Un guide est là pour nous accompagner.

Il sera avec nous à chaque pas que nous ferons.

Nous ne le verrons peut-être pas mais lui nous verra parce que le coeur des hommes lui est familier, parce qu'il a toujours fait preuve à l'égard de notre humanité d'une clairvoyance mâtinée de tendresse et d'indulgence.

Cet homme nous a quittés voilà bientôt deux ans.

Il est parti rejoindre le paradis des écrivains.

Lui qui a écrit l'inoubliable saga du « Paradis des Tempêtes », continue d'observer nos agitations et sans nul doute est-il en train d'écrire un nouveau livre.

Cet homme était mon ami.

Mon cher Raoul, nous sommes ici dans ta maison.

Nous sommes tes invités au banquet de la culture.

Nous ne pouvions rêver d'un meilleur commensal que toi. Toi qui n'as vécu que pour le livre et la chose écrite, tu dois être heureux que ton nom soit donné à une bibliothèque où toutes les générations se retrouvent.

Toi, l'homme du Nord que cette terre de Nice avait adopté à l'âge de 16 ans, toi qui étais devenu le plus niçois des écrivains niçois, l'historien et le fabuliste de cette Riviera qui te fascinait tant, je devine ta fierté à ce que ton nom soit inscrit sur ce monument, à ce qu'on dise maintenant : « Je vais à « Raoul Mille » pour lire ».

Lire, cette passion que tu voulais faire partager par le plus grand nombre.

Je ressens ta joie à ce que ton nom soit associé pour toujours à ce monument surgi des rêves de l'architecte Prosper Bobin à la fin du 19ème siècle, au coeur de cette Belle Epoque qui t'est si chère.

Je ressens ta joie à ce que cette Gare du Sud soit léguée intacte aux générations futures, toi qui sais qu'écrire, c'est aussi batailler contre l'oubli et contre l'effacement des choses.

Pour l'Histoire, tu tenais à ce que les impacts de balles figurant sur la façade et témoignant de la violence des combats en août 1944 au moment de la Libération de notre ville, soient préservés. Ils le sont.

Je t'imagines heureux, mon cher Raoul, parce que tu sais que le petit garçon que tu as été, pourra toujours venir trouver refuge dans cette bibliothèque pour y échapper à ses peurs, à ses terreurs et à la cruauté du monde.

Comme tu le dis si admirablement à propos de ton enfance, dans ces phrases de « La force du père », le livre le plus personnel, le plus intime que tu aies jamais écrit: *« Là, j'oubliais ma peine et ma solitude, j'oubliais jusqu'au monde, là, je renaissais chaque soir à la vraie vie, au véritable univers, celui des mots, je pénétrais dans une galaxie où tout m'était promesses, rêves, aventures, bonheurs inexpugnables . Là, j'étais heureux, angoissé par la seule douleur de devoir choisir ».*

Je t'imagines heureux, mon cher Raoul, parce que dans cette Gare du Sud, l'Histoire de Nice et la littérature viennent de nouer un pacte.

Des trésors d'écriture et de savoir ont élu domicile dans un monument historique.

Je crois que tu es sensible à cela, toi qui possédais l'art de marier l'Histoire et la fiction.

Toi qui savais magnifier l'Histoire en en faisant des romans.

Sous ta plume, l'imaginaire devenait réel et le réel s'auréolait de poésie.

Je t'imagines heureux, mon cher Raoul parce que tu sais que les mots peuvent nous sauver, comme ils t'ont sauvé. Ces mots dont l'encre te montait à la tête à flots continus, comme tu l'écris.

Comme tu savais décrire et nous délecter des splendeurs de la Belle Epoque sur la Riviera !

Tes chroniques qui paraissaient régulièrement dans « Nice-Matin » étaient ciselées comme de fines miniatures.

Que de personnages hauts en couleur tu as fait renaître !

Que d'anecdotes et d'histoires savoureuses sur cette société cosmopolite qui avait fait de Nice sa seconde patrie!

Ces chroniques étaient pour toi comme des hors d'oeuvres, des mises-en-bouche.

Avant que ne défilent les plats principaux, avant que le souffle lyrique de ta prose ne nous emporte dans des fresques historiques comme ce tourbillonnant « Paradis des tempêtes » qui nous transporte de la fin du 18^{ème} siècle au milieu du 19^{ème} siècle, de la Révolution française à la geste garibaldienne, tout cela incarné par des personnages inoubliables.

Ta verve picaresque faisait merveille !

Mais tu n'as jamais oublié pour autant d'être grave et profond.

Comme dans ces « Amants du paradis » qui t'ont valu le prix Interallié en 1987, où tu racontes la vie à Nice pendant l'Occupation allemande, un récit où tu évoques les

terribles persécutions contre les Juifs orchestrées par une Gestapo siégeant à l'hôtel Excelsior.

Terrible récit des crimes du nazi Aloïs Brunner qu'il est bon de relire à l'heure où l'antisémitisme et le négationnisme relèvent sinistrement la tête.

Mon cher Raoul, nous partageons une passion commune pour l'histoire contemporaine mais aussi pour Napoléon III et nous avons écrit ensemble «Le Roman de Napoléon III », l'histoire d'un chef d'Etat exceptionnel sous le règne duquel la France s'est développée et enrichie comme cela n'avait jamais été le cas au long de son histoire.

Comme moi, tu avais horreur des injustices. Ensemble, nous en avons réparé une en rendant son honneur à un homme qui, dans nombre de domaines, fut un immense novateur.

Sait-on qu'il fut le précurseur des « Restos du Coeur » en ordonnant au préfet de la Seine la création de « fourneaux économiques », lesquels en moins d'un mois servirent plus d'un million de repas ?

Aux idéologies, quelles qu'elles soient, tu as toujours préféré la vérité des faits.

Pour s'exprimer, cette vérité a besoin de la force des mots.

C'est aussi pour cela que tu aimais les mots, c'est aussi pour cela que tu as rejoint mon équipe en 2008.

Oh, non pas pour faire carrière en politique, mais pour servir ta ville, lui rendre un peu de ce qu'elle t'a donné, estimais-tu.

Là, tu as mené ton dernier combat, celui qui te tenait le plus à coeur : la lutte contre l'illettrisme.

Et tu as enrôlé dans cette lutte des cohortes d'écrivains, souvent célèbres, pour répandre l'amour du livre, de la lecture et de l'écriture auprès des écoliers, des collégiens, des lycéens, mais aussi des enfants malades dans les hôpitaux et des détenus à la maison d'arrêt de Nice.

Les nombreux élèves présents parmi nous ce matin peuvent en témoigner.

Quelle admirable bataille tu as menée là avec un enthousiasme qui ne s'est pas démenti un seul instant !

En partant, tu nous as légué ce devoir de poursuivre ton oeuvre. C'est ce que nous faisons.

Pour en revenir à cette bibliothèque qui porte désormais ton nom à jamais, je crois que tu en serais assez fier. Et même très fier.

Nous livrons aujourd'hui l'une des plus belles bibliothèques jamais construites dans notre ville et, même, je puis le dire, sur toute la Côte d'Azur et au-delà.

L'une des plus innovantes technologiquement avec des équipements informatiques remarquables.

L'une des plus innovantes socialement avec des jeux de société pour que vous puissiez vous parler, vous rencontrer.

L'une des plus confortables avec son mobilier « design » et son silence propice à l'étude.

Les murs ont bénéficié d'un traitement « anti-bruit » exemplaire avec de la laine de verre dans les faux-plafonds et de petites ouvertures dans les murs jouant le rôle d'absorbants phoniques.

Ici, vous allez pouvoir lire et vous cultiver dans une atmosphère sereine et, j'oserai le dire, luxueuse.

Le luxe nécessaire à la méditation, à la culture et aux échanges.

Oui, Raoul, tu serais fier de ces milliers de livres disposés dans d'élégants meubles en bois, auxquels s'ajoutent plus de 30 000 ouvrages stockés dans des sous-sols climatisés disposant d'un système sophistiqué de déshumidification.

Fier de la mise à disposition des lecteurs de nombreux ordinateurs et de « liseuses ».

Fier de la ludothèque pour tous publics avec un choix de jeux de société, pour redécouvrir le plaisir d'échanger et de jouer avec les autres et pour se libérer (un peu) de l'addiction aux jeux vidéo.

Fier de la grande salle de consultation avec ses milliers de livres, ses DVD, ses périodiques pour enfants, adolescents et adultes, ses postes informatiques offrant un accès gratuit à Internet.

Et des verrières pour apporter une lumière naturelle à ce vaste espace.

Fier de la salle dédiée au multimédia où une trentaine d'ordinateurs sont à disposition ainsi qu'une imprimante.

Une salle d'où la vue sur la place Charles-de-Gaulle est imprenable.

Oui, je crois que nous avons pleinement réussi notre pari d'installer dans ce monument du 19e siècle une bibliothèque du 21e siècle.

Et maintenant ?

Et bien, maintenant, nous allons poursuivre la résurrection de votre quartier que nous avons entreprise.

Nous allons poursuivre sur notre lancée.

La renaissance de la gare du Sud n'est que le premier acte de la renaissance de ce coeur de notre ville.

Un recours émanant d'un « bastian countrari » et pendant devant le Conseil d'Etat, sera tranché dans quelques semaines.

Ce quartier a tant besoin de ces équipements qui répondent à l'intérêt général que je n'ai pas besoin ici de qualifier ce blocage car chacun sait ce qu'il coûte aux habitants de ce quartier.

Sitôt cet obstacle levé, nous entamerons la suite, c'est-à-dire, les projets que vous avez été une immense majorité à approuver et qui doivent agir comme de véritables locomotives:

- le parking souterrain de 750 places,
- le marché couvert sous la grande halle une fois que celle-ci aura été remontée,
- le grand multiplexe de cinéma,
- le gymnase et autres équipements sportifs,

- les salles de réunion
- les commerces
- les immeubles d'habitation

La grande métamorphose de votre quartier est en cours. Vous y avez droit, vous l'attendez depuis si longtemps !

La bibliothèque « Raoul Mille » est la première pierre. Elle nous apporte la connaissance, la science, la culture.

Je disais tout-à-l'heure qu'au paradis des écrivains qu'il a rejoint, Raoul Mille était peut-être en train d'écrire un nouveau livre.

Et bien, ce livre est écrit et il va être publié dans les prochaines semaines.

N'est-ce pas, ma chère Monique, vous sa fidèle compagne, vous qui veillez sur sa mémoire littéraire, et avec quel amour !

Mon ami Raoul, tu n'avais donc pas dit ton dernier mot.

Tu avais laissé un manuscrit.

Un de ces romans historiques dont tu avais le secret que tu as intitulé « Mio dolce amore ».

Je ne résiste pas au plaisir de vous en lire, en avant-première, les premières phrases : « *Il a jeté plusieurs feuilles dans la cheminée, trop de ratures, une écriture illisible. Il faut qu'il se calme, sinon, à quoi bon lui écrire si elle est incapable de le déchiffrer. Elle doit comprendre chaque mot, les déguster comme elle le fait de ses pâtes de fruits trop sucrés...* »

« Il », c'est Bonaparte, « Elle », c'est Joséphine bien sûr dont il est éperdument amoureux.

Le dernier don de Raoul Mille à la littérature et à l'Histoire, c'est donc ce livre plein des fureurs de la Campagne d'Italie et des amours passionnés de Bonaparte et de Joséphine.

Il fallait bien un empereur pour conclure.

Annexe 22 : Discours de Christian Estrosi pour l'inauguration du Quai des Etats-Unis

Samedi 1er Février 2014, à 10h

Quel bonheur, de se retrouver là ce matin !

Là, c'est-à-dire sur les bords de notre mer, avec un brin de soleil peut-être, après les jours de pluie qu'on a supportés.

Là, parce que c'est sur ce rivage que Nice a commencé, il y a vingt-cinq siècles.

Et là parce que c'est sur ce rivage que nous avons voulu célébrer à nouveau l'amitié qui nous rassemble, avec les Etats-Unis.

Depuis longtemps, et depuis qu'en 2008 vous m'avez confié la charge de rendre à Nice sa fierté, je suis décidé à renouer le lien séculaire que notre ville avait tissé avec la mer.

Certains aiment dire que les Niçois n'aiment pas la mer.

C'est une idée fausse.

Jusqu'au XIXe siècle, jusqu'à ce que la mer devienne un espace de loisirs, les Niçois étaient des marchands, des pêcheurs, des marins émérites.

Et puis, peut-on oublier que c'est ici, sur cette plage même, que les Phocéens ont débarqué, il y a vingt-cinq siècles, pour fonder Nikaïa ?

Donc, fidèle à son histoire, aujourd'hui, Nice revient vers la mer, et les Niçois se la réapproprient.

Oui, c'est ici que tout a commencé, sur cette plage, il y a vingt-cinq siècles.

Et c'est ici aussi, à la fin du XVIIIe siècle, que notre histoire a basculé.

Imaginez-vous que sur cette plage, pendant deux mille ans, il y avait un mouvement incessant.

Mais pas celui des baigneurs.

Celui des bateaux de commerce, celui des pêcheurs, celui des galères.

Car cette petite anse des Ponchettes, et cette plage, c'était notre seul port !

Et n'oubliez pas un port avec des quais, une digue, un phare !

Non, une plage, où on tirait les plus petits bateaux à sec et où on déchargeait les plus gros ancres plus loin au large.

Le long de cette plage, il y avait la muraille, avec une porte, la porte de la Marina.

Car cette plage, elle s'appelait en niçois la Marina, ce qui veut dire le bord de mer, et si vous connaissez le deuxième couplet de Nissa la Bella, - vous savez, quand on chante : « *lou pouòrt e la marina, Païoun, Mascouinat* », c'est bien de cette *marina* qu'il s'agit dans le texte.

Et la galerie de la Marine ne renvoie pas à la flotte, mais bien à une transposition en français de ce nom !

Du fait de cette plage, cette muraille, cette porte, elles ne protégeaient pas la ville des assauts de la mer : il y avait des tempêtes qui amenaient les vagues jusqu'à Sainte-Rita, parfois !

Et puis, au XVIII^e siècle, on a décidé de créer un port artificiel, en creusant la plaine marécageuse de Lympia.

Les bateaux de commerce sont partis là-bas.

Les seuls qui sont restés ici, ce sont les pêcheurs, et encore, pas tous.

Et en même temps, les Anglais ont découvert Nice, et le plaisir de se promener au bord de la mer.

Alors, parce qu'ils ne voulaient pas non plus –il ne faut pas exagérer- se mélanger avec le peuple niçois, on a créé pour eux les Terrasses, ces petites maisons sur le toit desquelles on se promenait.

Eh oui, cher amis, la première promenade des Anglais, c'était non loin d'ici, sur les Terrasses.

Puis les Anglais se sont faits moins délicats.

Alors, pour eux encore, on a créé le quai, dans les années 1840.

Ce quai, on l'a baptisé alors le quai du Midi, la riba dòu Miejour, en niçois.

Et pour éviter que la mer ne vienne jusque dans les rues de la ville, ce quai, on lui a donné une pente vers l'intérieur, pour qu'il fonctionne comme une digue.

C'est pour cela, par exemple, que la rue de la Terrasse, aujourd'hui Raoul-Bosio, monte légèrement en venant du cours Saleya.

A l'époque, en 1840, il n'y avait qu'une voie de circulation sur le quai, une chaussée, la chaussée nord. Puis on trouvait une haie. Et enfin, un trottoir.

C'est comme ça que se présentait le quai du Midi, encore en 1917.

Plus tard, Jean Médecin le fit élargir : en 1931, on remplaça le trottoir sud par une chaussée, qui doubla la chaussée nord.

On reconstruisit le trottoir sud en gagnant sur la plage.

Et on engraisa la plage pour lui garder sa largeur.

Mais en 1917, c'était comme ça, le quai du Midi.

En 1917, oui, car cette année-là, le général Goiran, mon prédécesseur, avec le vote unanime du conseil municipal, a décidé de changer le nom du quai du Midi.

Désormais, il s'appellera le quai des Etats-Unis.

C'était le 30 avril 1917, comme le rappelle l'inscription que vous pouvez encore lire un peu plus loin, sur la porte Royale, la grande porte à colonnes qui donne sur le cours Saleya.

Le 30 avril, 24 jours seulement après l'entrée en guerre des Etats-Unis contre les empires centraux, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, les Ottomans.

C'est dire si les Niçois furent heureux de ce choix.

C'est dire qu'ils ne doutaient pas des effets de cette entrée en guerre aux côtés de la France, avant même la première bataille.

Et c'est dire s'ils avaient raison : car, même s'il fallut attendre encore dix-huit mois avant la victoire, c'est bien grâce aux Américains que la poussée finale l'emporta.

Ces Américains, les Niçois les connaissaient.

Dès la fin du 18^e siècle, un d'entre eux, et pas des moindres, y séjourna quelques temps à peine après l'indépendance de son pays : il s'agit de Thomas Jefferson, futur 3^e président des Etats-Unis, qui arriva ici le 10 avril 1787 (déjà, avril est le mois américain pour Nice !) avant de partir pour Tende et Cuneo, et faire connaître à l'Amérique notre extraordinaire Route royale, et notre vin de Bellet !

Il y en eut tant d'autres, des Américains, à Nice, depuis cette date.

Par exemple l'équipage de ce bateau à vapeur, le premier à entrer dans le port Limpia en 1823, et qui fit faire des promenades jusqu'à l'embouchure du Var à un groupe de Niçois éberlués et un petit peu inquiets devant cette extraordinaire et nouvelle technologie.

Ou encore les nombreux hivernants qui commencèrent à fréquenter notre ville à la fin du 19^e siècle.

Mais ces Américains-là, ceux de 1917, ils portaient autre chose.

Ils portaient l'amour de la liberté.

Ils portaient l'amour de la France.

Et quand les Niçois combattirent à leurs côtés, à Flirey ; ou quand ils les reçurent, blessés, dans nos grands hôtels transformés en hôpitaux, ils apprirent à les connaître mieux et à apprécier leur courage, leur simplicité, leur émerveillement devant les beautés de Nice.

C'est à tout cela que je veux rendre hommage, ce matin, en inaugurant la rénovation de cet espace emblématique de notre histoire.

Aux premiers hivernants qui inventèrent ici la promenade le long de la mer.

Aux Américains qui n'ont cessé d'être à nos côtés dans le combat pour la liberté de l'Europe.

Et comment concrétiser cet hommage mieux qu'avec cette statue ?

Cette statue, nous l'avons tous voulue, à l'unanimité du conseil municipal.

Cette statue, nous l'avons voulue modeste, car il ne s'agit pas de rivaliser avec New-York.

Mais cette statue, nous l'avons voulue car elle symbolise tout ce qui est essentiel, dans le lien entre la France et les Etats-Unis, donc entre Nice et les Etats-Unis.

D'abord, c'est l'œuvre d'un Français, Félix Bartholdi, qui a voulu que son œuvre new-yorkaise puisse se retrouver, sur cette forme, sur tous les continents.

Car cette statue, ce n'est pas seulement l'Amérique.

C'est « la liberté éclairant le monde », voilà son vrai nom.

Et cette liberté, dont les Etats-Unis ont fait leur valeur cardinale, il est bon de rappeler qu'elle est née aussi en France, et qu'ensemble, nous veillons à ce que sa lumière ne s'éteigne pas, malgré les tourbillons incessants de la haine, de la servitude, dans la guerre, sur toute notre planète, aujourd'hui.

Il est donc bon qu'à Nice, la liberté soit toujours présente.

Et il est bon qu'elle se dresse ici, au bord de la mer.

Car il n'est d'espace plus libre que la mer.

Et tous les Niçois, quand ils vont ailleurs dans le monde, éprouvent très vite, s'ils se trouvent à l'intérieur des terres, un manque profond.

C'est la mer qui leur manque.

Et souvent, c'est parce que la mer leur offre un immense espace de liberté.

C'est pour cela que je suis heureux d'offrir à tous, ce matin, ce vaste espace de liberté, avec la mer, non pas pour limite, mais pour horizon infini.

Il y a là plus d'un hectare de bonheur nouveau, avec tout ce que cela représente pour nous tous, pour les balades en famille, avec les enfants, avec les anciens, devant ce paysage unique.

Il y a là une piste cyclable séparée et sécurisée.

Il y a là nos chaises bleues.

Il y a là un espace où pourront s'épanouir nos événements festifs, gratuits, ouverts à tous.

Il y a là, en somme, un retour aux sources, à ce quai du Midi conçu pour donner du bonheur aux passants, simplement.

Alors, ce matin, ne nous privons pas de ce plaisir.

Comme la promenade du Paillon, retrouvons ici, le long de notre baie des Anges, ce petit goût de paradis niçois que nos anciens avaient su créer sur la plus belle baie du monde, celle qui a donné ensuite à toutes les autres cités littorales de la planète l'idée de la copier !

Vivent les Etats-Unis !

Vive Nice ! Issa Nissa !

Annexe 23 : Discours de Christian Estrosi pour l'inauguration du Musée du Sport

Mercredi 15 Octobre 2014, à 15h00, Boulevard des Jardiniers - Stade Allianz Riviera

L'ouverture d'un nouvel espace dédié à la culture est toujours un moment important.

Oui, désormais, avec ce magnifique musée, le sport entre de plain-pied dans la vie culturelle de la France, et de Nice.

Car ce que l'on éprouve en visitant ce lieu, ce sont les mêmes émotions, les mêmes interrogations, et pour tout dire le même émerveillement que celui éprouvé devant les plus fameuses ou les plus sensibles de nos œuvres d'art.

On ne peut s'empêcher d'être saisi par ce magnifique récit d'humanité, qui s'ancre profondément dans le passé, pour venir jusqu'à nos jours raconter ces instants où l'homme rêve de dépassement, d'élégance dans le geste, de beauté dans l'effort, comme il peut rêver d'élévation spirituelle ou de perfection esthétique.

Oui, ce que je vois ici, ce n'est pas seulement le lieu du souvenir partagé de grandes épopées ou de fortes personnalités, c'est aussi le lieu où s'épanouit une part de l'histoire humaine, avec ses grandeurs et ses faiblesses, et surtout sa part d'effort contre les pesanteurs de notre condition.

C'est pourquoi je voudrais **remercier tous ceux qui ont œuvré à la création de ce musée**, et au premier chef **les responsables politiques** qui ont entendu mon appel, qui ont accepté de le faire vivre comme je l'imaginai, hors de ses réserves, hors des salles confinées où il avait été relégué, comme si la France avait honte de son histoire sportive, qui est pourtant une histoire humaine autant que patriotique.

Je voudrais remercier ceux - je devrais plutôt dire celles, **Mesdames Annie LHERITIER, sa présidente, et Marie GRASSE, sa conservatrice**-, qui en ont pensé le parcours et le propos, et qui le font vivre au quotidien avec tant d'imagination et d'énergie.

Je voudrais remercier **les architectes et scénographes** qui l'ont conçu, **les personnels** qui au quotidien lui permettent d'être accessible, et **les donateurs**, ces collectionneurs et ces sportifs de tous horizons qui n'ont pas hésité, pour que ce musée vive fortement, à lui confier ce qui est souvent la plus exaltante part de leur propre vie.

Et puis, ce nouvel établissement, paré du titre de musée national, confirme le rang retrouvé de Nice et de sa Métropole.

Que Nice ait été choisie, c'est un honneur, qui renvoie au rôle novateur que notre ville a tenu depuis plus d'un siècle, notamment en ce qui concerne le tennis, les sports nautiques et les sports mécaniques.

C'est ici, juste après Paris, je veux le rappeler, qu'ils ont reçu leurs premiers échos, dès leurs naissances, dans les années 1890-1900.

Que Nice ait été choisie, c'est aussi la reconnaissance de la place que tient notre ville dans le monde du sport aujourd'hui.

Le sport tout entier, celui des grandes compétitions internationales telles le marathon, le triathlon ou l'Iron Man, ou le prochain Euro 2016 comme celui du monde amateur, de ces clubs de bénévoles engagés qui, chaque jour, chaque week-end, vivent passionnément leur goût pour l'effort et le dépassement de soi autour du football, du cyclisme et de tant d'autres disciplines populaires.

Que serait la vie sportive de notre ville et de notre pays sans ces bénévoles, sans ces milliers d'hommes et femmes de patience et d'effort, de tolérance et de droiture, que je veux saluer et remercier tout particulièrement ici, cet après-midi ?

Et puis je n'oublierai pas les sports de montagne, le ski, la randonnée, l'escalade, qui font la vitalité des vallées de notre Métropole.

Ces sports-là, ce sont aussi ceux du partage, de l'humanité, de la simplicité discrète, et à leur évocation, je veux associer un nom, qui parle de lui-même, celui d'Hervé GOURDEL, comme l'incarnation de tout ce que l'esprit sportif peut avoir d'humanité.

Que ce musée, enfin, siège au cœur de notre Eco vallée est aussi pour moi un symbole fort.

D'abord parce qu'il souligne notre volonté de faire de ce quartier un quartier égal à tous les autres quartiers de la ville, doté, lui aussi, de pôles d'attraction forts et d'équipements culturels et sportifs de grande qualité.

Et ensuite parce qu'il proclame, haut et fort, que le rapport entre les activités humaines et la préservation du paysage et des équilibres environnementaux est aussi un enjeu du sport de demain, un enjeu sanitaire et sociétal, sur lequel nous ne devons cesser de travailler et de nous battre.

Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs, au moment où nous allons ensemble inaugurer solennellement ce magnifique établissement, qu'il me soit donc permis de former un vœu.

Que ce musée vivant, qui résonne en ce moment de l'appel à la victoire, tel que mis en scène par l'exposition qu'il accueille, soit la modeste contribution de Nice à la vitalité future de la France, à l'inventivité, à la volonté de sa jeunesse, à l'expérience, à la vision des Françaises et des Français qu'aucun effort ne rebute pour agir au service de la Nation !

Et qu'ainsi, toujours, puisque cette idée de victoire est contenue dans son nom grec de Nikaïa, Nice puisse ajouter ses forces aux victoires que la France, ses sportifs et tous ses citoyens, remporteront demain !

TROISIEME PARTIE : ANNEXES COMPLEMENTAIRES

**Annexe 24 : Discours de Maurice Druon, ministre des Affaires culturelles
prononcé à Dijon à l'occasion du dixième anniversaire de la fondation de
l'Association Nationale pour la protection des villes d'Art**

27 octobre 1977

DISCOURS PRONONCE PAR MONSIEUR MAURICE DRUON
MINISTRE DES AFFAIRES CULTURELLES, LE 27 OCTOBRE 1973,
A L'OCCASION DU DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION
DE L'ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PROTECTION DES VILLES D'ART

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Vos encouragements me vont au coeur. Et vos remerciement, je suis heureux de les partager avec mon collègue et ami Robert Poujade en qui je salue non seulement le Ministre de la Protection de la Nature et de l'Environnement, mais aussi le co-président de la Commission Supérieure des Sites, et -j'aurais dû le dire en premier lieu- le Maire de Dijon.

J'ajouterai, à titre plus personnel, que je salue en lui un homme de haute culture générale et de grande fidélité aux intérêts supérieurs de la France, ce qui facilite évidemment notre étroite collaboration gouvernementale.

Les trois rapports que je viens d'écouter illustrent parfaitement l'action qu'un Ministre des Affaires Culturelles est en droit d'espérer d'une Association privée -placée sous son patronage- qui se voue et se dévoue à la restauration des villes d'art. Que leurs auteurs en soient ici remerciés : si je n'y répons pas directement, c'est que Monsieur le Directeur de l'Architecture, que tous connaissent et apprécient, évoquera précisément tout à l'heure les problèmes que vous avez soulevés.

.../...

André Malraux, en suscitant la création de l'Association Nationale pour la Protection des villes d'art, et ~~lui~~ lui accordant, dès le départ, son patronage officiel, avait voulu souligner la nécessité de faire appel à l'initiative privée pour la protection, la restauration et l'animation des villes d'art, cela au moment même où la loi sur les Secteurs sauvegardés allait commencer à prendre effet.

Si j'ai voulu, répondant à votre invitation, être parmi vous aujourd'hui, et si je tiens à honneur de présider cette assemblée plénière, c'est que je désire, en l'occasion solennelle de son dixième anniversaire, confirmer mon entier appui à votre Association et à l'action exemplaire qu'elle mène, en liaison étroite avec les élus et avec les administrations locales et nationales.

Ce n'est pas tout à fait par hasard, j'ose le penser, que votre Association a choisi de fêter son dixième anniversaire à Dijon.

Tout d'abord, 1973 aura été l'année des châteaux, pour cette Bourgogne dont le terroir n'a pas fini de nous étonner par sa fécondité, son génie, sa diversité. Sur cette terre de passage, que l'on a nommé de manière si pertinente le détroit de Bourgogne, des influences multiples se sont rencontrées et combinées. Comment s'étonner dès lors que l'esprit de création ait laissé sur ce sol privilégié tant de témoignages admirables

L'architecture est le premier des arts puisqu'il loge tous les autres.

Si l'on pense aux châteaux, en cette année qui leur est spécialement consacrée, chaque siècle aura montré l'apport de la Bourgogne,

.../...

depuis La Rochepot qui remonte au XI^{ème} siècle; Chateauneuf qui fut commencé au XII^{ème} mais fut remanié au XV^{ème}; Bazoches qui date du XIII^{ème} mais que reconstruisit Vauban; Epoisses, gloire du XV^{ème}; Tanlay qui s'attache encore aux formes de la pré-renaissance; Ancy-le-Franc, si caractéristique de l'époque de François I^{er} et dont l'influence sur Joigny et Sully est évidente; Bussy où se constate la transition entre Renaissance et le Grand Siècle, lequel nous laissa Saint-Fargeau.

Mais la Bourgogne, où s'élevait Cluny qui fut un moment la capitale spirituelle de l'Europe, est aussi et d'abord terre d'églises : romanes - avec cette merveille, ce chef d'oeuvre universel que sauvèrent Mérimée et Viollet le Duc, la Madeleine de Vézelay ; ogivales - comme Notre-Dame de Dijon ; ou, Renaissance - comme, à Dijon encore, Saint-Michel.

Comment oublierais-je le rôle joué par la Bourgogne-duché au temps des "Rois Maudits", quand Madame Agnès, dernière fille de Saint-Louis, y élevait haut les lys de France ?

Comment oublierais-je que Dijon fut la capitale d'un véritable royaume en marge de la France et de l'Empire, au temps des ducs de la maison de Valois, par suite du mariage de Philippe le Hardi avec la principale héritière des Pays-Bas et du fait d'une politique habilement calculatrice. C'est dire que les édifices civils sont l'orgueil de la capitale de la Bourgogne ducale, mais que les rois de France, tenus de ménager une acquisition si précieuse, n'y comptèrent pas leurs efforts, en terminant d'une part le Palais des Ducs, et d'autre part le Palais du Parlement de Bourgogne, déplacé de Beaune à Dijon. Et comment penser à Beaune sans en évoquer l'Hôtel-Dieu ?

J'ai évoqué la fécondité du terroir bourguignon. Beaune me fournirait une transition trop facile pour célébrer l'illustre vignoble de votre province qui, depuis le haut Moyen-Age, en assure la réputation et

la prospérité. Je parlerai donc plutôt de cette singulière richesse en hommes qui fait peut-être de la Bourgogne la région de la France qui tient, après l'Île-de-France, le plus de place dans un dictionnaire biographique de notre pays. Mariotte, Buffon, Monge, Paul Bert, Marey, Eiffel dans les sciences ; dans les lettres, Vaugelas, Madame de Sévigné, Joubert, Lamartine, Colette dont nous fêtons cette année le centenaire ; dans l'Eglise, Saint-Bernard, Sainte-Jeanne de Chantal, Bossuet. Est-ce là l'échantillonnage suffisant d'un génie divers ? J'oubliais simplement "les arts, les armes et les lois" dont la France est mère : j'invoquerai le pardon de Rameau, de Rude et de François Pompon, de Vauban et de Lazare Carnot, du Président de Brosses, et je rappellerai que Berlier, après avoir siégé à la Convention, a été l'un des rédacteurs du Code Civil.

Propos me direz-vous qui nous éloignent de notre réunion d'aujourd'hui : il m'apparaît à l'évidence que, réunis à Dijon pour parler des villes d'art, il s'imposait de commencer nos travaux par un hommage au passé de la Bourgogne. J'y vois un acte en quelque sorte propitiatoire : l'art ne saurait en effet se détacher du passé, et, moins que jamais, je le souligne, l'art de notre temps. Jadis le goût du prince ou celui d'une élite se modelant sur lui, imposaient un style - ce dont les hôtels dijonnais offrent une démonstration remarquable ; mais dans un temps, le nôtre, où l'absence d'un centre et d'une autorité sur le goût, est une conséquence du développement de la démocratie et où la multiplicité des inspirations caractérise l'évolution de tous les arts, il est nécessaire que l'on s'attache, autant que faire se peut, non à la répétition du passé mais à la connaissance du passé : Plus un arbre grandit, plus il a besoin d'enfoncer ses racines dans le sol.

Comme vous le savez, l'ensemble des états membres du Conseil de l'Europe a décidé d'organiser en 1975 une Année Européenne du Patrimoine Architectural.

Cette manifestation aura pour objet de soutenir les actions en faveur de la protection et de la mise en valeur des monuments et des ensembles architecturaux qui présentent un intérêt historique ou esthétique, de promouvoir les efforts pour la conservation des villes et des villages anciens et caractéristiques, d'encourager toutes initiatives visant à assurer aux édifices du passé une fonction vivante dans la société contemporaine.

Votre Association, Mesdames et Messieurs, est par essence et fonction directement intéressée à ce projet. Dans le Comité National qui se constitue actuellement sous la présidence d'honneur de Monsieur le Premier Ministre, et dont j'assuerai la présidence effective, elle sera présente en la personne de votre actif Président, M. de SACY. J'ajoute que, bien entendu, M. POUJADE est membre de droit de ce Comité National, et que je compte également sur la participation de M. Jean-Paul PALEWSKI, Président de la Commission Nationale des secteurs sauvegardés, qui est parmi nous aujourd'hui.

Je désire que le lancement de cette Année Européenne du Patrimoine Architectural soit marqué par un évènement significatif et spectaculaire. Cet évènement, ce sera une grande Exposition des Villes d'Art qui devrait se tenir en décembre 1974 à la Conciergerie, à Paris, dans le palais qui fut celui des préfets de Rome, des ducs de France et de nos premiers Rois, qui est toujours le palais de notre justice.

L'idée^{en} est venue, hommage vous en doit rendre, à partir de l'excellente exposition que votre Association avait organisé à ALBI en 1972.

J'attache beaucoup d'importance à cette grande exposition sur les villes d'art. J'entends qu'elle soit à tous égards exemplaire.

Seules, 20 villes seront sélectionnées, par concours. J'attends beaucoup de cette compétition du génie français. J'en suivrai personnellement les travaux préparatoires car l'exposition sera appelée ensuite à être présentée très largement à l'Etranger, ambassadrice de notre Patrimoine historique et monumental.

Je ne vous en dis pas plus. M. Jean SALUSSE, qui dirige avant tant de compétence la Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, vous donnera plus de détails à ce sujet tout à l'heure.

J'ai visité, ce matin, le secteur sauvegardé de Dijon; cent hectares de merveilles. Le secteur sauvegardé de Dijon peut et doit devenir un modèle.

Eh bien, Monsieur le Maire, c'est grâce à des entreprises de cette qualité, grâce à de telles réussites promises dans de nombreuses villes de France -au moins 54 d'entre elles sont présentes aujourd'hui en cette Assemblée- que l'avenir de la France me paraît assuré, je veux dire l'avenir de son passé.

Mais, je tiens à bien le souligner, il n'en sera ainsi que si les secteurs sauvegardés sont non seulement des quartiers que l'on aime à regarder mais aussi des quartiers où l'on est heureux de vivre.

C'est pourquoi je demande instamment à tous les responsables de ces actions, propriétaires et locataires, édiles et fonctionnaires, architectes, artistes, visiteurs, de faire un effort pour tout ce qui fait l'agrément des yeux, de la promenade, de l'existence quotidienne. Je demande qu'on soit attentif aux éclairages ; je demande qu'on ménage ou réserve comme cela se fait déjà avec succès - et profit-pour le négoce, en maintes villes, des cheminements piétonniers. Je demande qu'on renoue avec l'idée de fête dans la ville. Le succès remporté par les nombreux festivals locaux : Sarlat, Vence, Aix-en-Provence, ... est, à cet égard, un signe éloquent.

Le bilan des secteurs sauvegardés mérite que je rappelle quelques chiffres : 46 secteurs sauvegardés ont été créés depuis 1964 ; il y en aura bientôt 50. Au seul titre de l'année 1973, il faut noter Versailles, créé en mars, Autun et Tours, dont la création sera annoncée en novembre, Strasbourg et Châlon-sur-Saône, dont la création sera probablement annoncée en décembre.

Au programme de 1974 est prévue la création des secteurs sauvegardés de : Saint-Germain-en-Laye, Bayonne, Bar-le-Duc, Nevers, Guérande, Honfleur, Vitré, Thiers, Nancy.

Je rappelle que la part des crédits de mon Département affectés à la restauration est en nette élévation puisqu'elle doit passer de 2 200 000 F pour 1973 à 3 500 000 F pour 1974. Cette augmentation témoigne du souci de la puissance publique.

M. de SACY, et vous tous qui êtes venus aujourd'hui, mesurez à quel point je compte sur vous, sur votre appui, votre activité, votre imagination.

L'Etat ne peut pas tout assumer dans le domaine culturel. Et il ne serait pas bon qu'il fit tout ; il n'est pas même souhaitable qu'il dirige, inspire ou anime tout ce qui est entrepris, même si cette tendance est fréquente dans notre pays.

Car la politique culturelle se relève, par essence, du domaine des initiatives individuelles, de celles des associations et des collectivités. L'essentiel est que ces actions soient coordonnées et que chacun se sente soutenu dans sa volonté, par le sentiment que son effort rencontre intérêt et que son labeur s'insère dans une grande oeuvre collective, au service et au bénéfice de tous les citoyens.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Et je résumerai d'un dernier mot l'action que nous menons ensemble : Faire revivre pour mieux vivre.

Annexe 25 : Procès-verbal du Conseil municipal de Nice du 23 mai 2003,
délibérations sur le permis de démolir du Castel des Deux Rois

102

Monsieur le Maire, je vais vous décevoir, il n'y en a plus que 25, vous voyez, Monsieur le Maire ; mercredi j'en avais annoncé un 26^{ème} : la maintenance de l'éclairage public.

Eh bien je vous demanderai de patienter jusqu'au mois de juin, cette délibération ayant été retirée, peut-être même avant que vous l'ayez reçue.

M.LE MAIRE .- Il vaut mieux.

M.GELES-DUCARME .- **17.1 - Habilitation de Monsieur le Maire à déposer des demandes d'autorisation relevant du droit des sols.**

Vous connaissez ma devise : « ouvent construire, parfois détruire, mais toujours servir »

M.LE MAIRE .- Oh là, là, tout cela parce qu'il a servi dans le Génie.

M.GELES-DUCARME.- Je me croyais dans un autre lieu.

- réactions amusées -

M.LE MAIRE .- Allez, allez.
Monsieur MOTTARD, vous avez la parole.

M.MOTTARD .- Je ne sais pas si Monsieur GELES-DUCARME a servi dans le Génie, mais je dois dire à propos de cette délibération 17.1, qui reprend la démolition du Castel des Deux Rois, que personnellement je n'ai pas beaucoup apprécié la prestation de Monsieur l'Adjoint dans le journal Nice-Matin, quand il affirme, en se faisant photographe dans les Castel des Deux Rois, que « la mort dans l'âme il va falloir procéder à la démolition de ce petit bijou du patrimoine niçois ».

Alors « la mort dans l'âme » je veux bien, à part que là il y a quand même un petit peu d'hypocrisie dans la mesure où depuis 1995 je pense être intervenu 6, 20, 30 fois sur cette histoire du Castel des Deux Rois.

CONSEIL MUNICIPAL DU 23.05.03 SEANCE DE L'APRES MIDI

A chaque fois on a dit : il y a le temps, on verra,
etc... etc...

Il y a quelques mois on avait même voté une
délibération qui consistait à dire que l'on allait consolider,
payer, etc...

Et qu'est-ce que l'on apprend par la presse ?
Que rien n'a été fait.

C'est vraiment de l'irresponsabilité, c'est
vraiment de l'incompétence.

Et alors si tant est que le Castel des Deux Rois
soit vraiment condamné, moi je porte mon combat vers un
autre bijou du patrimoine niçois, qui est le Palais de
l'Agriculture et je n'aimerais franchement pas qu'il arrive au
Palais de l'Agriculture ce qui vient d'arriver au Castel des
Deux Rois.

Et au-delà de toutes les excuses, les histoires de
procès, de machins, de propriété et tout, car bon sang il faut
savoir un petit peu ce que l'on veut, et si on aime sa ville, on
la défend.

Eh bien ça passe par la défense du Castel des
Deux Rois. Malheureusement c'est trop tard.

Eh bien je dirai la même chose pour le Palais de
l'Agriculture, encore que là l'incompétence et
l'irresponsabilité sont peut-être doublées aussi par l'envie de
faire plaisir aux promoteurs immobiliers.

- murmures dans les rangs de la Majorité -

M.GELES-DUCARME .- Monsieur...

M.LE MAIRE .- ...Non, non, non.

M.GELES-DUCARME .- Il m'a traité de
coquin ce matin. Pendant la campagne électorale j'ai entendu :
« Si vous portez une Légion d'Honneur, il ne faut pas vous
mettre dans l'équipe PEYRAT ».

Moi, j'en ai ras-le-bol d'entendre de telle
conneries. Je vous le dis, Monsieur le Maire, avant de vous
céder la parole.

CONSEIL MUNICIPAL DU 23.05.03 SEANCE DE L'APRES MIDI

Et si je n'en voulais pas à Monsieur MOTTARD, je l'inviterais aujourd'hui à aller visiter le Castel des Deux Rois.

- tumulte -

Pendant 25 ans – c'est vrai un bâtiment doit être couvert – il ne l'a pas été.

Qu'y pouvez-vous, Monsieur le Sénateur-Maire. Un bâtiment, quand on ne le met pas hors d'eau, il se dégrade. Et actuellement il est dangereux pour tous les riverains et si j'ai fait venir l'APAV pour voir dans quel état il était, c'est parce que justement j'avais la mort dans l'âme, étant donné qu'il y a 2 ans j'avais envisagé de le retaper..

- tumulte -

Ca ne les intéresse pas.

Monsieur le Maire, je ne discute plus avec eux.

- tumulte -

M.INJEY - Il n'y a qu'à le laisser aller.

M.LE MAIRE .- Vous remarquerez que je suis resté très cool, très serein, et je vais vous répondre, Monsieur MOTTARD, vous qui ne l'avez pas été, et qui avez même été à la limite, à votre tour, de l'insulte, je vais vous dire comme disent les Niçois la vérité vraie.

D'abord Monsieur INJEY, vous avez dit une parole ahurissante, là, à l'instant : « Il n'y a qu'à le laisser aller. » Oui bien sûr pour que j'aille en prison. Oui, que je laisse aller.

M.INJEY .- On a du mal à se comprendre.

M.LE MAIRE .- Cela, je vous l'accorde. Sauf quand vous souriez.

Monsieur MOTTARD, nous avons dans la ville de Nice trois ou quatre endroits ou quatre ou cinq d'ailleurs, qui sont des résurgences d'un passé récent d'ailleurs où à demi-anciens, nous n'avons pas les Arènes de votre ami

VAUZELLE, en Arles. Si, nous avons celles de Cimiez, je sais, mais à côté de celles d'Arles c'est petit, petit, petit. Il a un bijou, là, Michel VAUZELLE.

J'énonce.

Le bâtiment des Chemins de Fer de Provence, que vous défendez avec acharnement.

L'abbaye de Roseland, que j'ai sauvée de la destruction dès que je suis arrivé. Il vient de dire quelque chose de terrifiant, Mesdames, Messieurs, mais de vrai ; il m'a dit « non, c'est Michel VIALATTE », il a raison. C'est effectivement, lui, qui le premier me l'a dit, mais enfin comme c'est moi qui suis responsable, je le revendique après.

Il y a le petit bâtiment de la société d'agriculture à Magnan.

Il y a le Castel des Deux Rois.

Il y a des villas de-ci, de-là, au Mont-Boron notamment, du côté du Fort du Mont-Alban, en dessous, des tas de chefs-d'œuvre.

Mais, Monsieur MOTTARD, il faut un argent fou pour pouvoir les réparer. Elles sont inoccupées depuis longtemps ou bien pour la Maison de l'Agriculture, occupée de façon si minable !...

Et donc ces bâtiments se dégradent.

J'ajouterai la Visitation, en vieille ville, qui est aussi - et dont je ne me satisfais pas que cela soit, même si j'en suis heureux pour eux - un endroit que les déshérités de la vie que sont les infirmes puissent avoir asile.

Si nous avions de l'argent, le nombre de projets Monsieur MOTTARD que j'ai fait étudier par nos services pour chacun de ces bâtiments afin de pouvoir le conserver !

Mais la différence entre vous et moi c'est que, quand on gère les fonds publics, on s'aperçoit que l'on ne peut pas tout faire.

Et quand on ne fait pas tout et qu'on laisse aller parce que le temps va vite, que la semaine succède la semaine, le mois au mois, l'année à l'année, eh bien ça se dégrade.

Quand il y a le couvert, vous avez raison, mon Colonel, ça se conserve ; quand il n'y a plus, il n'y a plus.

Le Castel des Deux Rois, que j'ai visité, en 1996, que j'ai revisité en 1999, est un bâtiment que je voulais sauver, Monsieur, pour trois raisons.

La première, l'histoire et BARRELI est là pour me les rappeler.

La deuxième, pour les fresques.

La troisième, c'est parce que c'est dans un parc qui est splendide.

On n'a pas pu trouver d'utilisation, on n'a pas pu trouver l'argent. Mais quand bien même on aurait trouvé l'argent, si on investit - parce que c'est cela - entre 60 ou 80 millions de francs anciens, enfin lourds, et que l'on n'y mette pas quelque chose dedans, avec, Monsieur MOTTARD, une utilisation, par voie de subvention, ou bien de personnel de la mairie qui fait monter les frais de fonctionnements et après les socialistes nous disent « Mais pourquoi les frais de fonctionnement ont augmenté, les frais de personnel ? », eh bien vous voyez l'enchaînement auquel on est tenu.

Nous n'avons pas pu le faire.

Merci d'avoir saisi l'APAV, et quand l'APAV a produit le rapport, qui était là et que l'on m'a soumis, j'engage ma responsabilité personnelle comme dans les platanes, pénale.

Et je préfère quand même ne pas risquer de provoquer un accident.

Je n'ai pas l'argent pour le faire, je ne sais pas quoi y faire. Ami, je passe la main.

Je conserverai par contre l'Abbaye de Roseland, qui est splendide, mais qui, hélas, n'a pas le recul et n'a pas le parc. C'est en restanque. Mais là on la sauvera ensemble.

Et enlevez-vous l'idée qu'il y a un promoteur derrière. Je ne touche pas d'argent, vous savez, même si Madame HERNANDEZ-NICAISE ne pense pas que je sois honnête.

M.MOTTARD .- Non c'était pour le Palais de l'Agriculture.

M.LE MAIRE .- Le Palais de l'Agriculture, on le sortira. Mais là il y a une vieille société d'horticulture, avec des collections extraordinaires tout autant que celles de Bidard au Musée des Sciences Naturelles où là aussi on a fermé, on refait un petit musée et on pourra faire quelque chose de bien.

Et donc on a cela sur le dos.

Souffrez que je dise - et votre voisin de Gauche, M.MOTTARD va rigoler quand je vais le dire - que l'on a sur le torse aussi le parc Phoenix .

Et quand on met bout à bout tous ces endroits, plus ou moins prestigieux, qui coûtent effroyablement cher, dont on ne sait pas ou on ne peut pas tirer parti !...

Et le Palais de l'Agriculture, la société s'accroche, prétend qu'elle est propriétaire. Elle nous a menés en procès.

Monsieur le Directeur Général, le procès est terminé ? Ils l'ont perdu ? Quand ? L'année dernière, bon.

Je suis arrivé en 1995, vous aussi d'ailleurs. C'est seulement l'année dernière que s'est résolu sur le plan juridique cela.

N'est pas encore résolu, Monsieur, sur le plan juridique, le sort de la Promenade des Ponchettes. On ne sait toujours pas à qui est cette Promenade.

Nous pensions, nous, que c'était à nous en vertu d'un droit d'usage issu du 16^{ème} ou du 17^{ème} Siècle. Non, que nenni, on a obtenu un premier jugement, c'est en appel ; il y a 8 ans que ça dure parce que c'est vrai que j'aimerais que l'on ouvre cela, comme cela existait naguère, et que l'on puisse se promener là aussi.

Alors il y a encore des tas de points comme cela.

Bon, la Promenade des Ponchettes, les gens travaillent en-dessous, ils y ont mis la climatisation, des trucs, ils l'entretiennent quand même, et l'étanchéité. Ca ne mange pas de pain, on peut attendre la fin du procès dans 5, 6, 7, 8 ans, voire 10 ans.

La Maison de l'Agriculture, j'ai essayé - je vous confie tout mais peut-être que je vous l'ai déjà dit - de négocier avec le Consul Général d'Italie.

Le Consul Général d'Italie m'avait dit : « Tiens ce serait bien pour le Consulat Général d'Italie d'avoir les couleurs italiennes sur la Promenade des Anglais ».

Vous savez que je suis un vieux nationaliste bien sûr, mais l'Italie c'est notre sœur, elle est à côté, les Piémontais sont nombreux chez nous, les Lombards aussi. Après tout pourquoi pas.

Malheureusement la Chancellerie Italienne n'a pas suivi.

On est en train d'essayer d'acheter par contre le Théâtre, puisque nous en avons besoin, du Boulevard Gambetta, du Consulat d'Italie.

C'est en cours de discussion.

Mais j'ai fait comme disent les Pieds Noirs, pardonnez-moi, « shouffa » avec la Maison de l'Agriculture.

Problème : qu'est-ce que l'on fait ?

Une idée du montant des travaux, Monsieur MARCILLON, pour le Palais de l'Agriculture ?

- aparté de Monsieur le Maire
avec Monsieur MARCILLON -

C'est-à-dire probablement une quinzaine ou une vingtaine de millions de francs maintenant. Bon, ce n'est pas hors de portée.

Mais si c'est pour faire une réfection de tout ceci, qui est dans un état épouvantable, sauf les sous-sols qui sont splendides, mais le dessus alors !...

Et pour y faire quoi ? Peut-être une mairie de quartier, pourquoi pas j'y songe.

Mais tant que je n'aurai pas trouvé

Mais ce que je peux vous dire, c'est que l'on ne va pas le vendre pour y faire une opération immobilière. Absolument pas. D'ailleurs je ne vois pas très bien comment Madame RECLUS l'exploitation qui permettra de conserver le couvert que nous aurons remis en état, je ne ferai rien. pourrait autoriser à cet endroit là une construction.

Il est vrai, Monsieur MOTTARD, pour vous dire là aussi la vérité vraie, que j'ai songé, une fois, à raser tout et à faire une grande et belle place à l'ouest de la ville, puisque ce sont à peu près les mensurations de la Place Masséna, et je me disais que Garibaldi à l'est, Masséna au centre, et Magnan

à l'ouest, c'était une conception urbanistique que l'on aurait pu vous vendre, en vous disant : exprimez vous à ce sujet, qu'en pensez vous ?

On le fera peut-être d'ailleurs. Je n'écarte pas cette idée, en reculant les pompiers, en enlevant le jeu de boules, on peut refaire là quelque chose, c'est vrai.

Allez ce sera pour plus tard.

Mais, mes chers collègues de Gauche comme de Droite, si vous cogitez et que vous me fassiez un petit mot pour que l'on en débattenne ici, moi je veux bien.

Mais alors je reviens à votre proposition, Monsieur MOTTARD, je comprends que cela vous fasse de la peine, moi aussi d'ailleurs, mais je n'ai pas l'argent, nous n'avons pas l'argent. Et surtout nous n'avons rien à y mettre.

Alors dans ces conditions là, je pense que le raser ce serait mieux, d'organiser le jardin, de faire un petit coin animalier mieux que cet endroit où on vient nous tuer nos animaux pour les manger ou je ne sais trop quoi, les uns après les autres.

M'étant rendu à la Fête des Mais que vous avez organisée là, j'ai pu voir que le jardin est splendide.

Alors essayer de l'arranger un petit peu mieux, de faire une buvette un peu mieux, un endroit de distraction pour les mamans, pour tout le monde.

La maison, il n'en reste plus rien maintenant.

Je veux dire que la photographie que Nice-Matin a produit n'était pas très visible, mais c'est une véritable photographie.

Au point où c'est maintenant, ce n'est même pas la peine d'engager un centime dedans.

Voilà, mais ce n'est pas Monsieur GELES-DUCARME qui est responsable, c'est moi en vérité.

M.GELES-DUCARME .- Non, Monsieur le Maire, ce n'est pas vous le responsable, ce sont ceux qui ont laissé tomber.

Et voyez-vous, quand j'étais directeur de travaux j'attendais un témoignage de satisfaction des Niçois de Droite ou de Gauche pour savoir sauvé la « furtado heine », où même à l'époque disait : « il faut la raser la

furtado heine » et donc parce que nous l'avons sauvée la furtado heine, la villa des Officiers, dans laquelle je ne pense pas que vous ayez accès d'ailleurs. Et je pense que cette villa qui avait encore le couvert méritait que l'on y investisse.

Et là, je peux vous dire qu'avant d'envisager la démolition, la mort dans l'âme, comme je l'ai dit, nous avions envisagé la restauration. Mais allant sur place, on a vu que la restauration, même avec de l'argent, n'était pas possible, Monsieur le Maire.

Et pour l'instant, Monsieur le Maire, tant que nous n'avons pas mis les barrières de sécurité tout autour nous continuons à vous faire courir des risques à vous et aux enfants qui fréquentent ce lieu.

M.LE MAIRE .- Oui, oui, c'est vrai.

J'ai bien regardé, quand on a fait le tour, cela peut foutre le camp, là, à tout moment.

Et, Monsieur MOTTARD, je souhaiterais que l'on fasse vite maintenant. Je ne me pardonnerais pas un blessé grave ou un mort.

Mme SALICETI .- Je voudrais tout simplement me féliciter de la démolition de la salle paroissiale de Saint-Roman de Bellet, qui permettra d'aménager et de sécuriser les abords de cette si jolie église et qui est un projet auquel nous tenons beaucoup sur le territoire.

Et je voudrais remercier l'Adjoint aux Travaux de m'aider à réaliser ce projet.

M.LE MAIRE .- Oui c'est vrai.

Monsieur KNECHT, vous avez la parole.

M.KNECHT .- Monsieur le Maire, je m'en excuse par avance, mais vous avez prononcé un mot qui m'oblige à réagir, dans le cas d'espèce du Castel des Deux Rois, c'est le mot « buvette ».

Là aussi il y a eu un problème sur cette buvette.

M.LE MAIRE .- Pour moi non.

Mais pour vous il y a des problèmes ; pour moi, là, je ne les vois pas.

M.KNECHT .- Peut-être que vous pouvez retourner faire une visite pour essayer d'expliquer le caractère pour le moins dénué de tout fondement légal d'une extension de 50 M² sans permis de construire de la même manière qu'il serait toujours opportun d'expliquer comment la partie apparentement qui ne prend pas l'eau au Castel des Deux Rois, en sous-sol, pour environ 40 M² est occupée illégalement par l'exploitant actuel et son prédécesseur pour y avoir même installé des cuisines.

C'est là le premier point.

M.LE MAIRE .- Qu'est-ce que vous fouillez vous alors ! Vous cherchez vraiment la petite bête.

M.KNECHT .- Je fais mon travail. J'ai droit comme tout le monde de me rendre dans les jardins publics.

M.LE MAIRE .- Oui, mais c'est pas votre travail. Mais si vous aimez le faire, laissons vous le faire.

M.KNECHT .- Peu importe.

Deuxième point, c'est que j'attire votre attention sur le fait que si effectivement vous démolissez le château...

M.LE MAIRE .- De toute façon on va démolir tout cela.

M.KNECHT .- Tout à fait, mais vous aurez à rectifier la convention...

M.LE MAIRE .- Bien sûr.

M.KNECHT .- ...ou à prévoir des aménagements avec l'exploitant actuel.

M.LE MAIRE .- Aucun problème, c'est déjà réalisé.

M.KNECHT .- Ah ! Sans autorisation du Conseil Municipal ? Sans saisine de la commission du domaine public à des fins économiques ?

M.LE MAIRE .- Non, non, Monsieur, je n'ai pas besoin de vous demander l'autorisation pour résilier quelque chose qui a été confié à titre précaire et révocable dans la mesure où je vais faire des travaux qui menacent ruine et qui entraînent dès lors pour le public qui est reçu des difficultés ; cela fait partie de mes pouvoirs de police.

M.KNECHT .- Eh bien vous m'en transmettez une copie Monsieur le Maire.

- réactions au sein de la Majorité -

M.LE MAIRE .- Peut-être.
Madame PELLERO veut s'exprimer. Vous avez la parole, Madame.

Mme PELLERO -. Je veux simplement vous demander une précision, Monsieur le Maire.

En ce qui concerne l'Eglise Notre-Dame de Lourdes, qui a été détruite récemment, car j'aimais beaucoup cette église, et, quand j'étais petite, j'allais tout le temps là-bas, alors vous l'avez...

M.LE MAIRE .- ...Non pas « vous l'avez », Madame. Moi, je n'ai rien fait, c'est l'Evêché qui l'a fait.

Il y a des églises dont nous sommes propriétaires en vertu de la loi de 1905 ; et il y a des églises dont nous ne sommes pas propriétaires qui sont propriété de l'Evêché et c'était le cas de cette église.

CONSEIL MUNICIPAL DU 23.05.03 SEANCE DE L'APRES MIDI

Monseigneur a décidé de faire disparaître cette église, de vendre le terrain, d'y faire une opération et d'y mettre là un centre quand même, ayant reporté l'exercice paroissial à l'Eglise St-Marc, et si vous me permettez, pour votre voisin de droite, je ne suis pas plus royaliste que l'Evêque.

Mme PELLERO .- Parce que je n'avais pas très bien compris.

M.LE MAIRE .- Eh bien voilà.

Mme PELLERO .- Donc il y a l'Evêque et là à la place il y a...

M.LE MAIRE .- Madame, Monseigneur est propriétaire de ses biens, il en fait ce qu'il veut.

Mme PELLERO .- Et il y a un lieu de prière maintenant.

M.LE MAIRE .- Je ne suis intervenu par l'intermédiaire de Madame RECLUS que pour l'obtention du permis de construire, qui a été demandé.

Mme PELLERO .- Ah d'accord. Merci.

M.LE MAIRE .- Oui, on m'indique, j'avais oublié de le dire, que l'Eglise neuve est inscrite dans le programme immobilier, qui plus est ; il y aura toujours une église. Elle ne sera plus seule comme elle était jusqu'à maintenant, elle n'était pas très jolie d'ailleurs, mais elle était la vieille église de tous les paysans du coin et je le sais bien.

Bien on continue.

M.GELES-DUCARME .- Alors sur la 17.1 qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Adopté à l'unanimité.

- * -

17.2 - Groupe Scolaire Ariane Sud – Travaux de gros entretien – Avenants aux marchés de travaux pour les lots 1,5,7,8, 9, 10 – Avenant au marché de contrôle technique.

Contre ?

Abstention ?

Adopté à l'unanimité.

Merci.

- * -

17.3 - Groupe Saint Barthélémy – Travaux de gros entretien – Aménagement du programme général – Lancement d'un appel d'offres ouvert à l'entreprise générale

Nous relançons pour la Xième fois ces lots et nous avons dû relancer les lots 1, 3, 5 des VRD.

Toutes les offres reçues sont supérieures à l'estimation.

Nous n'y pouvons rien.

M.LE MAIRE .- Madame HERNANDEZ-NICAISE, on vous écoute.

Mme HERNANDEZ-NICAISE .- J'habite le quartier, c'est l'école où sont allés mes enfants et je déplore amèrement ce retard pris dans ce chantier, qui est énorme, et qui dure 2 ans, à cause de l'occupation permanente par les enfants et la complexité du bâtiment.

Et je voulais juste signaler que, lorsque l'on a lancé l'appel d'offres précédent, j'avais instamment demandé à la Direction des Bâtiments Communaux de lancer l'appel d'offres en entreprises générales.

Et on m'a répondu : non c'est trop cher.

Table des matières

Introduction	2
Première partie : les entretiens semi-directifs à Nice et à Dijon	3
Annexe 1 : Entretien avec Jean-Luc Gagliolo, Conseiller municipal délégué au patrimoine, à la littérature, à la lutte contre l'illettrisme, au théâtre et à la langue niçoise.....	4
Annexe 2 : Entretien avec Jean-Marc Giaume, Conseiller municipal délégué au patrimoine historique, à la langue niçoise, et au cinéma.....	14
Annexe 3 : Entretien avec Jacques Peyrat, Ancien sénateur maire de la ville de Nice (1995-2008)	27
Annexe 4 : Entretien avec Patrick Mottard, Ancien conseillère municipale d'opposition, ancien conseiller général Parti Radical de Gauche.....	35
Annexe 5 : Entretien avec Dominique Boy Mottard, Conseillère municipale et métropolitaine d'opposition (Parti Socialiste puis Parti Radical de Gauche) et Patrick Mottard	46
Annexe 6 : Entretien avec Jacques Victor, ancien conseiller municipal et conseiller général Parti Communiste	56
Annexe 7 : Entretien avec François Laquière, Directeur de la mission pour l'inscription de la Promenade des Anglais au patrimoine mondial de l'Unesco	64
Annexe 8 : Entretien avec Christine Martin, Conseillère municipale adjointe à la culture de Dijon	76
Annexe 9 : Entretien avec Yves Bertheloot, ancien conseiller municipal adjoint à la culture de la Ville de Dijon,	84
Annexe 10 : Entretien avec Jean-Pierre Gillot, ancien conseiller municipal délégué au patrimoine, président de l'association Icovil	96
Annexe 11 : Entretien avec Michèle Curtil Faivre, ancienne conseillère municipale adjointe à la culture sous le mandat de Robert Poujade (1990-2001) et Michel Bon, ancien Directeur territorial à la Ville de Dijon (1972-2011)	108
Annexe 12 : Entretien avec Jean François Bazin, ancien conseiller municipal délégué à la culture sous le mandat de Robert Poujade, ancien Président de la Région Bourgogne, journaliste régional	124
Annexe 13 : Entretien avec Adrien Cassina, Directeur des services culturels de la Ville de Dijon,	138
Annexe 14 : Entretien avec Thierry Caens, Ambassadeur culturel de Dijon.....	146
Deuxième partie : Les discours des maires de Nice et de Dijon	156
Annexe 15 : Discours de François Rebsamen, maire de Dijon, pour le lancement de la Cité de la gastronomie et du vin	157
Annexe 16 : Discours du maire de Dijon Robert Poujade pour l'inauguration de l'Auditorium	163

Annexe 17 : Discours prononcé par Robert Poujade à l’occasion du Forum du Patrimoine	165
Annexe 18 : Discours de Robert Poujade sur la fondation Grandville	171
Annexe 19 : Discours de Christian Estrosi pour l’inauguration de l’exposition Promenade des Anglais	174
Annexe 20 : Discours de Christian Estrosi pour l’inauguration de l’exposition « Nice 2013, un été pour Matisse »	177
Annexe 21 : Discours de Christian Estrosi pour l’inauguration de la bibliothèque Raoul Mille	180
Annexe 22 : Discours de Christian Estrosi pour l’inauguration du Quai des Etats-Unis	186
Annexe 23 : Discours de Christian Estrosi pour l’inauguration du Musée du Sport	190
Troisième partie : annexes complémentaires	192
Annexe 24 : Discours de Maurice Druon, ministre des Affaires culturelles prononcé à Dijon à l’occasion du dixième anniversaire de la fondation de l’Association Nationale pour la protection des villes d’Art	193
Annexe 25 : Procès-verbal du Conseil municipal de Nice du 23 mai 2003, délibérations sur le permis de démolir du Castel des Deux Rois.....	202